



HAL
open science

Humanitaire et légitimité, l'analogie moderne : architecture humanitaire, trajectoires des jeunes étudiants et diplômés à l'international

Thomas Poullaouec-Gonidec

► To cite this version:

Thomas Poullaouec-Gonidec. Humanitaire et légitimité, l'analogie moderne : architecture humanitaire, trajectoires des jeunes étudiants et diplômés à l'international. Architecture, aménagement de l'espace. 2021. dumas-03480111

HAL Id: dumas-03480111

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-03480111v1>

Submitted on 14 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

L'ANA-
LO-
GIE
MODER-
NE.

HUMANITAIRE
ET
LÉGITIMITÉ,

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTOUR

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

REMERCIEMENTS.

Je tiens tout d'abord à remercier tous les jeunes étudiants et diplômés ayant acceptés le jeu de l'entretien, sans quoi ce mémoire n'aurait jamais pris forme, mais aussi à Bettina Horsch pour ses conseils et ses retours avisés tous le long de l'année.
Et merci à Marie et Lucas pour leur aide durant l'écriture de ce mémoire.

HUMANITAIRE ET LÉGITIMITÉ, L'ANALOGIE MODERNE.

L'architecture humanitaire : trajectoires des jeunes étudiants et diplômés à l'international à travers les déterminants de l'engagement, les rôles endossés et les apports post-expérience.

L'humanitaire est une perspective qui s'installe très tôt, avant même les études supérieures, lors de voyages, de lectures, d'expériences racontées... Une ambition de comprendre ce monde inégalitaire, dans sa large diversité, dont nous sommes acteurs, et aider ceux n'ayant pas des conditions de vie adéquates. Puis l'architecture fit son entrée et apporta sa pierre à l'édifice, notamment avec son côté social quelque peu perdu depuis des années, mais toujours présent avec l'idée de construire pour les autres. Un rêve, porté par un pan de l'architecture autre que celui que nous retrouvons, prisonnier d'un monde économique, et ainsi voir l'architecture autrement; dans une autre nature : au plaisir de construire pour, avec, mais surtout parmi les gens. Des pensées innocentes, utopiques peut-être, mais fondées sur le rejet de faire de l'architecture aujourd'hui.

L'image de l'architecture humanitaire apparaît donc et pourrait amener à voir, comprendre, découvrir et parcourir le monde, comme ces architectes internationaux, pour aider et secourir. Mais qu'est ce vraiment l'action caritative et l'architecture humanitaire ?

- 8 Avant-propos.
- 14 Introduction.
- 23 L'architecture humanitaire dans l'univers cosmopolite de l'action caritative.
De la solidarité à l'idéologie moderne humanitaire.
Les organismes humanitaires entre mutation et dérives.
L'architecture humanitaire, professionnalisation comme dilatation.
- 61 L'architecture humanitaire, une porte de sortie.
Fuir le monde architectural français, et explorer une nouvelle voie.
La pratique sociale de l'architecture humanitaire.
Une expérience à l'international, à la découverte des cultures.
- 85 Les jeunes à l'assaut de nouveaux rôles.
Pluralité des statuts, germe de disparité des rôles.
Une diversité de pratique facteur de possibilités infinies.
La place de l'expatrié dans la société locale.
- 113 Le post-expérience, le moment de vérité ?
Aucune plus value d'ordre professionnelle.
Une ouverture d'esprit pour rebondir.
Des projets pour prolonger dans cet univers.
- 134 Conclusion.
- 141 Bibliographie.
- 147 Entretiens.

AVANT-PROPOS.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Le travail de ce mémoire s'oriente vers le vaste univers qu'englobe l'architecture humanitaire, en réduisant l'entonnoir plus précisément sur la trajectoire des jeunes étudiants et diplômés en architecture. Souvent éphémères, leurs expériences dans l'humanitaire soulèvent de nombreuses questions. Nous retiendrons notamment celles autour des raisons de leur engagement, parfois éthiquement questionnables, ou encore ce qu'ils pourraient en retirer et l'impact sur leurs travaux futurs.

Tout sujet social traîne des stéréotypes liés logiquement aux *a priori* des individus extérieurs à ce monde car tantôt réduit à de simples caractéristiques, pouvant cacher une complexité de fonctionnement par exemple, ou encore parfois des avis reflétés directement par ces domaines sociaux à travers leurs campagnes publicitaires. L'architecture humanitaire comprend les deux. Enfin, je me situe par rapport aux deux. Et je note qu'un paradoxe s'installe, d'un côté le cliché de l'humanitaire aidant, mettant la main à la patte, vivant dans l'insalubrité, mélangé dans des ruines de catastrophes naturelles, où son âme est pure et forte face à tant d'horreur, en rentrant le soir boueux jusqu'à la tête et recommençant le lendemain sans jamais se plaindre. Et de l'autre, une vision de l'humanitaire représentée dans les médias, à la limite de la caricature pour les enfants, avec un monde humanitaire tout-joli-tout-beau, se liant plus à de la propagande qu'à un reportage sur la réalité du terrain. Ces deux antipodes cohabitent pourtant aujourd'hui dans la société et m'habitent. Des idées bien faussées qui

amènent un nombre considérable de jeunes diplômés, ou en voie d'être diplômés, à se lancer dans une expérience humanitaire. Les confrontant très rapidement à une réalité dure, les mettant aux défis, et dans des circonstances auxquelles ils ne sont pas préparés et pas à la hauteur. Mais là est un autre sujet. Il sera ici important de se focaliser sur les arguments qui amènent un étudiant à quitter son chez soi, pour se projeter dans un univers où la largeur des épaules, pour supporter toutes les catastrophes de l'être humain, doit être de taille.

Mon travail commence donc au moment précis où pour eux leur expérience commence, dans leur tête, une idée apparaît, une raison en suit créant l'envie puis ce départ. La question de légitimité vient donc se heurter à moi, moi qui n'ai pu pratiquer dans ce domaine et me faire mes propres avis pour éloigner tous ces stéréotypes. Une légitimité que nous pouvons transvaser avec l'ignorance. Car n'est-il pas plus facile de rester objectif et impartial lorsqu'on est innocent et vierge de toute information ? Le travail d'entretien viendra donc alimenter mes ressources pour montrer l'ampleur du phénomène à travers les paroles des sachants. Partons sur le principe qu'ici les sachants étant donc ces jeunes se lançant dans l'architecture humanitaire le temps de quelques mois ou années. Vient donc ensuite la façon dont je pourrai mettre ma naïveté en avant pour capter de bonnes informations et ne pas influencer mes enquêtés.

Façonner ces entretiens sera donc un travail minutieux, quelles positions rendre ? Que demander pour avoir une réponse franche ? Quelles attitudes avoir ? Comment réagir à de belles paroles dissimulant un mensonge ? Comment comprendre chaque individualité dans une dynamique de groupe ? Quelles interprétations faire sur chacune de leurs raisons de départ ? Tant de ques-

tions qui construiront une enquête où nous admettrons qu'il y aurait la destruction des stéréotypes petit à petit au fil des paroles. Mais ne suis-je pas déjà en train de conclure avant même d'avoir la matière pour y répondre ? La réponse vient avant la question il est vrai, mais il est de principe de partir sur des attendus -récolter préalablement dans les écrits scientifiques- pour construire une maquette d'entretien, et s'y appuyer durant l'action. De fait, je ne serai pas «*transparent socialement*» (Dauvin P. et Siméant J. 2001), la maquette s'orientera et se formalisera ainsi sur des hypothèses provenant de savoir-faire et d'orientations théoriques. Des points de vigilance viennent pourtant au travers du chemin : les réponses fausses ou banales pour se dédouaner d'un acte passé, peut-être non assumé, non-éthique ou encore un souvenir erroné, évitant de se mouiller, ou encore savoir quel recul prendre par rapport à ces récits vécus. Peut-être est-ce des stéréotypes me direz-vous, mais c'est un fait que tout enquêteur peut redouter. Il doit y avoir des solutions. L'interprétation du discours, des faits et des gestes suivant ces allocutions éclaireront sûrement ces paroles parfois abusives.

Un rapport de force dominé/dominant s'offre ici, où je suis ignorant de cette pratique architecturale (ignorant est ici pris au terme de non-expérience sur le terrain) et autrui établit des faits, répondant sur le seul point de sa pratique passée. Un rapport qui peut ainsi leur permettre, à l'inverse, de paraître plus à l'aise, allant jusqu'à me guider. N'étant pas sur le terrain, le système de confiance réciproque est ainsi court et peut avoir ses contraintes lors d'un entretien. Les raisons du départ de ces jeunes étant dans un espace temps éphémère et immatériel, le moment T est donc un récit à partager dont je suis oreille pour les accueillir. Nous pouvons noter qu'il en est de même pour les apports et l'impact post-expé-

rience pour ces diplômés. Les espaces d'accueil seront variés et temporaires, et la crise nous profile aussi un nouveau mode : la visioconférence. Pratique pour éviter de se déplacer, rapide pour avoir un rendez-vous mais la perte de contact humain à bien plus à perdre. Bien des informations peuvent nous échapper, le comportement physique, les accroc de langage, et le côté rassurant de l'enquêteur laisse ainsi un froid de glace à travers une image qui bouge au son du réseau internet.

Partir sur des stéréotypes de l'humanitaire et les déconstruire pour montrer la réalité -peut-être erronée- du terrain, mais se demander si les jeunes ne s'engagent pas par opportunisme, pour une ligne de plus sur leur CV, est bien là une ambivalence. Je pars donc du principe que les volontaires ont tous quelque chose à y gagner dans ces expériences, reconnaissance, connaissance, voyage, échappatoire, opportunités, découverte... Mais qu'ils ont vécus d'innombrables choses et sont des puits de ressources et d'informations qui construiront ce mémoire.

Les idées pré-conçues nous amènerons donc au parti pris de mettre en lumière la propagande médiatique que fait l'objet l'humanitaire à travers les ONG. Pour cela, le mémoire s'illustrera d'images choisies, en correspondance avec les sujets abordés, sur les sites internet des associations et Fondations pratiquant l'architecture humanitaire à l'international. Les belles images adouciront les propos parfois satiriques élaborés tout au long de la lecture. Mais elles seront et resteront tout pour autant une fausse image de la réalité.

Formations de locaux par Architectes de l'Urgence - archifurgent.com



INTRODUCTION.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Définir l'humanitaire reviendrait à mettre des limites à un domaine ne pouvant être résumé en une seule poignée de phrase. Un mot vaste, où chaque définition peut avoir un degré d'approche différent, avec les utilisations d'expressions *venir en aide*, *s'intéresser au bien de* ou encore *s'attacher à soulager*. Mais toutes se rejoignent autour *d'améliorer la condition de l'Homme*. Un parallèle avec son étymologie, dérivée du terme *humanité* renvoyant à la nature humaine et à la sympathie pour le malheur humain. Un mot «mère» suivi de toute une famille avec lui, illustré avec : Urgence, Aide, Développement, Solidarité, Coopération. Des expressions, parfois controversées, que nous devons définir pour mieux cerner cet univers. Amenant ainsi des nuances sur la projection que nous pouvons faire de ce terme humanitaire. Un mot vaste qui par sa définition large met aussi à mal le caractère significatif de ces 500 000 femmes et hommes pratiquant cette discipline dans le monde.

La divergence des opinions, et leur toute nouvelle arrivée sur la scène internationale, malmène ces individus lorsqu'il faut chercher à les définir, notamment par des auteurs comme Philippe Ryfman mettant à jour la dualité autour du bon humanitaire ou non: *«certains y verront l'expression la plus pure de la solidarité entre êtres humains quand d'autres le taxeront d'avatar néocolonial ou de soutien à l'ennemi dans un conflit armé»* (cité par Rosenbaum L. 2017). De leur côté Marie Aquilino et Juliette Soulez (2010) proposent trois points définissant le rôle de ces architectes : *«apporter de réelles compétences*

et une expérience de terrain, se constituer comme des instances de représentation et de médiation pour la population auprès des gouvernements et de proposer une vision préventive en réponse à l'urgence d'un événement».

Mais ces acteurs ne sont pas seuls. Ils sont encadrés par des personnes morales que sont les Organisations Non Gouvernementales (ONG), mais qui elles-mêmes -de part leur récente création - ont des contrastes idéologiques. En effet on peut en distinguer deux majeurs : *l'ancien humanitaire* représenté le CICR -restant toujours neutre¹ autour d'un code de confidentialité- et le *nouveau humanitaire* illustré par exemple par Médecins Sans Frontières -étant neutre tout en dénonçant les atteintes aux droits de l'Homme. Ces disparités ne doivent pourtant pas mettre en place une périodisation avec un avant et un après (Malkki L. 2007). En effet, bien que les points de vue divergent, elles côtoient le même espace moral, qui est ici l'espace de l'aide humanitaire. Malgré ça, les ONG préconisent et sont facteurs d'internationalisme² -inspiré de l'internationalisme socialiste, l'internationalisme libéral des États-Unis construisant aujourd'hui les logiques de ce terme. Et malgré le fait qu'historiquement l'action humanitaire a partie liée avec le mouvement démocratique, elle n'a pas pour autant l'objectif d'installer la démocratie (Brauman R. 2009). De plus l'action humanitaire n'est pas la défense des droits de l'Homme, «*elle a pour finalité de redonner aux victimes le choix*» (Brauman R. 2009).

(1) La neutralité du CICR est une règle d'or, mais est contestée par une partie du corps humanitaire, en effet «la plus grande tâche morale éthique et politique sur le blason du CICR est sa conduite durant la montée du nazisme dans l'Allemagne d'Hitler» (Malkki L. 2007).

(2) Doctrine selon laquelle les divers intérêts nationaux doivent être subordonnés à un intérêt général (Dictionnaire Larousse).

(3) Partie de la philosophie qui envisage les fondements de la morale (Dictionnaire Larousse).

Mais subsiste, dans ce magnifique tableau de solidarité, une tâche : la légitimité. Base de l'éthique³, question présente dans tous les esprits -qu'est-ce qu'être légitime et comment l'être- ce caractère reste flou et ne peut être mesuré. S'appuyant sur la morale et conforme à l'équité, la légitimité, fondée sur la raison, doit pourtant être

soulevée. En quoi un architecte français serait plus apte à concevoir et construire dans un pays africain, outre les moyens économiques. Nous retrouvons plusieurs écoles, celle de Patrick Bouchain est de dénoncer cette pratique. Il fait partie de ces architectes ne s'expatriant pas et ayant un regard critique sur la situation. Ses rares interventions à l'étranger lui font découvrir *«les effets tout aussi néfastes de la décolonisation, puis ceux de la néo-colonisation, au nom plus présentable d'aide par la coopération»* (Nantois F. 2006). Les architectes ne sont pas encore capables de répondre à la demande en logement pour les plus précaires dans leur propre pays alors pourquoi intervenir ailleurs. *«Contrairement au médecin dont l'intervention même dans un cadre humanitaire, repose sur des techniques importées aux apports connus et mesurables, le travail d'un architecte est nettement plus contextuel»* (cité par Nantois F. 2006), et donc difficilement mesurable dans la généralité. Pourtant, chaque année l'humanitaire brasse 7000 nouveaux volontaires dans son système. Des jeunes étudiants ou de jeunes actifs pour la plupart, qui ne resteront pas plus d'une seule année. Un va-et-vient rendant la vie humanitaire instable.

Et c'est dans ce cadre là, que depuis une dizaine d'années un autre phénomène apparaît dans ce champ de la pratique architecturale, devenu une mode pour les étudiants mais aussi parfois pour les jeunes actifs, le volontourisme⁴. L'idée est de profiter de ses vacances pour aider la population locale, ou de faire du honeyteering⁵, faire sa lune de miel humanitaire. *«Ils viennent soit se construire un CV, soit se reconstruire parce qu'ils sont en mauvaise passe. Charge donc aux enfants étrangers de soigner les problèmes des occidentaux»*, plaide Sébastien Marrot (Rousseau N. 2016). Les sociétés telles que *Projects Abroad*, *The Green Lion* ou encore *Jeunesse et Reconstruction* permettent à ces jeunes de faire ce volon-

(4) Néologisme, créé par le secteur touristique anglo-saxon formé avec les mots volontariat et tourisme. En français cette expression a une connotation négative.

(5) Expression anglaise créé à partir de «honeymoon» et «volunteering»

tourisme. Lors de ces voyages tout est compris, logement, nourriture, sécurité, transport... des atouts pour séduire de jeunes gens rêvant d'aventure mais n'ayant pas l'audace de s'y plonger seuls.

«*En quête de résolution des problématiques sociales et de découverte des cultures internationales, l'action humanitaire fascine les étudiants en architecture*» (Rosenbaum L. 2017) même si pourtant le secteur de l'architecture de l'urgence est méconnu et bien sûr largement idéalisé. Les ONG manquant pour la plupart de personnel, engagent donc des jeunes sans expérience mais surtout sans recul sur leurs futurs activités⁶. Dures physiquement mais aussi mentalement ces expériences volontaires, non rémunérées, amènent les ONG à demander une contribution assez importante (Delpierre A. 2017). Un affront pour ces jeunes, les ONG ne proposent ni matériel de travail, ni logements, ni billets d'avions... ni assurances en cas d'accidents. Ces contributions leur permettant de prendre en charge des investissements autres. Malgré des conditions difficiles, des frais, un manque de crédibilité de certaines ONG, le nombre de jeunes volontaires augmente d'année en année.

(6) Retour sur les propos tenu par Madame S. lors de l'entretien autour de ses expériences humanitaires avec l'ONG Building Trust International au Cambodge et dans l'agence de Shigeru Ban à Tokyo.

Mais quelles sont les motivations de ces jeunes diplômés ou en voie d'être diplômés, pour se lancer dans l'architecture humanitaire malgré les nombreuses contraintes. Il serait donc intéressant de relever et comprendre quelles sont les raisons pour que l'individu parte dans une inconnue, sans garantie, et quels sont les apports de cette expérience sur le long terme. Réussir à questionner si ce terme humanitaire fait encore rêver plusieurs générations par les belles images médiatisées à la télévision ou sur les réseaux sociaux. S'interroger si l'urgence est une dynamique attractive. Mais aussi si la société d'aujourd'hui et notamment le marché du travail ne mettent pas en avant le côté expérience à l'international, mon-

trant une ouverture d'esprit du candidat. Des normes sociales informelles, amenant les jeunes actifs à se lancer dans une expérience humanitaire pour promouvoir leur CV. Une vision, portée aussi par les ONG, pourtant antinomique avec l'humanitaire. Ces organismes sont ainsi une métaphore des comportements humains. Cherchant toujours une meilleure image pour arriver aux meilleures instances, mettre en valeur ses projets pour être remarqué et conquérir de nouvelles subventions... Et à l'inverse, existe-t-il des individus, rêvant d'un monde meilleur, d'une répartition des ressources équitable, et qu'un toit puisse recouvrir chaque tête, et s'engageant ainsi dans l'humanitaire. Malgré ces deux antipodes logiques relevés ici, les rapports de force sont bien plus complexes. Par conséquent, nous prendrons comme point de départ cette question : l'universalisme comme base de l'expérience caritative internationale ou comment défendre une légitimité philanthropique ? Il est donc important d'y répondre à partir du constat que des déterminants de l'engagement, des rôles endossés et des apports post-expérience des jeunes diplômés amèneraient -ou non- une légitimité à leur expérience humanitaire à l'internationale.

Ainsi après un contexte établi sous tous ces angles, il n'est pas ici question de remettre en question leur légitimité propre -qui est personnelle et saurait se justifier d'une façon ou d'une autre- mais plutôt de comprendre comment la rendre à nos yeux, mais aussi surtout dans un contexte de mondialisation et de globalisation cosmopolite dans lequel l'humanitaire est aujourd'hui enraciné. Et ainsi construire un début de socle pour une réponse approfondie sur cette question touchant à la morale et à des domaines plus large que l'architecture.

Maison urgente de la Fondation de Shigeru Ban - shigerubananarchitects.com





L'ARCHITECTURE
HUMANITAIRE
DANS L'UNIVERS
COSMOPOLITE
DE L'ACTION
CARITATIVE.

ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUS LE DROIT D'AUTEUR

*DE LA SOLIDARITÉ À
L'IDÉOLOGIE MODERNE
HUMANITAIRE.*

ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

L'humanitaire comme cadrage de solidarité internationale.

Un large sujet associable par la majorité, mais pourtant flou et à multiple facette. Il est donc question de définir de façon à ne pas se perdre dans un océan de significations hypothétiques, où aucun objet n'aurait d'image, laissant part à une imagination débordante, perdue dans l'incompréhension. Comme énoncé précédemment, le concept *humanitaire* ne pourrait être assigné à une case, il sera donc question de se situer entre la détermination des limites et la création d'un néologisme.

Ainsi nous ne pouvons pas commencer sans énoncer une définition conventionnelle, illustrée par les Dictionnaires *Le Robert* et *Larousse*, où l'humanitaire viserait au bien de l'humanité et chercherait à améliorer la condition humaine, au sens philanthropique. De ce fait, le mouvement anti-esclavagiste -entre le XVIII et XIXème siècle- serait considéré comme le premier mouvement humanitaire d'ampleur internationale. Mais ce terme aurait émergé, en France, qu'en 1831 et mentionné dans le Dictionnaire de l'Académie, seulement à partir de 1884, au sens de : «*se dit de certaines opinions, des certaines doctrines, qui prétendent avoir pour objet le bien universel de l'humanité*», accompagné donc du suffixe -aire comme autogestionnaire, concentrationnaire, libertaire, sécuritaire, totalitaire et autres mots de bon aloi (Tournier M. 2001). Concept universaliste, il est par conséquent rattaché à la catégorie des discours sans opposants (Juhem P. 2001),

tout comme les thématiques anti-racistes, écologistes ou encore celles liées à la lutte contre les maladies comme le cancer ou la mucoviscidose, des causes généreuses qu'aucun individu n'a intérêt à mettre en cause. Cette perspective donnée par l'humanitaire varie selon des paramètres, et notamment en l'absence de définition universellement admise, l'interprétation du mot fluctue selon les cultures (Pérouse de Montclos M. 2005). Aujourd'hui, le terme rappelle -dans un imaginaire collectif et particulièrement dans l'article 25 de la Déclaration des droits de l'homme de 1948- un certain engagement de la société et des pays dit développés à aider les personnes n'ayant pas la capacité de subvenir à leur besoin en termes de santé, de toit sur la tête, de bien-être et d'alimentation. Vision universaliste, au sens xénophile et égalitaire, l'humanitaire prend donc ses sources dans la charité et la compassion. Une philosophie évolutive, passant de l'idée à l'application. C'est pourquoi -séant toujours à son rôle philanthropique- l'humanitaire meut, pour à présent se définir dans un univers complexe, lié à une dite industrie de relation internationale pragmatique, projetant avec elle de nouvelles images, et par conséquent obstruant le concept peu matérialisé jusqu'alors. Étant aujourd'hui une pratique, une déontologie s'y construit, laissant encore de nombreuses questions éthiques en suspens, mais amenant les humanitaires à beaucoup écrire sur celle-ci pour y débattre et y laisser des traces. De cette mutation on parla, à partir des années 1970, de l'idéologie humanitaire (de Bellaing L. 2000), étant «*l'ensemble des représentations qui provoquent la gestion planétaire des victimes des conflits et des catastrophes et d'une part des exclus des processus de distribution des richesses*» (Hours B. 1999). Un volet moral du monde global néolibéral, essayant d'instaurer des normes et des valeurs universelles, à partir d'un consensus planétaire (Hours B. 1999). Tout en prenant en compte que l'idée d'universalité des droits de

l'homme est une vision occidentale. Un postulat questionnable et que nous questionnons par la suite.

Outre le concept d'humanitaire, nous retrouvons un considérable champ lexical de termes, plus ou moins anciens, à sens multiples, ou controversés, illustrés par : solidarité, urgence, coopération et aide au développement. Souvent confondus, remplacés, ces mots ont pourtant une construction divergente et des imaginaires hétéroclites. La solidarité, le sentiment d'un devoir moral envers les autres membres d'un groupe, est pourtant associé à l'heure d'aujourd'hui à une marchandisation de cette expression de bonne figure. Diamétralement opposé, une participation d'œuvre commune mais souvent liée à une politique d'entente entre des Etats, la coopération ramasse et traîne une image arriérée et négative, assimilée à la colonisation du XXème siècle et le rôle de ces pays colonisateurs, présentant leur coopération avec leur États-provinces, pour leur bien-être et leur *développement* -n'étant pas encore employé à ce moment là. D'autant qu'au sens premier, coopération équivaut à collaboration, travailler avec, au sens égaux. Une dérive, prouvée par la date des nombreux ouvrages -s'arrêtant à la fin des années 70- énonçant avec construction et pertinence cette expression. Trop affilié à ce passé marquant, il n'est dès lors plus au centre de débats, laissant place à son adjectif coopératif, plus moderne. Ce mécanisme pourrait faire appel à l'assistance technique moderne (Trebus M. 1964), cette ancienne expression et disparue de nos jours, définissant ces échanges de savoir¹ entre les pays européens au XVIIème siècle.

De leur côté, l'urgence et l'aide au développement sont aujourd'hui plus au cœur des débats, et malgré leur sens associé à une logique temporelle, leur association avec une pratique reste encore difficile. En nous basant sur leur sens premier, l'urgence, la nécessité d'intervenir vite, conviendrait donc à l'action d'aider le plus rapide-

(1) *la France faisait venir des spécialistes d'Allemagne et de Suède pour la métallurgie, de Hollande pour les draps, de Venise pour la broderie et les glaces, de Milan pour la soie*

(2) *Le président américain Truman souligne, dans son discours sur l'état de l'Union de janvier 1949, la nécessité de mettre une aide technique à la disposition des régions sous-développées. Il établit une dichotomie développement-sous-développement qui sonne le début de l'ère du développement. Cette ère, lancée dans un contexte de Guerre froide, fait du sous-développement un enjeu politicostratégique, alors que les États-Unis, conscients de la progression du communisme sur le terrain de la pauvreté et d'un nationalisme exacerbé qui règnent dans ces pays, vont utiliser l'aide comme politique d'endiguement. (Ngirumpatse P. & Rousseau C. 2007)*

ment possible, à la suite d'un élément déclencheur -une catastrophe tant naturelle qu'humaine mais aussi des répartitions des richesses inégales- pour y rétablir un équilibre humain, social, économique, culturel et politique. Quant à elle, l'aide au développement, expression très contemporaine, et conception occidentale du mot développement², découle d'une logique à plus long terme, dans le but d'aider ces espaces géographiques catégorisés en voie de développement, un point de vue unilatéral, amenant le concept à être inconfortable.

En laissant coopération, solidarité ou encore assistance technique sur le côté de la route, certains énoncent un contentieux tout d'abord entre l'urgence et le développement pour leur y associer une image, mais aussi la place qu'ils pourraient situer en se confrontant au mot humanitaire. En partant du principe que l'aide doit être rapide, et la suite étant réservée aux gestions des Etats eux-mêmes, l'urgence et l'humanitaire ne seraient-ils pas synonyme? L'aide au développement et l'urgence ne seraient-elles pas deux pratiques, loin d'une philosophie philanthropique, ternie par un manque de terrain qu'est l'humanitaire? Sont-ils deux phases structurant l'humanitaire? Plusieurs écoles existent, mais ici nous partirons sur cette dernière hypothèse, la structuration de l'humanitaire par plusieurs étapes, définissant celle-ci comme plus complexe et élargissant son panel de pratique, en partant sur le principe qu'ils répondent tous au même son : l'amélioration de la condition de l'Homme.

L'humanitaire moderne.

L'humanitaire moderne est le mouvement d'un début d'institutionnalisation d'un concept encore flou à l'époque. La création du CICR (Comité International de la Croix-Rouge) en 1863 serait à l'origine de la «*formalisation institutionnelle des principes philosophiques et déon-*

tologiques de l'action humanitaire de l'ère moderne» (Kurasawa F. 2012). Tout comme la Première Convention de Genève, 22 août 1864, permettant au droit humanitaire international de se développer, un engagement éthique fondamental en prenant en compte les droits et les nécessités des populations dites secourues. C'est le début d'une épopée où des individus et de petits groupes occidentaux sont prêts à prendre en charge matériellement d'autres petits groupes et d'autres individus (de Bellaing L. 2000). Il est d'autant plus facile que ce mouvement fait donc fi des frontières territoriales et socioculturelles (Kurasawa F. 2012), ce qui jusque-là n'était pas tellement développé. C'est aussi le début d'une promesse d'une conception fondamentalement unifiée de l'humanité, dont les différences -religieuses, ethno- raciales et autres- pouvaient et devaient être surpassées au nom d'un principe universel de secours à quiconque en avait besoin (Kurasawa F. 2012). C'est une coopération -dans le sens d'une entente entre différents membres dans un but commun- internationale que le régime de l'aide humanitaire s'inscrit (Audet F. 2011). Ce discours humanitaire met ainsi en place des normes cosmopolites libérales (Juhem P. 2001, Kurasawa F. 2012) amenant avec elles par ailleurs des tensions, que l'on retrouve autour de l'universalisme moral individuel confronté au chauvinisme civilisationnel -se rapportant au relativisme moral³. Deux doctrines, assez anciennes sur le plan international, provenant d'une logique de lutte de souveraineté et d'ouverture d'esprit que nous pouvons retrouver à toute sorte d'échelle. Ce qui nous amène à penser que le monde humanitaire est un lieu de lutte pour sa définition légitime (Dauvin P. et Siméant J. 2001). D'autant que des débats théoriques sur les modèles d'action s'appuient sur des oppositions : urgence/ développement, instrumentalisation/ indépendance ou encore professionnalisation/ militantisme. Un discours humanitaire (Juhem P. 2001) se brouillant

(3) Le relativisme moral est une opinion de plus en plus répandue dans les sociétés occidentales modernes. Il ne consiste pas seulement à constater la diversité des normes morales, mais aussi à juger que toutes ces normes se valent : il n'existerait aucune valeur morale universelle, valable pour tous, mais seulement diverses conceptions du bien et du mal limitées à des cultures particulières. (RI-BÉREAU-GAYON, Philippe. « Le relativisme moral », Etudes, septembre 2015)

(4) voir en autres le projet Sphère.

(5) Les principes fondamentaux de l'humanitaire : 1- l'humanité (toutes les victimes de la crise ont le droit de recevoir une assistance sans discrimination), 2- l'impartialité (assistance basée uniquement sur le besoin), 3- la neutralité (aide humanitaire exempte de favoritisme) et 4- l'indépendance (action exempte d'influence et d'objectif politique, économique, militaire ou autre).

pour certains, relevant d'un manque d'uniformité, de cohérence parfois, c'est pourquoi Dauvin P. et Siméant J. (2001) parlent d'une efficacité sociale de l'humanitaire dépendant en partie de «sa capacité à produire de la doctrine, à débattre, à communiquer et à témoigner» sur leur pratique. Et dans la continuité des débats théoriques cosmopolites, un concept de liberté émerge, *l'espace humanitaire* (Audet F. 2011). Notion pouvant se comprendre «comme un espace de liberté d'intervention civile, caractérisé par certains principes et normes tels que ceux contenus dans la Charte humanitaire»⁴. C'est donc plus qu'une zone physique, il s'agit d'une zone symbolique déterminée par un environnement fonctionnel d'interventions (Audet F. 2011). L'acteur humanitaire, pour la poursuite de son mandat et pour le respect de son identité, doit préserver l'impartialité de son espace de travail de toutes violations des principes fondamentaux humanitaires⁵. L'idée d'un espace humanitaire est véritablement née avec l'intervention de l'OTAN (Organisation du traité Nord-Atlantique) au Kosovo, dans les Balkans, en 1999, se résumant en une mascarade. Des années plus tôt, l'OTAN avait modifié sa mission pour inclure de nouvelles missions dites humanitaires, laissant apparaître une coordination avec la composante militaire, présent sur place pour la guerre civile. L'intégration de l'humanitaire fut justifiée «en fonction d'objectifs stratégiques et fondée sur l'hypothèse que la complémentarité des opérations militaires faciliterait l'intervention, augmenterait les chances de gagner la sympathie de la population et pourrait réduire la durée du conflit» (Audet F. 2011). Cela en dit long sur la stratégie et la philosophie des relations internationales, d'autant plus que ces raisons restent à prouver et que la durée du conflit ne fut pas écourtée, l'impact de ce jumelage n'a pu être démontré. De même, cette stratégie doit convaincre car confier une mission humanitaire aux militaires est potentiellement dangereux et contre-productif, des ques-

tions que nous n'aborderons pas ici.

Ainsi malgré sa forte présence lors des grandes guerres de la première moitié du XX^{ème}, l'intervention humanitaire a pris son essor dans les années 1970, notamment avec le développement des organisations de type sans frontériste et le mouvement de globalisation (Saillant F. 2007) dans lequel le monde évoluait. Mais l'affaire se complique, dans les années 1980, quand ces organisations font appel, peu à peu et à grand renfort de publicité, non seulement à l'opinion publique, mais au capital des personnes et des familles *occidentales*, ainsi qu'aux subventions internationales (de Bellaing L. 2000). C'est le début de la marchandisation concurrentielle que l'on retrouve aujourd'hui dans ce domaine -une figure développée un peu plus tard. Puis au cours des années 1990, une autre mutation apparaît avec les organisations humanitaires se détachant de plus en plus du monde médical (Saillant F. 2007) pour se diversifier dans un panel de champ disciplinaire. Laissant des organisations se spécialiser dans d'autres secteurs, évitant le monopole et l'incompétence de certaines grandes organisations humanitaires, s'étalant sur trop de domaines en oubliant l'action à la micro-échelles sur le terrain. Mais le problème et les critiques restent les mêmes : une vision à trop court terme, pour les organisations humanitaires et internationales mais aussi par les médias, relais des actions humanitaires.

Les organisations caritatives, façade du concept humanitaire.

L'humanitaire aujourd'hui, est ainsi conduite par des organisations telles que des associations, des fondations, des collectifs, mais assemblée sous le nom d'ONG (Organisations non gouvernementales), figure de proue -dans l'imaginaire collectif- représentative de ces actions

humanitaires. Les ONG comble le besoin auquel les Etats et les institutions internationales ne peuvent répondre (Audet F. 2011). Conforme à ces obligations, Amnesty International aide politiquement -au sens politique du terme- et matériellement les populations menacées par des pouvoirs autoritaires ou démocratiques abusifs (de Bellaing L. 2000), l'association française Architectes Sans Frontières (ASF) s'engage à «faire reconnaître et respecter le droit à un habitat digne et adéquat pour tous comme droit universel fondamental dans le respect de la diversité des cultures et des sociétés», un droit d'égalité pour chacun d'avoir un abri, un chez-soi. Un geste digne de partage. Venir en aide aux habitants victimes de catastrophes naturelles ou aux guerres et rebâtir leurs maisons. Une union, une collaboration entre des individus totalement différents, inconnus cherchant à améliorer les conditions de vie de populations démunies. Associations et Fondations parcourent ainsi le globe pour soutenir les populations en détresse, aidées par leur statut leur permettant d'avoir une certaine liberté en ne payant pas de taxes, traversant ainsi plus facilement les frontières. Leur croissance s'orchestra à la fin de la décennie 1970 (Queindec E. 2007), et le début des années 1980 montra une période d'intense entrepreneuriat caritatif⁶ -Action contre la Faim, Médecins du Monde, Aide Médicale Internationale, Handicapé International, Architecte Sans Frontière naissent à cette époque- et de croissance forte, assise sur la collecte de ressources privées (Queindec E. 2007). Il est de même que cette expansion a amené les organisations à posséder leurs propres interlocuteurs et spécialistes locaux sur les terrains des catastrophes (Solvét L. 2017) pour être au plus près des moindres pics de catastrophes, assurant un peu plus leur internationalisation. Malgré ça, il n'existe toujours pas de définition juridique pour une Organisation non gouvernementale. Certains différencient les ONG, d'associations ou encore de

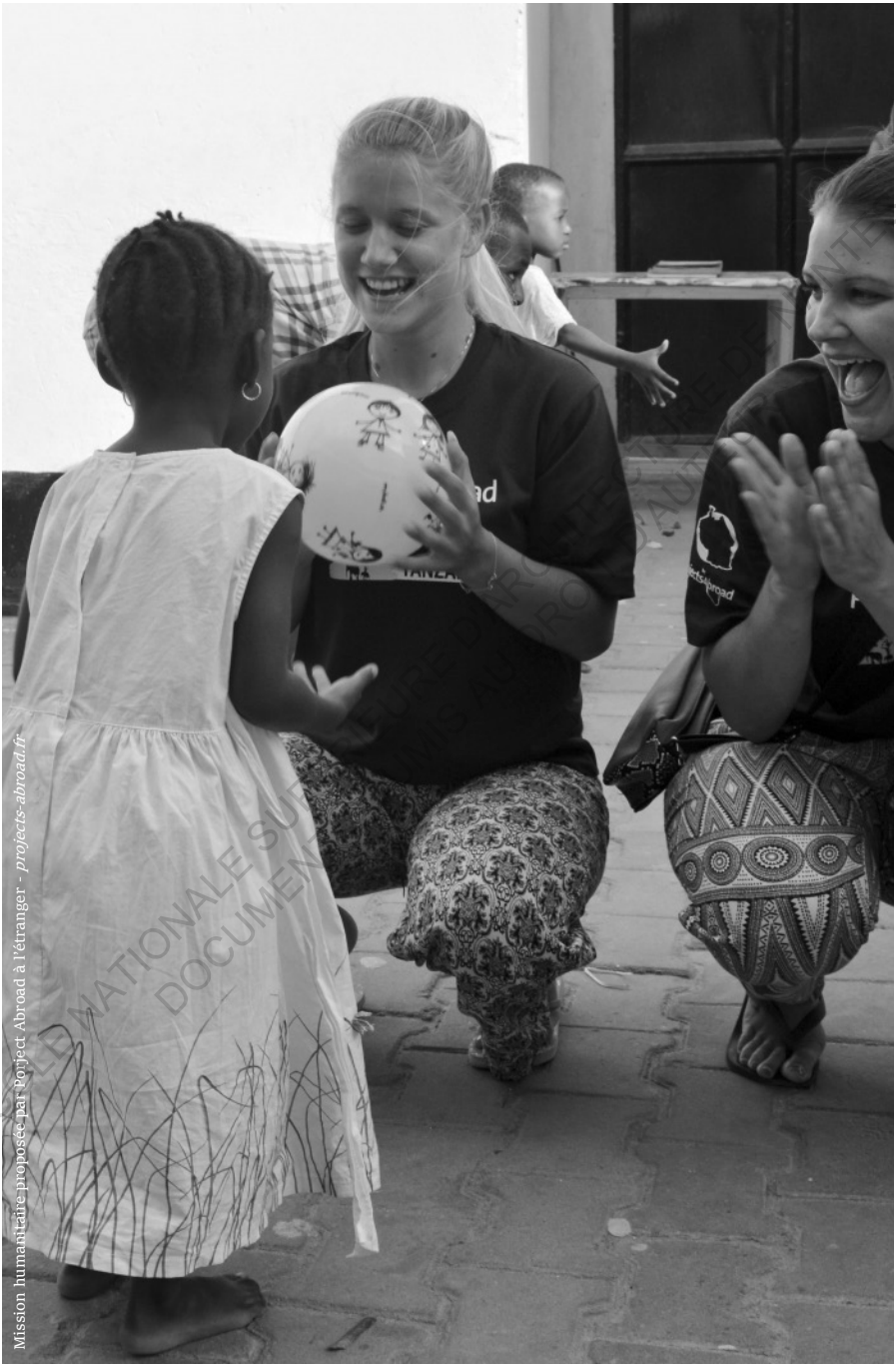
(6) Se dit caritative, une organisation dont l'objet est de porter secours à ceux qui ont besoin d'aide matérielle ou morale. (Dictionnaire Larousse)

fondations, pourtant une ONG doit être créée en France sous le statut de l'un ou de l'autre. Il est vrai que ces rapprochements -fait en manière générale par une majeure partie de la population- proviennent d'un imaginaire de fiabilité envers les notions de ONG et Fondations, en laissant de côté les associations car assimilées souvent à l'amateurisme. Ce lien n'est néanmoins pas fondé, les ONG sont une notion et les associations et les fondations sont des statuts. De ce fait, il existe pour les ONG trois sources de financement : les dons des particuliers, les bailleurs de fonds -réunissant les institutions en général- et les fondations privées.

De cette manière, une association se définit par «*la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun, d'une façon permanente, leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices*» (Poidevin B. 2011). Et une fondation est provient de «*l'acte par lequel une ou plusieurs personnes physiques ou morales décident l'affectation irrévocable de biens, droits ou ressources à la réalisation d'une œuvre d'intérêt général et à but non-lucratif*» (Poidevin B. 2011). Ainsi les fondations dépendent seulement des convictions du seul fondateur, ce qui est un avantage pour une intervention rapide sans accroc, mais c'est à double tranchant, cette solitude amène parfois une intervention unilatérale et aveugle. La question des financements est donc au centre de l'activité des organisations internationales, les dons particuliers garantissent l'indépendance financière, mais c'est une chose rare et difficile à obtenir, de sorte que la plupart des petites ONG dépendent essentiellement de bailleurs de fonds (Demarta L. 2012). C'est pourquoi, pour avoir la main mise sur ce qu'elles font, certaines ONG -notamment Médecins Sans Frontières- ne veulent que des dons, mais la contrepartie est de se tourner vers une forte communication pour être connu, d'où l'abjecte «*course à l'audimat*» (Demarta L. 2012) -que

nous développerons un peu plus tard. Les organisations internationales, n'ayant donc pas de définition juridique claire, naviguant dans un univers n'ayant lui-même pas beaucoup de cadre législatif, sont biaisées, laissant des théories s'affronter quant à leur actions. Une première serait une théorie réaliste, où les ONG seraient les bras des Etats occidentaux pour assurer leurs intérêts, et de l'autre une théorie institutionnaliste, développant une diversité d'acteurs pouvant faciliter la coopération internationale (Audet F. 2011). Ce ne sont que deux parmi d'autres, mais qui permettent d'éclaircir dans un premier temps ces liens tendus que nous pourrions retrouver dans ce monde humanitaire. En contre exemple, nous pouvons citer l'ONG Médecins Sans Frontière, dont *«son parcours ressemble à celui d'une organisation qui, réfutant formellement tout isomorphisme mimétique, se condamne à l'innovant conceptuel pour pouvoir exister»* (Queinnec E. 2007). Une stratégie de démarcation, en termes d'image mais aussi de financements par rapport aux autres ONG. Une divergence d'idéologie que l'on retrouve au sein de ce domaine mais aussi -et ce que nous allons essayer comprendre- à l'extérieur, avec cette étiquette que l'humanitaire porte depuis quelques années, composée d'expression du monde socio-économique des entreprises et du royaume de la concurrence des marchés.

Mission humanitaire proposée par Project Abroad à l'étranger - projects-abroad.fr



*LES ORGANISATIONS
HUMANITAIRES, ENTRE
MUTATION ET DÉRIVES.*

ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUS RÉSERVE DES DROITS D'AUTEUR

Les ONG et l'idéologie universaliste en débat.

L'image renvoyée par l'humanitaire s'est dégradée depuis une dizaine d'années. En effet, cela peut être abordé et présenté avec les chiffres, 47% des français pensent que l'aide au développement n'est pas ou peu efficace⁷, un constat quelque peu inquiétant, mais mettant à jour une critique, ne remettant pas en doute la bonne foi des humanitaires, mais plutôt la stigmatisation de leur manque de lucidité, de leur naïveté et de leur conscience (de Bellaing L. 2000). L'expression *l'humanitaire-machine* (Saillant F. 2007) fit même son apparition. Quels sont les fondements de ces remises en cause de l'idéologie humanitaire ?

Nous pouvons tout d'abord partir sur le rappel de trois principes idéologiques clamés par les ONG humanitaires, qui sont l'universalisme, le droit et la neutralité. Mais à peine sont-ils énoncés qu'ils sont déjà contestables, effectivement, ils sont très peu respectés, et particulièrement celui de la neutralité, qui est le plus controversé et cela même au sein des organisations qui reconnaissent de plus en plus le caractère utopique (Saillant F. 2007).

Utopique, une notion pour le moins impossible à atteindre mais qui renvoie aussi à une remise en cause du travail et de l'évolution de ces organisations. Médecins du Monde y a donc cherché un remède, en cherchant à démontrer une légitimité à ces actions, la collection *Médecins de l'impossible* en est donc le résultat, où l'ONG «s'analyse comme

(7) sondage de juillet 2006 réalisé par l'IFOP (Institut français de l'opinion publique).

une entreprise d'auto-légitimation, qui s'efforce d'accrocher l'héroïsme de personnages et les évolutions récentes du milieu humanitaire» (Dauvin P. et Siméant J. 2001). Une campagne de propagande publicitaire, cachant les effets pervers d'une aide humanitaire s'attaquant aux symptômes et non aux causes de la pauvreté (Pérouse de Montclos M. 2009), où l'urgentisme fait ombre sur les actions à long terme, les crises oubliées et le post humanitaire (Saillant F. 2007) et où les crises dites humanitaires ne sont pas égales face à la prise en charge et les financements. L'universalisme clamé, ne peut être présent sur le terrain. Plusieurs exemples peuvent en témoigner, le premier, Notre-Dame de Paris, est peut-être le plus marquant de ces dernières années, avec «l'argent qui tombe du ciel» (Coulombel P. 2019). Une cathédrale qui brûle, près de 922 millions d'euros sont promis en dons au bout de quelques semaines, presque à la limite symbolique du milliard. Une somme qui pose question -non pas que cette crise n'en vaud pas la peine et que le montant des financements est controversé- autour de la rapidité et de l'efficacité des cagnottes que de nombreuses catastrophes humanitaires ne bénéficient pas. Dans un autre cas, nous pouvons aborder le formidable élan de générosité en faveur des victimes du tsunami, ravageant l'Asie du Sud-Est en décembre 2004. Cet entrain a remis au goût du jour des interrogations sur les performances humanitaires des ONG (Pérouse de Montclos M. 2005). L'utilisation des fonds reste sombre, les médias n'ont pas tardé à s'y pencher, la somme réunit aurait atteint le milliard d'euros à l'échelle mondiale -avec notamment 270 millions rien qu'en France- pourtant sur le terrain le rehaussement de vie des victimes restent encore inchangé, l'évolution n'est pas représentative de la somme colossale qui fut versée. Même chose pour Haïti, et le tremblement de terre que l'île a subi, faisant des dizaines de milliers de morts et ravageant des villes comme Port-au-Prince, dix milliards de

dollars sont promis -cette somme mêle des promesses de dons, des dons effectifs, des prêts, mais aussi de l'argent qui était déjà budgété, des annulations de dettes et dans les faits, ce ne sera pas l'argent qui sera effectivement déboursé sur le terrain- pourtant aujourd'hui de nombreux médias montre toujours une image d'Haïti délabré, jonché d'habitat précaire et urgente, se demandant où sont passés les dons de la communauté internationale.

De plus, cette somme démesurée comporte des effets pervers. Dans un premier temps, naît une quantité inqualifiable d'organisations humanitaires -pas moins de 500 ONG enregistrés dans la réponse au tsunami de 2005 ou encore 200 au Liberia après la guerre de 2003- créant une surpopulation, «*chacune essayant d'obtenir un peu d'attention, chacune cherchant les bons projets, des bons projets, des bons bénéficiaires bien misérables, des bons employés, des bons experts, etc*» (Demarta L. 2012). En deuxième point est le résultat d'une mutation et d'une incapacité étatique à venir en aide aux populations sur un moyen terme. Les organisations humanitaires autrefois ou encore spécialisées seulement dans l'urgence sont maintenant habilitées à participer aux réflexions sur les questions de développement des territoires en difficultés, penchant sur un cynisme envers une construction durable des zones de catastrophes, et d'une prise en compte d'une compétence *développement*, rappelant l'aspect occidental de la chose. C'est un processus de substitution qui est mis en œuvre, de fait nous retrouvons deux cas : le premier serait les pays n'ayant pas les moyens pour subvenir aux besoins de sa population, la seconde, serait les pays ne voyant pas leurs intérêts à *développer* leurs territoires sachant que les ONG, abondantes soient-elles, prennent en charge toutes ces actions. Les Etats ne construisent pas d'hôpitaux, et laissent les ONG s'occuper des soins et de l'installation de centre pour ces actions, un danger et une concurrence déloyale avec le développement des jeunes

en études sur place. Ainsi l'aide caritative internationale constitue souvent un obstacle au développement (Juhem P. 2001), où l'idéologie humanitaire «*victime abstraite-ment des démunis non située dans leur contexte politique, social, culturel et économique*» (de Bellaing L. 2000). Des effets pervers où les ONG viennent déséquilibrer l'économie locale, où l'argent est dit comme jeté par la fenêtre (Coulombel P. 2019). Sur le terrain c'est l'urgence et le court terme qui prime, il y a trop d'étapes d'habitat intermédiaire donc l'argent n'est plus disponible lorsqu'on cherche à construire un habitat durable. Un manque de coordination dû notamment à cette surpopulation d'acteurs mais aussi à leur taille. Aujourd'hui nous entendons parler de ces grandes entreprises technologiques, plus puissantes et plus riches que certains pays, nous pouvons avancer qu'il en est de même pour certaines ONG -sans parler de richesse mais plutôt du côté relationnel et du poids de l'emprise sur les populations. La croissance des ONG semble alors procéder d'une logique d'entrepreneuriat institutionnel, «*relevant d'une stratégie de légitimation de l'ambiguïté à usage externe*» (Queinnec E. 2007). Mais les avantages de statut que l'ONG bénéficie amènent de nombreux abus, en effet en au Royaume-Uni seulement 10% des organisations officiellement enregistrées comme des *charities* - qui sont plus d'un millier - réellement des activités humanitaires. Du fait d'un manque de législation «*n'importe quelle association lucrative, partisane, prosélyte ou extrémiste peut s'auto-proclamer humanitaire*» (Pérouse de Montclos M. 2005). Et par manque de moyens et de temps, les autorités dites compétentes ont très peu de regard sur les organisations humanitaires et leurs actions, à moins d'être leurs financeurs.

Le discours humanitaire est donc altéré par ces dérives qui, d'autant plus, donnent à voir plusieurs perspectives. La première montrerait l'humanitaire comme un objet an-

thropologique politique et néo-colonial -critique éthique la plus vive pour un monde qui se veut universaliste. La seconde donnerait à voir comme la meilleure manière de franchir les frontières nationales, en les outrepassant cela afin de rejoindre des populations quelles que soient leurs origines (Saillant F. 2007). Pourtant la première prime et laisse entrevoir des intérêts chez chaque individu, chaque association, chaque fondation... Une question pourrait donc se poser : pourquoi ne pas donner l'argent directement aux pays concernés ? La réponse serait une réponse plus complexe qu'un oui ou un non justifié d'une phrase, mais pourrait faire place à un temps de réflexion. Nous pouvons simplement dire que c'est déjà un peu le cas mais de façon inégalitaire, une sorte de «*serpent se mordant la queue*» (Guitard S. 2018). Les pays du monde participent à la mondialisation créatrices d'inégalités économiques, puis ceux qui en tirent les bénéfices en renvoient une infime partie vers les perdants du système (Guitard S. 2018), ceux-ci n'ayant pas suffisamment pour subvenir aux besoins de leur population, les pays occidentaux délèguent aux ONG -provenant de ces pays en question- l'action philanthropique de boucher ce ravin d'inégalités.

Pour faire consensus, il semblerait donc qu'il y aurait une subordination de l'humanitaire au politique -même si certaines organisations humanitaires continuent de plaider pour la préservation d'un espace humanitaire, libre d'interférences politico-militaires (Audet F. 2011). Mais les conditions des ONG ont grandement changé et se sont complexifiées avec l'arrivée de la nouvelle norme de «*responsabilité protéger*», rendant dorénavant légitime la présence de l'acteur militaire. Les interventions sont ainsi parfois nommées comme militaro-humanitaires. Mais cette nouvelle approche pangouvernementale à plusieurs conséquences dont l'accroissement de la prise en charge des activités humanitaires par l'acteur militaire.

En 2006, aux États-Unis le Département d'État rapporte plus de 556 projets humanitaires mis en œuvre par l'armée américaine dans plus de 99 pays (Audet F. 2011). Et l'Afghanistan serait contredit le principal pays concerné. Et effectivement, de 2006 à 2007, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a octroyé plus de 14 millions de dollars pour des interventions de reconstruction à l'armée. Nous pouvons donc nous demander si ces opérations ne seraient pas du travestissement de l'action militaire sous le voile humanitaire (Saillant F. 2007). Les organisations humanitaires réagissent à en voyant dans ce soutien la normalisation de financements civils pour l'acteur militaire (Audet F. 2011), et de ce fait les acteurs humanitaires et militaires se retrouvent en concurrence pour obtenir des financements.

Après une remise en cause d'une idéologie universaliste non-portée par les ONG, elles-mêmes représentantes du discours humanitaire, le temps du recul est arrivé. Dans un premier temps le risque de détournement de fonds, bien que rare, n'est pas totalement négligeable (Pérouse de Montclos M. 2005), mais c'est pourquoi il est important, face à l'expansion sans plus compter des ONG -pratiquant ou non le caritatif- et de leur détraqueur à scandale⁸ de distinguer deux dynamiques : les dérives individuelles au sein d'une organisation secours, et l'utilisation d'un alibi humanitaire pour masquer des activités scélérates (Pérouse de Montclos M. 2005). De plus, sans parler d'ONG intègre, la remise en cause d'une d'entre elles dans son entièreté -son intégrité et sa responsabilité- ne serait justifiée. Il est vrai que sans parler de probité, celle-ci pourrait ignorer le comportement d'un de ces individus -même si en y travaillant et à travers le contrat le liant à l'organisme, celui-ci est représentant de l'organisme qui le nourrit. Par conséquent, les questions qui surviennent au sein des ONG ne sont pas toujours sur la place publique, et ne vont pas plus loin que l'intra-orga-

(8) Quelques scandales en France : les malversations de la Fondation Raoul-Follereau (spécialisée dans la lutte contre la lèpre) en 2004, la gestion désastreuse de SOS-Racisme de 1997 à 2001, les baus de Jacques Crozemaire, président de l'ARC (Association pour la recherche contre le cancer) en 1994, ou encore plus récemment, en 2011, les 17 associations françaises faisant l'objet d'une enquête pour avoir détourné plusieurs millions d'euros. Les dons collectés n'étaient que bien peu reversés aux causes défendues (site franceinfo 01/11/2011).

nisation, ainsi il est moins glorieux pour une ONG de décider de ne pas octroyer d'aide pour des raisons éthiques que l'inverse. De plus, les jugements sont vite dévastateurs dans un milieu qui vit de subsides (Saillant F. 2007), et la non-aide est impopulaire et ne rapporte rien. Pour finir, il est aussi intéressant de rappeler, pour nuancer l'image de l'ONG occidentale néo-coloniale, que de plus en plus d'ONG se développent et sont en provenance des pays du Sud, comme TECHO, présent dans la plupart des pays d'Amérique latine, et rebattant les cartes de l'ordre humanitaire internationale.

Concurrence et Marketing.

Mais une question d'éthique sociale s'installe au niveau non plus des actions et des intentions de ces organisations humanitaires, mais plutôt vis-à-vis de leurs pratiques en amont. Patrick Coulombel (2019) -co-fondateur de la Architectes de l'Urgence- s'en excède et monte au front en attaquant directement le système qui régit le monde humanitaire, un système qui -malgré les termes humanitaires qui est sans rappeler à but non-lucratif- reste gouverné par l'économie, comme les autres marchés. S'il n'y a pas de financement il n'y pas d'aide. Pour les atteindre les ONG se jettent donc dans une compétition de marchandisation de la cause humanitaire à coup de publicité, de marketing, de concurrence... Une guerre commerciale qui n'est pas sans conséquence sur le terrain (Coulombel P. 2019). Faire de l'humanitaire comme on fait des affaires est aujourd'hui très répandu. Business AM⁹ publie un article, «Voici les 10 ONG les plus puissantes du monde», révélant à grands jours ce qui est encore tabou, une connotation et un classement que l'on retrouve dans les multinationales. Au-delà d'une mise en supériorité de quelques ONG, Business rappelle que certaines traînent des scandales¹⁰ derrière elles. Les ONG

(9) LAMBERT, Baptiste. « Voici les 10 ONG les plus puissantes du monde », Business AM, 28 juin 2018.

(10) L'article donne l'exemple de l'ONG Oxfam poursuivie pour prostitution en Haïti.

seraient donc elles aussi absorbées par l'ordre mondial de la marchandisation. En Grande-Bretagne, on viendrait à parler de « *d'entreprises à vocation sociale* » (Pérouse de Montclos M. 2009). Une dérive capitaliste épaulée par le fait que le statut à but non-lucratif n'interdit nullement le profit (Pérouse de Montclos M. 2009). Ces organisations ne sont *non-gouvernementales* que pour le nom, elles sont le bras actif, discret et efficace des bailleurs de fonds (Demarta L. 2012). Et tout comme une entreprise la promotion d'une organisations -comment elle réussit à se vendre aux yeux des financeurs- dépend de sa phase de construction (Juhem P. 2001), les phases *décollage* ou *organisationnelle* n'auront pas le même effet sur les actions que pourront entreprendre les ONG. C'est durant la dernière décennie, que les ONG ont compris l'importance du management, des notions et des outils qui y sont associés -planification stratégique, coordination et communication, développement des ressources humaines, etc (Couprie S. 2012). La mise en place d'une stratégie permet donc l'expansion de ces organisations, un cercle vicieux se mettant en place, où plus les acteurs sont représentés dans les pays, et sont sur place rapidement, plus les financements sont importants et attirent l'attention des grandes institutions internationales. Ce management stratégique a pour finalité la définition et la mise en œuvre des orientations stratégiques proposées par ces dirigeants afin de la rendre prospère et pérenne dans un environnement complexe et changeant (Couprie S. 2012) qu'est l'univers caritatif. Donnant lieu à une concurrence telle des multinationales à la conquête de nouveaux marchés étrangers. Une compétition entre organisations fragilisant le secteur associatif et produisant des dysfonctionnements qui amplifie l'incertitude pour renouveler les subventions et les contrats (Pérouse de Montclos M. 2009). Il n'est pas évident, mais les financements -apportés par des institutions internationales

ou des Etats- amènent des dossiers à construire, passant une commission. Un jeu autour des chiffres, illustrant les catastrophes naturelles ou humaines, permet ainsi à certaines organisations ou territoires d'avoir des subventions avantageuses. C'est l'exemple de l'île de Saint-Martin, où lors d'un tremblement de terre, les dirigeants annoncèrent que l'île avait été détruite à 95%, alors qu'elle fut détruite seulement à 10%, mais ce fut un fort argument pour lever des fonds post-catastrophes. D'autant que les informations utilisées par les organisations d'instance internationale (ONU, OMC...) proviennent à 85% du captage sur le terrain des ONG. Mettant aussi à jour leur place croissante dans les décisions mondiales, en leur demandant conseil aussi bien à un sommet de l'OMC qu'à une réunion de sécurité des Nations Unies, tenant les ficelles sur le partage des financements.

La communication joue donc un rôle important dans la stratégie et la formation d'une ONG. L'image accablante et accablée est un ingrédient capital dans l'idéologie humanitaire (Hours B. 1999). Et cette politique vient travestir ainsi la réalité, soit en noircissant la situation des victimes ou en enjolivant les réalisations d'acteurs humanitaires, c'est une morale sentimentaliste, pour cultiver la pitié et la sympathie du public -occidental le plus souvent- *«afin de tisser des liens émotifs avec des victimes des crises»* (Kurasawa F. 2012). Les récits des populations sont instrumentalisés pour dénoncer (Saillant F. 2007) et provoquer le don par la pitié en suggérant qu'une aide immédiate est possible (Juhem P. 2001), quitte à projeter des images et des représentations du sous-développement qui travestissent la réalité (Pérouse de Montclos M. 2009). Il s'agit de focaliser l'attention des donateurs et financeurs potentiels sur le malheur de l'autre individualisé et doté de caractéristiques susceptibles de provoquer l'émotion -les enfants, les handicapés, les femmes- plutôt que les combattants (Juhem P. 2001). Par effet boule

de neige, l'humanitaire construit une vision moderne de l'autre, il n'est plus barbare ou sauvage (Saillant F. 2007) : il souffre, il manque. On assiste alors à une recherche d'esthétique de la narration dans laquelle l'action humanitaire est ponctuée d'anecdotes (Solvét L. 2017). C'est un facteur de la nouvelle pratique contemporaine de la philanthropie, un «*sauvetage sans témoins est une cause sans objet*» (Hours B. 1999). De plus, la force de l'image est importante car à travers celle-ci tout est dit et rien n'est expliqué, c'est l'avantage d'un visuel fixe, dont toutes les constructions idéologiques en font le meilleur emploi. Mais ces images trompeuses induisent des effets pervers, en effet ce marketing humanitaire renvoie du tiers-monde un stéréotype qui enfonce les sociétés du Sud dans un syndrome de dépendance (Pérouse de Montclos M. 2009) en leur laissant croire qu'elles ne sont pas capables de se développer par elles-mêmes. La représentation de l'altérité est donc à nuancer, l'humanitaire s'appuie en trop grande partie sur les médias et le marketing social, lui servant de tremplin pour rendre visibles des «*causes justes*» (Saillant F. 2007).

Cette communication de masse est de pair avec la relation privilégiée entre humanitaire et journalisme, et plusieurs raisons expliquent cet attrait notamment des journalistes envers cette pratique caritative. Tout d'abord une facilité de discours qui ne s'encombre pas de subtilité, ensuite le potentiel médiatique que représentent les héros des temps modernes, mais aussi le retour de publicité de chaque côté (Pérouse de Montclos M. 2009). Une entente basée sur une aide réciproque de bon procédé logique, au détriment des réels bénéficiaires. L'affinité entre le journalisme et la posture humanitaire fait entrer les journalistes audiovisuels dans le réseau de promotion de l'action philanthropique par la grande porte (Juhem P. 2001). La télévision et les reportages, consacrés aux populations souffrantes constituent alors le principal vecteur

du discours humanitaire, qui n'est ensuite décliné par les organisations internationales dans leurs campagnes d'affichage ou dans leur mailing (Juhem P. 2001). Ainsi la question de la prise de position du journalisme dans le discours humanitaire se pose à nous. En effet, les dons et les financements proviennent de ces campagnes de communication, et le donateur peut-être berné ou mal informé sur une crise humanitaire plus qu'une autre. Les catastrophes Notre-Dame de Paris ou encore Haïti -qui ont d'un point de vue de crise aucun point commun du fait de leur nature, de leurs dégâts et du nombre de victimes- en sont des bons exemples, leurs sur-médiatisation ont permis de récolter une somme dépassant toute entendement sur le moment. Et cette forte médiatisation n'amène pas que les dons mais aussi la part conséquente d'un sur-nombre d'ONG sur les lieux des crises. Un point d'incohérence s'installe donc. Le sur-nombre d'organisations et de gains met en difficulté l'organisation de l'action collective, et l'aide devient ainsi un puzzle de projets avec des moyens déséquilibrés où chacun piétine son voisin, ce spectacle donne lieu à une contre-productivité. Une débâcle provoquée par cette communication à outrance, politisé directement ou indirectement par ces mêmes ONG. Un paradigme contraire à la pensée de désintéressement de la philanthropie.

De plus, du côté de certaines pratiques de l'humanitaire, cette communication joue un rôle paradoxal. Prenons l'exemple de l'architecture humanitaire, où les médias mettent en avant un pan de l'intervention humanitaire très utopique et porté par des acteurs-star comme Shigeru Ban et Richard Rogers -architecte mais co-fondateur de Médecins du Monde UK- étant loin des réalités du terrain. La médiatisation ayant pour but de montrer une image sombre pour faire apparaître une sympathie, utilise d'autant plus des réalisations choisies pour montrer un joli projet réussi par de grands architectes, pour

(11) Exemple
de workshop :
"l'abri d'urgence
: une architecture
minimum ? Atelier
in vivo ?" qui s'est
déroulé à l'ENSA
Strasbourg le 9 et
10 juin 2016.

montrer leur intérêt à cette cause, toujours sur le thème de l'échange de bon procédés. Mais à contre sens, une médiatisation peut être vue comme un partage de savoir et d'expérience. Il est aussi du devoir des organisations de communiquer pour légitimer, en utilisant d'autres outils que les médias traditionnels. Nous pouvons retrouver les workshops¹¹, des conférences ou encore des livres partageant ces pratiques (Solvét L. 2017). Un autre paradoxe que nous pouvons développer ici serait -comme décrit en amont- les ONG définit comme des entreprises, les obligeant donc à suivre des règles, dont la transparence, amenant par conséquent une certaine légitimité aux yeux d'autrui. Un certain mal pour un bien. De plus, il n'existe de toute façon guère de recours contre les fondations et associations, puisque ces structures agissent indépendamment, ne rendant de compte qu'à ceux qui les financent (Demarta L. 2012).

Émergence des agences de tourisme solidaire.

Ce virage vers le modèle de l'entrepreneuriat n'est pas anodin, et laisse ses marques. L'humanitaire est aujourd'hui de plus en plus commercialisé, pour ses côtés philanthropiques et cosmopolites, son modèle de société universaliste mais aussi par l'attroupement de plus en plus d'individus voulant tenter l'expérience pour diverses raisons -éthiquement questionnables. Ainsi des structures privées voient le jour, proposant des séjours de volontariat international à dimension humanitaire (Delpierre A. 2017). Une des plus renommée est *Volunteering Overseas*, les acteurs ne sont pas des professionnels que nous retrouvons dans d'autres ONG comme Médecins Sans Frontières, c'est plutôt une agence de tourisme dit *solidaire*, où les clients sont prêts à payer entre 1898€ à 2170€ par mois de séjour. Pour le directeur de cette struc-

ture, faire payer la mission serait une façon de responsabiliser les volontaires en leur faisant comprendre qu'il ne s'agit pas de simples vacances, mais d'un projet qui se mûrit (Delpierre A. 2017). Ces agences sont tournées vers une catégorie de la population jeune, souvent en phase d'étude, où leur questionnement sur l'avenir et leurs professions futures est presque insupportable. Les jeunes anglais sont ainsi les plus représentés avec 30% mais les volontaires français représentent tout de même 10% à la troisième place derrière les américains (14%). Ces expériences se rapportant plus à de l'ethnographie, sont souvent critiquées pour leur côté capitaliste-occidental, et mettent une part d'ombre à l'idéologie première de l'humanitaire. De plus un certain nombre de volontaires, n'étant pas près pour ces expériences parlent de «*mal du pays*» (cité par Delpierre A. 2017), un mal éprouvé sur place, justifié par la structure comme un simple effet du choc culturel. Laissant beaucoup de questions en suspens. Notamment pourquoi ce succès pour ces entreprises ? Il serait dû au fait qu'aujourd'hui la facilité de circuler dans le monde permet aux classes moyennes de le faire aussi, les classes supérieures ne peuvent donc se différencier que par le type original d'expérience qu'elles peuvent faire. La seconde raison, serait la présence d'une certaine tradition pour les classes aisés de faire une expérience solidaire internationale étant jeune pour se confronter à la dure réalité et mûrir.

ARCHITECTURE
HUMANITAIRE,
PROFESSIONNALISATION
COMME DILATATION.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SUPPLEMENTAIRE A L'ARTICLE 17 DE LA LOI N° 70-578 DU 6 AOUT 1970
D'ORIGINE AUTEUR

Une nouvelle branche de l'humanitaire.

L'humanitaire, ainsi plus connue pour son côté *santé* -pionnier en la matière dès le début du XXème- s'est malgré tout développée depuis plusieurs décennies dans des domaines très divers -autour du développement- qui aujourd'hui couvre un rayon de compétences allant de l'éducation aux énergies renouvelables ou encore à l'architecture. Un domaine arrivé bien tardivement sur la place de l'humanitaire, «*quand j'ai commencé il y a 20 ans, il n'y avait pas d'architectes*» explique un architecte-ingénieur travaillant dans le plus ancien des organismes humanitaires, le Comité International de la Croix Rouge (cité par Rosenbaum L. 2017) où il décrit cette arrivée dans l'humanitaire tel un intrus dans un monde où les architectes étaient très peu nombreux. En effet, seulement 5% des architectures mondiales sont conçues par des architectes. Un défi à relever, d'autant plus que ce n'est pas parce qu'une ONG se revendique d'une pratique architecturale qu'elle a en son sein des architectes. Cette controverse paradoxale touche aussi bien les organisations que les institutions. Certains organismes font abstraction d'architectes dans leur équipe pour des projets de reconstruction et d'amélioration de camps de réfugiés. C'est l'exemple du Haut Comité des Réfugiés aux Nations Unies dans la division *Innovations*, «*tout cela se négocie dans des salons de l'humanitaire comme le Dubai International Humanitarian Aid et Development (DIHAD) à Dubaï*» (cité par Rosenbaum L. 2017). Et cela comprend

aussi les grandes multinationales telles que Ikea ou Lafarge qui se dotent de Fondations caritatives pour ensuite exporter leurs propres solutions de constructions en série, sans aucune conception avec des architectes. La place de l'architecte dans la fabrique internationale et notamment dans l'urgence est donc remise en question. Voilà pourquoi l'architecture humanitaire a beaucoup à faire, le cadre politique international de l'action humanitaire de l'architecture demeure à la fois crucial et totalement inégal (Aquilino M. et Soulez J. 2010). Malgré tout, de nombreuses ONG d'Architecture émergent depuis les années 1990 : Architectes sans Frontières (première ONG d'architecture, création en 1979), Voluntary Architects Network (1995), TAMassociati (1996), Architecture & Développement (1997), Architectes de l'Urgence (2001), Article 25 (2005), Make It Right (2007). La diversité de ces organisations et l'étude de leur multiplicité d'intervention sont révélatrices de la pluralité des méthodes de travail de l'architecte de l'urgence (Solvét L. 2017). En effet l'ONG Architectes de l'Urgence répond aux besoins qui sont de l'ordre de l'architecture directement après une catastrophe où son fondateur, Patrick Coulombel tente lui aussi de mettre des mots sur la pratique de l'organisation : *«la discipline d'architecte urgentiste étant récente et relativement nouvelle dans la démarche, il est nécessaire d'en diffuser les fondements notamment en développant une culture du risque et de la catastrophe»* (Coulombel P. 2019). Alors que Architecture & Développement accompagne sur le plus long terme des territoires pour les aider à se développer en intégrant les populations locales dans la boucle. En effet, les missions architecturales pourraient s'organiser et se distinguer autour de trois phases : l'urgence -mettre en sécurité les populations et les reloger provisoirement-, le relèvement -reconstruire de façon plus pérenne- et le développement -vise à reconstruire de façon durable dans un contexte- (Solvét L. 2017). Toutes

ces missions sont peu souvent exécutées par les mêmes organisations, car d'un point de vue financier il est très difficile d'en arriver au bout. Ainsi nous pouvons nous demander si ces actions de ces architectes urgentistes ne doivent-elles pas se limiter à des réponses immédiates et ponctuelles devant l'urgence mais s'étendre à des propositions durables (Aquilino M. et Soulez J. 2010). Dans la pratique, ces architectes-humanitaires doivent donc avoir une qualité d'écoute, avoir des bases en ingénierie, en urbanisme, être un atout multiple (Solvét L. 2017) pour s'adapter et contrer une polyvalence que le terrain demande.

Pourtant aujourd'hui, l'humanitaire se résume à deux ou trois noms -tel que Shigeru Ban- et ainsi à une vision assez romantique du travail caritatif, *«ils sont une demi-douzaine qui sont là sur le terrain, ils font des choses, qui n'ont rien à voir avec l'échelle que nous nous faisons»* (cité par Rosenbaum L. 2017). Pour palier à ce manque de réalité dans la médiatisation, à la concurrence commerciale, à un manque d'éthique toujours plus profond -dirigé autant vers les organisations que vers les acteurs- ainsi qu'à la mutation du discours humanitaire, les ONG mettent en place des chartes, tel que la Charte Hasselt d'Architectes Sans Frontière, regroupant 25 associations signataires, *«adopté dans le but de rassembler les forces de ces associations et ainsi de renforcer et mettre en commun leurs réflexions et actions»* (Solvét L. 2017). De son côté la fondation Architectes de l'Urgence, est pourvu d'une charte différente qui *«donne des indications sur la façon dont doivent être mises en œuvres les actions de terrain, ainsi qu'une ligne de conduite que doivent respecter les architectes»* (Solvét L. 2017). Cette nouvelle pratique tant architecturale qu'humanitaire est donc en construction pour s'allier à cette globalisation de l'universalisme, mais reste encore trop peu connue, ce n'est que depuis à peine cinq ans que des mémoires d'étudiants commencent à s'y

interroger et s'y pencher, très peu d'articles abordent le retour d'expérience d'architectes, à se demander si cette pratique n'est qu'éphémère ou pourrait devenir professionnelle.

Professionnalisation du métier d'architecte de l'urgence.

Nous parlons d'architecte de l'urgence, mais est-ce une profession ? Quel est le rôle d'un architecte sur les terrains des catastrophes ? Une complexité de statut due à l'émergence récente et accrue de cette pratique et de ces organismes (Vivent S. 2017) que nous essayerons de développer ici. Dans un premier temps, Laura Rosenbaum (2017) tente de définir le rôle de cet architecte dans l'intervention humanitaire à travers plusieurs enquêtes, amenant le fondateur d'Architecture et Développement à éclaircir un peu plus : *«on est pas bailleur social, on n'est pas sensé être des opérateurs ni des maîtres d'ouvrages, c'est un peu le problème, on est sensé être des prescripteurs»*, en aidant des associations en les conseillant et accompagnant pour qu'elles aient des subventions. Le rôle de ces architectes s'exercerait donc sur trois plans : apporter de réelles compétences et une expérience de terrain, se constituer comme des instances de représentation et de médiation pour la population auprès des gouvernements, et proposer une vision préventive en réponse à l'urgence d'un événement (Aquilino M. et Soulez J. 2010). Le quotidien humanitaire mobilise alors des architectes compétents, formés à l'ingénierie, à être autonomes, sur des terrains excentrés, autant d'approches éloignées de la formation en école d'architecture, et des principes d'une pratique architecturale en agence (Rosenbaum L. 2017). De plus, les architectes de l'urgence ne font pas partie de la corporation. Ils ne sont pas inscrits à l'ordre et ne sont pas maîtres d'œuvre, ils ont un statut ambigu. On ne fait

donc sûrement pas de l'architecture humanitaire comme on ferait de l'architecture sur le marché public en France par exemple. Des propos à nuancer, du fait de la multiplicité des organismes d'architecture aujourd'hui, où certains répondent en tant que maîtrise d'œuvre, comme l'ONG Building Trust International¹² ou encore l'ONG Architectes de l'urgence¹³. L'amateurisme du volontariat à en tout cas cédé la place à une volonté de rationalisation et d'expansion (Pérouse de Montclos M. 2009), où les organismes se sont en fait laissés prendre dans une logique de bureaucratisation et de marchandisation du *business de l'aide*. En effet, aux États-Unis et Grande Bretagne, le seuil de salaire est potentiellement élevé pour les acteurs humanitaires -enfin plutôt les dirigeants et cadres- 100 000 £ pour le président d'une ONG comme Save the Children. En France, le seuil de revenu est moindre, mais assez élevé pour parler d'une professionnalisation (Pérouse de Montclos M. 2009).

De plus, au sein de ces organisations, les débats sont lancés autour de leurs propres définitions. Certains veulent parler de professionnalisation, d'autres de militantisme, ou encore d'autres associent les deux termes (Siméant J. 2001). De plus, l'apparition du terme métier pour définir l'humanitaire apparaît, avec une salarisation croissante dans les ONG entre autres. Menant certains débats internes autour de la professionnalisation, poussant certaines associations à suspendre leurs activités, comme Architectes Sans Frontières en 1996 (Méchain A. 2017), reprenant les activités seulement six ans plus tard. Les ONG deviennent ainsi des débouchés comme les autres pour les jeunes, un point montrant cette transformation serait l'exemple de Studyrama qui présente sur son site une page sur les métiers de l'humanitaire. De façon parallèle, l'architecture connaît aussi aujourd'hui une mutation importante dans son élargissement de la discipline, autour de la *multipositionnalité* (Paquot T. 2014) des ar-

(12) Sophie Vivent fit un stage dans l'ONG Building Trust International en 2017 qui répondait à l'appel d'offre d'une autre ONG pour construire un habitat pour des tortues protégées en Thaïlande.

(13) Avec son fondateur, Patrick Coulobel, l'ONG Architectes de l'urgence répond aux besoins qui sont de l'ordre de l'architecture directement après un catastrophe. Par exemple en Haïti en 2010, où ils arrivèrent seulement trois jours après la catastrophes pour construire les premiers abris.

chitectes - devenant urbanistes, coordinateurs, conseillers, concepteurs. Une recherche de nouvelles perspectives pour ces jeunes diplômés, peut-être mal informés, qui se dirige vers ces pratiques de plus en plus démocratisées. Un mouvement que nous retrouvons dans tous les domaines de l'aide humanitaire. Nous pouvons donc avancer que l'humanitaire est, tout comme l'architecture, en métamorphose et est dans un tournant pour se redéfinir avec son temps, avoir un statut pour donner une légalité à une activité. La professionnalisation des *entreprises humanitaires* serait le résultat de plusieurs facteurs, la collecte de fonds dont l'accroissement continu depuis vingt ans en serait un (Juhem P. 2001). Mais proviendrait aussi d'une logique imposée non seulement par les bailleurs mais aussi par les pays bénéficiaires de l'aide -sous le prétexte d'avoir un meilleur suivi et résultat et éviter l'incompétence «des rebuts des sociétés occidentales»¹⁴- (cité par Dauvin P. 2004). La professionnalisation d'une profession passe par la formation de ses pratiquants. Il s'agit donc pour certains acteurs de développer des formations, comme la fondation Architecte de l'Urgence, qui a développé un système de formation -lors de l'arrivée dans l'ONG pour une première mission- pour structurer l'intervention des architectes en milieu sinistré (Solvét L. 2017). L'Ecole Spéciale des Travaux Publics (ESTP) de Paris propose aussi, depuis 2011, un master en collaboration avec Architectes de l'Urgence. Et certaines associations s'y engagent, comme l'association CRAterre, basée à L'École Nationale Supérieure d'Architecture de Grenoble, proposant elle aussi deux formations étudiantes. Mais sont-elles toutes à la hauteur de la réalité du terrain ? Sont-elles perspicaces dans un domaine n'ayant pas de limites, où l'improvisation est un mot maître et où les compétences ne sont pas seulement architecturales mais sociales, philanthropiques ?

(14) Expression d'un journaliste malgache qui fustigeait dans un article la médiocrité des expatriés des ONG internationales (Dauvin P. 2004)

Ecole primaire de Gomba, Fylouya en Guinée Conakry - asifrance.org





L'ARCHITECTURE
HUMANITAIRE
UNE PORTE DE
SORTIE.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

*FUIR LE MONDE
ARCHITECTURAL FRANÇAIS,
ET EXPLORER UNE AUTRE
VOIE.*

ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Échapper à l'agence, prisonniers des réglementations.

Le monde de l'architecture relève d'une complexité et d'un panel non-exhaustif de débouchés, avec les jeunes se réorientant de plus en plus vers la médiation, la programmation, la recherche en architecture (Raybaud A. 2020). Une métamorphose illustrée notamment par la montée d'enseignements -abordant ces sujets nouveaux et relevant d'une complexité de définition- proposés dans les ENSA¹ pour répondre à cette réflexion permanente des étudiants. Une *multipositionnalité* (Paquot T. 2014) amenée par les diplômés s'ouvrant à de nouveaux horizons, suscitant cette mutation professionnelle de la discipline. La difficulté que rencontre le métier d'architecte maître d'œuvre aujourd'hui, et la crise financière -frein de recrutement et de stabilité financière pour les jeunes- n'aident en rien à la valorisation de la profession d'architecte. La mainmise de la commande privée par les promoteurs immobiliers, et les contraintes de plus en plus importantes données par l'administration, et par la maîtrise d'ouvrage et les grands groupes français tels que Bouygues, Giboire, Eiffage, créent parfois l'esthétique du bâtiment avant même de l'avoir dessiné. Ainsi, combiné à plusieurs facteurs -développé par la suite- l'univers caritatif, affranchi de nombreuses contraintes et réglementations, sert d'échappatoire pour des jeunes, avides de liberté. L'humanitaire joue aussi de son image décontextualisée d'un «monde de bisounours [permettant] d'éviter

(1) «Les mondes de l'architecture» en Licence 3 de l'ENSA Nantes proposé par Bettina Horsch et Pauline Ouvrard, «Projections Professionnelles» en Master de l'ENSA présenté par Jérôme Sautarel et Boris Nauleau.

(2) Madame M. : mission volontaire avec l'ONG Architectes de l'Urgence aux Philippines.

(3) Monsieur C. : co-fondateur d'un collectif nantais en mission en Afrique du Sud.

(4) Madame G. : bénévole avec le collectif SAGA en Afrique du Sud.

(5) Desgrandchamps, Guy (2009), "L'architecture et la question de la modestie", *Le Débat*, 2009/3 (n°155), p.159-162.

le monde de l'agence, que l'on connaît pas en tant qu'étudiant mais qui est dur je pense»². Les stages permettent cette première approche pour découvrir, un contexte tout à fait en contradiction avec l'univers de l'école d'architecture, où l'administratif et la lecture des nombreux documents d'urbanismes, d'architectures et autres forgeant une façon de penser un projet par la soustraction, laissant la compréhension du contexte en déroute. Cette «envie de ne pas travailler en agence»³ serait aussi la conséquence d'un surmenage durant les études. Le besoin de changer d'air, d'être libre après avoir bossé dur sur des projets n'ayant peu de but concret, devient cuisant, entraînant les jeunes diplômés vers des espaces décentrés de lien avec ces apprentissages. Il serait aussi de même pour les étudiants effectuant un stage dans le monde humanitaire durant leur cursus en école d'architecture. Un moment de pause, d'aération, de découverte, loin des pressions. Un instant de questionnement «sur notre posture en tant qu'architecte»⁴ pour donner de sa personne. Il pourrait être aussi question d'une idéologie portée par certains qui serait que l'architecture humanitaire porterait les vraies valeurs de l'architecture, et serait donc peut-être un moyen de recontextualiser ce domaine, de recentrer la profession sur son intérêt originel et de donner à voir ce pour quoi les architectes travaillent réellement (Solvat L. 2017). Éviter le surplus, l'esthétisme du trop et se focaliser sur les raisons de construire, faisant écho à la modestie en architecture tel que le fait Guy Desgrandchamps⁵ : faire ce qui est naturel et ne pas en faire plus. Une philosophie proche de l'idéologie humanitaire première, absorbant les plus réticents à la globalisation réglementaire et superficielle de la profession architecturale en France : «je n'étais pas sûr de faire de l'humanitaire, mais je savais déjà que ça me tentait beaucoup plus de construire dans un endroit où on ressentait plus le besoin de construire ou de reconstruire, plutôt que de construire du neuf juste dans

des endroits où c'était juste de la spéculation immobilière, construire quand il y en avait pas forcément besoin»⁶.

(6) Madame A. : mission d'aide au développement avec l'association Rock'n Wood au Népal.

Être artisan de l'architecture.

Une autre idée préconçue, dans l'esprit d'un plus grand nombre -rapportée par les images des campagnes dites publicitaires et de la médiatisation ciblée qu'entretiennent les ONG sur cette pratique- et avancée par l'idéologie humanitaire serait de pratiquer -au sens premier du terme- la profession de concepteur, où construire pour, avec et parmi les gens prendrait tout son sens. C'est ce que proposent les collectifs tels que SAGA et Vous⁷, concevant les grandes lignes du projet en amont puis allant sur le terrain en endossant le rôle d'artisan. L'idée est de construire ou de reconstruire en employant tout particulièrement des ouvriers locaux, des habitants, en s'inspirant des techniques adéquates du contexte mais basées sur les techniques de construction locales, avec des matériaux locaux, accompagné de l'idée que ce soit potentiellement reproductible et réparable par tous. Une méthode qui intéresse les jeunes pour leurs expériences, permettant d'avoir des apports constructifs et d'utiliser leurs mains. Et rappelons-le, la pratique manuelle est extrêmement liée à l'architecture quoi qu'on en pense, et notamment dans les études -si ce n'est la maquette- avec des enseignements touchant à l'artistique, à la technique ou à la construction. C'est ce qui poussa Madame G.⁸ à partir en Afrique du Sud : *«j'adore parce qu'il y avait aussi quelque chose en moi qui avait envie de faire quelque chose de mes mains, et c'était un double échappatoire, d'un côté je voulais fuir ma vie française, je revenais du Brésil donc c'était une sorte de fuite, et en même temps j'avais vraiment envie de construire, un peu comme peuvent le faire les collectifs»* ou encore de Monsieur F.⁹ pour un stage de gros-oeuvre : *«je voulais faire quelque chose de différent*

(7) Vous est un collectif d'architectes et de designers, œuvrant, depuis 2015, de la conception à la fabrication. Le collectif «est né sur un toit nantais, nommant une dynamique de collaboration ébauchée à l'école d'Architecture de Nantes, pour s'en extraire et inventer une culture professionnelle à l'image de ses membres : éclectique, passionnée, et bouillonnante».

(8) Madame G. : bénévole avec le collectif SAGA en Afrique du Sud.

(9) Monsieur F. : mission humanitaire avec l'association Archi-Togo, au Togo

et c'était vraiment une opportunité» de trouver un chantier au Togo.

En France, être architecte empêche d'être artisan sur le terrain, et inversement, coupant un pan de la pratique à certains. L'humanitaire s'illustre donc en exception et permet ainsi cette pratique, sans réglementations et contraintes. Les associations -n'ayant pas pour but premier d'assouvir les envies des architectes-artisans- créent et permettent donc cette alternative à l'étranger. Et il va de pair -dans leur philosophie- avec l'ouverture d'esprit et l'accueil de toute personne intéressée par le processus. Étant ainsi un tremplin, ou une confirmation pour se diriger vers les professions plus manuelles telles que maçon, charpentier ou autres, ou chercher une alternative d'architecte-artisan -qui sera développé plus tard.

Le rôle de la spécialisation de l'architecte-humanitaire.

La création exponentielle de formations ayant pour sujet le post-catastrophe -développé un peu plus haut- est la résultante de deux facteurs : la première est l'indignation d'une partie des praticiens contre la déroute de l'humanitaire et ainsi préparer au mieux les futurs jeunes, et la seconde, liée à la première, serait le constat flagrant de l'augmentation de jeunes s'engageant dans des expériences humanitaires à travers les ONG. Elles permettent de mettre en avant des fondements communs, construisant une charte immatérielle de principes pour les architectes de l'urgence. L'élaboration de ces formations par des associations ou encore des écoles permettent à des jeunes diplômés -par la voie théorique- de s'intéresser aux situations post-catastrophe sans se jeter dans la gueule du loup trop vite. C'est le cas de Madame A. qui fit le DSA¹⁰ à l'école d'architecture de Paris-Belleville sans vraiment savoir si l'humanitaire était une voie

(10) Le DSA (Diplômes de spécialisation et d'approfondissement) est un diplôme du ministère de la culture et de la communication.

Les DSA sont des diplômes nationaux permettant aux architectes de suivre une formation de troisième cycle. Ils sont accessibles aux architectes diplômés d'Etat ou équivalent. Les spécialisations proposées sont variables selon les écoles d'architecture : architecture urbaine, projet urbain, maîtrise d'ouvrage architecturale et urbaine, architecture et patrimoine (oniseip.fr).

qu'elle aurait imaginée dans son parcours professionnel. Une formation de deux ans qui «*balaye tout ce qui est risque majeur ce qui est risque naturel ou anthropique*», se divisant en plusieurs points autour du parasismique à l'échelle du bâtiment, l'échelle urbaine et les risques d'inondations ou l'approche sociale. C'est à travers les stages sur le terrain -dans son exemple au Népal- pour faire «*un diagnostic sur des maisons qui ont été entièrement détruites par le séisme*»¹¹ que se termine la formation. C'est cette première expérience, quelque peu scolaire, qui lui donna envie de repartir pour passer de la théorie à la pratique. Appuyé par le fait que l'étude de site lui apportait une certaine légitimité : «*là où je me sentais légitime c'était le fait d'avoir déjà étudié et d'être aller au Népal, d'avoir étudiée le contexte, les moyens constructifs*». Ce processus pourrait se retrouver aussi à l'inverse, et ouvrir un champ des possibles au bénéficiaire du DSA sans se diriger vers l'humanitaire -qui aurait pu être sa première envie avant le début de la formation. Les formations forment donc des sas entre l'univers étudiants et les champs de l'urgence et de l'aide au développement. Malgré les bénéfices soutirés et le principe des fondements communs apportés, il n'est pas question d'avancer les grandes compétences et le savoir absolu des ces jeunes étudiants sur l'architecture de l'urgence. Ces formations ne sont que des outils, à prendre, qui nourriront les recherches et le travail sur place, mais en aucun ne remplaceront le vécu du terrain et l'expérience personnelle. De même, la question des fondements communs peut être à double tranchant, en effet, les formations, dispensées par des associations ou des écoles -qui peuvent être elles-mêmes créées par des associations humanitaires en amont¹²- dépendent donc de politiques internes et de points de vue plus ou moins orientés et donc parfois controversés. De la même manière, les formations sont basées sur des programmes à consonance occidentale,

(11) Madame A. : mission d'aide au développement avec l'association Rock'n Wood au Népal.

(12) Le DSA Architecture et Risques Majeurs dispensé à l'ENSA Belleville a été fondé par la Fondation des Architectes de l'Urgence.

et sont dispensées en France, laissant encore une fois la question du contexte unique -qui présenterait des exceptions comme le DSA Architecture et Risques Majeurs proposant un stage à la fin du cursus. Par ailleurs, les jeunes diplômés seraient donc aveuglés par une philosophie complètement en dehors d'une réalité qui serait bien plus complexe, et iraient donc paradoxalement à l'inverse du principe de fondements communs à valeur universelle.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Prototyppe expérimental de serre solaire en Mongolie par P'DEM - patam.org



ECOLENANTAUCO
AU D'ARCHITECTURE DE NANTES
D'ITEUP NANTES

*LA PRATIQUE SOCIALE
DE L'ARCHITECTURE
HUMANITAIRE.*

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Les études d'architecture par le social.

Le social, un mot aujourd'hui utilisé en abus de langage, et ajouté pour former toute sorte de néologisme, concernerait -au sens politique du terme- *l'amélioration des conditions de vie et, en particulier, des conditions matérielles des membres de la société*¹³, un rapport assez contigu avec la philanthropie et l'humanitaire. Le domaine social se dit aussi de métiers, d'organismes et d'activités s'intéressant soit aux rapports entre les individus, les groupes dans la société, soit aux conditions économiques, psychologiques des membres de la société. Une analogie avec l'architecture, qui rappelons-le, est aujourd'hui de plus en plus liée et appuyée sur les sciences sociales durant la formation en architecture. Certains s'y intéressent déjà en amont : *«J'ai toujours voulu faire un peu de l'architecture un peu sociale, faire des projets humanitaires avant même de rentrer en école d'architecture»*¹⁴, et se dirigent vers l'architecture pour son côté quelque peu social : *«Je pense que nous, les étudiants, avons tous cette envie là dans l'architecture, quand on fait de l'architecture c'est qu'on a envie d'aider les autres, d'améliorer le quotidien des autres même en faisant une maison lambda en fait, donc forcément on développe tous plus ou moins cette dimension sociale et cette volonté de faire un peu d'humanitaire au fond de l'un de nous»*¹⁴. Ceci est aussi permis et accentué -si nous nous basons sur un avis objectif, général et complet- à la question de transversalité et de la diversité de réflexion que les

(13) Dictionnaire Larousse.

(14) Madame S. : stage de six mois au Cambodge avec l'ONG Building Trust International et puis stage de six mois au Japon dans l'agence de Shigeru Ban.

écoles d'architecture proposent et mettent en avant, où l'architecture doit être liée aux autres domaines -le social, la politique, le droit, l'environnement et autres que nous pouvons retrouver dans la pratique professionnelle de l'architecture par la suite- formant non plus seulement des techniciens, mais aussi plus largement, des citoyens cultivés et critiques disposant d'un savoir-faire recherché (Leray C. 2019). Les enseignements proposés par les écoles sont ainsi largement facteurs à l'épanouissement de la philosophie sociale, «à Nantes je trouvais qu'il y avait une approche très sociale de l'architecture et sans doute que ça m'a influencé à l'époque encore plus»¹⁴. Ces disciplines permettent, durant la Licence ou Master, de leur amener et leur apporter matière à réfléchir, et pourquoi pas parfois -lors d'enseignements de studio de projet qui sont souvent représentatifs d'une vision tenue par le professeur référent- déclencher la première étincelle humanitaire chez l'étudiant : «C'est en Master 2 que je me suis posée beaucoup de questions parce que j'étais dans une option avec une prof, déjà j'avais vachement en tête de faire de l'humanitaire, mais il y avait un aspect sociologique que je trouvais très intéressant»¹⁵, prolongeant cela lors du grand exercice personnel final, le semestre de PFE (Projet de Fin d'Études) -l'ultime Graal permettant d'être diplômé et où chaque projet reflète le contexte philosophique proposé par l'option de projet- «qui a été assez marquant avec la compréhension du territoire par les petites choses, les petites vies, par le sensible, par la rencontre avec des habitants et par la notion d'itinéraires»¹⁶. Les options de projet deviennent donc le premier lieu de l'expérimentation tant manuelle que philosophique, et peuvent être aussi acteur de rencontre entre professeur-étudiant, «notre professeur avait aussi comme ambition de quitter son agence et de partir pour l'humanitaire»¹⁵, ou étudiant-étudiant, «on a participé à la construction, sur un an, d'un cinéma en plein air sur le

(14) Madame S. :
stage de six mois
au Cambodge avec
l'ONG Building
Trust International
et puis stage de six
mois au Japon dans
l'agence de Shigeru
Ban.

(15) Madame M. :
mission volontaire
avec l'ONG Archi-
tectes de l'Urgence
aux Philippines.

(16) Monsieur C. :
co-fondateur d'un
collectif nantais,
missions en Afrique
du Sud.

toit de l'école d'architecture pour le voyage à Nantes en 2014, on se connaissait avant, mais on s'est rencontré autour d'un projet par l'action de faire, et surtout l'action de construire, ça c'est un truc qui nous avait vachement marqué»¹⁶. Des rencontres qui amènent ainsi la création de collectifs de jeunes diplômés¹⁷, autour de but et d'idéologies communes, à partir de principes clés «qui [les] ont pas mal construit sur les premières années» du collectif. La question sociale paraît donc comme une raison majeure à l'élargissement des débouchés et de la profession d'architectes, permettant à l'architecture humanitaire d'en être la façade.

(16) Monsieur C. : co-fondateur d'un collectif nantais, missions en Afrique du Sud.

(17) Cinq étudiants donc Monsieur C., tout juste sortis de l'ENSA Nantes ont créé le collectif SAGA en 2014, ayant pour but de questionner les pratiques de design, architecturales, artistiques et paysagères.

La condition humaine comme principe.

Il va de pair que le mot social se rapporte à la société, et par conséquent à l'humain qui la forme. Il va donc de soi que l'essence universelle de l'homme construit ce concept de social. Cette essence se définirait par une condition humaine -faisant référence à la nature humaine mais que nous n'utiliserons pas pour des questions de controverse philosophique- étant les caractéristiques essentielles communes de l'être humain; véhiculée aujourd'hui par l'action de la solidarité humaine, notion porteuse de l'humanitaire et de ses idéaux premiers. Aucune personne ne dira explicitement qu'il ou elle veut porter secours au nom de la condition humaine bien évidemment, c'est une notion trop portée aux grands mots philosophiques, trop large et vague mais aussi difficile à énoncer de façon concrète, pouvant tout et rien dire. Nous prendrons donc des exemples comme la compassion, la lutte contre le mal logement, la révolte intérieure contre la pauvreté... sur lesquelles nous nous appuyons comme point de départ. Ce sont les raisons qui ont poussé Madame S.¹⁸ à se lancer dans l'humanitaire, étant intéressée par toutes «ces histoires de problèmes de loge-

(18) Madame S. : stage de six mois au Cambodge avec l'ONG Building Trust International et puis stage de six mois au Japon dans l'agence de Shigeru Ban.

ments, de place, d'accession au logement et je travaillais pas mal dans les bidonvilles quand j'étais en Erasmus, sur mon temps libre et c'est comme ça que j'en suis arrivée à décider de faire des césures par la suite pour faire des stages humanitaires». D'autres seront plus touchés, lors de voyage ou d'Erasmus, par les actions que peuvent faire des associations sur place contre la pauvreté et les logements insalubres, sans y être acteurs, mais en leur mettant la puce à l'oreille, et c'est seulement de retour en France que l'idée caritative naîtra, «je pense que ça m'a un peu touché quand j'étais au Brésil, il y avait l'association *Techo para mi país*»¹⁹, une association, installée dans tous les pays d'Amérique Latine, venant en aide aux communautés des favelas à travers des maisons d'urgence, des constructions de maison centrale... Les raisons peuvent être aussi plus singulières et personnelles, «j'ai toujours été attirée par l'associatif, quand j'étais à Nantes j'étais dans l'associatif [...] j'étais dans une association pour les prisonniers où je donnais des cours en prison, [et le contexte brésilien] m'a aussi fait beaucoup penser au Maroc où j'ai grandi, avec cette problématique du bidonville qu'on a beaucoup retrouvé à Casablanca notamment»²⁰. Une occasion de venir en aide, comme elle aurait aimé le faire dans sa ville natale, en associant ses valeurs sociales à sa pratique architecturale, «j'ai toujours été attirée par aider les gens [...] et puis si je peux aider avec ce que je sais faire ou ce que je suis en train d'apprendre c'est mieux». La condition humaine apparaît donc comme une raison demeurant prenante pour les jeunes étudiants et diplômés, nous ramenant donc à penser social, dans un sens philanthropique.

(19) Madame G. :
bénévole avec le
collectif SAGA en
Afrique du Sud.

(20) Madame L. :
mission humani-
taire avec l'ONG
TETO au Brésil.



*UNE EXPÉRIENCE À
L'INTERNATIONAL, À
LA DÉCOUVERTE DES
CULTURES.*

ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOURCE AU DROIT D'AUTEUR

L'international comme utopie.

«*En quête de résolution des problématiques sociales et de découverte des cultures internationales, l'action humanitaire fascine les étudiants en architecture*» (Rosenbaum L. 2017), c'est ce que démontre l'enquête de Laura Rosenbaum. En effet, *international* est un mot que nous retrouvons sur toutes les lèvres des étudiants durant leur cursus, «*moi pendant mes études, je voulais partir à l'international*»²¹, c'est le moment de lâcher prise, où l'étudiant sort de son train-train quotidien et découvre des cultures. La mobilité internationale est souvent défendue par les raisons d'ouverture d'esprit mais aussi d'une prise en responsabilité et en maturité forte. Il va de même que nous pouvons avancer qu'acquérir un capital international -en référence aux concepts de Pierre Bourdieu²² énonçant le capital social, économique et culturel- devient aujourd'hui incontournable pour se distinguer (Delpierre A. 2017). Anciennement une marque de richesse, de nos jours une marque d'ouverture, la mobilité étrangère anime donc les étudiants. Cette valeur universelle d'ouverture d'esprit s'illustre de fait avec les grandes écoles et universités proposant et parfois obligeant la mobilité internationale dans le parcours de l'étudiant. Il peut continuer pendant quelques mois ou une année ses études dans une école ou université partenaire, mais aussi faire un stage à l'étranger. Cependant, cette valeur se retrouve aussi dans le monde du travail, pour les jeunes diplômés, mais est controversée d'un point de vue de sa

(21) Monsieur K. : mission d'aide au développement avec l'association PADEM en Mongolie.

(22) BOURDIEU, Pierre (1979). "La distinction : Critique sociale du jugement", Editions de minuit.

banalisation, laissant des jeunes s'y engager simplement pour des raisons de montée sociale. Les ONG comme Architectes de l'Urgence, Architectes Sans Frontières et le Comité International de la Croix Rouge mettent en garde cette dérive, avec des candidatures de plus en plus nombreuses, «*c'est pour le mettre sur la carte de visite, ça fait bien dans le paysage*» (cité par Rosenbaum L. 2017). De plus, les raisons poussant les jeunes à s'y lancer, personne ne peut y avoir la certitude, nous ne le saurons jamais, les individus peuvent raconter ce qu'ils veulent (Rosenbaum L. 2017). L'architecture n'échappe pas à ce phénomène où les jeunes veulent combiner voyage et architecture dite sans frontières : «*je pense qu'il y a une partie de moi qui le faisait pour voyager, pour avoir une expérience à l'étranger, j'avais quand même bien envie de donner du temps pour les autres, c'est pas indéniable, mais il y avait un côté de moi où j'avais envie de bouger donc je me disais que c'était super l'humanitaire tu peux bouger tout le temps*»²³. L'international permet de combiner ces principes socio-caritatifs et l'envie de partir, étant une des réponses à la conséquence du rejet du travail en agence -développé plus en amont- : «*je me suis dit que je voulais faire un truc qui me rendrait heureux, qui serait utile, et je me suis rappelé que j'avais ce rêve là qui était de partir à l'étranger et d'y bosser et j'ai cherché des expériences plutôt dans la solidarité*»²⁴. Nous pouvons noter tout de même que bon nombre d'étudiants s'engagent avant tout pour la découverte et le dépaysement : «*on avait envie de sortir de la culture française pour diverses raisons, et voir le fonctionnement d'une autre société, et donc c'est pour ça qu'on est parti à l'étranger*»²⁵. Comme le marché du travail, tout est une question d'opportunité et d'occasion pour l'univers humanitaire. En effet, paradoxalement, la demande et l'offre sont fortes -avec la demande restant tout de même supérieure- mais une sélection faite par une partie des associations et fondations -dû à la re-

(23) Madame G.
: bénévole avec le
collectif SAGA en
Afrique du Sud.

(24) Monsieur K.
: mission d'aide
au développement
avec l'association
PADEM en Mon-
golie.

(25) Monsieur T. :
mission volontaire
en Équateur, avec
l'ONG Hogar de
Cristo.

cherche de profils précis comme des professionnels pour le CICR- bloquent le large panel qu'auraient pu avoir les jeunes; et les ramènent donc vers des associations plus ou moins questionnables -un point que nous développerons pas ici. Rentre en jeu aussi la participation au financement ou non de l'action caritative, où payer pour être bénévole devient une banalité. Donc si une porte ouverte est proposée, un jeune, hésitant, partira plus facilement en expérience humanitaire, lui permettant de partir à la découverte d'autres horizons. Ainsi partir «*parce qu'il y avait l'occasion*»²⁶ gagne sa place dans les raisons complémentaires de départ en expérience humanitaire.

(26) *Monsieur F. : mission humanitaire avec l'association Archi-Togo, au Togo*

L'ouverture sur la diversité des cultures.

Découvrir de nouvelles cultures et comprendre la diversité globale présente sur la surface de la planète sont les dogmes principaux amenant les jeunes dans l'univers humanitaire transfrontalier. L'ouverture d'esprit sur ce large panel de culture architecturale est un appât conséquent pour les jeunes, d'autant que durant les cursus étudiants une largeur d'esprit sur la façon de penser, de concevoir et de créer est mise en avant. L'expérience extérieure devient donc une chose *normale* «*pour sortir de sa zone de confort, découvrir d'autres cultures, et être plutôt dans l'échange*»²⁷. La globalisation culturelle en est une conséquence -positive dans le sens du partage- aujourd'hui, l'humanitaire en est un des visages. La philanthropie des individus en est un facteur, où la réciprocité d'apports amène une association des acteurs humanitaires -tant les expatriés que les personnes sur place-, «*on s'est dit qu'on partait de manière volontaire [pour] vivre quelque chose d'autre dans un échange culturel*». Tout est donc une question d'échange, *j'amène quelque chose je prends quelque chose*, où ce quelque chose est une pratique, une façon de concevoir, «*c'était génial de*

(27) *Monsieur T. : mission volontaire en Équateur, avec l'ONG Hogar de Cristo.*

pouvoir comprendre comment ils construisaient et ce que nous en tant qu'architecte, nous pouvions apporter [et] j'avais un très grand principe, c'était de comprendre en termes de protection de l'environnement comment ça fonctionne»²⁸. Pour cela, les idées préconçues doivent être chassées, et certains organismes permettent d'appréhender le terrain aux jeunes, «l'organisme français qui nous a trouvé les missions et qui nous a fait des formations, nous un a un peu prévenu et préparer à justement déconstruire des trucs»²⁹. L'ouverture sur cette diversité culturelle est ainsi la somme de nombreux facteurs -développés en amont- qui permettent aux jeunes étudiants et diplômés de justifier de façon convaincante leur raison universaliste : «l'international ça m'intéressait et la solidarité ça correspond un peu à mes valeurs»³⁰.

(28) Madame M. : mission volontaire avec l'ONG Architectes de l'Urgence aux Philippines.

(29) Monsieur T. : mission volontaire en Équateur, avec l'ONG Hogar de Cristo.

(30) Monsieur K. : mission d'aide au développement avec l'association PADEM en Mongolie.

Ecole en Afrique du Sud réalisée par le collectif SAGA - sustainabledesign.co.za

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR





LES JEUNES A
L'ASSAUT DE
NOUVEAUX
ROLES.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

*PLURALITÉ DES STATUTS,
GERME DE DISPARITÉ DES
RÔLES.*

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Les bénévoles, les volontaires et les salariés.

Entre professionnels et bénévoles, où se situerait le volontaire humanitaire ? Ce nouveau statut est aujourd'hui situé dans des limites que nous avons encore du mal à distinguer et que nous tenterons donc de trouver ici. Le domaine de la solidarité internationale en France est entouré d'une «grande méconnaissance chez le public profane, qui se le représente à l'aide d'images d'Epinal largement diffusées» (Badaoui A. 2011) et ainsi bénévoles et volontaires sont très souvent assimilés et considérés comme synonymes. Techniquement parlant, ils ne le sont pas du tout. En effet le terme volontaire humanitaire, renvoyant plus précisément au volontariat de solidarité internationale (VSI)¹, est un statut juridique, défini et encadré par la loi. Alors que le bénévolat ne fait l'objet d'aucun encadrement. Voilà déjà une différence majeure entre ces deux termes.

Le statut de Volontaire de Solidarité Internationale «tu as le droit de l'avoir six ans dans ta vie et souvent une mission dure entre un et deux ans, souvent pas plus de deux ans parce qu'ils considèrent qu'au dessus de deux ans c'est que cela ne s'appelle plus du volontariat»². Choisir ce statut permet une aide sociale, des conditions de travail encadrées et une rétribution, que ne bénéficient pas les bénévoles, «Ah oui c'est différent, moi c'était du volontariat, les gens qui t'ont dit ça, les gens qui ont payé c'est du bénévolat, j'ai été payée parce que je parlais dans un contexte professionnel, je n'ai rien mis de ma

(1) Le volontariat de solidarité internationale (VSI) est un dispositif français encadré par la loi du 23 février 2005, et permet de s'engager auprès d'associations agréées. Il n'y a pas de condition de nationalité, ni de limite d'âge. Les missions se déroulent hors de l'Espace Economique Européen. Un contrat est signé, il est renouvelable. Le volontaire reçoit une indemnité. En fin de mission, vous pouvez prétendre à certaines aides (service-public.fr).

(2) Monsieur T. : mission volontaire en Équateur, avec l'ONG Hogar de Cristo.

(3) Madame M. :
mission volontaire
avec l'ONG Archi-
tectes de l'Urgence
aux Philippines.

(4) Monsieur K. :
mission d'aide au
développement
avec l'association
PADEM en Mon-
golie.

poche»³, malgré ça «le côté financier n'est pas dans le cœur du statut, ce qui est plus dans le cœur du statut c'est de s'engager, c'est de mettre ses compétences au profit d'une association, donc ton salaire n'est même pas considéré comme un salaire mais plus comme une indemnité»⁴. Mais le volontariat constituerait un passage -même un passage obligé- pour intégrer le milieu humanitaire et le monde du travail expatrié. En effet c'est le statut le plus répandu, il permet aux ONG d'avoir de la main d'œuvre sans s'engager directement avec des salariés, en ayant tout de même certaines compétences. Mais la tendance actuelle serait à la salarisation croissante par les ONG -notamment françaises- et leurs personnels (Badaoui A. 2011), et cela dans un objectif, pour ces organisations, de fidéliser ces personnels expérimentés; qui lassés par la précarité de leur statut de volontaire, finissent par préférer intégrer soit des ONG étrangères, soit d'importantes organisations internationales -Nations unies, Union européenne, et autres- leur offrant de meilleures conditions de travail. En effet, certains créent un fossé entre volontaire et salarié rapprochant leur statut à leurs compétences, mais la forme juridique de leur emploi ne préjuge pas de leur professionnalité (Badaoui A. 2011). Pourtant, dans un schéma inverse, certaines ONG, préférèrent engager des volontaires, pour leur statut intermédiaire et à basse rémunération, plutôt que jouer sur le long terme, avec un salaire plus élevé en engageant un salarié. «Les motivations de pourquoi avoir une personne étrangère, étaient avant tout pécuniaire, parce que je coûtait moins cher qu'un architecte local, [et] sachant qu'il y avait eu des étrangers comme moi qui étaient passés avant moi, pas juste avant moi mais deux ans avant donc c'était un peu décousu»⁵. Un revers de la médaille du statut de volontaire difficilement quantifiable, mais créant à coup sûr des problèmes de hiérarchie -qui seront développés par la suite- et de fonctionnement du fait

(5) Monsieur T. :
mission volontaire
en Équateur, avec
l'ONG Hogar de
Cristo.

de ces allers et venus à intervalle régulier de contrat, ne mettant en place aucune continuité de suivi de projet. Les associations s'étant construites sur le bénévolat, quant à elle, évolue et doivent passer par la salarisation de leur membre pour pouvoir se développer, «*parce que maintenant on est salarié de l'association, ce n'est pas comme au début on était que bénévoles, donc ça nous permet de rémunérer des gens qui vont travailler dessus, peut-être d'embaucher quelqu'un, d'avoir un stagiaire*»⁶. Des évolutions pour pouvoir répondre à des conditions humanitaires plus grandes, plus complexes et pouvoir y répondre de façon la plus complète possible.

Le bénévolat⁷, quand à lui, semble un statut prédominant pour les stagiaires et les jeunes étudiants se lançant dans une expérience humanitaire, où certains peuvent être «*défrayés*»⁸ avec une convention de stage. D'autres, sans être défrayés, devaient payer l'association, «*non nous, on n'était pas rémunéré. On payait déjà des frais d'inscriptions à l'association, [ils] étaient de 300 euros par personne*»⁹. Un fonctionnement tout à fait questionnable éthiquement, où la question serait où est-ce que va l'argent, sert-il pour l'achat de matériaux pour les projets, les frais de voyages, ou va-t-il au profit d'un individu¹⁰. Aucune généralité ne devrait être faite, c'est pour quoi un cas par cas serait intéressant à relever. Malgré ça, nous pouvons tout de même rappeler les difficultés et pressions financières que subissent particulièrement les associations œuvrant dans un but d'intérêt collectif, et leur nécessaire recours à des bénévoles pour parvenir à assurer leur mandat (Badaoui A. 2011).

Ainsi, il semblerait intéressant de rappeler -même si quelques parallèles peuvent subsister- qu'il serait quelque peu biaisé de mettre en équation la forme sous laquelle une activité est exercée -bénévolat, volontariat ou salariat- et la professionnalité de la personne qui l'exerce (Badaoui A. 2011). En effet, tout est question de l'orga-

*(6) Monsieur C. :
co-fondateur d'un
collectif nantais,
missions en Afrique
du Sud.*

*(7) On peut définir
les bénévoles d'as-
sociation comme
des personnes qui
consacrent une par-
tie de leur temps,
sans être rémuné-
rées, aux activités
de l'association
(associations.gouv.
fr).*

*(8) Madame A. :
mission d'aide au
développement avec
l'association Rock'n
Wood au Népal.*

*(9) Monsieur F. :
mission humanitaire
avec l'association
Archî-Togo, au Togo*

*(10) Monsieur F.
raconte que l'asso-
ciation avec laquelle
il est parti au Togo,
prenait les frais
d'inscription comme
un «business», lui
permettant chaque
année avec la
venue de nouveaux
étudiants de remplir
ses caisses, ils
n'avaient donc «au-
cun intérêt de finir
les chantiers».*

nisme, de ses besoins, de ses ressources, de sa déontologie, de son fonctionnement...

Des postes à forte responsabilité.

Un revers, dû à ces statuts de bénévoles et de volontaires, attirant et permettant à un grand nombre de s'y lancer, est la place que peuvent occuper ces jeunes sans y avoir les moyens physiques, intellectuels ou moraux. Certaines ONG sont sélectives et demandent un minimum d'expérience, un diplôme, ou font passer des entretiens psychologiques, mais ceci n'est pas une généralité. Les plus petites associations ou fondations -notamment celles en manque de main d'œuvre ne peuvent se permettre de faire une *sélection* de candidat. Ces ONG peuvent être en manque de professionnalisme par leur manque d'expérience comme TETO¹¹ au Brésil (Chaima Tifrouin L. 2018), jeune ONG créée en 2007 et où la majorité des salariés ne dépassent pas les 26 ans. De plus, les salariés, bénévoles et volontaires sont issus de formations d'architectes et d'ingénieurs, n'ayant que très peu de notions dans les sciences sociales et stratégiques d'interventions humanitaires en milieu urbain (Chaima Tifrouin L. 2018). L'intervention est donc très centrée, et elle peut être justifiée comme un choix par l'ONG. D'autres d'associations n'hésitent pas à placer des volontaires, sans aucune expérience pour la plupart, en haut de la hiérarchie pour coordonner une manœuvre locale sur les chantiers. Les raisons peuvent être multiples mais celle prédominante reste l'économie, et la basse rémunération de ces volontaires, évitant d'avoir à l'association de fortes charges pour ce poste. Mais ceci n'est pas sans conséquence : *«mon épouse était dans une situation plus inconfortable, au début elle est arrivée et elle a été mise plus ou moins responsable d'un projet mais qui n'avait pas de moyens, qui devait faire la coordination sur place entre les chefs,*

(11) TETO en portugais au Brésil mais TECHO dans les pays hispaniques, cette ONG couvre tous les pays d'Amérique latine, avec plusieurs antennes qui interviennent auprès des communautés les plus pauvres pour construire des maisons d'urgence, des maisons à plus long terme ou des salles communautaires.

elle était pas à sa place dans ça parce qu'elle avait pas d'expérience dans le coin, et aucune ancienneté, donc les autres chefs là bas la hiérarchie est très verticale donc voir une jeune française arrive et les faire travailler ensemble, d'ailleurs parce que c'était des chefs qui ne s'entendaient pas à la base, fin bref elle était dans un position qui était délicate et que justement ils la trouvaient illégitime, enfin on était pas venu pour être des responsables de quelque chose mais plutôt des partenaires de d'autres gens»¹². La question de la légitimité de ce poste, donné à une expatriée, peut donc être posée. Mettant mal à l'aise les volontaires, par leurs postes donnés, les ONG dégradent d'autant plus un universalisme collectif dans lequel ces jeunes se sont plongés. Ce même ressenti peut se retrouver aussi en tant que bénévole, l'image bien connue de ces jeunes gens, non rémunérés, exploités pour leur bon cœur. C'est le cas de Madame S. : «l'expérience à été compliquée au Cambodge»¹³. Dans un premier temps elle a dû choisir, en partant en tant que stagiaire non rémunérée, une ONG qui ne faisait pas payer de frais d'inscription, «je l'ai choisie parce que c'était l'une des seules ONG qui ne demandait pas à ce qu'on paie pour venir». Mais à son arrivée, grande surprise, «je me suis trouvée à gérer un projet complet qui allait partir en chantier [et] j'ai un peu pris peur parce que j'avais pas fait de grosses expériences en France en stage et je me suis retrouvé chef de projet en fait». De plus, elle qui s'attendait à «construire des écoles pour les enfants, des orphelinats» -provenant logiquement des idées préconçues sur l'architecture de l'urgence et largement diffusées par les médias- s'est retrouvé à organiser un chantier pour un sanctuaire pour une espèce protégée de tortue au milieu de la jungle cambodgienne, «il a fallu gérer toute la logistique en amont, la fin des dessins et faire les devis à toutes les entreprises, négocier les matériaux, trouver des solutions parce que en fait l'idée c'est qu'on n'aille pas dénaturer le site, c'était provisoire

(12) Monsieur T. : mission volontaire en Équateur, avec l'ONG Hogar de Cristo.

(13) Madame S. : stage de six mois au Cambodge avec l'ONG Building Trust International et puis stage de six mois au Japon dans l'agence de Shigeru Ban.

et temporaire donc c'était s'adapter avec les matériaux locaux, trouver des solutions environnementales et après j'ai suivi tout le démarrage et le lancement sur le chantier... seule... avec les ouvriers». Les fondateurs de l'ONG étant ainsi totalement absents pour le suivi de projet, profitant de ce bénévolat pour le faire. Au point de donner des conditions parfois dérisoires, comme débroussailler à la machette un espace dans la jungle sur un ancien champ de mine datant des Khmers Rouges et «sous prétexte que l'on vient faire du bénévolat il faudrait que l'on accepte toutes les conditions dans lesquelles ils nous font travailler». Dans la même continuité de rompre les stéréotypes que l'on retrouve sur l'idéologie humanitaire, où l'architecture de l'urgence serait de construire des maisons pour les plus démunis directement sur le terrain, Madame S. -après une expérience au Cambodge- s'engagea dans l'agence de Shigeru Ban¹⁴ au Japon. Pensant pouvoir travailler sur la conception de projets pour la Fondation, Madame S. participa plutôt «à plusieurs expositions pour montrer un peu comment il médiatise pas mal son système et donc il y avait des expositions au moment où j'y étais pour montrer le fonctionnement, la structure comment ça se mettait en place, comment il avait trouvé les matériaux». Elle fit donc de la sensibilisation à l'humanitaire, autant lors d'expositions que dans les écoles tokyoïtes auprès de jeunes enfants. Une pratique de l'humanitaire peu connue mais qui mérite un point d'honneur -malgré une critique dite de propagande que peuvent émettre ces grandes têtes de l'architecture.

(14) Shigeru Ban a une agence d'architecture à Tokyo, lui permettant d'avoir une Fondation fonctionnant sur ces fonds propres. Il est connu pour ses maisons urgentes en carton, faciles à mettre en place lors de catastrophes.

Mais au-delà de postes ne séant pas aux jeunes avec peu d'expériences, ou encore des pratiques insoupçonnées dans l'humanitaire, les volontaires ou bénévoles sont aussi confrontés à la réalité du terrain. Une réalité due aux conditions de vie sur place mais accentuée par les conditions données par les ONG, qui pour certaines, laissent donc à la déroute les volontaires, ou au contraire dans

une hiérarchie régaliennne. Ce fait est renforcé par les al-
lers et venues sans cesses d'expatriés, ne permettant pas
de stabilité, et donc une adaptation très difficile dans un
contexte général : *«Moi tu vois je suis arrivée, on était
quatre expatriés et à une période ils étaient cinq six per-
sonnes, ça tourne énormément, et tu vas vite comprendre
au fur-et-à-mesure des témoignages que ce sont des condi-
tions compliquées, je ne dirai pas difficile parce qu'on peut
vivre et on s'adapte très bien mais par contre compliquée
par rapport à la hiérarchie par exemple»*¹⁵. Obligeant des
volontaires à démissionner et rompre leurs contrats de
départ n'ayant plus la force tant mentale que physique,
*«j'ai signée pour un an et je suis partie au bout de quatre
mois, parce que cela ne se passait pas bien»*¹⁵. Nous de-
vons tout de même ajouter -avant de faire apparaître des
rapprochements douteux- que certains expatriés étaient
pour autant préparés sur les conditions de vie qui les at-
tendaient dans l'espace humanitaire, mais le facteur qui
reste incertain et auquel ils ne peuvent se préparer, est la
condition et le cadre que donnera l'ONG sur place.

*(15) Madame M. :
mission volontaire
avec l'ONG Archi-
tectes de l'Urgence
aux Philippines.*

*UNE DIVERSITÉ DE
PRATIQUE FACTEUR DE
POSSIBILITÉS INFINIES.*

ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Concevoir l'architecture humanitaire.

Penser l'habitat post-catastrophe pour tous et adapté aux conditions climatiques, économiques, sociales et environnementales. Voilà le rôle que tout esprit conventionné comprendrait à travers *architecte de l'urgence*. Pourtant nous démontrerons -comme nous avons déjà commencé par le faire en amont- que la pratique de cette architecture est bien plus diversifiée et touche un panel plus large de pratiques. En effet rappelons-le que dans un premier temps, les camps dans le monde forment des villes habités de 17 millions de personnes (Poiret A. 2016), un défi tant logistique que conceptuel demandant à être relevé pour répondre à cet énorme besoin. Certaines ONG s'y attellent, comme l'exemple *Hogar de Cristo*¹⁶ ou *TECHO*, développant des maisons dites d'urgence, rapides à construire, avec peu de manœuvre, et permettant de mettre au sec des populations -ici respectivement en Équateur et au Brésil. Monsieur T. travailla deux ans en tant qu'architecte volontaire pour l'ONG *Hogar de Cristo* dans le département de la conception des logements d'urgence, soit lié à la pauvreté, pour des soucis de logements, mais aussi lié à la pauvreté à la suite de catastrophes naturelles. Il n'était pas question pour lui d'inventer une maison d'urgence, mais plutôt «d'apporter un savoir qui n'était pas existant sur place, puisqu'il y avait déjà des architectes équatoriens, c'était plutôt dans ces cas là l'idée de l'échange culturel, donc c'est moi, j'apprends des choses d'eux et moi je peux leur

(16) Hogar de Cristo, «Maison du Christ» en espagnol, a été fondée par la Compagnie de Jésus en 1971 en réponse à une grave pénurie de logements à Guayaquil, en Équateur. Si l'ONG continue à pré-fabriquer des maisons, ses activités se sont étendues à la fourniture d'installations communautaires, à l'éducation et à la formation des travailleurs, aux soins de santé, au microcrédit et à des services spéciaux pour les femmes et les enfants maltraités.

apporter des choses auxquelles ils n'auraient pas pensé. Après ma mission sur place elle consistait à on va dire du R&D, recherche et développement. En fait il y avait des modèles de petites maisons, ils en avaient plusieurs, plus ou moins chères, plus ou moins grandes, adaptées à différents types de terrain, et moi j'étais là pour les améliorer ou les remettre aux normes parce qu'il y avait des nouvelles normes notamment liées aux séismes»¹⁷. L'idée était ainsi d'essayer de développer un modèle d'habitat d'urgence utilisant le processus de fabrication locale. Mais le processus de conception est très long et même au bout de ses deux années de travail «je suis parti il y avait des pistes de conception, certains plans mais ça n'était pas arrivé dans le concret pour développer le truc, pour trouver des ressources et faire des tests de prototypes»¹⁷. Dans d'autres cas, les volontaires peuvent mettre leurs compétences plus à plat en étant concepteur et conducteur de travaux, et sont ainsi souvent les seuls sur le terrain ou dans l'association : «je suis le seul architecte chez PADEM»¹⁸. Ils ont ainsi un travail à différentes facettes, relevant à la limite du managérial, «moi en tant qu'architecte, j'étais architecte conductrice de travaux, à faire la conception et le suivi du chantier, la comptabilité, la gestion des ouvriers, des matériaux, des stocks, mais une fois que ça c'est fait dans la journée toi tu peux faire un peu de chantier»¹⁹. Ces rôles endossés mettent donc en parallèle une pratique architecturale que nous pouvons retrouver en France et une pratique architecturale sur les terrains. Mais ce rapprochement est permis par la temporalité. En effet ces trois expatriés se situaient plutôt dans un contexte de post-catastrophe -que nous pourrions appeler de l'aide au développement malgré l'expression controversée- donc dans un temps plus long de recherche, avec un financement différent, où les ONG sont financées par des institutions ou d'autres ONG²⁰ pour des projets et des commandes précises. De nombreux facteurs rentrent

(17) Monsieur T. : mission volontaire en Équateur, avec l'ONG Hogar de Cristo.

(18) Monsieur K. : mission d'aide au développement avec l'association PADEM en Mongolie.

(19) Madame A. : mission d'aide au développement avec l'association Rock'n Wood au Népal.

(20) Les projets suivis par Monsieur K. en Mongolie, ont été financés par le Ministère de l'environnement du Luxembourg et ensuite par la Fondation Abbé Pierre.

donc en jeu, et malgré la proximité entre ces pratiques, elles sont pourtant uniques et évolutives, en fonction de l'avancée des travaux, des financements - poids majeur dans toutes les décisions- du cadre des expatriés, des initiatives internes...

Cependant, *l'architecte de l'urgence* n'est pas toujours concepteur et/ou conducteur de travaux. En effet, «*j'ai postulé en tant qu'architecte, mais il faut savoir qu'architecte de l'urgence ça ne porte pas vraiment bien son nom parce qu'il faut savoir qu'ils embauchent plus des ingénieurs et qui vont avoir le rôle de conducteurs de travaux et de chefs de chantier. Les architectes sont là pour dessiner des plans qui sont déjà conçus par le président de l'association en France*»²¹. L'architecte endosse donc sa casquette de dessinateur-projeteur, comme nous pourrions appeler ça en France, pour remplir sa tâche, «*un travail de dessinatrice et non d'architecte. Et par contre les ingénieurs eux étaient sur le chantier, il y en avait un par chantier qui travaillait en collaboration avec un architecte local, un architecte philippins*». Son rôle était aussi pour une question de représentation, pour l'édition et «*pour diffuser à une ONG suisse qui nous finançait [et] pour avoir de bonnes mesures parce que c'était un peu des trucs de constructeurs*»²¹. L'architecture post-catastrophe, comporte -comme en France- des parties techniques pour le bon fonctionnement du bâtiment, notamment dans des régions sismiques, de raz-de-marée ou autres. C'est pourquoi les ingénieurs sont ainsi, pour les ONG, dans de meilleures positions pour s'occuper d'une partie de la conception et surtout de l'avancée des travaux. Ainsi, certaines associations ou Fondations offrent des formations lors du recrutement de volontaires pour apprendre les bases techniques, notamment pour les architectes, «*j'ai fait une formation de deux ou trois jours. Et elle est vraiment bien cette formation pour le coup, elle apporte les bases en structure, pour le contexte antisismiques et ils*

(21) Madame M. : mission volontaire avec l'ONG Architectes de l'Urgence aux Philippines.

(21) Madame M. :
mission volontaire
avec l'ONG Archi-
tectes de l'Urgence
aux Philippines.

te racontent que le but d'une construction sismique c'est que ça ne tombe pas sur les humains, c'est pour protéger la construction»²¹. La conception de l'architecture humanitaire est donc non pas un monopole d'architecte -même s'il y garde une place importante- et reste régie par l'économie permise par les financeurs.

Construire avec les autres.

(22) Monsieur C. :
co-fondateur d'un
collectif nantais,
missions en Afrique
du Sud.

Au-delà de concevoir -qui reste tout de même un processus indéniable à prendre en compte pour l'architecture humanitaire- le rôle dans la construction même de l'édifice prend aussi place pour les volontaires issus d'études d'architecture dans leur expérience *«tous les projets, en Afrique du Sud on les a dessinés et construits»*²². Où la pratique sociale de l'architecture, construire avec les gens, prend tout son sens, *«notre but et ce qu'on recherche dans l'architecture c'est de comprendre le rôle social qu'à l'architecture dans la société»*. L'enquête de terrain prend donc tout son sens pour estimer les besoins et les noter. Sur place il y a toujours *«des choses préexistante et ils leur manquent un outils donc on essaye de venir en aide par un outil»*. De ce point de vue, il peut être estimé que l'association n'impose rien mais s'inspire. *«On se dit là où l'architecture n'est pas là, où il y a une petite fleur qui est déjà en train de pousser mais il faut juste l'arroser un peu pour que ça fonctionne. Et surtout qu'on est pas les seuls à l'arroser c'est la question de l'équipe autour»*. Ainsi pour construire une crèche et une école maternelle, en Afrique du Sud, Monsieur C. s'est donné comme contrainte de pouvoir laisser l'appropriation aux bénéficiaires de la structure. Pour cela, il combine la récupération d'éléments, *«souvent c'est fait avec de la récup, donc il y a un truc qui casse on va chercher un bout de bois et puis on le remet, donc faire de l'architecture qui puisse accepter l'appropriation»*, mais aussi l'accueil sur le chantier de toute

personne voulant s'investir pour la construction, «c'est un projet qu'il faut faire collectivement». La récupération de matériaux est permise par cette «*espèce de grosse esquisse de projet*» préparée avant le départ, qui une fois sur le terrain laisse une liberté de construction et d'adaptation. Un système étant en adéquation avec l'adaptation d'accueil sur le terrain, «*se dire que le chantier est capable d'accueillir toutes les personnes qui veulent s'y investir, seulement pour deux trois heures ou pour plusieurs mois, il faut qu'on soit capable de les accueillir*». Chacun peut aider que ce soit des futurs bénéficiaires de la construction, des voisins, des expatriés, des stagiaires... De nombreuses associations y ont recours, permettant aussi l'intégration de l'édifice dans le contexte de communauté. Le plus courant reste toutefois les ONG formant des locaux sur une base de rémunération. C'est le cas d'Architectes de l'Urgence aux Philippines, «*tu formes les compagnons, tu formes les philippins, qui n'ont pas forcément beaucoup de travail parce que tu arrives dans des endroits reclus*»²³ pour la construction d'une école ou encore de Rock'n Wood²⁴ au Népal, «*ça prenait à la fois des ouvriers locaux qui sont finalement des habitants*»²⁵ pour construire des logements. L'idée peut être poussée, où les ONG se lient avec ou créent des associations sur place pour former les locaux. L'association PADEM²⁶ s'adonne à cette pratique, «*on travaille qu'en partenariat avec des acteurs locaux, quand je dis acteurs locaux ce sont que des associations locales*»²⁷ permettant à PADEM de seulement assister le chantier en utilisant des outils de suivi. Les acteurs locaux deviennent donc acteurs majoritaires du terrain, avec la création d'une coopérative par l'association autour de la construction de briques en terre crue -développée dans le village pour les habitations- et que ce soit les personnes sur place «*qui tirent profits de ce qu'ils font et non d'autres gens*». C'est le but premier de l'association : «*Notre mission c'est d'être inutile, à partir du moment où*

(23) Madame M. : mission volontaire avec l'ONG Architectes de l'Urgence aux Philippines.

(24) Créée le 2 janvier 2016, l'association Rock'n Wood voit le jour au Mans. Elle est à l'initiative de trois jeunes diplômés qui ont une ambition : partager. Bénéficiant de formations issues du monde de la construction, tous trois souhaitent accompagner la reconstruction de pays sinistrés et/ou défavorisés.

(25) Madame A. : mission d'aide au développement avec l'association Rock'n Wood au Népal.

(26) PADEM (Programmes d'Aide et de Développement destinés aux Enfants du Monde) est une ONG luxembourgeoise qui vise à améliorer la qualité de vie des populations vulnérables, en particulier des enfants, dans les pays en voie de développement, à travers des actions pérennes basées avant toute chose sur le partenariat avec des acteurs de la société civile locale.

(27) Monsieur K. : mission d'aide au développement avec l'association PADEM en Mongolie.

(27) Monsieur K.
: mission d'aide
au développement
avec l'association
PADEM en Mon-
golie.

(28) Madame G.
: bénévole avec le
collectif SAGA en
Afrique du Sud.

on est inutile on a tout gagné»²⁷.

Le phénomène du *bénéfice inverse* est aussi un résultat de cette *stratégie* de construction, *«c'est pratiquement nous qui avons appris d'eux là-bas, j'ai l'impression que c'était d'autant plus enrichissant pour nous que pour eux»²⁸*. Les volontaires et bénévoles, venues pour aider et partager leurs connaissances, se retrouve plutôt dans le rôle de l'apprenti. Cependant une controverse pourrait s'installer sur le constat que la population locale n'aurait donc pas besoin de cette aide venue des ONG, qui chercheraient tout aussi à investir les locaux pour différentes raisons -bonne conscience, manœuvre, appropriation et autres. *«Je pense qu'il y a un peu de désillusion dans l'architecture du développement, on a tendance à vouloir faire participer les gens et un peu trop contre leur grès finalement, ils sont très bien chez eux»²⁸*.

Mais cette pratique comporte aussi d'autres limites. La première serait le temps, qui contraint les ONG a de petites formations, ou à un suivi moindre. En effet la fin de chantier nécessite quelques fois des échanges, pour l'utilisation du bâtiment ou autre, et celui-ci peut être biaisé par ce manque de temps. *«C'est un peu ce qu'on a essayé de faire sur la fin mais en fait tu es un peu charrette sur la fin du chantier, tu dois repartir, donc c'est des choses que l'on a pas forcément le temps de faire, de travailler avec les locaux qui demanderaient à être plus approfondies»²⁹*. Il est à noter que ce temps est souvent raccroché aux financements qui viendraient à manquer. La seconde limite pourrait être l'après intervention. Où une minorité profiterait de la construction et de ces bénéfiques, à travers la nouvelle petite économie mise en place et les nouvelles associations créées. Le dérèglement de la vie et de l'économie locale par les ONG n'est pas négligeable, et doit être pris en compte lors de l'intervention de celle-ci et lors de la mise en place d'une collaboration pour développer ou créer du travail. La question serait quelle

(29) Madame A. :
mission d'aide au
développement avec
l'association Rock'n
Wood au Népal.

place pourrait donc prendre une ONG étrangère dans les conditions de vie d'une région reculée, quelle est son droit pour bouleverser plus ou moins fort l'économie locale sur la base d'une pratique collective de l'architecture humanitaire.

Pratiquer l'humanitaire autrement.

L'architecture humanitaire amène ainsi d'autres pratiques avec elle, sortant de la construction à proprement parler. Des façons de pratiquer l'humanitaire à travers le prisme de l'architecture mais sous d'autres formes. Celles-ci découleront parfois sur un projet d'architecture et d'autres fois sur des approches plus sociales, et à d'autres moments c'est entrevoir la construction d'une autre manière que par la conception et la mise en place du projet. En effet, une expérience faite lors des études -pour les étudiants en architecture- et que l'on retrouve parfois dans les interventions des associations est l'enquête de terrain. L'enquête de terrain est un moment souvent délaissé car très difficile à quantifier donc à rémunérer, mais apporte une part de légitimité pour certains volontaires et praticiens sur le terrain. *«L'enquête de terrain, si on a le temps, à écouter, à comprendre, qui n'a aucun but si ce n'est de comprendre le territoire»³⁰*, si ce n'est de proposer un projet en lien et en concordance avec le terrain. D'autres ONG -plus importantes en termes de poids financier, de salariés, d'organisation- parle *«enquête socio-économique»³¹* consistant à faire de petits entretiens pour *«établir le profil socio-économique de la communauté»*. Les expatriés prennent donc une casquette ici de sociologue pour comprendre un contexte avant un projet. Puis vient le temps de cartographier, *«moi j'ai fait partie d'une équipe fixe, pendant 6 mois donc pas très longtemps [et] donc on va cartographier la communauté et en même temps pour que la communa-*

*(30) Monsieur C. :
co-fondateur d'un
collectif nantais,
missions en Afrique
du Sud.*

*(31) Madame L. :
mission humanitaire
avec l'ONG TETO au
Brésil.*

té s'habitue à nous, se familiarise». L'idée est de s'insérer petit à petit dans un tissu où les volontaires et bénévoles humanitaires sont inconnus, étrangers et parfois vu comme des néo-coloniaux. Puis le projet passé -pour ce cas des maisons d'urgence- le scénario se répète *«un mois après j'ai fait une opération de construction dans une autre communauté*». Le jeune étudiant ou diplômé en architecture pratique ainsi d'autres manières d'aborder l'humanitaire, tout en restant dans ce domaine large de sens qu'est l'architecture. Il est de même pour les volontaires et bénévoles, prenant la casquette d'ouvrier. En effet, ces jeunes arrivent sur un chantier, sous la direction d'une ONG, l'approche sur le terrain est déjà faite, la conception aussi, et ils ne feront que de la construction, *«on intervient juste en tant que maçon, on avait aucun lien avec la conception, on arrive les plans étaient déjà fait, on fait ce qu'on nous dit de faire c'est tout»*³². Les jeunes deviennent donc de la main d'œuvre et découvrent le gros œuvre, le pan physique et manuel de l'architecture. Une sorte de mise à l'épreuve à l'architecture en elle-même. Malgré ça, certains bémols peuvent apparaître et donner une impression donc de *«vacances solidaires»*³². Où la mise en œuvre est instrumentalisée pour en faire un idéal de la construction humanitaire et faire bonne figure. Amenant donc à la conclusion, *«avec du recul on n'a pas fait de l'humanitaire*». A l'opposé, certaines associations -comme PADEM citée plus en amont avec son but de se rendre invisible- voit l'architecture humanitaire comme une aide et une assistance à ceux qui sont dans le besoin, dans le sens où ils s'appuient sur les praticiens locaux pour mener à terme leurs projets, *«on apporte du soutien, pour ma part qui est technique, relatif à la construction, en vue de développer quelque chose»*³³. En effet, sur place, il y a des savoirs faire, des traditions, des cultures, du savoir, les ONG peuvent juste soutenir ces dynamiques locales. *«Des fois chez des partenaires locaux il y a des*

(32) Monsieur F.
: mission humanitaire avec l'association Archi-Togo, au Togo

(33) Monsieur K.
: mission d'aide au développement avec l'association PADEM en Mongolie.

compétences techniques, que ce soit architecte, ingénieur en construction, des gens qui savent un peu dessiner, des gens qui savent concevoir. Par exemple, sur des projets au Sénégal, sur des missions sur lesquelles j'y étais il y a à peu près un an, moi quand je suis arrivé, les gens avaient déjà fait des plans, donc on m'a mis les plans sur la table, on a regardé ça, le responsable technique de l'association expliquait ses choix techniques et on est arrivé sur quelque chose d'hybride qui était une sorte de compromis et voilà, on essaie d'avoir des interlocuteurs techniques au sein de nos partenaires parce qu'après l'idée est que je parte. Donc on donne un peu de conseil, on est surtout dans la durabilité». L'approche de l'architecture humanitaire peut être diverse et s'appuyer sur différentes branches plus ou moins proches de l'arbre central -qu'est l'architecture- pour mener à bien des missions caritatives.

*LA PLACE DE L'EXPATRIÉ
DANS LA SOCIÉTÉ.*

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Acculturation à la vie locale.

La légitimité des jeunes dans leur expérience humaine, pourrait aussi venir de l'intégration dans un environnement étranger. Comment les locaux les voient-ils? Que représentent-ils à leurs yeux ? Comment les expatriés s'intègrent ou sont-ils intégrés par les locaux ? Le regard des habitants et des bénéficiaires jouent sur l'approche à prendre. *«Quand on construisait les maisons, on pleurait tous, et je me disais peut-être que j'ai pas le droit de ressentir cette émotion parce que je suis pas Brésilienne et qu'ils me regardent bizarrement. Mais en fait non parce qu'au contraire, les habitants des favelas étaient contents quand ils me demandaient d'où je venais, je leur disais France ou Maroc et ils étaient contents et ils disaient oh il y a des gens extérieurs au Brésil qui viennent nous aider»³³. Cette reconnaissance de l'autre est importante, elle permet de se sentir à sa place, dans son droit en écartant toute question éthique dû à la néo-colonisation, «c'est ça qui te fait sentir cette légitimité, c'est quand la personne en face reconnaît ça et ne remet pas en cause ta place et l'aide que tu peux apporter. Parce que tout est à prendre, peu importe l'endroit où c'est et d'où tu viens».*

Mais l'ONG a aussi son rôle à jouer, car son approche donnera sa première image sur place. Les démarches de départ diffèrent donc, quand certaines préfèrent apporter un projet qu'elles pensent essentiel, d'autres passent par la concertation : *«discuter avec les parents, les enfants et les enseignants pour savoir ce qu'ils voulaient et*

(33) Madame L. : mission humanitaire avec l'ONG TETO au Brésil.

(34) Monsieur C. :
co-fondateur d'un
collectif nantais,
missions en Afrique
du Sud.

savoir ce qu'ils avaient besoin»³⁴. Une démarche qu'elles poussent juste qu'à investir les bénéficiaires ou non du projet à partager le temps de la construction ensemble pour un sentiment d'appartenance, «*de se dire que j'ai participé à ce projet, symboliquement il m'appartient ou je lui appartiens donc je vais en prendre soin, il y a un truc d'appartenance symbolique, et pour nous c'est le début de l'appropriation*». Le temps de l'acclimatation sur place joue aussi. Pour une majorité des humanitaires il est difficile d'avoir ce temps, avec seulement quelques mois sur le terrain. C'est le cas pour les bénévoles et stagiaires. De leur côté, les volontaires ont parfois un temps plus long-dû à leur contrat de un voire deux ans : «*nous on est parti avec un contrat de un an renouvelable donc on devait se poser la question mais on s'est dit que ça nous plairait d'y être deux ans, parce qu'avec le temps de l'acculturation, de l'intégration sur place, c'est donc intéressant d'être plus longtemps qu'un an sur place, mais on devait faire quand même le choix au bout de neuf dix mois pour savoir si on voulait continuer*»³⁵. Et pour la plupart des cas, la vie à côté est facteur dans l'intégration sur place, et permet aux volontaires de rester et de s'acculturer : «*mais par contre ce qui nous a fait choisir de rester et qu'on a surtout pas regretté c'est la vie du quotidien, à côté du boulot, où avec nos collègues mais aussi les voisins [équatoriens]*».

(35) Monsieur T. :
mission volontaire
en Équateur, avec
l'ONG Hogar de
Cristo.

(36) Monsieur F.
: mission humanitaire
avec l'association
Archi-Togo,
au Togo, raconte
que les stagiaires
français travaillaient
avec des
Togolais venus de
tout le pays, et que
le village avait mis
à disposition des
maisons d'habitants
pour y loger.

(37) Monsieur F. a
voyagé à travers le
Togo avec ses amis
Togolais rencontrés
sur le chantier de
l'école.

(38) Monsieur T.
raconte qu'il est
resté en contact
avec ses amis équatoriens.

Construire avec les locaux créent aussi des liens, provoqués par une mixité des individus³⁶, amenant certains à voyager ensemble³⁷, et à «*rester en contact*»³⁸.

Le fossé de l'intégration culturelle.

Il faut donc souligner l'effet opposé, où l'acculturation fait fausse route et ne se réussit pas. En effet, nous pouvons noter dans un premier temps que malgré aujourd'hui la globalisation généralisée, la barrière de la langue reste un obstacle. Notamment dans les régions

reculées, où très peu parlent une langue autre que leur langue natale. Une logique s'étant installée, promue par une vision très occidentalisée, les pays ou régions loin de la mondialisation sont les territoires dits les *moins développés* et où l'intervention humanitaire est omniprésente. La langue parlée n'est donc pas internationalisée, et les habitants ne parlent pas les langues telles que l'anglais, l'espagnol... «*La grosse difficulté au Népal, dans le village surtout, c'est qu'ils parlent que népali, il y a peu de gens qui parlent anglais, la communication est donc difficile*»³⁹. Les ONG qui peuvent se le permettre, ont des traducteurs⁴⁰. Il est à noter que même si la barrière de la langue s'installe, elle ne remet pas en cause l'hospitalité de la population locale, «*c'est une population qui est aussi super ouverte, accueillante, donc ça aide à se sentir plus légitime*». La barrière de la langue peut aussi mettre mal à l'aise les jeunes humanitaires et leurs correspondants, créant un fossé, «*à la fin de mon Erasmus j'avais décidé de faire un stage chez une archi qui travaillait que dans les bidonvilles, elle était assez connue en Thaïlande, ça m'intéressait parce qu'elle avait une approche hyper intéressante de travail collaboratif avec les bidonvilles. Et moi j'ai débarqué dans son agence comme stagiaire, donc il y avait une armée de Thaï de mon âge en stage à ce moment-là dans l'agence, c'était l'été. Et puis j'avais du mal à m'intégrer parce que je ne parlais pas Thaï, je ne parlais qu'anglais, quelques uns parlaient anglais, mais avec l'effet de groupe tout le monde parlait en Thaï, je me sentais un peu mise de côté donc le début était compliqué donc quand je l'ai dit à l'architecte, elle voyait bien que quand on faisait un point j'étais un peu sur la touche et elle me dit 'eh bah tu vois c'est compliqué' et je lui répons que oui, je reconnais je comprends pas tout et elle me dit 'bah tu vois les thaïlandais on est bon en Thaïlande toi en France tu dois travailler en France mais pas ici.'»⁴¹. D'autre part, l'intégration culturelle peut être mise de côté car parfois*

(39) Madame A. : mission d'aide au développement avec l'association Rock'n Wood au Népal.

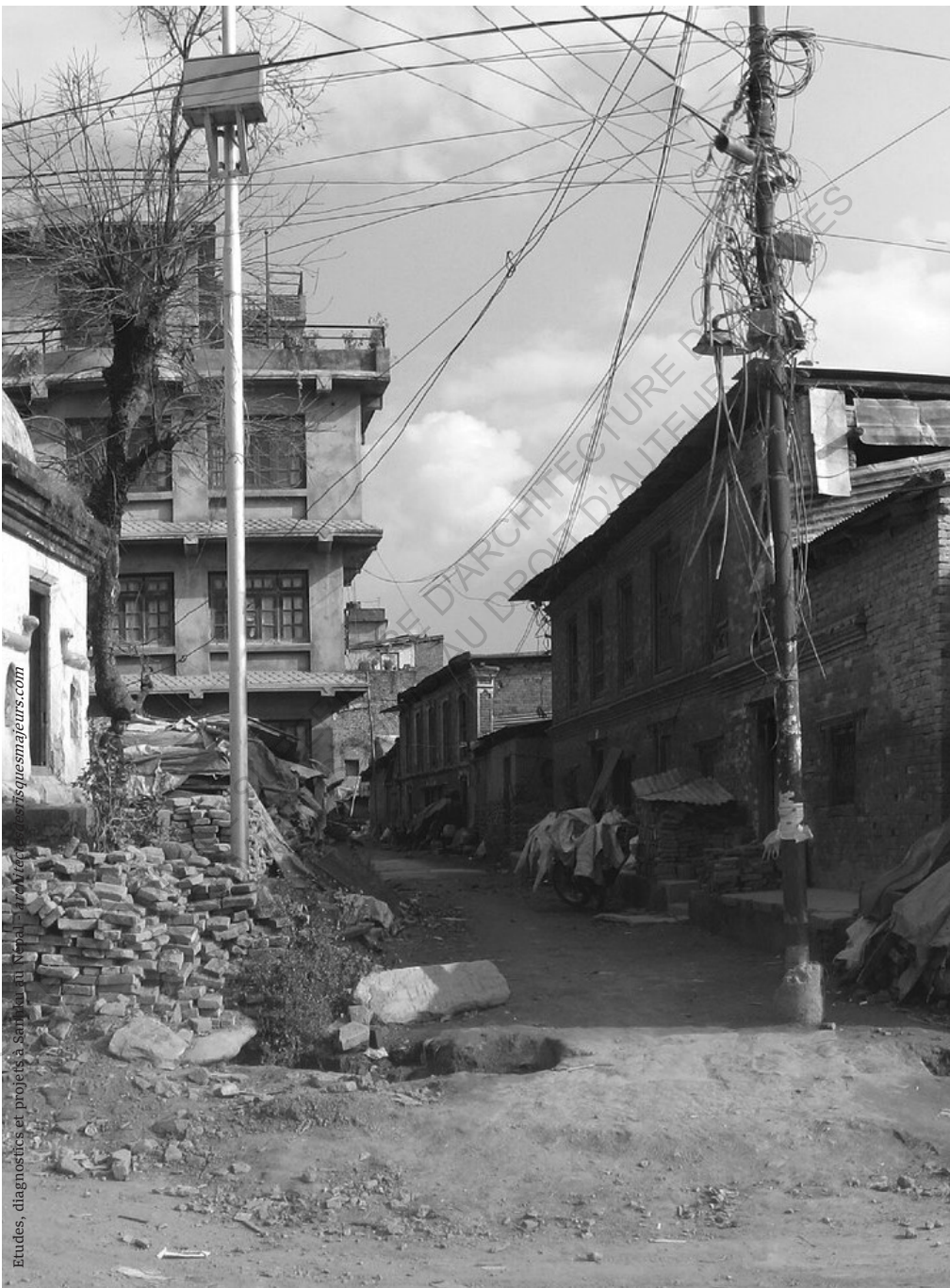
(40) Madame A. raconte que des traducteurs étaient présents dans un premier temps, mais qu'ils ont dû partir car ils coûtaient trop cher pour l'association, et ils ont donc dû se débrouiller pour parler népali le reste de l'intervention.

(41) Madame S. : stage de six mois au Cambodge avec l'ONG Building Trust International et puis stage de six mois au Japon dans l'agence de Shigeru Ban.

elle n'existe pas, le contexte ne s'y prête pas. En effet, certaines ONG font projet et construisent sur des territoires, sans avoir besoin d'interaction avec les locaux. Elles construisent sans créer de lien, soit par choix, pour rester neutre et en dehors de tout conflit ou malentendu, ou par manque de temps. Mais ce positionnement est tout à fait questionnable. Que fait une ONG si son but premier n'est pas d'aider en commençant par échanger avec les populations concernées. Mais les jeunes humanitaires -peut-être dû à leur esprit universaliste de départ- énoncent une déontologie à avoir sur le terrain pour être légitime à pratiquer l'architecture humanitaire : *«je pense qu'aujourd'hui oui on peut faire de l'humanitaire à l'étranger mais sous réserve d'une acclimatation, d'une maîtrise de la langue locale, alors ça je pense que c'est indispensable, et de la culture. C'est-à-dire que je pense que l'on peut être légitime si tu maîtrises le pays dans lequel tu viens t'insérer, ça c'est sûr ça demande une ouverture d'esprit, de comprendre leur culture, de parler le même langage et être dans l'action à chaque fois et de ne pas être seulement dans le langage des signes. Donc oui sinon ça fait très vite néo-colonialisme»*⁴¹. L'intégration culturelle reste donc primordiale pour les volontaires, bénévoles et salariés et donc plus généralement essentiel pour les ONG présentes sur le terrain.

*(41) Madame S. :
stage de six mois
au Cambodge avec
l'ONG Building
Trust International
et puis stage de six
mois au Japon dans
l'agence de Shigeru
Ban.*

Etudes, diagnostics et projets à Sarikhu, au Népal - www.les-architectes-quesmajeurs.com





CHITECTURE DE NANTES
IT D'AUTEUR

LE POST -
EXPÉRIENCE,
LE MOMENT DE
VÉRITÉ ?

ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

AUCUNE PLUS
VALUE D'ORDRE
PROFESSIONNELLE.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUS RESERVE DU DROIT D'AUTEUR

Des méthodes connues des agences d'architectures.

Un première idée pourrait avancer qu'une expérience humanitaire -par son côté social, solidaire et international- rendrait sensible le CV d'un jeune auprès des agences. En effet, cette expérience enrichissante, du fait du dépaysement total, ne pourrait que faire mûrir un jeune sorti tout fraîchement des études. Pourtant il n'en est rien. C'est l'effet inverse qui se produit : *«Les patrons doivent juste se dire 'oh elle elle est partie en vacances au soleil'»*¹. Cette vision proviendrait de plusieurs facteurs. Le premier serait le fossé existant entre la façon de concevoir et de construire en France et dans la plupart des pays où les humanitaires sont amenés à aller. Dans un premier temps, pour une grande partie des volontaires, bénévoles et stagiaires, les jeunes n'ont pas le même rôle dans la conception architecturale, *«tu n'as pas d'opération à gérer parce que c'est les ingénieurs qui les gèrent»*. Ensuite, en terme de réglementation, la différence est grande, *«quand tu pars dans l'humanitaire, tu vas souvent dans des pays en voie de développement et ça n'a rien à voir, nous en terme réglementaire en France on est soûlant, il y a tellement de choses à respecter, les réglementations incendies, les réglementations sur le chantier, la sécurité, la RT 2012 maintenant c'est la RE 2020 qui ne va pas sortir tout de suite donc faut se tenir au courant tous les mois. C'est sans fin et si tu ne connais pas ça je ne vois pas comment c'est valorisable»*. Ainsi, en ayant

(1) Madame M. : mission volontaire avec l'ONG Architectes de l'Urgence aux Philippines.

(2) *La sélection en école de commerce se fait -de façon général- par des points à cumuler, et le fait de pratiquer du sport, faire partie d'une association et bien d'autres choses -en dehors des études- font gagner des points bonus. Il y a une mise en valeur des activités extra-scolaires pour différencier l'implication des jeunes. Cette valorisation se retrouve aussi lors de la recherche d'un emploi.*

(3) *Madame M. : mission volontaire avec l'ONG Architectes de l'Urgence aux Philippines.*

(4) *Madame G. : bénévole avec le collectif SAGA en Afrique du Sud.*

pourant accumulé de l'expérience, les agences ne voient souvent pas cela comme une expérience au même titre qu'une expérience d'architecture dans une autre agence ou une institution. Le deuxième facteur serait dû à la place que l'associatif a dans les mœurs générales de l'architecture. L'associatif en étude n'est pas aussi bien coté que d'autres domaines -comme les écoles de commerce roi en la matière- il n'est pas valorisé et ne permet pas de se différencier des autres². «*Tu vois pour avoir bossé avec Audencia, ils ont un gros réseau d'associations et je pense que quand tu fais du commerce c'est encore différent parce que quand tu fais de l'humanitaire tu fais une gestion, tu gères un projet, chef de projet, c'est organisationnel, c'est du contact. Nous, je pense que ça n'a rien à voir, le domaine associatif n'est pas du tout valorisé à l'échelle d'une école d'architecture*»³. Le caritatif étant souvent assimilé à de l'associatif, malgré les différentes formes qu'il existe, n'est donc pas reconnu comme une compétence valorisable. Et le dernier facteur viendrait du fait que les agences connaissent cet univers, soit en y étant de passage dans le passé, par les rumeurs et les ouï dire ou par l'image préexistante de l'humanitaire, et ont donc connaissance des vacances solidaires. Elles connaissent aussi le côté échappatoire de l'humanitaire, la notion de césure avant de travailler, de voyager, de visiter d'autres pays... «*Je suis revenu en France avec cette expérience-là et ça n'a fait ni chaud ni froid. Je pense c'est assez simple à comprendre, ils connaissent le monde humanitaire*»³. Mais bien évidemment, tout dépend de la position que les agences ont, «*je ne suis pas sûre [que l'expérience humanitaire apporte quelque chose]. Je pense que ça dépend dans quel environnement tu as envie de bosser, il y en a qui en ont rien à faire et tu peux te faire chamberer, et peut-être qu'il y aura d'autres agences qui seront plus touchées en fonction de leur philosophie de travail et des projets qu'ils vont faire*»⁴. Ainsi, nous pouvons avancer que l'expé-

rience humanitaire à l'international des jeunes n'apporte aucune plus value à leurs trajectoires professionnelles par la suite.

Des pratiques hétéroclites et une vie différente.

Revenir en France, après plusieurs mois voire années, est souvent troublant et difficile, le «*retour n'a pas été évident*»⁵. En effet, arrivent les questions «*qu'est-ce qu'on va devenir et qu'est-ce qu'on fait en France*». Le retour à la réalité, dans le monde du travail français en a réveillé plus d'un. Les pratiques différentes et la non-plus value ne permettent pas de rebondir directement. «*En faisant ce genre d'expérience on est devenu un peu marginaux par rapport à la société française, on est plus dans le moule en tout cas, on est sorti de l'état d'esprit français*». Le fossé construit entre les pratiques et les visions architecturales amènent parfois une représentation assez critique de la société, et des idéologies présentes et établies dans les mœurs communes, «*du coup je suis d'autant plus en rogne contre des promoteurs qui font baisser les prix et les prestations alors qu'ils ont de l'argent et que tu es capable de faire des choses chouettes, même si c'est pas le même standing, avec quasiment rien, du coup tu poses un peu la question de l'argent, est-ce qu'il est bien mis au bon endroit*»⁶. Et il est de même lorsque certains volontaires humanitaires cherchent un travail semblable à celui pratiqué sur le terrain humanitaire, mais ils se heurtent souvent à un mur, après «*avoir beaucoup cherché à travailler avec la paille, la terre crue et des trucs comme ça [...] j'ai dû élargir*»⁵. De fait, les réglementations, les doubles statuts -comme architecte-artisan-, les conceptions sont trop divergents et même parfois contradictoires. De ce qu'on peut vivre là-bas nous permet à peine de survivre ici et inversement. L'exemple du permis de construire et

(5) Monsieur T. : mission volontaire en Équateur, avec l'ONG Hogar de Cristo.

(6) Madame G. : bénévole avec le collectif SAGA en Afrique du Sud.

*(7) Monsieur C. :
co-fondateur d'un
collectif nantais,
missions en Afrique
du Sud.*

*(8) Il est ici pris
en compte que
les jeunes ayant
une grande et
longue expérience
à l'étranger dans
l'humanitaire, qui
serait compris à
partir de une année
complète en dehors
du sol français. En
effet, les stagiaires
et les bénévoles,
sur un délai de six
mois, n'ont pas
spécialement le
temps -dans un
cadre général- de
voir une grande
différence lors de
leurs retours, d'au-
tant plus s'ils sont
étudiants.*

du statut d'architecte en France en illustre bien l'esprit. En Afrique du Sud, il n'est pas nécessairement utile d'être architecte inscrit à un ordre pour construire -de plus la propriété privée n'est pas tout à fait respectée et encadrée facilitant donc les constructions sans permis-, alors qu'en France lorsqu'un jeune diplômé veut faire un projet, «on ne peut pas déposer un PC [et] c'est ce qu'ils nous manquent pour rester tout le long d'un projet, ça permettrait de mieux en vivre»⁷. Ainsi la problématique de retour, et de s'insérer de nouveau dans la société française, se pose donc réellement pour la plupart des jeunes⁸.



Enquête de terrain fait par les volontaires - Archi-urgent.com

*UNE OUVERTURE D'ESPRIT
POUR REBONDIR.*

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Mise en avant d'une pratique, compétence et philosophie sociale.

L'expérience humanitaire apporte, de façon logique, une ouverture d'esprit, une nouvelle façon de concevoir, une acclimatation à une nouvelle culture, un nouvel horizon... Paradoxalement, tout ce à quoi les jeunes s'attendaient lors de leur envie de partir -comme développé en amont. La question est donc qu'en retirent-ils vraiment ? Et comment l'interprètent-ils ? Leur vision universaliste et leur don de soi sont toujours in-tacts -voire renforcés- permettant de voir d'autres traits apparaître. De plus, ces jeunes étudiants ou diplômés, de facto xénophiles, prennent leur source dans la compassion et la charité de l'Autre. Leur regret venant donc parfois du manque de relation avec les locaux, «j'aurai aimé rencontrer plus de gens»⁹. Cette philanthropie sociale¹⁰ porte toujours leurs esprits, rien n'a changé, sauf leur vision de l'humanitaire quelque peu écorchée. Les dérives humanitaires sont sur toutes les lèvres, mais ce n'est pas pour autant qu'ils baissent les bras. Chaque volontaire ou bénévole en retire quelque chose, «ça m'a apporté un peu de courage»¹¹, «en tout cas l'expérience en Equateur, elle m'a apporté des choses, mais je ne sais pas comment dire»¹². Ces apports sont ainsi de l'ordre «du savoir être, plus de l'humain, peut-être des choses plus de bon sens, ou de bricolage»¹². Il peut être bien sûr dit que c'est comme toute expérience, on en tire toujours quelque chose. Une banalisation un peu rapide pour une expérience à l'inter-

(9) Madame M. raconte qu'elle n'est pas restée assez longtemps (quatre mois) et qu'ils étaient trop isolés pour faire des rencontres.

(10) Pléonasme ayant pour but d'appuyer et de porter un idéal authentiquement altruiste des jeunes envers l'existence de relation entre les Hommes, la société.

(11) Madame M. : mission volontaire avec l'ONG Architectes de l'Urgence aux Philippines.

(12) Monsieur T. : mission volontaire en Equateur, avec l'ONG Hogar de Cristo.

national, dans une région totalement inconnue, où communiquer se fait la plupart du temps par le langage des signes et des gestes. En y ajoutant que les jeunes n'ont souvent que très peu d'expérience et de pratique dans la construction que ce soit en conception propre ou en maçonnerie avant d'arriver sur le terrain. *«Je le sens que je suis serein, je me sens beaucoup plus serein maintenant que j'ai eu ces expériences»*¹³. C'est pourquoi il faut mettre en valeur -sans idolâtrer- ce côté totalement décalé de la réalité française et de la routine occidentale dans un sens général. Et le second apport majeur et personnel que rapporteraient les jeunes serait une pratique dite sociale -faisant rapprochement à l'associatif. Le système à but non-lucratif inspire et questionne -dans un bon sens du terme- donc. Certains volontaires y prennent goût et continuent par la suite à travailler dans l'associatif humanitaire avant de se lancer dans une voie professionnelle : *«je travaillais déjà plus ou moins avant le Népal avec le collectif SAGA, et en revenant j'ai continué à bosser avec eux à mi-temps, la moitié de la semaine, sur des projets sur l'amélioration de vie dans les squats à Nantes. Et après je suis parti en Afrique du Sud avec eux»*¹⁴. L'idée de créer des associations post-première-expérience entre jeunes humanitaires se répand aussi, avec notamment SAGA mais aussi l'association des Architectes des Risques Majeurs¹⁵. Pour les salariés du collectif SAGA, l'étape supérieure serait donc de pouvoir rester totalement dans l'associatif en terme de demande, *«notre rêve c'est de bosser pour des associations, parce que étant une association on est à but non-lucratif, ça serait de bosser pour des associations qui œuvrent dans les mêmes, dans la même vision»*¹⁶, avec la particularité d'avoir une approche différente, *«nous c'est l'inverse on se dit comment répliquer les choses qu'on a appris et vu en Afrique du Sud pour les répliquer en France»*. Ainsi, les expatriés sont facteurs d'apports personnels mais aussi collectifs lorsqu'ils vont

(13) Monsieur K. : mission d'aide au développement avec l'association PADEM en Mongolie.

(14) Madame A. : mission d'aide au développement avec l'association Rock'n Wood au Népal.

(15) Créée en 2016 par des architectes et des ingénieurs ayant suivi le Diplôme de Spécialisation et d'Approfondissement Architecture et Risques Majeurs (DSA ARM) à l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris Belleville, l'association a pour idée de favoriser la coopération entre les équipes pluridisciplinaires pour un peu arriver à faire des réponses les plus complètes possible dans ces situations là.

(16) Monsieur C. : co-fondateur d'un collectif nantais, missions en Afrique du Sud.

développer leur philosophie sociale à travers leur pratique professionnelle et associative.

L'interrogation d'une nécessité simple d'architecture.

De retour en France, le pragmatisme architectural rattrape les jeunes diplômés. Malgré leur apports, *«ça a développé ma vision analytique, maintenant je sais comment raisonner comme quelqu'un qui essaye de convaincre les gens, je sais raisonner hiérarchiquement, je sais raisonner sur des points techniques»*¹⁷, leur total désintéressement de la valeur économique et leur regard critique -pour la plupart déjà bien établie durant leurs études- s'insurgent contre l'architecture française. L'inconcevable peut même se produire, lorsque c'est l'architecture humanitaire elle-même qui fait électrochoc pour les jeunes, ceux-ci étant démoralisés et ne se voyant ainsi pas continuer leur trajectoire dans l'architecture, *«quand j'étais sur le bateau du retour, parce que c'est que des îles, je me suis dit plus jamais ça, je me suis dit que je ne ferai pas de l'architecture ce n'est pas ma philosophie [et j'ai donc] fait des études d'ingénieurs, je suis devenue ingénieure environnementale»*¹⁸. Mais lors de leur retour, ils sont unanimes, un grand changement de vision doit se produire. L'architecture économique doit laisser place à l'architecture sociale, concertée pour certains, bioclimatique pour d'autres : *«je pense que l'impact que ça a eu c'est de plutôt utiliser des matériaux plus locaux, simples et un peu moins manufacturés, et un peu plus de simplicité que les machines à gaz en termes d'équipements et autres technologies»*¹⁹. L'idée est de prendre les bagages acquis durant l'expérience et de les transposer dans sa future pratique pour être en paix avec soi-même. *«[l'Humanitaire] c'est quelque chose qui m'intéresse vraiment, il y a un peu ce truc en ce moment où plus ça va et plus*

(17) Monsieur K. : mission d'aide au développement avec l'association PADEM en Mongolie.

(18) Madame M. : mission volontaire avec l'ONG Architectes de l'Urgence aux Philippines.

(19) Monsieur T. : mission volontaire en Équateur, avec l'ONG Hogar de Cristo.

on en apprend sur le métier d'architecte et de la réalité de ce métier et donc je me dis autant faire quelque chose d'un peu juste quoi. Autant trimer pour trimer pour ne pas le faire pour les promoteurs et le faire pour des vrais projets pour les autres"²⁰. Un repère d'idéologie humanitaire reste agrippé à ces jeunes, où une simplicité et une logique sociale prennent le dessus. Requestionner la pratique architecturale et s'inspirer de l'humanitaire est toujours le fer de lance de nombreuses associations en France. En effet, vivre en dehors des clous ne permet pas de vivre à bon escient, peu d'agences peuvent donc se permettre d'aller loin dans une philosophie caritative en France. La question des matériaux -pilier de la construction architecturale de toute évidence- est sûrement celle retenant le plus l'attention et le plus facile à mettre en œuvre, «[les projets] ont beaucoup influencé la suite sur la question de recherche des matériaux»²¹. Des matériaux de «concept bioclimatique»²², issus de la récupération, des matériaux relâchant moins de carbone sont autant de solutions trouvées par ces jeunes dans leur désir de changement. «Que je veux continuer dans ça surtout, comme je t'ai dit, construire selon le besoin des gens, ne pas essayer de construire... un bâtiment esthétique mais surtout quelque chose de fonctionnel, c'est ma vision»²³. Une des pratiques, reproduisant assez bien le terrain de l'humanitaire en France serait la conception-construction, où l'architecte conçoit puis construit, être architecte-artisan, «dans mon mémoire d'HMONP j'ai travaillé sur la double posture d'architecte et d'artisan [mais] en France, avec la réglementation fait que tu ne peux pas être l'architecte et l'artisan donc il faut que tu trouves des combines pour pouvoir faire les deux»²⁴. Mais certains persistent pour y arriver, «j'aimais beaucoup faire ça, travailler sur les chantiers, allier construction et conception, mais je sentais quand même avoir des lacunes en termes de construction, des lacunes structurelles. Du coup, en rentrant d'Afrique

(20) Monsieur F. : mission humanitaire avec l'association Archi-Togo, au Togo.

(21) Monsieur C. : co-fondateur d'un collectif nantais, missions en Afrique du Sud.

(22) Monsieur T. : mission volontaire en Équateur, avec l'ONG Hogar de Cristo.

(23) Madame L. : mission humanitaire avec l'ONG TETO au Brésil.

(24) Madame G. : bénévole avec le collectif SAGA en Afrique du Sud.

du Sud, je me suis inscrite dans une formation, qui est une formation d'ouvrier professionnel en éco construction»²⁵ et «aujourd'hui j'exerce en tant qu'architecte et artisanne». Une pratique la plus proche du terrain humanitaire, n'apportant que très peu de différence «là je fais de la maçonnerie, et donc j'essaie de faire à la fois le dessin du chantier et la réalisation en m'entourant de pour l'instant la même équipe que j'avais au Népal, des tailleurs de pierre, des charpentiers»²⁵. Le questionnement de l'architecture prend donc forme avec la posture que les volontaires et bénévoles peuvent prendre dans la phase de retour. Il est aussi à noter que nombreux sont ceux n'ayant pas d'autres choix que postuler dans des agences -sûrement préalablement choisies pour des détails et des concepts qui plaisent- prisonnières de l'économie de projet architectural critiqué par certains humanitaires. Pouvoir survivre est au-dessus des revendications de système. De leur côté les volontaires et bénévoles étant encore étudiants lors de leur retour se questionnent sur leur futur pratique, pour prendre le virage au mieux et sans accrocs. Et ils peuvent aussi requestionner les études dans lesquelles ils sont engagés et la notion de projet. Pour son exemple, Monsieur F.²⁶, en parallèle à ses études, répond à des concours -lancés par des ONG internationales- pour la construction «par exemple une maison en Tanzanie». L'objectif, à travers ces concours extra-scolaire, «n'est pas d'avoir le geste architectural, de faire un truc extravagant, pour moi l'objectif c'est d'arriver de faire quelque chose de confortable, de prouver qu'on peut faire quelque chose de confortable, décent et digne sans mettre des millions. C'est un gros enjeu je trouve, c'est peut-être un peu naïf de dire ça, mais je trouve que c'est super important».

(25) Madame A. :
mission d'aide au
développement avec
l'association Rock'n
Wood au Népal.

(26) Monsieur F. :
mission humanitaire
avec l'association
Archi-Togo, au Togo.

*DES PROJETS POUR
PROLONGER DANS CET
UNIVERS.*

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Trouver une autre accroche pour repartir.

De retour en France, ajoutée à la critique sociale déjà énoncée, les jeunes expatriés développent une critique de recul sur leurs expériences humanitaires. «*Sur la base l'humanitaire c'est vraiment bien et ça doit continuer de porter son nom correctement mais le problème c'est qu'il y a trop de dérives. Ce n'est pas humanitaire, là je travaille en France en tant qu'ingénieur environnementale, on est plus humain dans l'équipe dans laquelle je travaille que ce que j'ai pu vivre sur place aux Philippines*»²⁷. Ce n'est pas tant la l'idéologie humanitaire qui est remise en question mais plutôt les conditions et la réalité que portent les ONG sur le terrain. «*Alors en fait quand je suis sorti de l'expérience au Cambodge j'étais un peu refroidie, je me suis dit ok le système 100% ONG ce n'est pas tout rose, donc comment je pourrai faire pour continuer de faire de l'humanitaire mais d'une autre façon*»²⁸. Cette prise de recul ne décourage pas pour autant ces jeunes, leur question est plutôt comment allier leurs envies caritatives et d'aides avec une structure d'ampleur internationale pour aider un panel large de personnes. Comment créer son propre chemin pour répondre au mieux à des actions de solidarité. Chaque jeune veut être libre de ses actes, libre de ces valeurs, libre de ce cadre de globalisation générale, amenant une forme d'existentialisme²⁹ à leur nouvelle philosophie. Comment mettre ses valeurs aux services de l'intérêt général. Par quelle approche pouvons-nous faire don de soi pour un univer-

(27) Madame M. : mission volontaire avec l'ONG Architectes de l'Urgence aux Philippines.

(28) Madame S. : stage de six mois au Cambodge avec l'ONG Building Trust International et puis stage de six mois au Japon dans l'agence de Shigeru Ban.

(29) Doctrine selon laquelle l'homme n'est pas déterminé d'avance par son essence, mais libre et responsable de son existence (Dictionnaire Le Robert). Bien qu'il existe de nombreux penseurs existentialistes, où des différences subsistent entre eux, nous avançons le développement porté par l'existentialisme athée de Jean-Paul Sartre.

salisme respecté. Tant de questions auxquelles, de retour d'expérience, les jeunes réfléchissent. Fonder une Organisation Non Gouvernementale fait rêver certains jeunes, et serait une posture éventuelle pour amener leurs valeurs, pour des raisons personnelles mais aussi pour répondre à des circonstances qui ne sont pas encore couvertes par l'activité humanitaire. «*Je suis revenu du Brésil je me suis dit quand je retournerai au Maroc je crée mon ONG*»³⁰. Reprendre les principes d'une Fondation³¹ en est une autre. «*Oui, franchement j'aimerais beaucoup, mais l'amener moi-même*»³². En effet, le fondateur fait projet sur ses fonds propres et est maître de ses choix en termes d'aide, laissant une grande liberté à ses actions. Ces idées de création de Fondations proviennent aussi du constat que faire de l'humanitaire sa profession est questionnable et éthiquement antinomique avec l'approche première de la philosophie humanitaire. L'Homme, a de la subjectivité, doit vivre de quelque chose, et sa philanthropie connaît forcément des limites, où son désintéressement le plus complet pourrait flancher. «*Donc non aujourd'hui je ne fais pas de l'humanitaire parce que je pars du principe qu'à terme j'aimerais monter ma boîte et si ma boîte fonctionne suffisamment bien pourquoi pas dégager des fonds pour une fondation et faire des projets humanitaires à côté mais franchement l'humanitaire à 100% c'est quelque chose auquel je ne crois plus trop, après mes stages*»³³. Mais malgré ça, l'idée de repartir reste gravée dans un coin de tête pour chacun, certains pour une autre petite expérience et d'autres dans une temporalité plus grande, mais au moins tenter : «*en tout cas c'est un projet que j'ai, je pense que je réaliserai mais pas maintenant*»³⁴. Mais pour d'autres c'est plus de l'ordre d'une revanche, dans un esprit redevable, pour redorer son blason après une expérience déontologiquement questionnable : «*[Repartir] ce sont des questions que je me suis posé [et] je ne suis pas focalisé que sur l'humanitaire mais c'est un des*

(30) Madame L. :
mission humanitaire avec l'ONG TETO au Brésil.

(31) Une fondation est un organisme de mécénat créé par un ou plusieurs donateurs, issus du secteur privé, au service d'une cause d'intérêt général et à but non lucratif. Ainsi, la fondation agit pour des bénéficiaires en mettant à disposition des biens, des droits et des ressources pour la réalisation d'un projet d'utilité publique.

(32) Madame M. :
mission volontaire avec l'ONG Architectes de l'Urgence aux Philippines.

(33) Madame S. :
stage de six mois au Cambodge avec l'ONG Building Trust International et puis stage de six mois au Japon dans l'agence de Shigeru Ban.

(34) Madame G. :
bénévole avec le collectif SAGA en Afrique du Sud.

champs qui m'intéresse car il y a aussi un peu l'envie de prendre une revanche parce que ça reste un peu en travers de la gorge, on est vraiment parti pour faire quelque chose de bien et en fait on se rend compte qu'on a vraiment rien fait, voire faire du mal"³⁵.

(35) Monsieur F. : mission humanitaire avec l'association Archi-Togo, au Togo.

Prolonger ses idéaux en France.

«Je n'exclue pas le fait de partir mais je me dis aussi que peut-être que c'est la facilité de partir et puis si je repars c'est pour partir pour longtemps parce que je trouve qu'effectivement il faut je ne sais pas combien de temps mais pas mal de temps pour s'acclimater, s'imprégner, on est quand même beaucoup moins légitime nous pour construire quelque chose avec des techniques locales qu'eux"³⁶. Suivant la philosophie de Patrick Bouchain³⁷, certains jeunes imaginent donc leurs expériences comme un plus permettant aujourd'hui de transférer ces acquis pour aider les plus démunis en France, et d'autres énoncent la grande quantité de travail à faire d'abord dans son pays natal avant d'aller s'expatrier, et cette facilité de partir à l'international pour s'échapper. Cette réalité, est pour certains un fait subi -dû à la recherche d'un travail fixe, de la famille et autres- et pour d'autres un choix -provenant d'une remise en cause du cadre humanitaire international dans lequel ils étaient ou tout simplement de la prise en compte d'une forte disparité de niveau de vie en France. «Oui oui, ça me redonne envie de repartir, mais on se dit vite qu'il y a pas mal de choses à faire en France, dans ces domaines-là, dans tout ce qui est bidonvilles, camps ou même mal logement, logements insalubres"³⁸. Pour cela deux choix s'offrent à eux, trouver un travail dans la pratique architecturale et faire de l'associatif à côté, «je suis architecte, là j'étais chef de projet [et] j'aimerais bien me mettre dans des associations, peut-être pas humanitaires mais locales, peut-être plus pour

(36) Madame A. : mission d'aide au développement avec l'association Rock'n Wood au Népal.

(37) Patrick Bouchain énonce une néo-colonisation à travers l'humanitaire et s'interroge sur la capacité des architectes à construire dans des pays étrangers alors qu'ils ont de nombreux problèmes à régler en France d'abord.

(38) Madame A. : mission d'aide au développement avec l'association Rock'n Wood au Népal.

(39) Madame G. :
bénévole avec le
collectif SAGA en
Afrique du Sud.

m'investir mais pas forcément dans l'architecture»³⁹, où allier pratique architecturale et humanitaire en France. «Aujourd'hui oui, alors il y a un projet qui est cours de remontage en Afrique du Sud mais il faut comprendre qu'entre le moment où il y a un projet qui décide et se monte puis sa réalisation il se passe deux ans et trois ans, donc il y a ces choses là, et en France on a fait deux projets avec l'association Une Famille un Toit, sur un endroit au sud de Nantes, pour la gestion d'anciennes maisons squattées, après il y a eu aussi une mission d'architecture de rénovation laquelle on n'a pas participé car on n'est pas architecte et on a également fait un projet identique dans le montage à Ancenis avec la même association, qui était une grosse maison de lotissement, donc on a travaillé la question de la commande et l'aménagement du terrain, l'étude est finie et le chantier devrait peut être entamer le chantier début 2022, oui c'est une temporalité un peu plus longue, c'est sûr que ce n'est pas tout à fait le même cadre réglementaire qu'en Afrique du Sud, enfin pour nous ce n'est pas le même contexte mais on essaye de faire que ce qu'on a appris là bas puisse être mis en place ici»⁴⁰. Outre un choix d'actions que certains jeunes ont, d'autres prennent du recul pour questionner non pas leur légitimité mais leur utilité à l'intérêt général, «donc nous on a fait un rapport dans ce sens là, que pour l'instant ça ne valait peut-être pas le coup de renvoyer à nouveau du monde en tant que volontaire [en Équateur], parce que voilà il y avait une défaillance qui faisait que ça n'avait pas grand sens si c'était pour venir combler une situation»⁴¹. Ou encore la question de la place dans la fabrique humanitaire, «avec cette expérience, je me suis dit, en fait l'humanitaire c'est peut-être pas ça, mais je pense que l'on a un rôle, ce n'est peut-être pas aider les petits africains parce qu'il y a aussi des architectes qui étudient là-bas, je pense que c'est très bien aussi de leur laisser ce rôle là, mais peut-être agir d'une autre manière»⁴². Cependant, l'humanitaire

(40) Monsieur C. :
co-fondateur d'un
collectif nantais,
missions en Afrique
du Sud.

(41) Monsieur T. :
mission volontaire
en Équateur, avec
l'ONG Hogar de
Cristo.

(42) Madame G. :
bénévole avec le
collectif SAGA en
Afrique du Sud.

laisse tout de même des traces, positive comme négative, mais une morale humanitaire se retrouve en chaque jeune, inspirant ses futurs rôles en France, «*je bosse dans une agence au Mans [et] qui est plutôt spécialisée dans la construction bois et la construction passive, je cherchais à intégrer une agence qui avait plus une sensibilité on va dire écologique*»⁴³. Gardant une pratique sociale à porté de main, «*si ce n'est pas l'envie qui nous manque, de se réinvestir plus dans le social notamment, voilà sachant qu'à Rennes on avait apporté notre contribution à justement à l'association qui s'appelle ADT Quarts Monde, [mais aussi] aux Compagnons Bâisseurs, c'est dans le domaine de l'habitat et des travaux, et c'est de l'accompagnement et de l'aide pour améliorer l'habitat pour des personnes qui ont peu de moyens et se trouvant en situation de précarité*»⁴³. La pratique sociale peut se joindre à une pratique architecturale, «*donc ça ressort un peu de l'humanitaire mais l'idée de mes projets futurs serait de faire ça mais dans des projets plus solidaires au sein de chantier d'insertion ou ce genre de projets*»⁴⁴. Mais aussi amène à une transmission de ces valeurs par la formation et les études. Transmettre cette pratique à travers une pratique de professeur : «*alors c'est en Licence 3 dans le Studio Ailleurs commence ici, et là par exemple le sujet qu'on amène il est relié au sujet qui anime SAGA*»⁴⁵. En effet, diffuser son expérience est un parfait outil pour léguer des valeurs philanthropiques et prévenir des futurs prétendants à l'humanitaire des choix et des bonnes raisons qu'ils doivent choisir et justifier. Tout en sensibilisant aussi à la petite échelle, au local et, voir et comprendre l'environnement nous entourant avant de regarder plus loin. Le tout est la question de l'autre, un étranger, quelle place avons-nous pour l'aider dans son pays, alors qu'en bas de chez nous dort un homme sans abris. Aucune raison n'apporterait une logique convenable, mais l'universalisme collectif qui en est un facteur peut être un début de réponse.

(43) Monsieur T. :
mission volontaire
en Équateur, avec
l'ONG Hogar de
Cristo.

(44) Madame A. :
mission d'aide au
développement avec
l'association Rock'n
Wood au Népal.

(45) Monsieur C. :
co-fondateur d'un
collectif nantais,
missions en Afrique
du Sud.



Maison d'urgence réalisée par YONG HO

© 2014 - www.yongho.org



CONCLUSION.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Après une image de l'univers humanitaire décortiquée, la possibilité d'y donner un contour émerge. Prenant source dans l'universalisme collectif, l'humanitaire est donc un imaginaire construit sur des idées d'utopie de charité moderne. Où le concept serait en partie lié au sentiment intemporel de la compassion (Brauman R. 2009) portée aux humains en général et non pas aux proches -qui se définirait dans ce cas comme de l'amour. Par ces idéaux, croyances et principes, et par la vision portée par le début d'une pratique philanthropique, cette philosophie deviendrait par définition une idéologie. Qui, face à la réalité, se confronterait à la cupidité, au manque de lucidité ainsi qu'à la subjectivité humaine. Une subjectivité qui aujourd'hui apporte une controverse autour de l'humanitaire et de ses principes -censés être- intangibles, faisant lien avec les paroles de J-P. Sartre «*il faut que l'homme se retrouve lui-même et se persuade que rien ne peut le sauver de lui-même*»¹. Toute vérité et toute action impliquent un milieu et une subjectivité où l'homme devient son pire ennemi, et c'est par cette individualité associée à ses actions morales et éthiques que débute la question de la légitimité. Un état moral questionné par les volontaires eux-mêmes par rapport à leur expérience. Mais pourquoi se demander si les jeunes volontaires et bénévoles sont légitimes ou non s'ils sont a priori irréprochables dans leurs actions à base de philanthropie ? A partir de quand devons-nous nous questionner sur leur légitimité ? Suis-je moi-même légitime pour remettre leur intégrité en question ? Pourquoi un universalisme collectif ne permettrait-il pas de passer au-dessus de ces

(1) SARTRE, Jean-Paul (1996). "L'existentialisme est un humanisme", Folio/Essais, Editions Gallimard.

questions ? N'y aurait-il pas eu le colonialisme, les humanitaires auraient-ils eu besoin d'interroger leur approche légitime de leur travail ? Ou est-ce à partir de 1949 et de la Guerre Froide avec le début du néologisme *pays développé et pays non-développé*, énoncé par le président américain Harry S. Truman que la fracture fut créée ? Il est de fait qu'aujourd'hui la légitimité dans l'humanitaire se porte sur une tension entre des entités -pays riches/pays pauvres, développés/non-développés, pays colonisateurs/pays colonisés etc- de même nature, mais inégales et donc opposables. Associé souvent à ce caractère de légitimité, l'éthique en apporte un visage. Ce fondement moral qu'est l'éthique est tout aussi questionnable sur le plan humanitaire. En effet, cette philosophie est devenue un phénomène de mode, perdant tout son sens (Audrerie M. 2018). On le retrouve partout, sur la publicité, sur les slogans des grandes marques commerciales et industrielles, dans les discours moralisateurs... C'est un mot fort, ayant le poids de faire plier les individus. Les ONG humanitaires s'en inspirent donc, et de par leur statut transfrontalier remettent en question un ordre mondial et moral de philanthropie. Il est même aujourd'hui parlé de *l'échec de l'action humanitaire*, une critique basée par cette distance entre ONG et personnes aidées. Une distance tant physique, intellectuelle et culturelle avec *l'Autre* (Ngirumpatse P. et Rousseau C. 2007). C'est dans ce cadre que s'insèrent les expériences des jeunes étudiants et diplômés. Et malgré le peu de médiatisation sur les activités de l'architecture humanitaire et de leur statut ambiguë -ne faisant pas partie de la corporation des architectes en France et n'étant pas inscrit à l'Ordre- leurs convictions mettent à jour un nombre important de facteurs leur conférant une certaine légitimité d'action à l'international. Loin de la procrastination et autres dérives purement intellectuelles des ONG, les valeurs soulevées par les jeunes sont de nature à la modestie, où le

peu peut faire beaucoup, à la participation des populations, s'apparentant à la *démocratie participative* de Patrick Bouchain (Bouchain P. 2006), mais aussi à l'échange mutuel entre leurs connaissances et les savoirs-faire des populations locales. De plus, pour exprimer leur malaise face à la dérive humanitaire, ils n'hésitent pas sous-entendre qu'ils ne font ni de l'urgence ni du développement, *«C'est peut-être une question de langage mais on aime plutôt dire que l'on vient en aide ou en appui à des initiatives locales»*². Et se justifie de leur légitimité par leur logique : *«on ne s'est pas senti illégitime parce qu'on ne venait pas dans l'optique d'apporter des choses qui n'avaient pas été sur place, c'était surtout plus dans le fait d'apprendre, et donc pas d'apporter à part notre présence, notre personne, et notre envie de participer et un petit grain d'originalité»*³, *«mais notre théorie là dessus c'est le regard de l'étranger qui est nécessaire partout, nous étranger on arrive en Afrique du Sud avec des choses qui nous choquent parce que ce n'est pas notre quotidien, ça ne veut pas dire que je suis contre c'est que c'est au-delà de mes habitudes, je pense que tout étranger, de même pour l'exact opposé où des personnes viendraient en France et verraient des personnes dormir dehors ou des exilés dormir dans des squats, et donc je pense que ce regard est important, ce regard neuf qui va défoncer des portes parce qu'il va dire des vérités générales»*⁴. Ainsi s'ils se sentent légitimes ne le seraient-ils pas par conséquent ? Il va de fait que se sentir légitime c'est être convaincu que l'on a les compétences, les qualités, l'expérience, le savoir-faire nécessaires pour exercer une activité ou une action. Être légitime est par conséquent un jugement subjectif mais très partagé sur la conformité d'une personne, d'un fait, d'une proposition ou d'un argument par rapport à une loi ou une règle tacite. Ainsi, si la règle était juridique on dirait simplement que c'est légal et pas légitime. Mais aujourd'hui la légitimité se rapproche d'une reconnaissance

(2) Monsieur C. :
co-fondateur d'un
collectif nantais,
missions en Afrique
du Sud.

(3) Monsieur T. :
mission volontaire
en Équateur, avec
l'ONG Hogar de
Cristo.

(4) Monsieur C. :
co-fondateur d'un
collectif nantais,
missions en Afrique
du Sud.

d'un collectif, d'une institution et d'un jugement. Il suffirait donc d'un accord verbal entre l'humanitaire -et ses intentions- et les personnes concernées par l'aide humanitaire pour qu'une légitimité puisse s'installer. C'est une reconnaissance de *l'Autre*. Ainsi, les raisons de départ, les rôles endossés sur le terrain et les apports post-expérience des jeunes étudiants et diplômés en architecture peuvent justifier à leurs yeux leur légitimité dans une expérience humanitaire à l'international.

(5) Monsieur K. raconte d'où vient potentiellement les financements reçus du Ministère de l'Environnement du Luxembourg : « nous l'argent arrive et provient parfois d'une fiscalité un peu légère, il y a pas mal d'argent sale, ici on met en place des projets avec de l'argent qui vient de paradis fiscaux. Il y a des paradoxes dans toute situation de développement et d'organisation à l'étranger ».

La nuance apportée est qu'en dépit de cette acceptation individuelle de l'autre, la légitimité englobe une éthique plus générale -qui est aujourd'hui au centre des critiques-, incluant l'ONG et sa morale, les financements du projet et sa provenance⁵, la façon de travailler sur place... Il sera noté que malgré d'autres facteurs éthiques et moraux à prendre en compte, un premier pan de réponse permet à ces jeunes étudiants et ces diplômés en architecture d'être légitimes si leur moral est en paix avec leurs actions. C'est avant tout une question de revenir à un *en soi*.

C'est pourquoi une question suspendue aux lèvres d'un jeune après son expérience fit tilt, pour permettre de faire abstraction de cette légitimité, la solution serait qu'il n'y ait pas besoin de se déplacer dans d'autres pays. Mais il est évident que c'est une réponse ne nous appartenant pas et à laquelle nous ne pouvons répondre, étant au delà de notre gouvernance. Nous noterons par ailleurs que ce début de réponse apporté sur la question de l'universalisme comme base de l'expérience caritative internationale ou comment défendre une légitimité philanthropique des jeunes, apporte des nuances et des points de vue quelques peu subjectifs. Il est donc à prendre en compte que ce n'est en aucun cas une stricte vérité mais plutôt un socle sur lequel s'appuyer.

BIBLIOGRAPHIE.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

BIBLIOGRAPHIE.

AQUILINO, Marie et SOULEZ, Juliette (2010). « *Architectes de l'humanitaire* », Archistorm, n°43, p.68-77, Juillet/août 2010.

AUDET, François (2011). « *L'acteur humanitaire en crise existentielle : les défis du nouvel espace humanitaire* », Etudes Internationales, 42(4), 447-472.

AUDRERIE, Magdeleine (2018). « *L'éthique de l'architecture dans le domaine humanitaire post-catastrophe naturelle* ».

BADAoui, Anissa (2011). « *Les volontaires de solidarité internationale : entre bénévoles et professionnels* », VST - Vie Sociale et Traitements, revue des CEMEA, 2011/1 (n°109), p. 52-57.

de BELLAING, Louis Moreau (2000). Compte rendu [*Bernard HOURS, L'idéologie humanitaire ou le spectacle de l'altérité perdue. Paris, L'Harmattan, 1998*], Anthropologie et Sociétés, 24(2).

BOUCHAIN, Patrick (2006). « *Construire autrement : Comment faire ?* », Acte Sud.

BRAUMAN, Rony (2009). « *Émotion et action humanitaire* », Études, 2009/1, tome 410, p. 9 à 19.

CADET, Ophélie (2015). « *Architecte humanitaire : que peut apporter l'architecte suite à une crise d'origine humaine ou naturelle ?* ».

CHAIMA TIFROUIN, Lucie (2018). « *Enjeux humanitaires dans l'espace urbain brésilien* ».

COULOMBEL, Patrick (2019). « *Arrêtons l'amateurisme au nom de l'urgence de Haïti à Notre-Dame, la reconstruction en question* », Amiens : NBE Editions.

COULOMBEL, Patrick (2007). « *Architecte de l'urgence, un nouveau métier de l'humanitaire* », Paris : Editions l'Harmattan.

COUPRIE, Sonia (2012). « *Le management stratégique des ONG ou la quête de légitimité* », Monde en Développement, 2012/3, n°159 pp. 59-72.

DAUVIN, Pascal (2004). « *Être un professionnel de l'humanitaire ou comment composer avec le cadre imposé* », In : Tiers-Monde, tome 45, n°180 pp. 825-840.

DAUVIN, Pascal et SIMÉANT, Johanna (2001). *Présentation*, In : Mots, n°65, mars 2001. L'humanitaire en discours pp. 3-6.

DAUVIN, Pascal et SIMÉANT, Johanna (2001). « *Travailler sur l'humanitaire par entretiens - retour sur une méthode* », In : Mots,

n°65, mars 2001. L'humanitaire en discours pp. 177-133.

DELPIERRE, Alizée (2017). «*Quand l'humanitaire est payant*», Genèses 2017/3 (n°108), p. 89 à 108, 2017.

DEMARTA, Laurent (2012). «*Les frontières de l'humanitaire*», Hermès, n°63, pp. 190-195.

GORIOUX, Maguelonne (2015). «*Architectes humanitaires, une déclinaison du métier d'architecte*».

GUITARD, Sylvain (2018). «*L'architecte en milieu associatif, réflexion sur la pratique de l'architecture d'intérêt général* ».

HOURS, Bernard (1999). «*L'idéologie humanitaire : anthropophage de l'altérité*», Journal des anthropologues, p. 77-78.

JUHEM, Philippe (2001). «*La légitimation de la cause humanitaire : un discours sans adversaires*», In : Mots, n°65, mars 2001. L'humanitaire en discours pp. 9-27.

KURASAWA, Fuyuki (2012). «*L'humanitaire, manifestation du cosmopolitisme*», Sociologie et Société, 44(1).

LERAY, Christophe (2019). «*Architecture, un enseignement universel pour tous*», Chroniques d'Architecture, Juin 18.

MALKKI, Liisa H. (2007). «*Professionnalisme, internationalisme, universalisme*», Anthropologie et Sociétés, 31(2), p. 45 à 63.

MÉCHAIN, Aurélien (2017). «*Les frontières d'Architectes sans frontières*».

MILLER, Marine (2019). «*Les dérives du volontourisme chez les étudiants* », Lemonde.fr, Mai 28.

NANTOIS, Frédéric (2006). «*L'engagement humanitaire par l'architecture* », D'Architectures, n°109, p. 43-57, novembre 2006.

NGIRUMPATSE, Pauline et ROUSSEAU, Cécile (2007). «*L'échec de l'humanitaire : de la paralysie devant le mensonge social à la transformation de l'image de l'autre*» (essai). Anthropologie et Sociétés, 31(2), 191-202.

PAQUOT, Thierry (2014). «*La place de l'architecte* », métropolitiques.eu, Avril 2.

PÉROUSE DE MONTCLOS, Marc-Antoine (2009). «*Du développement à l'humanitaire, ou le triomphe de la com'* », Tiers Monde, 2009/4

(n°200).

PÉROUSE DE MONTCLOS, Marc-Antoine (2005). « *Les ONG humanitaires sur la sellette* », Études 2005/12 (Tome 403), p.607-616.

POIDEVIN, Blandine (2011). « *ONG et associations* », in Juriexpert, 29 septembre 2011.

QUEINNEC, Erwan (2007). « *La croissance des ONG humanitaires : une innovation devenue institution* », Revue Française de Gestion, 2007/8, n°177, p.83-94.

RAYBAUD, Alice (2020). « *On nous a vendu un rêve : de l'école à l'agence, les désillusions des jeunes architectes* », Lemonde.fr, Novembre 29.

ROSENBAUM, Laura (2017). « *La condition internationale des architectes : le monde en référence : représentations, pratiques et parcours* ».

ROUSSEAU, Noémie (2016). « *Tourisme humanitaire : la vraie fausse pitié* », libération.fr, Août 15.

SAILLANT, Francine (2007). « *Une anthropologie critique de l'humanitaire* », Anthropologie et Sociétés, 31(2).

SIMÉANT, Johanna (2001). « *Urgence et développement professionnalisation et militantisme dans l'humanitaire* », In : Mots, n°65, mars 2001. L'humanitaire en discours pp. 28-50.

SOLVET, Laure (2017). « *Architecture d'urgence : une profession en construction. Exploration d'une pratique de l'architecture* ».

TOURNIER, Maurice (2001). « *Humanitaire est-il apolitique de naissance ?* », In : Mots, n°65, mars 2001. L'humanitaire en discours pp. 136-145.

TREBOUS, Madelaine (1964). « *Coopération et développement* », In : Tiers-Monde, tome 5, n°20. Science, technique et développement, p. 915-920.

VINCENDON, Sibylle (2019). « *Architecture de l'urgence : en finir avec les cabanes* », Libération.fr, Décembre 12.

VIVENT, Sophie (2017). « *Architecture et humanitaire : de la théorie à la pratique* ».

PODCASTS ET VIDÉOS.

BOREL, Julien (2015). « *L'architecture des camps et l'industrie humanitaire, savoirs et gouvernance* », colloque de la Cité de l'architecture et du patrimoine.

ERNER, Guillaume (2014). « *A qui donner ? Le business des ONG* », Service Public, France Inter, Décembre 15.

EVANS, Lewis et LE GUAY, Claire Marie (2015). « *Paroles d'Architectes de l'Urgence* », A'Live, France Inter, Mai 19.

POIRET, Anne (2016). « *Bienvenue au Réfugistan* ».

STERN, Stéphanie (2015). « *Action humanitaire. Nécessité et limites de l'aide humanitaire* », Les enjeux internationaux, France Culture, Juin 26.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

ENTRETIENS.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Ce travail de mémoire s'est fortement appuyé de témoignages. Ces entretiens ont été menés auprès de jeunes étudiants en architecture et diplômés ayant fait une expérience humanitaire internationale durant leur cursus scolaire ou en sortant de l'école. Ce panel a permis d'avoir des bénévoles et des volontaires ayant pratiqués dans des organismes de tailles différentes, allant de grandes ONG à la petite association. Ces expériences couvrent aussi une surface du globe assez variée, avec des destinations sur les trois plus gros continents, où les jeunes ont endossé des rôles variés permettant de mettre de la profondeur à leur propos communs.

Par ailleurs, les mails envoyés aux ONG -tel que Architectes de l'Urgence et Solidarité Internationale- n'ont jamais fait suite malgré les relances.

Leurs témoignages auraient pu participer à la construction de ce mémoire pour avoir des points de vue différents.

- 152 MADAME S.
stage de six mois au Cambodge avec l'ONG Building Trust International et stage de six mois au Japon dans l'agence de Shigeru Ban.
- 160 MADAME M.
mission volontaire avec l'ONG Architectes de l'urgence aux Philippines.
- 168 MONSIEUR K.
mission d'aide au développement avec l'association PADEM en Mongolie.
- 176 MADAME G.
bénévole avec le collectif SAGA en Afrique du Sud.
- 182 MADAME L.
mission humanitaire avec l'ONG TECHO à São Paulo au Brésil.
- 190 MONSIEUR C.
co-fondateur d'un collectif nantais, mission à Port-Elizabeth en Afrique du Sud.
- 202 MADAME A.
mission d'aide au développement avec l'association Rock'n Wood au Népal.
- 208 MONSIEUR F.
mission humanitaire avec l'association Archi-Togo, au Togo.
- 214 MONSIEUR T.
mission volontaire en Équateur, avec l'ONG Hogar De Cristo.



Guayaquil
Equateur

Sao Paulo
Brésil

Lomé
Togo

Port Elizabeth
Afrique du Sud

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR



Tokyo
Japan

Khishig Undun
Mongolie

Cebu
Philippines

Phnom Penh
Cambodge

Katmandou
Népal

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

MADAME S.

*stage de six mois au Cambodge avec l'ONG Building Trust
International et stage de six mois au Japon dans l'agence de
Shigeru Ban*

Entretien par téléphone le 24 novembre 2020

Thomas : Comment vous est venue l'envie de faire de l'humanitaire ? Quel a été le moment déclencheur ?

S : J'ai toujours voulu faire un peu de l'architecture un peu sociale, faire des projets humanitaires avant même de rentrer en école d'architecture. Donc au final étant en étude d'architecture, je m'étais dit que je lierai les deux, autant faire notre métier dans l'humanitaire. Donc à la base c'est un peu ça qui m'avait motivé. Et puis après à Nantes je trouvais qu'il y avait une approche très sociale de l'architecture et sans doute que ça m'a influencé à l'époque encore plus. Mais vraiment c'était une volonté avant même mes études. A l'époque j'avais monté un... je suis parti en Erasmus à Bangkok, à l'époque c'est moi qui avait monté le partenariat parce qu'il n'existait pas et ce qui m'avait intéressée avec ce partenariat là c'était de faire une expérience d'Erasmus... je te plante un peu le contexte un peu pour ensuite arriver à l'humanitaire...

T : Oui oui pas de soucis.

S : Mais en gros ce qui m'intéressait c'était d'être dans une espèce de grosse mégalopole hyper contemporaine hyper récente et d'avoir à côté un pays pas du tout développé et justement il y a des problèmes de bidonvilles, il y a toutes ces histoires de problèmes de logements, de place, d'accession au logement et je travaillais pas mal dans les bidonvilles quand j'étais en Erasmus, sur mon temps libre et c'est comme ça que j'en suis arrivée à décider de faire des césures par la suite pour faire des stages humanitaires en fait.

T : Ah oui ok c'est que des césures ce n'est pas les stages de validation de master ?

S : Alors le stage au Cambodge, c'est rentré dans la convention de stage de master mais par contre le Japon c'est une césure que j'ai faite moi, de trois mois oui.

T : Ok très bien, et ça c'était tout au début du master ?

S : Du coup je fais mon master 1 en Erasmus à Bangkok, ma quatrième année, à la suite de ça je fais le stage au Cambodge, je prends six mois pour faire le stage. Et après le stage je

reviens à Nantes faire un semestre... En fait j'ai fait ma dernière année en deux ans, parce que j'ai fait six mois au Cambodge et après j'ai fait mon premier semestre de master 2, j'ai fait ensuite une césure pour partir au Japon j'ai fait mon deuxième stage, non obligatoire celui là, et je suis revenu à Nantes pour faire mon PFE.

T : D'accord. Et du coup aujourd'hui, après les études est-ce que tu travailles toujours dans cette branche là ?

S : Non pas du tout, à vrai dire ma conclusion de vraiment ces expériences là, après j'ai pas la science infuse, c'est qu'une expérience il faut que tu te fasses aussi cette expérience et t'arrêtes pas à ce que je vais dire moi. C'est vrai que l'expérience a été compliquée au Cambodge, j'ai une vision... Donc non aujourd'hui je ne fais pas de l'humanitaire parce que je pars du principe que à terme j'aimerais monter ma boîte et si ma boîte fonctionne suffisamment bien pourquoi pas dégager des fonds pour une fondation et faire des projets humanitaires à côté mais franchement l'humanitaire à 100% c'est quelque chose auquel je ne crois plus trop, après mes stages.

T : Bon ça va si tu es pas trop utopique, parce que je m'étais un peu dirigé vers ça avec mes lectures, même si il faut prendre pas mal de recul, mais tout ce que j'ai lu Bouchain, Patrick Coulombel qui font pas mal de critique sur l'humanitaire. Donc ça m'intéresse aussi de remettre un peu en question ça.

S : Oui oui il faut être conscient qui fait 100% de l'humanitaire, qui vit que sur des dons, c'est rare et du coup c'est que du bénévolat de la part des gens qui y sont, c'est des fonctionnements très particuliers, et très honnêtement financièrement ce n'est pas viable, et puis moi au Cambodge j'ai pu m'en rendre compte j'ai vu des magouilles et des combines... voilà je t'avoue sur le coup ça m'a un peu refroidie, après je pense que c'est possible, et comme je t'ai dit je pars du principe que c'est possible si tu as deux activités, il faut dire que l'une complète l'autre. J'ai pas l'impression qu'un seul modèle... le seul modèle de l'humanitaire dans une agence soit vraiment viable. Je pense que nous les étudiants on a tous cette envie là dans l'architecture, quand on fait de

l'architecture c'est qu'on a envie d'aider les autres, d'améliorer le quotidien des autres même en faisant une maison lambda en fait, même un immeuble, un espace public, servir le besoin des autres, donc forcément on développe tous plus ou moins cette dimension sociale et cette volonté de faire un peu d'humanitaire au fond de l'un de nous. Mais bon après les ONG... le monde des ONG ce n'est pas le monde des bisounours.

T : J'imagine j'imagine. Pour me recentrer un peu plus je vais revenir sur tes expériences, quel était ton rôle et tes missions, par exemple au Cambodge ?

S : Alors au Cambodge je suis arrivé, c'était vraiment une ONG d'architecture humanitaire, Building Trust International, je l'avais choisi parce que c'était l'une des seules ONG qui ne demandait pas à ce qu'on paie pour venir. Déjà je trouvais que en tant que bénévole tu donnes de ton temps, on est quand même en master donc on avait un minimum de compétences que l'on pouvait mettre au service d'une cause en plus de ça je trouvais... payer des ONG pour ça je trouvais que je n'en voyais pas l'intérêt. Donc c'était l'une des seules qui proposait ça, du moins en Asie. Du coup je suis partie là-bas et donc en fait c'est vrai que sur le coup j'ai un peu pris peur parce que j'avais pas fait de grosses expériences en France en stage et je me suis retrouvé chef de projet en fait.

T : Ah oui..

S : Bah oui parce qu'en fait on s'est retrouvé dans une période un peu creuse pour eux, ils manquaient de bénévoles donc moi avec mes quatre petites années d'études je me suis retrouvée à gérer un projet complet qui allait partir en chantier. Donc c'était ultra passionnant mais extrêmement stressant parce que je me souviens d'échange... enfin j'ai échangé par mail avec Marie-Paule Halgand je ne sais pas si elle est toujours là ?

T : Si si.

S : A l'époque je lui avais envoyé des mails parce que j'étais tétanisée, je lui disais que je ne comprenais pas que j'ai autant de responsabilité et j'avais peur de mal faire parce que je n'avais pas les compétences en

fait. Bon après on apprend sur le tas et je me suis débrouillée comme je pouvais et ça s'est bien passé. Donc j'étais chef de projet et j'ai suivi un projet pour un sanctuaire de... Alors je m'attendais à tu vois construire des écoles pour les enfants, des orphelinats et bah non moi j'ai construit un sanctuaire pour tortues (rires). C'était l'expérience quoi. En fait c'était dans le sud du Cambodge et en fait c'est une zone où il y a une espèce de tortue en voie de disparition et le Cambodge étant un des pays les moins développés par rapport à ses voisins comme le Vietnam ou la Thaïlande, ils essayent de préserver au maximum, il y a beaucoup d'ONG pour l'environnement là-bas qui cherchent à préserver les espèces qui ont totalement disparues des pays voisins et dont cette petite tortue. Et le projet consistait à construire un immense centre, parce qu'elles sont braconnées en plus de ça, donc c'était une zone pour les faire se... On les extrayait de leur terrain naturel, on les mettait dans une espèce de cuve, on les faisait se reproduire et après on les réintroduisait dans leur espace naturel. Et sur ce site il y avait ces espaces là, des maisons pour les gardiens des tortues, donc ça c'était intéressant. Et en fait l'idée c'est qu'à terme ça devienne aussi un centre pour touriste, c'est-à-dire sensibiliser les touristes à ces espèces en voie de disparition et donner une nouvelle attractivité au site et à cette région reculée du Cambodge qui attire peu de touristes aujourd'hui.

T : Ok.

S : J'ai suivi ce projet là, il a mis du temps à démarrer parce que il y a eu la saison de la mousson qui a duré très longtemps et que le chemin pour accéder au site, en pleine jungle, c'est pas possible avec les camions qui étaient trop lourd pour accéder au chantier. Donc euh il a fallu gérer toute la logistique en amont, la fin des dessins et faire les devis à toutes les entreprises, négocier les matériaux, trouver des solutions parce que en fait l'idée c'est qu'on aille pas dénaturer le site, c'était provisoire et temporaire donc c'était s'adapter avec les matériaux locaux, trouver des solutions environnementales et après j'ai suivi tout le démarrage et le lancement sur le chantier... seule... avec les ouvriers.

T : Ah oui l'ONG c'est vraiment de la maîtrise

d'œuvre alors ?

S : Oui d'œuvre, parce que la maîtrise d'ouvrage c'était l'autre ONG qui elle avait la connaissance scientifique sur les tortues qui nous a donné le cahier des charges et après nous on a tout réalisé.

T : *Ah oui ok, parce que j'avais du mal à trouver ça, il y avait beaucoup d'auteurs qui disaient que c'était dommage que les architectes de l'urgence ne faisaient pas beaucoup de maîtrise d'œuvre et j'avais du mal à trouver des contres exemples.*

S : Ah oui bah là je suis ton meilleur contre exemple, on a vraiment été maîtrise d'œuvre sur tout le projet et je sais qu'ils en font d'autres et là pour le coup cette ONG là ils sont maître d'œuvre de leur projet.

T : *D'accord. Et après au Japon c'était dans une agence de...*

S : ...Shigeru Ban. Alors en fait quand je suis sorti de l'expérience au Cambodge j'étais un peu refroidie, je me suis dit ok le système 100% ONG c'est pas tout rose, donc comment je pourrai faire pour continuer de faire de l'humanitaire mais d'une autre façon. Et du coup j'aimais vraiment le travail de Shigeru Ban qui a son agence et à côté de ça a sa propre fondation VAN, et en fait finance cette fondation lui-même et donc c'est-à-dire qu'à chaque fois qu'il y a une catastrophe, au Japon particulièrement, il développe avec sa fondation, avec ses fonds propres, il est à la fois maître d'ouvrage finalement et maître d'œuvre. Il a développé un système de Paper Partition System, c'est tout un développement en carton, ultra légère, qui peuvent se développer rapidement, pour générer des hébergements d'urgence pour reloger les gens après une catastrophe naturelle. Et c'est ça qui m'a intéressé et c'est pour ça que j'ai absolument voulu le rencontrer et travailler avec lui durant un stage parce que c'était une bonne alternative à l'ONG finalement.

T : *Ok d'accord et donc tu as juste postulé dans son agence et sa fondation...*

S : Alors moi à la base je voulais intégrer le VAN, enfin sa fondation et en fait c'est pas

possible parce que le VAN est interdépendant de son agence, donc les stagiaires, on intègre l'agence et si jamais il y allait avoir une catastrophe naturelle et qu'il doit développer sa fondation sur un site quelconque alors en tant que stagiaire on peut travailler sur le VAN mais il y a pas de stagiaire à plein temps pour le VAN, on est réquisitionné si jamais il y a besoin.

T : *Et donc tu as pas eu l'expérience en six mois d'être réquisitionnée ?*

S : Malheureusement et heureusement il n'y pas eu de catastrophe naturelle au Japon pendant que j'y étais donc j'ai pas été déployée sur le terrain mais après comme j'avais vraiment envie de faire ça j'ai participé à plusieurs expositions pour montrer un peu comment... en fait il médiatise pas mal son système et donc il y avait des expositions au moment où j'y étais pour montrer le fonctionnement, la structure comment ça se mettait en place, comment il avait trouvé les matériaux... Donc j'ai participé à tout ça et puis j'ai fait de la sensibilisation dans les écoles tokyoïtes auprès d'enfant qui devait avoir entre sept et huit ans. Et en fait on avait développé des structures à l'échelle de l'enfant, j'ai sensibilisé à l'humanitaire des enfants si tu veux mais je n'ai pas fait d'humanitaire à proprement parler.

T : *D'accord. Je viens de remarquer que tes trois expériences étaient en Asie et je pense que ça a un lien bien sûr mais pourquoi l'Asie ?*

S : Alors pourquoi l'Asie. Parce que lorsqu'il a fallu partir en Erasmus j'avais un peu voyagé et l'Asie c'était quelque chose que je ne connaissais pas du tout et ça m'intéressait énormément de profiter de de cette année à l'étranger pour vraiment découvrir une autre culture et une autre façon de penser et puis un peu comme je t'ai expliqué au début, Bangkok ça m'intriguait beaucoup, c'est un ville en total décalage avec le reste du pays avec lequel elle s'intègre et c'est ça qui m'intéressait pour aller à Bangkok. Après de Bangkok j'ai profité de mon temps libre pour pas mal voyager, c'est ce qui m'a un peu poussé à partir faire de l'humanitaire au Cambodge. Et après le Japon c'est vraiment Shigeru Ban, j'avais vraiment envie de faire une expérience chez lui et finalement c'est resté l'Asie mais finalement

mais si c'était localisé ailleurs je serai allé ailleurs.

T : Ah oui d'accord. Alors pour continuer il y a une grande question que l'on m'a posée, à laquelle je n'ai toujours pas de réponse, c'est fait-on de l'architecture humanitaire comme de l'architecture ici en France par exemple ?

S : Ah oui je vois, alors j'ai envie de répondre oui et non. Non parce qu'en général l'architecture humanitaire, en tout cas moi dans la pratique que j'ai eu c'était un peu de la construction de l'urgence, donc c'était pas du permanent c'était du temporaire. Finalement tu mets pas autant de moyens, c'est pas du tout les mêmes matériaux donc je dirai non sur ce point là mais pourtant tu as beaucoup d'exemple d'ONG humanitaire et d'agence humanitaire, je sais pas si tu as déjà entendu parler du collectif SAGA à Nantes ?

T : Oui oui bien sûr.

S : Oui voilà. Bien eux ils font des choses bien pérennes et ils construisent comme on construirait un espace public en France, fin ils se donnent les mêmes moyens finalement, donc je dirais que ça dépend vraiment de la maîtrise d'œuvre et de sa façon dont elle se projette pour faire de l'architecture humanitaire.

T : Ouais ça me permet de rebondir sur l'éthique de certaines associations et ONG donc par exemple le livre de Patrick Coulombel explique bien ça, tu m'en avais parlé tout à l'heure mais tu as bien vu une injonction entre ce qu'il devrait être et ce qui est réellement ?

S : C'est-à-dire ?

T : C'est-à-dire que... je vais le citer un peu parce qu'il dit que les ONG ont des financements, des subventions mais elles ne cherchent pas à faire des habitations pérennes mais elles cherchent plutôt à faire des habitations à moindre prix et en même temps il y a une recherche de publicité en même temps derrière, parce que derrière il y a la guerre des financements et des subventions, mais je sais pas si tu as eu affaire beaucoup à ça ?

S : Après les dérives des ONG j'en ai vu, quand tu es pauvre petit étudiant, chef de projet au

fin fond du Cambodge et qu'ils te font signer une décharge en disant que si il t'arrive quoi que ce soit ils ne sont responsable de rien, le terrain en question c'est un ancien champ de mine parce que la guerre des Khmers Rouges n'est pas si lointaine et que tout le pays n'a pas été déminé et que tu te retrouves avec ta petite machette avec deux copains à débroussailler une jungle et tu sais pas si d'une minute à l'autre tu vas te faire sauter par une mine, c'est totalement de l'irresponsabilité à certains moments. Et c'est des dérives totales d'ONG sur ce point là, il y a pas de sécurité et sous prétexte que l'on vient faire du bénévolat il faudrait que l'on accepte toutes les conditions dans lesquelles ils nous font travailler. Et ça c'est super compliqué, j'avais dû dire non, j'avais dû dire aux personnes que j'encadrerais de faire demi-tour, j'ai pas envie de faire cette mission là, j'ai pas envie de mourir ici. J'avais envoyé un mail et ça s'est mal passé parce que je leur ai dit que si vous voulez faire vos relevés et vos limites de terrains venaient les faire vous même, vous êtes bien content dans vos petits bureaux mais moi en attendant c'est moi qui prend les risques. On ne me couvrirait pas donc quand tu es étudiant et que tu as que quatre ans d'études derrière toi et que tu dois te positionner face à des chefs qui eux ont la connaissance et qu'ils maîtrisent leur sujet c'est un peu délicat. Donc il y a de l'abus clairement sur les bénévoles, en plus de ça ils ne nous payent pas, alors ça je pourrai comprendre, je pourrai l'entendre, mais il y a vraiment... tu vois dans mon ONG ils embauchaient, ils payaient les locaux mais ils les payaient moins que le salaire moyen, ils étaient exploités mais vraiment...

T : Ah mais je viens de comprendre mais tu n'as pas été payé pour ta mission au Cambodge ?

S : Ah non ni pour l'un ni pour l'autre parce que sous prétexte que tu fais de l'humanitaire tu ne vas pas réclamer de l'argent, tu donnes don de toi.

T : Oui oui ça me semble logique... logique oui et non...

S : Oui et non.

T : Oui ça dépend parce que c'est quand même un métier mais aussi c'est un don de soi...

S : Oui ça demande des économies, moi ça m'a obligé à bosser comme une dingue, à faire des saisons l'été pour pouvoir me permettre de me financer ça parce que c'est vrai que ok tu as pas de salaire mais tu as un loyer à payer, la vie sur place, le billet d'avion pour y aller. Donc non c'est un investissement que tu fais donc après tu acceptes de le faire, moi j'ai accepté de la faire mais j'ai pas acceptais de mettre en jeu ma santé, ma vie pour des patrons qui sont en plus de ça sous couvert de travailler pour une ONG faisaient travailler les bénévoles sur des projets de leur agence perso.

T : *Ah oui d'accord... moyen...*

S : Oui hyper moyen en plus ils te le disent pas, ils changent le petit logo, mais après c'est une expérience, propre à cette ONG là, ça se trouve d'autres ONG là ne fonctionne pas comme ça il ne faut pas généraliser, moi par contre mon expérience a été particulièrement compliquée.

T : *Ok ok. Du coup j'ai deux dernières questions. Alors la première c'est parti de Bouchain, parce qu'il fait de l'humanitaire, qu'en France et pas à l'international, car il parle carrément de néo-colonisation, par rapport à la légitimité de l'architecte, est ce qu'il aurait le droit de sortir de son terrain national ou pas. Et donc toi tu as fait l'inverse et j'aurais aimé savoir ce que tu en pensais ?*

S : C'est très drôle parce quand j'étais en Thaïlande, à la fin de mon Erasmus j'avais décidé de faire un stage chez une archi qui travaillait que dans les bidonvilles, elle était assez connu en Thaïlande, ça m'intéressait parce qu'elle avait une approche hyper intéressant de travail collaboratif avec les bidonvillés. Et moi j'ai débarqué dans son agence comme stagiaire, donc il y avait une armée de Thaï de mon âge en stage à ce moment-là dans l'agence, c'était l'été. Et puis j'avais du mal à m'intégrer parce que je ne parlais pas Thaï, que je ne parlais qu'anglais, il y en avait quelques uns qui parlaient anglais, mais l'effet de groupe tout le monde parlait en Thaï, je me sentais un peu mise de côté donc le début était compliqué donc quand j'ai dit à l'architecte, elle voyait bien que quand on faisait un point j'étais un peu sur la touche et elle me dit 'eh bah tu vois c'est compliqué'

et je lui réponds que oui, je reconnais je comprends pas tout et elle me dit 'bah tu vois les thaïlandais on est bon en Thaïlande toi en France tu dois travailler en France mais pas ici'.

T : *Ah oui c'était direct...*

S : Oui c'est un peu le discours de Bouchain du néo-colonialisme et donc du coup je me prends la claque dans la gueule et je me dis en fait pourquoi m'avoir pris en stage pour me faire vivre ça, parce que je parlais d'un bonne intention, après elle avait pas tord, j'avais vachement de mal pour discuter avec les habitants, bon après tu as le langage des signes, tu as les sourires, tu as les dessins, tu trouves toujours un moyen pour te faire comprendre. Au fond avec du recul... sur le moment je l'ai très mal pris et j'avais envie vraiment de lui 'vous êtes vraiment une pauvre idiote de m'avoir pris en stage alors que vous avez ce raisonnement là et que vous avez cette vision là je comprends même pas que vous ayez accepté, il fallait me le dire tout de suite', et en fait je pense qu'aujourd'hui oui on peut faire de l'humanitaire à l'étranger mais sous réserve d'une acclimatation, d'une maîtrise de la langue locale, alors ça je pense que c'est indispensable, et de la culture. C'est-à-dire que je pense que l'on peut être légitime si tu maîtrises le pays dans lequel tu viens t'insérer, ça c'est sûr ça demande une ouverture d'esprit, de comprendre leur culture, de parler le même langage et être dans l'action à chaque fois et de ne pas être seulement dans le langage des signes. Donc oui sinon ça fait très vite néo-colonialisme. Et je pense qu'il y a un juste milieu à trouver, ça serait ma réponse.

T : *Ok très bien, et donc pour terminer ça serait une question large, qu'est ce que ce serait pour toi faire de l'humanitaire aujourd'hui ?*

S : Euh... oui vaste question, je dirais que finalement moi l'humanitaire ça m'a apporté beaucoup, mine de rien c'est une vrai ouverture d'esprit sur le monde qui nous entoure. Bon il n'y a pas que l'humanitaire pour faire ces découvertes là mais ça en est une et c'est une façon de l'aborder mais aussi l'art de la débrouille, je me suis rendu compte après ces expériences là que finalement avec très peu on peut faire beaucoup et il y a toujours

une solution, il faut juste un peu se creuser la tête, s'adapter au terrain, s'adapter aux contraintes. Et donc je dirais aujourd'hui que faire de l'humanitaire c'est vouloir améliorer le quotidien de gens qui sont dans le besoin et qui aujourd'hui ont un besoin d'architecture, enfin en terme d'architecture humanitaire, un besoin d'un toit sur la tête, les besoins primaires de bases c'est de répondre à ces besoins là parce qu'on devrait tous avoir aujourd'hui un toit sur la tête, en France comme dans le monde entier, dans des conditions décentes, et je dirais que ça c'est une bonne parti de l'humanitaire, une ouverture d'esprit, de confronter des points de vues, des contraintes, des façons de diriger un pays, parce que c'est aussi politique l'architecture humanitaire, mine de rien que l'on veuille ou non.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

MADAME M.

*mission volontaire avec l'ONG Architectes de l'Urgence aux
Philippines*

Entretien par visioconférence le 3 mars 2021

T : Alors tout d'abord j'aurai aimé savoir par quelles études es-tu passée, dans un premier temps, après le lycée.

M : Alors écoute j'ai fait un an de Licence Histoire de l'art à Rennes 2, en fac, je ne savais pas trop ce que je voulais faire, donc j'ai fait cette année-là, ce qui m'a permis de travailler sur mon concours pour rentrer en école d'architecture. J'ai postulé dans plusieurs écoles, j'ai été prise à l'école de Lille donc j'y suis allée pendant deux ans jusqu'en L2 et après j'ai fait un dossier de transfert donc c'est ce qui m'a amené à l'école d'architecture de Nantes. Donc j'ai fait cette année de Licence 3, après je suis parti en Erasmus, parcours un peu classique, en revenant d'Erasmus j'ai participé au « soirée décathlon », c'est là où j'ai rencontré Bettina Horsch. Et j'ai ainsi eu un décalage d'un semestre. J'ai fait cinq ans et demi si tu veux...

T : Ok et...

M : ... Je suis diplômée de l'école d'architecture de Nantes.

T : En quelle année le diplôme ?

M : Mon diplôme je l'ai eu en 2014.

T : Ok, ok et donc aucune formation spécifique en termes d'architecture de l'urgence ?

M : Pas du tout, dans les ONG ils en vendent des masters humanitaires, mais je ne pense pas que c'est nécessaire. Et c'est des masters qui sont très chers en plus.

T : Oui c'est vrai j'ai vu ça. Et donc à quelle moment tu as eu envie de faire de l'humanitaire ? C'est après ton diplôme du coup ?

M : Pas tout à fait, je suis partie après mon service civique. En fait j'ai été diplômé, j'ai fait mon stage de fin d'étude qui a duré deux mois. Je suis partie de ce stage et j'ai fait un service civique vu que je ne savais pas si je voulais être architecte et ça a duré huit mois. Et durant un service civique tu n'as pas en 35 heures donc j'ai eu le temps de préparer un peu mes entretiens, parce que c'est plusieurs entretiens et surtout pour m'assurer que c'était vraiment l'ONG vers laquelle je voulais me tourner et

j'ai postulé. Donc oui c'était après le service civique, je suis parti en février 2015.

T : Et à quel moment tu t'es dit que tu voulais faire de l'humanitaire ?

M : En Master 2 que je me suis posée beaucoup de questions parce que j'étais dans une option avec une prof, je n'ai pas la mémoire des noms, une prof irlandaise, on a fait un projet long en Turquie, à Istanbul, déjà j'avais vachement en tête de faire de l'humanitaire, c'est pas que notre projet était particulièrement humanitaire, mais il y avait un aspect sociologique que je trouvais très intéressant. Et surtout on avait fait notre voyage d'étude sur place et c'était génial de pouvoir comprendre comment ils construisaient et ce que nous en tant qu'architecte ce que nous pouvions apporter. Et notre professeur avait aussi comme ambition de quitter son agence et de partir pour l'humanitaire aussi, et en fait elle nous en parlait beaucoup donc moi ça a renforcé cette envie si tu veux. Et l'humanitaire, il ne faut pas se leurrer on pense aussi que c'est un monde de bisounours et que ça va nous permettre d'éviter le monde de l'agence, que l'on connaît pas en tant qu'étudiant mais qui est dur je pense, je te dis je pense parce que je ne l'ai pas vécu, je n'ai pas travaillé en agence, j'y ai fait que des stages. Donc je me suis fait une idée que je n'avais pas envie de concrétiser cette idée.

T : D'accord et tu es partie... dans quelle pays en fait ? A l'étranger ?

M : Je suis partie aux Philippines.

T : Et avec quelle ONG ?

M : Architecte de l'urgence.

T : Et quelle a été ta mission là-bas ? Qu'as tu cherché à faire ?

M : J'ai postulé en tant qu'architecte, mais il faut savoir qu'architecte de l'urgence ça ne porte pas très bien son nom parce qu'il faut savoir qu'ils embauchent plus des ingénieurs qui vont avoir le rôle de conducteurs de travaux et de chefs de chantier. Les architectes sont là pour dessiner des plans, des plans qui déjà pré-conçus par le président de l'association en

France. Cela en dit donc beaucoup, parce qu'il ne connaît pas... il n'y pas d'étude de contexte.

T : On est d'accord que le président c'est Patrick Coulombel ?

M : Oui c'est ça, il passait de temps en temps, en 4 mois là-bas je ne l'ai pas croisé.

T : Ah oui mais il y a à peu près combien de personnes qui travaillent là-bas ?

M : Donc je dirais que au bureau.. ils sont à Amiens, ils ne sont pas plus de 5 personnes. En tant qu'expatrié je suis incapable de te dire, cela varie énormément. Moi tu vois je suis arrivé, on était quatre expatriés et à une période ils étaient cinq six personnes, ça tourne énormément, et tu vas vite comprendre au fur-et-à-mesure des témoignages que ce sont des conditions compliquées, je ne dirai pas difficile parce qu'on peut vivre et on s'adapte très bien mais par contre compliqué par rapport à la hiérarchie par exemple, il y a beaucoup de turn-over, les gens démissionnent, c'est ce que j'ai fais, j'ai signé pour un an et je suis parti au bout de quatre mois, parce que cela ne se passait pas bien.

T : Mais du coup, si tu étais partie en tant qu'architecte qu'est ce que tu as fait là-bas ?

M : Alors je dessinais des plans pour les diffuser à une ONG suisse qui nous finançait, c'était un peu notre maîtrise d'ouvrage. On leur rendait des comptes à eux parce qu'eux ils avaient les sous et qu'ils savaient où construire. Et oui du coup je dessinais des plans pour avoir de bonnes mesures parce que c'était un peu des trucs de constructeurs, c'était pas du tout industrialisé, mais ça fonctionnait sur des bases de trames, c'était rien de complexe, je faisais un travail de dessinatrice et non pas d'architecte. Et par contre les ingénieurs eux étaient sur le chantier, il y en avait un par chantier qui travaillait en collaboration avec un architecte local, un architecte philippins.

T : Et du coup qui construit sur le terrain ?

M : Alors là oui cet aspect là est très bien, il a ses limites comme tout mais l'idée de l'ONG, qui moi m'avait vachement vendu du rêve, c'est que tu formes les compagnons, tu

formes les philippins, qui n'ont pas forcément beaucoup de travail parce que tu arrives dans des endroits reclus, ce sont des îles, ce sont nos campagnes à nous tu vois. C'est perdu au milieu de l'océan, tu n'as que des pêcheurs ou des personnes qui n'ont pas de travail. Et en fait l'ONG rapportait un salaire, durant toute la continuité du chantier et ils les forment aussi à la construction béton et c'est là mon bémol c'est que le béton ce n'est pas un matériau local, c'est cher ça se casse avec les séismes... c'est pas réparable, c'est plus réparable si tu n'as pas les sous pour le réparer. Certes il ne va pas te tomber sur la tête, le principe de l'architecture humanitaire, tu as une formation, si tu fais vraiment les choses dans l'ordre, tu as les entretiens, moi j'avais eu déjà une formation en décembre, j'avais passé un entretien, je les avais harceler pendant des mois, j'ai finalement été prise donc j'ai fait une formation de deux ou trois jours. Et elle est vraiment bien cette formation pour le coup, elle apporte les bases en structure, pour le contexte antisismiques et ils te racontent que le but d'une construction sismique c'est que ça ne tombe pas sur les humains, c'est fait pour protéger l'humain, c'est pas fait pour protéger la construction. Donc le béton armé il est bien, pour ça il est bien, il va se casser, se fissurer mais il va pas te tomber dessus. Donc c'était intéressant mais... il y a plusieurs choses à voir, il y a le post-catastrophe qui est une architecture rapide, avec des tentes que l'on va construire rapidement, et l'architecture de l'urgence ça porte encore plus mal son nom parce que c'est pas tout à fait une architecture de l'urgence car ce n'est pas urgent tout de suite, les gens ont encore leurs habitats, là c'était des écoles que l'on faisait. C'est de la construction en dur donc c'est sur une temporalité qui n'est pas une temporalité de l'urgence. Et donc pour moi c'était un peu dommage qu'une architecture, même pas une architecture urgente, soit construite dans un contexte court terme. Je ne sais pas si tu vois ce que je veux dire. Pour moi le béton c'était du court terme dans un contexte sismique. Dans le sens que si il n'y a plus d'ONG sur place qui financent, le béton il fissure, l'école est inexploitable. Donc en fait c'est une machine sans fin. Alors qu'aux Philippines tu as des ressources qui sont hyper intéressantes en bois. Par exemple, le bois il travaille, si tu fais une structure liée aux bambous, c'est un très

bon matériau pour les séismes parce qu'en fait parce que ça travaille mais ça ne flanche pas, ça ne tombera pas sur la tête. Et en plus de ça il y a des jonctions qui sont faisables, qui ne sont pas cher, donc je ne comprenais pas pourquoi on n'utilisait pas du bambou par exemple. Je ne comprenais pas pourquoi... je ne sais pas...

T : Mais tu as finis pas avoir des réponses ou ce sont des questions que tu te poses toujours ?

M : Non jamais, j'ai jamais eu les réponses. Parce que c'est un aspect plus humain et ça c'est autre chose. L'architecture est à l'aspect humain de l'humanitaire.

(pause)

T : Et du coup autour des vrais motivations des jeunes se lançant dans l'humanitaire, est-ce que tu penses qu'ils partent pour des raisons sociales ou autre ? Avec un meilleur CV à la clé par exemple ?

M : Ça je ne crois pas dans l'architecture.

T : Oui ça doit toucher plus le domaine des écoles de commerce, pour pouvoir y entrer c'est mieux vu.

M : Tu vois pour avoir bossé avec Audencia, ils ont un gros réseau d'associations et je pense que quand tu fais du commerce c'est encore différent parce que quand tu fais de l'humanitaire tu fais une gestion, tu gères un projet, chef de projet, c'est organisationnel, c'est du contact. Nous, je pense que ça n'a rien à voir, le domaine associatif n'est pas du tout valorisé à l'échelle d'une école d'architecture. Et je pense vraiment pas parce que je suis revenu en France avec cette expérience là et ça n'a fait ni chaud ni froid. Je pense c'est assez simple à comprendre, ils connaissent le monde humanitaire, tu as pas d'opération à gérer parce que c'est les ingénieurs qui les gèrent, tu as pas du tout les mêmes réglementations. Quand tu pars dans l'humanitaire, tu vas souvent dans des pays en voie de développement et ça n'a rien à voir, nous en terme réglementaire en France on est soulagé, il y a tellement de choses à respecter, les réglementations incendies, les réglementations sur le chantier, la sécurité, la RT 2012 maintenant c'est la RE 2020 qui ne va pas sortir tout de suite donc faut se tenir

au courant tous les mois. C'est sans fin et si tu ne connais pas ça je ne vois pas comment c'est valorisable. Les patrons doivent juste se dire 'oh elle elle est partie en vacances au soleil'. Je le vois comme ça.

T : Oui je vois, je pense que ce n'est pas la même chose, et il y a aussi autre chose qui m'avait marqué c'était est-ce que toi tu as payé pour cette expérience ?

M : Ah non non du tout, ils m'ont tous payé le voyage aller-retour alors que j'avais démissionné, ils ont été régo sur le salaire, non non bien sûr.

T : Ah ok j'avais compris que ça se faisait beaucoup pourtant.

M : Ah oui c'est différent moi c'était du volontariat, les gens qui t'ont dit ça, les gens qui ont payé c'est du bénévolat, j'ai été payé parce que je parlais dans un contexte professionnel, j'ai rien mis de ma poche.

T : Ah d'accord je comprends mieux merci. Est-ce qu'il y avait des idées que tu t'étais faite avant de partir et qui se sont concrétisées sur place ?

M : Alors si je pars de mes principes de départ, j'avais un très grand principe, c'était de comprendre l'architecture locale, et de comprendre en termes de protection de l'environnement comment ça fonctionne. Et à aucun moment, j'ai pu explorer cet aspect. Deuxième aspect, j'aurai aimé rencontrer plus de gens, ça c'est pas la faute de l'ONG mais c'est vrai quand tu arrives en campagne d'un pays que tu ne connais pas et que tu es blanc, déjà tu dis que tu n'es pas américain et on te regarde bizarre alors que ça fait quatre mois que tu habites là, on te regarde toujours de la même manière, de manière très surprise. En fait c'est très compliqué d'établir des liens d'amitié... C'est dommage, c'est pas du tout une question de choc des cultures, on est pas dans le même monde mais c'est pas grave il y a des très belles relations qui se créent, ce sont pas des relations d'amitié mais il y en a qui se créent tout de même. Et je sais pas si j'avais d'autres principes, mais c'était comment construire local et je n'ai pas... Aux Philippines quand tu vas dans les villes, tu as Manille et c'est

construit en béton et c'est dégueulasse, tu as quasiment pas de fenêtres, les climatisations à l'extérieur. Et quand tu vas dans les campagnes, c'est moins bétonné c'est sûr parce qu'ils ont moins d'argent pour pouvoir acheter du béton, donc ce sont des petites cabanes, ce sont des tôles ondulées pour les toitures, il y avait des structures en bois, et ça c'était intéressant mais à aucun moment je me suis dit « est-ce qu'ils sont bien à l'intérieur », tu vois, j'ai pas expérimenté de vivre dedans, donc en terme de conforme je ne savais pas. Après j'ai visité les Philippines, je suis partie en tant que touriste donc il y avait des choses très intéressantes, ils sur-élevaient les maisons pour éviter que les rats n'arrivent, ils vivaient sous pilotis, c'était intéressant. Mais du coup ils n'avaient pas de fenêtres parce que c'était de tout petit espace, donc c'était compliqué de comparer ça à notre façon de vivre à nous. Et j'ai eu des difficultés à m'en inspirer. J'aurai adoré travailler sur la ventilation naturelle, sur l'humidité, parce que les Philippines c'est extrêmement humide... Et je n'ai pas réussi. Mais en tout cas, ces pays-là sont extrêmement intéressants parce qu'ils ont les mêmes conditions, on aura un jour les mêmes conditions que chez eux, peut-être pas la même humidité mais la même chaleur. Et en fait il faut s'inspirer d'eux, de ces pays-là, et moi j'ai pas réussi. Donc non, pour répondre à ta question je n'ai pas satisfait mes envies de départ.

T : Ça me fait penser « lien d'amitié » comment toi tu te positionnes par rapport à la critique du néocolonialisme, mis en évidence par Patrick Bouchain.

M : Alors là je vais sortir un peu du contexte de l'ONG parce que ce n'est pas elle qui l'impose. Mais elle existe peut-être un peu, juste les Philippines, parce que je ne peux pas juger pour le reste, les Philippines sont extrêmement influencé par les États-Unis, parce qu'ils ont été colonisés par les hispanique puis par les américains qui les ont protégé, donc ils parlent une sorte d'espagnol-anglais. Donc les philippins qui ont un peu d'argent, qui ont un peu réussi, se forcent à parler anglais pour montrer qu'eux ils ont réussi, il y a donc une disparité entre les campagnards et les citadins qui ont eux réussi et ils ne parlent pas le même dialecte. Donc il y avait cette première chose et deuxième je t'en ai parlé,

on me traitait d'américain parce qu'on était blanc. Troisième petite anecdote, je voyageais donc j'étais à l'aéroport de Cebu et on vient très vite te parler, on m'a fait que de me parler à chaque fois que je voyageais, les gens sont très curieux et c'est génial. Ils me disaient « vous êtes d'où » et je racontais je venais de France et de la France ils connaissent Paris et donc ils pensaient tous que je venais de Paris et ils voulaient absolument tous aller à Paris, c'était le Graal. Il y a un vrai désespoir de la condition de leur pays, des situations qui sont compliquées pour eux, ils ont pas d'argent ils ont pas de travail, c'est dur, ils vivent en famille, ceux qui s'en sortent envoient toujours de l'argent à leur famille et du coup quand j'ai voyagé, je ne sais pas si tu as envie de parler de ça dans ton mémoire, mais il y avait beaucoup de femme que des occidentaux allaient chercher, c'est pas de la prostitution, et il y en avait énormément, c'était indécent. La tête de ces anglais, ces américains qui avait 60 ans passé, 70 voire 80 qui étaient avec des petites jeunettes magnifiques mais qui n'avait pas le choix parce que leur famille n'avait pas d'argent. Donc ils se mariaient très rapidement et ils prenaient la femme, ils la séparaient de leurs familles et ils s'installaient et après ils leur faisaient des enfants. Donc il y a de la soumission.

T : Pas simple, pas simple... Pour ensuite revenir sur l'ONG, est-ce qu'elles ont un pouvoir sur ce qui se passe ? Sur la vie locale ? Entre-elles ? En fait j'ai oublié de demander s'il y avait plusieurs ONG sur place, sans compter l'ONG qui vous finançait ?

M : Non on était les seuls.

T : Ah oui donc ça fonctionne moins, je voulais voir par rapport en Haïti et la guerre que se font les ONG.

M : Ah oui en Haïti c'est un très bon exemple, il n'y a que des ONG. J'avais une collègue expatriée que j'avais vu qu'une fois et on est resté très en lien sur messenger, et elle me disait qu'elle ne sortait qu'avec des expatriés, donc non non je te dirai non aux Philippines, là où on était, il y avait pas de pouvoirs spécifiques attribués aux ONG, c'était purement sur les chantiers. Par contre l'ONG avait un rôle très important et reconnu c'était que leur apporter de l'argent,

on leur apportait du travail. Mais ça s'arrête clairement au périmètre du chantier. Il n'y avait pas d'influence.

T : Et il n'y avait pas d'injonctions du côté de la politique de l'ONG sur le terrain ?

M : Je n'étais pas dans les petits papiers donc ça je ne sais pas. De manière assez objective on était très réglés. On était dépendant de cette ONG suisse qui vérifiait tout et en plus c'était comme un projet standard, on vend un projet. Ils étaient sur place en plus.

T : Parce que en fait c'est toi qui avait choisi la destination des Philippines ?

M : Non non c'était Népal ou Philippines, et ils avaient assez d'expatriés au Népal donc voilà. On a pas le choix dans l'humanitaire. Tu es appelé trois ou quatre jours avant.

T : Ah oui d'accord. Du coup ça lance la question de quelle est la légitimité de l'architecte dans ces circonstances et le côté éthique dont il est question ?

M : Moi en tant qu'expatriée ?

T : Oui.

M : Je dirais l'ignorance, tu es ignorant dans ces circonstances là. Mais ce qui me motive c'est ce que je t'ai dit au début, c'est clairement l'étude de l'architecture locale. En fait, tu veux faire des choses bien, tu veux échapper aux conditions françaises d'architecture.

T : Et du coup aujourd'hui, est-ce que tu aurais envie de nouveau de partir pour retenter une expérience humanitaire ?

M : Oui, franchement j'aimerais beaucoup, mais l'amener moi-même, j'y ai pas pensé je l'avoue je te dis oui mais je n'y ai jamais repensé. Sur la base l'humanitaire c'est vraiment bien et ça doit continuer de porter son nom correctement mais le problème c'est qu'il y a trop de dérives. C'est pas humanitaire, là je travaille en France en tant qu'ingénieur environnementale, on est plus humain dans l'équipe dans laquelle je travaille que ce que j'ai pu vivre sur place aux Philippines. Pour moi humain, la définition c'est de l'entraide, c'est la compréhension de

l'autre, c'est être sur le même pied d'égalité que ses collègues, entre les compagnons, les chef de chantier, on se respecte, là il y avait pas de respect, il y avait pas de respect entre ma chef de projet et moi, elle était complètement folle, il n'y avait pas de respect entre elle et les compagnons sur le chantier, elle les engueulait parce qu'il y avait un peu de vol. Il y avait un peu de vol parce que les gens avaient besoin de manger. Mais moi je ne jugeais pas je m'en fichais, il faut pas prendre en compte ces trucs là. Et c'est normal. Elle les engueulait même pour des retards, et moi je trouvais ça ingrat parce qu'eux ils travaillaient dans des conditions qui sont dingues, il fait 25 degrés, 90% d'humidité, donc ressenti 45, ils travaillaient non-stop, tu aménages même pas leurs horaires en fonction de la chaleur, c'est vraiment ingrat comme travail. Mais oui moi pour mener mon propre truc un jour pourquoi pas. Et le faire à ma sauce et pas... les ordres étaient pourris en fait. Ce n'est pas de l'architecture. Tu peux dire ça sur mon entretien voilà, ce n'était pas de l'architecture.

T : Mais est-ce que tu as tout de même remarqué que cela t'avait apporté des choses sur ta pratique architecturale aujourd'hui, je pense un certain recul ?

M : Alors je n'ai pas de pratique architecturale, parce que je suis ingénieure, mais ça m'a apporté un peu de courage, je suis sorti de là en me disant que j'avais échappé belle. Quand j'étais sur le bateau du retour, parce que c'est que des îles, je me suis dit plus jamais ça, je me suis dit que je ne ferai pas de l'architecture, parce que pour moi la façon dont on pratique l'architecture ce n'est pas ma philosophie. Et que par contre je travaillerai dans l'environnement, tu sais ce que je te disais sur la ventilation naturelle, sur l'humidité, c'est un peu mon domaine maintenant. J'ai fait des études d'ingénieurs, je suis devenue ingénieure environnementale, je travaille dans un BE qui me plaît énormément, et en fait je pense que ça te booste quoi, tu vis des moments compliqués donc tu te dis plus jamais on marchera sur les pieds et je vais faire ce que je veux, voilà ce que ça m'a apporté.

T : Ok ok, intéressant ça. Je pense à une dernière petite question assez ouverte qui est comment définirais-tu aujourd'hui l'architecture

humanitaire ? Ce que ça devrait être ?

M : Ce que ça devrait être... une architecture locale, concertée avec les gens qui y habitent. L'architecture humanitaire c'est une architecture pour le coup non urgente, dans le sens pas post-urgent, mais plutôt on peut prendre le temps, il faut prendre le temps. Elle pas imposante, tout sauf imposante, on n'a pas à imposer nos manières de construire occidentale, parce qu'elles ont rien à voir, parce que leurs architectures sont faites avec leurs environnements, ce qui n'était pas du tout le cas sur ce qu'on faisait. Oui en fait c'est tout les principes du bio-climatisme pour moi, l'architecture humanitaire elle insiste sur le bio-climatisme et sur l'aspect social, concerté, dans la compréhension des pratiques locales. Parce qu'une architecture humanitaire, peut être en France cette architecture, moi je la connais de l'internationale, je te dis ça. En fait ce que je viens de te dire c'est la définition d'architecture pour moi. L'architecture doit être humanitaire, elle doit être belle, elle doit être respectueuse de l'environnement, pour moi tout est architecture humanitaire.

T : Et j'aurai peut-être dû les poser dans l'autre sens mais comment tu définirais cette fois l'architecture humanitaire telle qu'elle est aujourd'hui ?

M : Elle est à l'opposé de ce que je viens de dire, non-locale, non-prise en compte des conditions financière et des conditions de vie des gens, non-prise en compte, pour les écoles, de la vie d'un écolier, non-prise en compte de l'environnement, pas bioclimatique. Elle n'était pas performante en terme de confort pour les écoliers, parce qu'ils étaient obligés de mettre des brasseurs d'airs, parce que les fenêtres n'étaient pas fermées, niveau acoustique ce n'est pas terrible, ils mettaient de grandes coursives pour se protéger du soleil donc c'était pas mal, il y avait le béton pour l'inertie donc ok très bien, mais il y avait un aspect où les espaces étaient construits en U, et donc tu avais une grande cours de terre au milieu, hyper grande avec des grands cailloux, pas déblayés et pas de végétation, elle était derrière la végétation, c'était clairement sauvage ou rase. Et en fait on n'aménageait pas les cours alors que pour moi l'architecture c'était de la concertation, de la collaboration,

avec d'autres corps de métier comme les paysagistes. Nos métiers en ont besoin... on est pas des dieux, on ne sait pas tout et on ne sait pas faire grand-chose, donc en fait il faut créer des partenariats, des associations de compétences, et ça dans les ONG ils ne font pas, tu as ingé-architecte, ça reste très classique. C'est comme il y a deux décennies chez nous, c'est très classique et on commence à peine en France à intégrer les paysagistes, les écologues, bientôt on aura même des biologistes. Les ONG je ne sais pas si ça va aller dans ce sens. Parce que le mieux pour se protéger du soleil c'est la végétation, et de la chaleur.

MONSIEUR K.

*mission d'aide au développement avec l'association PADEM en
Mongolie.*

Entretien par visioconférence le 11 mars 2021

T : Quelles études as-tu faites ?

K : Alors moi j'ai fait le double diplôme ingénieur-architecte, ingénieur d'abord puis architecte après, entre l'école Centrale et l'école d'architecture de Nantes, j'ai fait deux années de prépa à Clermont-Ferrand, et ensuite je suis rentré dans le pôle Centrale dans l'idée de m'ouvrir un peu sur les usages et de sortir un peu de la technique, et j'avais un peu cette envie de me focaliser sur les gens, l'usage, comment les gens vivent et donc j'ai fait le double diplôme et j'ai terminé ça en 2013, et depuis, je peux t'expliquer rapidement mon parcours, ce qui va expliquer pas mal de choses. Moi pendant mes études, je voulais partir à l'international mais c'était un peu compliqué donc je suis resté en France, j'ai juste fait une expérience Erasmus en Suède et une expérience de stage en Italie, donc en terme d'exotisme il y a mieux et j'ai toujours eu dans l'idée de partir bosser à l'étranger pour expérimenter d'autres cultures, d'autres choses. Donc après mon diplôme j'ai cherché un travail à l'étranger, c'était très compliqué d'accéder à ça, surtout que dans la construction, dans l'architecture il n'y a pas tellement d'offres tel que le médicale, le politique... il y a beaucoup plus de possibilités de s'expatrier, et du coup j'ai pu bosser au laboratoire à l'école d'architecture pour faire de la recherche, focaliser sur l'auto-construction et l'énergie et ensuite j'ai recherché encore à l'étranger, c'était toujours compliqué donc je suis parti dans la région de Marseille, faire un travail de programmeur, et ça s'est mal passé donc je me suis dit que je voulais faire un truc qui me rendrait heureux, qui serait utile, et je me suis rappelé que j'avais ce rêve là qui était de partir à l'étranger et d'y bosser et j'ai cherché des expériences plutôt dans la solidarité, l'aide au développement, l'humanitaire, et j'ai postulé à une offre d'emploi qui est dans mon entreprise actuelle qui est PADEM. Et on fait des projets un peu partout dans le monde et il y avait un projet qui était financé par la fondation Abbé Pierre, en Mongolie, sur lequel j'ai été recruté. Et actuellement, je suis à la campagne en Mongolie, dans un village dans les steppes, on met en place un projet de construction durable, avec deux composantes, on fait de l'isolation de maison et des briques de terre comprimée.

T : Et donc il y avait pas vraiment de raison de

pourquoi la solidarité ?

K : Alors moi, l'international ça m'intéressait et la solidarité ça correspond un peu à mes valeurs, du coup... un truc spécifique quand je suis parti, c'est que j'avais un statut de VSI, Volontaire de Solidarité Internationale, c'est un service civique pour les personnes qui ont des compétences et qui s'engagent, donc tu as un salaire qui permet juste de vivre voilà, le côté financier n'est pas dans le cœur du statut, ce qui est plus dans le cœur du statut c'est "s'engager", c'est mettre ses compétences au profit d'une association, donc ton salaire c'est même pas considéré comme un salaire mais plus comme une indemnité. Il y a plusieurs trucs, il y a le service civique, le volontariat de solidarité internationale, le volontariat de service européenne.

T : Et donc la Mongolie c'était un choix ? Ou c'était une contrainte par rapport au poste sur lequel tu avais postulé ?

K : Alors moi j'ai voyagé en Asie auparavant, de manière personnelle, des vacances de deux semaines jusqu'à deux mois, en Indonésie, Malaisie et Philippines, donc j'aimais bien l'Asie même si j'y connaissais pas grand chose d'autre. Donc je me suis dit que je projetais bien là dedans, j'étais parti au Kirghizistan aussi, c'est un pays aussi, ex-république socialiste soviétique, avec une tradition nomade. Et donc j'ai vu cette offre d'emploi sur la Mongolie, et je me suis dit que j'avais rien à perdre à postuler, j'ai aucune raison d'être pire que le reste donc je me projetais bien dans ce pays là.

T : Et du coup là c'est de l'aide au développement si j'ai bien compris ?

K : Oui nous on ne fait pas d'urgence, on fait de l'aide au développement on apporte du soutien, pour ma part qui est technique, relatif à la construction, en vue de développer quelque chose. C'est ce qui est intéressant c'est que mon organisation est une petite organisation, on doit être une trentaine de salarié en tout et pour tout dans le monde et on travaille que en partenariat avec des acteurs locaux, quand je dis acteurs locaux ce ne sont que des associations locales, et ça nous différencie de toutes les grosses ONG tel que Médecins du Monde et autres, qui sont eux implantés, des

antennes, nous notre antennes en Mongolie est composé de moi qui suis un coordinateur technique et de ma collègue mongole qui est coordinatrice générale des activités et en fait on a cinq projet actuellement et on ne fait qu'assister, on a développé des outils de suivi, le siège de PADEM les a développé, financier notamment, mais aussi narratif, les partenaires elles nous envoient des rapports tous les semestres pour nous dire on fait ci on fait ça. Donc nous on est très peu, on est juste deux et on arrive à tout gérer.

T : Ok ok, et c'est quoi votre mission là concrètement ?

K : Alors là concrètement, on a deux programmes qui sont financés par deux financeurs différents, on a un projet que je suis tout particulièrement, ici physiquement financé par le Ministère de l'Environnement du Luxembourg, qui eux donnent de l'argent pendant cinq ans pour développer un projet comme je te disais sur l'isolation de maison et les briques de terres comprimées. L'objectif de ça est d'économiser des ressources et de diminuer l'impact environnemental, plutôt que de construire avec des briques de terres cuites qui demandent énormément de temps et d'énergie pour être produite, ou bien des blocs de béton où il y a du ciment qui est lui-même demande énormément d'énergie pour être produite, et bien on se retrouve avec une solution qui est plus environnementale et qui est facteur de développement local, c'est une production locale qui va construire des briques. Pour le développement économique du village c'est la bonne solution. Et l'isolation de maison ça permet aux gens d'éviter de consommer trop de charbon ou trop de bois et donc te préserver des ressources fossiles ou naturelles. Et donc ça c'est le projet ici, et ma collègue et dans la capitale qui continue un projet sur lequel j'étais avant et qui est financé par la Fondation de l'Abbé Pierre qui consiste à améliorer les conditions de vie des personnes vulnérables dans les quartiers précaires. Genre ils ont des maisons qui sont mal isolées, il y a beaucoup de problème, alors nous on est très focalisé sur l'handicap, de par ma collègue qui est médecin et donc on fait des travaux d'accessibilité.

T : Ok ok, et c'est quoi la ville ou tu es du coup ?

K : Alors moi c'est Khishig Undun.

T : Et du coup, pourquoi et qu'est ce qu'il a fait le ministère de l'environnement du Luxembourg en Mongolie ?

K : Les Etats occidentaux par l'accord de Paris ont des obligations d'aider les pays en voie de développement à réduire les émissions, ce qui est tout à fait paradoxal parce que nous en occident on a tiré pas mal sur la corde. Mais en gros il y a de l'argent qui peut partir dans certains pays et nous, PADEM, on a de bonnes relations avec les instances du Luxembourg, qui nous permet d'avoir cet argent pour mettre en place ces projets. Alors ce qui est intéressant de questionner sur cette question environnementale, nous l'argent qui arrive, provient parfois d'une fiscalité un peu légère, il y a pas mal d'argent sale, ici on met en place des projets avec de l'argent qui vient de paradis fiscaux. Il y a des paradoxes, il y a des paradoxes dans toute situation de développement et d'organisation à l'étranger.

T : Et du coup sur place tu es tout seul, il n'y a pas d'autres ONG ?

K : Alors ici, comme je te disais, on travaille avec des organisations partenaires, et donc il y a une association qui a été initiée récemment il y a quelques années, peut-être deux ans, et dont leur objectif est de rendre résilient le village. Et donc on a écrit ensemble avec ce partenaire une proposition de projet à soumettre au Luxembourg, et on a eu les fonds donc là au début janvier on a commencé le chantier.

T : Ah oui c'est tout récent et c'est durant combien de temps ?

K : Pour eux le projet va durer cinq ans et moi je suis en assistance technique sur le projet pendant deux ans .

T : Et après ces deux ans ?

K : Et après ces deux ans ils se débrouillent.

T : Et toi dans deux ans tu sais vers quoi aller ?

K : Je ne sais pas du tout encore.

T : Ok, j'ai peut-être loupé un truc mais tu es à PADEM depuis combien de temps ?

K : Été 2018, ça fait deux ans, deux ans et demi.

T : Et donc avant ce projet là tu étais sur quelque chose d'autre ?

K : Oui j'étais à Ulaanbaatar, la capitale de la Mongolie, pour faire le projet financé par la Fondation Abbé Pierre sur l'amélioration des conditions de vie.

T : Et ils ont eu besoin de toi c'est pour ça que tu es sur ce nouveau projet ?

K : C'est le même procédé, on fait notre association, c'est une approche plutôt saine à mon sens, on fait toujours en sorte de partir, j'avais préparé mon départ, j'ai tout de même quelques contacts techniques avec ma collègue, on fait en sorte de sortir des projets parce qu'en fait tu as beaucoup d'ONG qui se rendent indispensable parce qu'en fait il faut que l'argent tourne, ça fonctionne comme des entreprises, nous notre mission c'est d'être inutile, à partir du moment où on est inutile on a tout gagné.

T : Ah oui c'est bien.

K : Oui, moi j'ai eu de la chance, parce que j'y connaissais rien dans ce milieu du développement, j'avais vite fait deux trois copains qui travaillaient comme expatriés, je leur demandais quelques infos, mais même eux ils ne savaient pas trop quoi me dire et au final j'ai trouvé une structure vraiment à taille humaine, familiale, tenue par une directrice qui a écrit un bouquin que tu peux lire si tu veux, c'est un bouquin qui parle de comment elle a commencé PADEM, comment elle a commencé à faire de l'aide au développement. Et voilà et moi j'ai eu de la chance de tomber sur cette association, au début tu es dedans tu fais quelques trucs et tu sais pas trop, mais après tu vois les autres organisations internationales qui font beaucoup de copinage, on s'en fiche des partenaires locaux. Moi mon client c'est vraiment le bénéficiaire, ça veut dire la personne bénéficiaire de mon projet, c'est pas mon financeur, lui il donne juste de l'argent. On a de la chance d'avoir des

financeurs qui sont pas chiants, et ils gardent leurs rôles de financeurs alors que des fois tu as des financeurs comme l'Union Européenne qui sont chiants et qui interviennent dans les projets, ils orientent les choses, le milieu du développement est très orienté par les politiques internationales donc les Nations Unis ont certains axes à développer. Tu la question d'objectifs internationales, des projets qui doivent rentrer dans ces cases là, c'est embêtant parce qu'on sort de ça qui peut être utile sur le terrain et pertinent, et après ils doivent rentrer plein d'indicateur pour évaluer, on a fait tant de trucs donc ça équivalait à tant de machin, alors que les résultats sur le terrain sont pas là, donc tu peux pipoter c'est comme faire un bilan carbone, tu peux le faire un peu pipoter, tu prends en compte ce que tu veux, les indicateurs que tu veux, les méthodes de calcul que tu veux, là c'est pareil ils nous font faire du blabla des fois. Alors que nous, chez PADEM, on est très loin de ça.

T : Ok ok, et c'est une ancienne association ?

K : PADEM on a 20 ans.

T : Et c'est qu'à l'international ?

K : En France il y a des actions qui sont, par exemple, des produits qui sont faits par certaines des associations à l'étranger et ils les envoient en France et c'est commercialisé en France, sous forme de commerce équitable, les profits sont versés aux associations. Et on a aussi un atelier sur les personnes bipolaires, ce sont des ateliers de discussions sur la bipolarité, voilà comment vivre mieux, c'est très spécifique. Sinon on est présent un peu près tous les continents, on est au Kosovo, en Europe, on est en Asie bien sûr, en Afrique, au Sénégal et au Kenya, présent aussi en Amérique du Sud aussi en Haïti. Et une remarque qui peut être intéressante pour toi, c'est que tous ces projets là, sont des projets très différents les uns des autres, tu as des questions uniquement sur le genre, c'est-à-dire les violences basées sur le genre, les discriminations, les viols... Tu as des trucs qui sont plus sur l'éducation, d'autre sur l'accès à l'eau, la résilience alimentaire, la maraîchage, et moi je suis arrivé là sur un pur projet de construction et en fait c'est pas la première fois qu'on faisait de la construction

chez PADEM mais c'est la première fois qu'ils avaient besoin d'un coordinateur technique, donc en 2018 sur le projet financé par la Fondation Abbé Pierre, elle a dit "ouais ok on veut bien partir avec vous mais il faut que vous ayez des bases solides et que vous ayez une expertise technique" et c'est là où moi je suis arrivé. Je suis l'expert technique international de l'association et donc j'effectue des visites de terrain dans d'autres pays, donc je suis allé au Sénégal, au Kenya et Pérou, l'hiver dernier pour effectuer des suivis de terrains, faire des missions exploratoires pour le développement de futurs projets, et prodiguer du conseil sur des chantiers qui étaient au démarrage.

T : Les financeurs c'est eux qui viennent à vous, ou c'est vous qui êtes allés vers eux ?

K : Alors ça je sais pas trop comment ça se passe et comment ça s'est passé historiquement, mais je pense que Magalie allait chercher à droite à gauche, et après c'est de la confiance avec les gens. On sait que PADEM travaille bien, qu'il n'y a pas trop de problème. Surtout pour la Fondation de l'Abbé Pierre c'était de la confiance, ensuite avec le Luxembourg ils ont développé ce qu'ils appellent un "Accord cadre", c'est un gros mot pour dire que c'est un groupe de projet, un groupe de plusieurs projets pardon, qui ont été acceptés pour PADEM, PADEM a postulé pour faire plusieurs projets comme ça, le ministère de affaires étrangères a dit "ok on vous embauche", au même titre que d'autres associations. Et donc c'est des relations contractuelles, de confiance... Donc je ne sais pas qui vient chercher l'autre. Je pense que c'est beaucoup nous qui allons chercher des bailleurs.

T : Est-ce qu'il y a des architectes dans la conception des choses ou pas du tout ?

K : Dans la conception de nos projets ?

T : Oui.

K : Alors de nos projets non, moi je suis le seul architecte chez PADEM, des fois chez des partenaires locaux il y a des compétences techniques, que ce soit architecte, ingénieur en construction, dans gens qui savent un peu dessiner, des gens qui savent concevoir. Par exemple, sur des projets au Sénégal, sur

des missions sur lesquelles j'y étais il y a un peu près un an, moi quand je suis arrivé, les gens avaient déjà fait des plans, donc on m'a mis les plans sur la table, on a regardé ça, le responsable technique de l'association expliquait ses choix techniques et on est arrivé sur quelque chose d'hybride qui était une sorte de compromis et voilà, on essaie d'avoir des interlocuteurs techniques au sein de nos partenaires parce qu'après l'idée est que je parte. Donc on donne un peu de conseil, on est surtout dans la durabilité, alors que généralement le partenaire est plutôt dans l'immédiateté de la chose, ce qui est normal, et nous on leur dit "oui mais cela doit être opérationnel donc il faut que ça soit en tel matériau, ça comme ça".

T : Et donc tu disais qu'il y avait que toi en tant qu'architecte donc les autres dans l'association ils ont quelle casquette ?

K : Alors par exemple ma collègue, elle est coordinatrice général de projet, elle fait du suivi financier, elle fait des visites de terrain, elle fait du conseil, elle fait de la recherche d'amélioration du projet, elle fait du suivi avec des tableaux Excel. Il y a la directrice qui supervise un peu tous les projets, elle a une assistante de direction qui gère tout ce qui est administratif y compris les ressources humaines. Ensuite tu as les coordinateurs de projet au siège, il y en a deux. Après tu as Pascal qui est un administrateur qui est un peu plus sur les questions techniques, si tu as besoin de lui pour un truc sur ton ordinateur tu peux lui demander, il est dans la relation avec les financeurs. Moi je me retrouve à être le seul profil technique pour tout ce qui est construction et rénovation. J'ai une formation, et je pense que c'est aussi pour ça qu'ils m'ont sélectionné, j'ai une double formation, qui me permet d'avoir une vision plus large, y compris dans l'urbanisme donc c'est plutôt pas mal.

T : Je vais divaguer un petit peu mais est-ce qu'avant de rentrer dans ce monde, tu avais des idées reçues, et maintenant qu'elles sont-elles ?

K : Alors avant d'arriver ici j'avais pas trop de... je ne savais pas trop ce que j'allais faire. Je m'étais dit que ça va être comme développer des projets d'archi, on va développer des cartes, faire des analyses, mais en fait tu te

rends compte que c'est beaucoup plus dans le relationnel avec les gens, avec les partenaires. Donc c'est plus du didactique, comment expliquer les choses, il y a aussi de la directive. Et je me rends compte que c'est pas si mignon que ça, c'est-à-dire qu'au départ tu vas dire que ça va être sympa et mignon, mais en fait tu te rends compte qu'il y en a qui abuse qui font n'importe quoi, qui s'en fichent, alors que toi tu es motivé, mais il y en a d'autres qui en profitent, qui profitent un peu du système.

T : Mais là dans ta vision, dans deux ans tu continueras dans la même voie ?

K : Je ne sais pas. Parce que moi j'ai beaucoup d'expérience et je suis très dans le changement, donc là je fais ça, c'est ma plus grande expérience, il faut dire que là ce que je fais actuellement je le vis un peu comme une coupure, par exemple là je vis dans une yourt dans la campagne, mais voilà en gros je suis des cycles comme ça qui sont assez court, qui sont de l'ordre de deux à trois. Je ne sais pas, pour moi c'est parfait comme cycle, ça me permet de lancer un truc et au bout d'un moment tu te dis qu'il faut un prochain défi. Je t'avoue que je ne me vois pas trop bosser dans des grandes boîtes, j'essaye d'être dans une approche personnelle qui m'apprend plein de choses tout le temps. C'est pour ça que j'ai fait de la recherche, de la maîtrise d'œuvre, de la programmation, voilà.

T : Et est-ce que tu penses que ces expériences t'ont apportées des choses dans ta pratique ?

K : Ça a développé ma vision analytique, maintenant je sais comment raisonner comme un chercheur, je sais comment raisonner comme quelqu'un qui essaye de convaincre les gens, je sais raisonner hiérarchiquement, je sais raisonner sur des points techniques, et du coup tout ça m'a nourrit, et en plus quand j'étais programmiste j'ai fait des écoles, pleins de trucs comme ça, j'ai gagné énormément en technique, quand j'ai fait de la recherche j'ai gagné en analyse. Et tout ce qui est maîtrise d'œuvre c'est des détails, des priorités, des usages, que j'ai bien intégré et qui me servent, je ne saurais pas dire exactement, mais je le sens que je suis serein, je me sens beaucoup plus serein maintenant que j'ai eu ces expériences, alors que si j'étais parti

directement après mon diplôme... j'ai fait mon diplôme d'architecture, je sais pas si ça existe toujours, c'était Buenos Aires, et en gros on a fait un projet sur cette ville en restant à Nantes, c'était un projet Google Maps, on passait notre temps sur Google Maps pour voir alors. Donc j'étais pas près à ce moment là à me confronter à la réalité des choses. Et lorsque moi j'ai terminé l'école, je suis parti, ma première vraie expérience c'était la recherche et je suis arrivé dans la recherche et je me suis dit "oh j'apprends pleins de trucs c'est trop bien cette première expérience" et il y a eu la réflexion de mon patron qui a dit "oui on apprend surtout pendant le travail, on apprend énormément", et c'est à partir de là que je me suis mais oui il ne faut pas que je me cantonne à un truc, donc lui après il a proposé une thèse mais je lui ai dit non parce que je voulais pas rester plus de trois ans sur le même sujet, du coup j'ai rebondi d'autres choses. Donc on apprend toujours et c'est pour ça, qu'il y a cette espèce de cycle, l'envie d'apprendre, d'expérimenter, de tester, de découvrir.

T : Ok, et est-ce que, même si tu ne fais pas beaucoup d'architecture, ta vision de l'architecture à la française à changer par rapport au recul que tu as eu ?

K : Alors si on parle d'architecture conceptuelle et esthétique, je suis un peu loin de ses enjeux là, parce qu'en fait ce qui guide ici c'est l'efficience financière faire des choses qui ne sont pas cher, pour qu'elles puissent correspondre à la plupart et au maximum des bénéficiaires. Donc avoir une vraie efficience financière c'est important pour nous, et après par contre on se focalise vachement sur les usages, on se rend compte que les gens ici ils ne ont pas cette vision là, que l'on a appris nous à l'école d'architecture généralement, comment diviser les locaux, comment utiliser l'espace, faire que les choses fonctionnent dans le temps, une durabilité, là par exemple on est train de construire des maisons, et tu as des réflexes différents lors de la conception des plans avec une cheminée au centre de la maison, les circulations. Il faut être efficace parce que l'objectif plus tard c'est que ça doit être répliquable par les populations locales.

(pause)

T : Alors là c'est plus des questions de prise de recul, avec par exemple Patrick Bouchain qui parle de néocolonialisme pour parler des expatriés, et donc toi comment tu te positionnes cette critique ?

K : Oui c'est important de poser la question. Alors moi par exemple je suis PADEM, je suis représentant des intérêts des financeurs, si il y a un problème et que le financeur vient toquer à la porte et demander ce qu'il se passe, c'est moi qui suis responsable, le partenaire avec qui on travail est responsable de ce qui se passe sur le terrain au quotidien, mais vis-à-vis du financeur c'est moi qui me fait taper sur les doigts. C'est intéressant d'avoir ça en tête parce que du coup c'est plutôt moi qui est néocolonial, c'est-à-dire qui apporte souvent une vision qui dit "pourquoi vous faites choses comme ci pourquoi vous faites les choses comme ça", moi j'arrive avec ma formation, ce que je sais, mes valeurs, alors que sachant que j'ai des valeurs qui sont très dans le partage, l'échange, moins dans l'impératif des idées, c'est-à-dire que j'impose peu mes idées, et généralement je laisse la parole à mon partenaire, ceux qui connaissent le terrain, s'il faut revoir une activité qui a été écrite d'une certaine manière, on voit avec eux, c'est eux qui voit les priorités. Et on arrivera toujours à le faire justifier au financeur. Donc nous si je me compare à d'autres associations que je connais ici, on est très peu néo-coloniaux même si ça existe, même si malheureusement est vecteur de certaines valeurs. Il y a des valeurs sur lesquelles on est pas du tout vecteur c'est tout ce qui est capitaliste, ici on essaie de développer toutes les formes de travail, de coopération, par exemple les briques de terres crues, l'idée est de faire une coopérative, que ce soit vraiment les gens sur place qui tirent les profits de ce qu'ils font et non d'autres gens. Donc on va créer le cadre pour qu'ensuite ils soient indépendants et on va essayer qu'il n'y ait pas d'appropriation aussi, et que ça ne reste pas quelque chose d'individuel mais de collectif. Donc ça c'est la valeur qu'on pousse, mais c'est une valeur un peu en contre pied de tout ce qui se passe dans l'occident et dont le néocolonialisme s'inspire. Je peux dire qu'on est les "moins-pires". Cette question là elle est intéressante, elle est fondamentale dans le développement, elle revient souvent, on le voit, avec les financeurs, je parle de l'Union

Européenne parce que je les connais un peu, ils donnent, et ont un système de fonctionnement compliqué, ils sont obligé de créer des postes pour pouvoir suivre tel truc, c'est une machine compliquée. Et ensuite, dans certains projets il vaut mieux acheter du matériel européen, sauf que ça veut dire que l'argent va revenir à l'Europe au final, au financeur de base.

T : Parce que par rapport à ce que tu as dit tout à l'heure, vous, vos financeurs ne viennent pas sur le terrain ?

K : Ça dépend des financeurs, là par exemple le ministère de l'environnement on ne sait pas trop encore, c'est la première fois que l'on bosse avec eux donc ça se trouve dans six mois ils diront "ah on veut venir en Mongolie parce qu'il y a des vols, on vient faire une visite de terrain", et on sera ravi des les accueillir, et de leur montrer comment leur argent est utilisé. Sur le précédent projet, la Fondation Abbé Pierre était venue une fois, et c'était très intéressant parce que eux sont aussi dans l'idée de partage, de collectif, dans le fait que les gens faut pas qu'ils comptent trop sur les autorités, c'est avec le collectif qu'ils vont s'en sortir. Donc oui les financeurs des fois ils viennent parfois ils ne viennent pas, des fois ils envoient des mails.

T : Et j'avais une question par rapport à des termes, c'est est-ce que pour toi l'aide au développement fait partie de l'architecture humanitaire ?

K : Alors ça au niveau des termes c'est un peu compliqué, pour moi j'oppose deux choses, tu as l'urgence et tu as l'aide au développement, qui sont des temporalités différentes. L'aide au développement sera plus dans le temps et l'urgence c'est l'urgence. Pour moi tout ça c'est de l'humanitaire. Après c'est intéressant parce que tu as aussi le terme solidarité, qu'est que la solidarité, est-ce que l'aide au développement c'est de la solidarité. A mon avis il y a plein de termes comme ça qui peuvent être un peu flous, ça peut être intéressant de faire des choses là dessus. Et tu as des choses intéressantes dans l'histoire aussi, tu as la coopération, ce sont des choses connotées, mais maintenant on dit plus coopération on dit aide au développement mais tu as tout de même des ambassades qui font de la coopération. Donc voilà on ne sait

plus trop comment se positionner.

T : Et du coup est-ce que tu pourrais faire ta définition de l'architecture humanitaire ?

K : C'est une très bonne question... Ce n'est pas forcément rattaché à l'international c'est-à-dire que l'on peut faire de l'architecture humanitaire en France, pour moi il y a un enjeu de solidarité, d'aide. Pour moi, ce que je fais c'est aider les gens à prendre conscience des enjeux liés à leurs logements ou à la construction et qui puisse améliorer leurs vies. Pour que ce soit utile pour eux et que ça influence leurs vies. On le fait de différentes manières, les briques par exemple va permettre de créer plusieurs emplois, d'éviter d'importer des matériaux de la capital, le fait d'isoler les maisons, les gens prennent conscience qu'en fait ça améliore leurs confort, l'idée aussi qu'à la fin ça soit répliquable, que ça fasse écho dans la tête des gens, c'est un peu changer la vision des gens.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

MADAME G.

bénévole avec le collectif SAGA en Afrique du Sud.

Entretien à l'agence d'architecture le 12 mars 2021

T : Quelles études as-tu faites et par où es-tu passée ?

G : Alors j'ai fait l'école d'architecture de Nantes, j'ai commencé mes études il y a déjà dix ans je crois, j'ai fait tout plus ou moins dans l'ordre, à part six mois de césure en pendant mon master 1, où je suis partie avec SAGA en Afrique du Sud. J'ai fait un échange en troisième année au Brésil pendant un an et après à la sortie des études j'ai fait quelques mois sans grand-chose, j'étais dans un petit collectif, on s'était juste crée pour faire une ou deux expositions et faire naître les Off-du-DD à Nantes, et on avait en même temps fait une expo sur l'archi inter, c'était du coup en 2017.

T : Et du coup ton mémoire sur l'humanitaire tu l'as fait avant ta césure ?

G : Je l'ai fait un petit peu avant et pendant. Donc il y a eu un moment où j'ai voulu refaire tout mon mémoire et faire complètement autre chose, sur ce que j'étais en train de vivre en Afrique du Sud et on m'a un peu déconseillé parce que c'était un peu trop dans le vif et pas assez dans le recul pour en faire un mémoire. Mais ça m'a un peu guidé sur mon mémoire de HMONP après. Parce que j'ai fait ma HMONP en 2018. J'ai commencé à travailler chez Berranger Vincent, je suis un peu tombé là par hasard. On m'a dit qu'ils cherchaient du monde et j'avais envie de revenir sur Nantes parce que j'étais rentré chez mes parents, et donc je me suis dit allé je vais là-bas. Je suis resté un an, ça n'a pas été super là-bas, mais j'ai appris pleins de trucs. Mais du coup quand j'ai quitté l'agence, j'avais fait ma HMONP là-bas et j'ai décidé de trouver une agence où l'architecture me plaisait plus et j'ai trouvé que Hervé et Anne-Flore cherchaient quelqu'un.

T : Et à quel moment ça t'as traversé l'esprit de faire de l'humanitaire ?

G : Je pense que ça m'a un peu touché quand j'étais au Brésil, il y avait l'association « Techo para mi pais » que je voyais un peu agir mais j'ai jamais pris part, j'étais un peu dans mon truc Erasmus à découvrir le pays, voir du monde, et j'avais un stage en même temps donc j'avais pas trop le temps. Mais ça me questionnait sur notre posture en tant qu'architecte, j'avais envie de donner un peu

de moi-même, je crois que c'était un peu ça. J'avais des amis qui partaient un peu plus dans leur domaine, en médecine, et je me disais « est-ce que je pourrais pas faire aussi quelque chose avec ce que j'apprenais à l'école ». Et voilà c'est un peu né comme ça. J'étais très à fond dedans mais on va dire que mes parents m'ont un peu désillusionné sur le truc, « oui mais tu peux pas donner ta vie pour les autres, faut que tu aies un métier pour que tu puisses manger » . Et je suis un peu aujourd'hui retombé dans un moule traditionnel. On va dire qu'en Afrique du Sud, j'ai adoré ce qu'on a fait là-bas, l'expérience, j'adore parce qu'il y avait aussi quelque chose en moi qui avait envie de faire quelque chose de mes mains, c'était un super compromis, où on pense quelque chose que l'on va construire alors du coup c'est un super enseignement parce que tu dois tout dessiner jusqu'au détail parce que tu te dis que c'est toi qui le construit, et après comment le construire. Après j'ai été un peu déçu, il y a eu des petites désillusions, tous les intervenants que ça doit mettre en place. Mais ça me faisait beaucoup rêver, sur faire participer les gens pour leur donner, et s'approprier le lieu dès la construction, et en fait ça marche pas trop, parce que les gens ne le font pas bénévolement, donc tu les paies et avec l'argent une partie finissait ivre toute la journée, donc il y a une limite à ce système là. Je pense qu'aller loin, dans un autre pays, pour faire ce genre de choses, maintenant à posteriori ça me dérange un peu, je pense qu'il y tellement de chose à faire ici que SAGA a maintenant aussi une activité avec certain collectif et association locale donc je trouve ça en fait vraiment bien. Parce que j'avais un peu l'impression de continuer un peu une sorte de colonialisme, où on arrive nous les blancs, en plus c'était en Afrique du Sud donc c'était des populations pauvres qui sont majoritairement noires, donc ça faisait les petits blancs qui arrivaient de France pour faire leur petite architecture. Fin j'ai adoré ce que j'ai vécu là-bas et parfois ça me pose vraiment question et je pense qu'il y a des gens qui sont... En fait on était en lien plus avec un architecte là-bas, mais lui il était Kényan mais lui il était un peu magouilleur, il se servait un peu du projet pour blanchir de l'argent je ne sais pas trop, mais il y avait une histoire un peu bizarre là dedans. Je pense que ça m'a un peu déçu du milieu humanitaire, j'ai eu d'autres expériences,

plutôt des retours d'expériences de gens dans d'autres milieux qui eux aussi on était un peu désillusionné sur ce milieu là, parce qu'il y a aussi beaucoup de gens qui font ça pour avoir l'honneur de sauver, enfin je sais pas trop. Et ça pose question. Et pour le coup j'admire beaucoup la démarche de SAGA qui s'implante aussi ici en France, dans le coin et qui travaille avec les migrants qui arrivent, et voilà je trouve que c'est assez chouette. Mais du coup oui je suis un peu désillusionné sur ce truc là.

T : Oui ce côté humanitaire toujours coincé dans le monde économique, alors que l'on cherche à s'en échapper.

G : Oui c'est vrai que pour moi c'était un double échappatoire, d'un côté je voulais fuir ma vie française, je revenais du Brésil donc c'était une sorte de fuite, et en même temps j'avais vraiment envie de construire, un peu comme peuvent le faire les collectifs Vous et SAGA qui arrivent à avoir une double pratique. Mais il y a une sorte de... C'est des collectifs qui se montent, c'est un truc de groupe, moi j'avais pas cette émulsion de groupe avec les gens autour de moi donc j'ai pas créé ce genre de truc, parfois je me dis à ça serait bien, je pense que je vais trouver une autre manière d'utiliser mes mains, parce qu'à l'origine j'ai fait les études d'architecture parce que j'avais envie d'utiliser mes mains pour mes études, après dans la pratique aujourd'hui, je pense que l'on est pas assez dans le... Après ça dépend de chaque personne, mais moi je suis pas assez dans l'agir, je suis derrière mon bureau quoi, après bientôt il y aura des chantiers, ça change la donne, mais... Du coup avec cette expérience je me suis dit, en fait l'humanitaire c'est peut-être pas ça, mais je pense que l'on a un rôle, ce n'est peut-être pas aider les petits africains parce qu'il y a aussi des architectes qui étudient là-bas et qui font des choses, je pense que c'est très bien aussi de leur laisser ce rôle là, mais peut-être agir d'une autre manière, c'est des questions d'environnements... En tout cas dans ma posture actuelle, dans mon combat, il s'est un petit peu déplacé, mais il n'est pas terminé. Je me pose des questions sur le futur de ma pratique, parce que là je suis confortable, je suis salarié d'une agence, je suis plutôt bien payé, les conditions sont agréables, les collègues sont supers sympas, les projets intéressants, j'avoue que c'est assez

confortable et ça donne envie d'y rester mais parfois il y a un petit truc qui me titille et qui me dit et qui me pose question. D'ailleurs il y a un article qui est sorti sur Reporterre, qui a été co-signé par pas mal d'architectes, justement sur le rôle et la place de l'architecte, il est sorti en mars tu devrais le retrouver vite. Qui se questionne sur l'architecture qui est donnée quasiment qu'aux riches et qui comment faire pour qu'elles soient accessibles à d'autres.

T : Oui un peu dans le même style c'était Patrick Bouchain, on peut pas dire qu'il fait de l'humanitaire...

G : Non mais oui c'est super intéressant sa démarche parce qu'il construit pour des gens qui vont habiter dedans. Et j'ai lu un bâtiment il y a pas longtemps qui s'appelle « Chez-soi » de Mona Chollet, je regrette de pas l'avoir lu plus tôt, mais alors il questionne et à un panel très large parce que c'est une sociologue qui fait pas mal de bouquin qui sont intéressants à lire et là elle parle du chez soi, et notamment il y a toute une partie sur le rôle des architectes qui proposent des choses pour des gens qui ont moins de moyen, on est pas obligé d'être super riche pour avoir un logement qui nous correspond et qui nous ressemble, et voilà maintenant c'est plus sur cette question là que je voudrais aller. Alors ça m'a refait penser à Bouchain parce qu'elle en parle pas mal, et je dis que c'est vrai sa démarche est super intéressante, notamment sur ces logements participatif, on en a fait en projet en agence et je trouve ça super chouette, d'être aussi dessinateur d'une manière de vivre un peu plus harmonieuse avec l'environnement, douce pour les gens, moins brutale. Je pense que j'ai plus envie de me diriger vers là. Je pense ces expériences où je me suis pas totalement retrouvée, fin je vais pas dire que mes 6 mois ont été gâché, loin de là c'était génial, mais je sais que cette posture me gêne un peu, d'aller ailleurs pour construire quelque chose, et je pense que maintenant c'est plutôt changer la manière de faire en France pour arriver... En fait, dans mon mémoire d'HMNP j'ai travaillé sur la double posture d'architecte et d'artisan. Mais du coup c'est la double pratique, ce que j'avais adoré avec SAGA c'était de pouvoir construire quelque chose que l'on avait dessiné et imaginer, en France avec la réglementation fait que tu ne peux pas être

l'architecte et l'artisan donc il faut que tu trouves des combines pour pouvoir faire les deux, je trouves ça super riche.

T : Et du coup je me permets juste de revenir sur ton expérience humanitaire, c'était bien de l'aide au développement ou de l'urgence ?

G : De l'aide au développement.

T : Et c'était financé par qui ?

G : Alors, à la base, c'était le sujet de thèse d'un kényan qui faisait ses études en Afrique du Sud, et du coup les financements étaient assez pluriels, il y avait une association qui s'appelait « Love Story », qui participait au financement et qui récoltait pas mal de dons, après on avait un mur en bouteille donc on avait mis en place des partenariats avec des restaurants du coin qui étaient intéressés par le projet, et pas mal de locaux qui se sont investis dedans par des dons. Ou même des entreprises, on leur expliquait le projet et parfois il nous disait « alors on a des chutes de ça et on est prêt à vous les donner », et Coca-Cola, parce que c'était en palette, ils nous ont filé 300 et quelques palettes.

T : En fait il y aucune grande instance qui a aidé ?

G : Non j'ai pas souvenir de ça... Si si je dis des bêtises, après on a fait des levés de fonds ici, il me semble qu'il y a eu la région qui a dû participer, et après il y a eu des dons locaux.

T : Oui parce que c'est vous qui êtes allé chercher les financements et non le contraire ?

G : Oui voilà, on est allé chercher les financements, en fait le projet c'est Kevin le kényan qui l'avait lancé et il connaissait Simon de SAGA, et ils se sont contactés pour le faire. Et donc chacun des deux avaient cherché de leur côté. Mais ce qui m'avait un peu déplu, c'est que Kevin était un peu le porte-parole du projet et il s'est attribué tous les mérites, et ne parle pas de SAGA, les seuls articles où on lit le mot SAGA, c'est SAGA qui a répondu aux questions. Du coup c'était pas cool. Je pense qu'il était un peu content, c'était une petite revanche personnelle, il faisait travailler les blancs. Il y avait un truc un peu inversé, ça lui

plaisait, il était un peu vicieux, peut-être que je me fais des films.

T : Et du coup tu te relancerais pas dans quelque chose d'humanitaire ?

G : Je sais pas. Je me dis que j'aimerais bien me mettre dans des associations, peut-être pas humanitaire mais locale, peut-être plus m'investir mais pas forcément dans l'architecture... Peut-être que si. Plus dans le milieu associatif local, après le problème c'est que j'ai pas pris le temps de le faire mais j'avais un peu commencé à participer à « L'autre Cuisine » je crois, des missions pour les migrants, mais pour le coup j'ai vite lâché le truc, et je suis revenu dans mon train-train... En fait, ce qui est difficile et d'autant plus louable quand tu le fais d'ici, c'est que c'est difficile de quitter son train-train quotidien, pour donner du temps aux autres. Alors que quand tu pars six mois pour ça, c'est presque facile entre guillemet, surtout que pour la plupart... enfin tous, nos parents étaient derrière financièrement. Donc c'est assez facile de partir dans ces conditions là. Je pense qu'il y a une partie de moi qui le faisait pour voyager, pour avoir une expérience à l'étranger, j'avais quand même bien envie de donner du temps pour les autres, c'est pas indéniable, mais il y avait un côté de moi où j'avais aussi envie de bouger donc je me disais que c'était super avec l'humanitaire tu peux bouger tout le temps. Mais en fait là je me sens assez bien en France, alors il faudrait que je trouve quelque chose plutôt à faire.

T : Et est-ce que, même si ce n'était que six mois, ça t'as apporté quelque chose dans ta pratique architecturale aujourd'hui ou même dans ta vision de l'architecture ?

G : Je pense que... Je ne sais pas comment l'expliquer mais du coup je suis d'autant plus en rogne contre des promoteurs qui font baisser des prix et des prestations alors qu'ils ont de l'argent et que tu es capable de faire des choses chouettes, même si c'est pas le même standing, avec quasiment rien, du coup tu poses un peu la question de l'argent, est-ce qu'il est bien mis au bon endroit. Après dans ma pratique aujourd'hui, je ne le réutilise pas tant que ça, dans le projet qu'on fait, mais c'est quand même quelque chose qui est là avec toi,

je dirai pas que ça va pas du tout transpirer dans mes projets mais... J'aurai un peu de mal à faire un bâtiment tout en béton, je sais pas si c'est lié à cette expérience là.

T : Et est-ce qu'avoir sur son CV le fait d'avoir fait de l'humanitaire, ça apporte quelque chose ?

G : Je ne suis pas sûr. Je pense que ça dépend dans quel environnement tu as envie de bosser, il y en a qui en ont rien à faire et tu peux même te faire chamberer, et peut-être qu'il y aura d'autres agences qui seront plus touchées en fonction de leur philosophie de travail et des projets qu'ils vont faire. Je pense que si tu vas vers des collectifs tel que TC, du Bruit dans le Fourneau, je pense qu'ils seront plus touchés ou des petites agences qu'ils vont être beaucoup plus touchées. Je pense que Hervé ça lui assez plus que j'ai fait ça, parce que ça l'intéresse, parce qu'il connaît les gars de SAGA, parce qu'il avait envie d'en savoir un peu plus et que ça l'intéressait, de voir autre chose, mais il y en d'autres je pense pas que ce soit si positif que ça dans la recherche de job après. Fin c'est vraiment en fonction de ce que tu vas viser plus tard.

T : Je ne t'ai pas demandé ça au début mais c'est quoi ton poste ici ?

G : Je suis architecte, là j'étais chef de projet sur un collège qui doit atteindre le label E4C2, je sais pas si tu connais ?

T : Non pas du tout.

G : En gros c'est un label qui correspond à l'énergie carbone de ton bâtiment, donc le C, il faut que tu sois le plus performant possible, dans la vie futur du bâtiment et dans sa construction, et le E c'est pour énergie, tu as différents label, tu as E1 E2 E3 et E4 et ça correspond, en fait je pense que tu es positif dans ta consommation, tu dois produire plus que ce que tu consommes d'énergie. Du coup c'est assez intéressant.

T : On a fait à peu près le tour sinon... peut-être une dernière question qui serait: comment définirais- tu définirais l'architecture humanitaire aujourd'hui tel que l'as vécu ?

G : En fait, ce que j'ai vécu c'est plus de l'architecture du développement que de l'humanitaire... bonne question... En fait quand tu te balades dans un bidonville et qu'après tu fais de l'architecture tu t'inspires vachement des matériaux qu'il y a déjà là-bas, donc c'est pratiquement nous qui avons appris d'eux là-bas, j'ai l'impression que c'était d'autant plus enrichissant pour nous que pour eux, mais j'ai l'impression le bénéfice est à l'inverse. Je pense qu'il y a un peu de désillusion dans l'architecture du développement, on a un peu tendance à vouloir participer les gens et un peu contre leur grès finalement, ils sont très bien chez eux, du coup il y a toute une définition que c'est bien de les faire participer, pour qu'il y est une meilleure intégration du bâtiment, une meilleure appréciation du bâtiment à terme, mais je pense que ça c'est un peu du n'importe quoi, je pense que dans tous les cas ils seront contents d'avoir une crèche et d'y avoir participé, pour certain si parce qu'on a eu des mamans d'enfants, je pense qu'il y avait un petit peu un côté... Tu peux dire à ton enfant que tu l'as construit... mais je ne sais pas si je réponds à ta question.

T : Si si elle était assez large, mais du coup, votre projet il y avait vous et vous faisiez participer les gens qui était autour c'est ça ?

G : Oui, en fait ce qu'il voulait, mais ce qui était un peu... C'est pour ça que je disais que j'étais un peu désillusionnée du truc c'est qu'on pensait tous qu'ils participaient bénévolement et en fait on a compris qu'ils venaient plus parce qu'en fait c'était Kevin qui les avaient pas payé, donc ils étaient tous payés, donc c'est pas du bénévollement. Du coup on s'est dit que ça allait être vachement bien, les gens ils viennent et en fait un jour on a compris que c'était pas ça, c'était des ouvriers. Mais après c'était une chouette expérience avec des échanges à la fois culturels, et discuter avec des gens là-bas. Mais il y avait tout un travail pour faire accepter le projet dans le bidonville, on a fait des événements à la moitié du chantier, quand on avait fait le sol et le toit, on a fait des journées expositions, projection de dessin animé, grand repas qui avait été payé, avec un grand restaurant d'à côté, donc c'était vraiment chouette il y a avait des événements assez convivial. Je pense que nous comme eux on a apprécié cet événement. Il y a quand

même du lien qui se crée donc c'est chouette.
Bon après une fois que tu es parti ça se perd
aussi.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

MADAME L.

mission humanitaire avec l'ONG TECHO à São Paulo au Brésil.

Entretien par visioconférence le 14 mars 2021

T : Pour commencer tu peux me dire par quelles études es-tu passée ?

L : Du coup bac en 2010, bac au Maroc, bac marocain, j'ai fait après deux ans de médecine, et après j'ai l'école ENSA Nantes, donc jusqu'au Master, avec une année de mobilité internationale à São Paulo, de 2016 à 2017, voilà et après parcours professionnel aussi ?

T : Euh attends, si j'ai bien compris le mémoire que j'ai lu, à São Paulo, c'est là-bas que tu as rencontré TETO c'est ça ?

L : Oui c'est ça, j'ai toujours été attirée par l'associatif, quand j'étais à Nantes j'étais dans l'associatif mais par forcément dans l'architecture, et quand je suis arrivé à São Paulo, il y a quand même la problématique de la favelas qui est caractéristiques du Brésil et d'Amérique latine en général et qui m'a aussi fait beaucoup penser au Maroc où j'ai grandi, avec cette problématique du bidonville qu'on a beaucoup retrouvé à Casablanca notamment, certes il y a une différence d'échelle mais ça reste quand même la problématique. Donc ça a été l'occasion pour moi vu que je n'ai pas pu faire ça au Maroc, et vu qu'il y a pas forcément une ONG qui était construite autour de ça, c'était l'occasion de le faire à São Paulo, donc j'ai été sur Google et j'ai cherché les services des ONG et des associations et je suis tombé sur TETO, et puis voilà, je sais pas si tu vas me poser des questions de comment je suis rentrée en contact avec l'association ou pas ?

T : Si si mais tu peux y aller.

L : Donc je vois ce qu'ils font, que c'est une ONG qui est présente dans toute l'Amérique latine, de base elle s'appelle TECHO, qui veut dire « toi » en espagnol et c'est TETO parce que c'est en portugais. Je cherche et il s'avère que j'étais dans une grosse colocation à ce moment là, on était une cinquantaine d'étudiant, donc j'en parle... de différentes nationalités donc ça c'était chouette, donc j'en parle un peu autour de moi, et il s'avère qu'il y avait deux de mes coloc qui étaient partis en mission avec cette ONG, donc ils m'encouragent de le faire, je prends contact avec l'ONG, j'envoie un mail comme quoi je suis intéressée durant mon année où je suis en échange à São Paulo, d'être actrice dans leurs missions, la directrice

du pôle du São Paulo me répond, on prend rendez-vous, j'y vais, ils sont une vingtaine de salariés, c'est une directrice, une femme, on reste durant une heure pour l'entretien où elle m'explique le processus, puis les différents travaux qu'ils font dans les favelas, et puis elle m'invite à rejoindre directement la prochaine mission qui allait se dérouler deux semaines après. Donc l'inscription se fait sur internet, il y a une petite cotisation à faire, pour être volontaire dans une mission, c'est moins d'une vingtaine d'euros, c'était pas trop cher, je reçois la confirmation, on me donne rendez-vous... en fait c'est le week-end, donc c'est du vendredi soir au dimanche soir, on se retrouve dans un collège dans un quartier un peu chic de São Paulo, on était je pense 200 bénévoles dans un grand gymnase, on avait rendez-vous à 20h. Donc le temps que tout le monde se rassemble, ils nous font faire des files on doit rejoindre un salarié qui a une liste avec nos noms et ils nous attribuent un groupe, parce que en fait ce soir là il y avait trop communauté dans lesquelles on allait intervenir, donc les 200 personnes étaient réparties sur les trois parties, je ne connaissais personne évidemment, je ne parlais pas forcément portugais à ce moment là, parce que je suis arrivé en juillet et ma première mission était en septembre. Donc voilà, on part dans un bus, parce qu'on est resté un peu longtemps quand même le temps qu'ils nous donnent des bracelets, une couleur par communauté, j'avais le bleu, je crois que je l'ai encore, c'était à l'époque ma couleur préféré c'est pour ça que je me rappelle. Donc on prend le bus vers 22h30 je pense, on nous donne un tee-shirt aussi avec le sigle, on avait plus d'une heure pour aller à la favelas, parce qu'on est arrivé vers le coup de minuit. Donc on arrive, dans un collège, en général les structures d'accueil dans les communautés, je pourrai t'expliquer après... Donc on arrive dans un collège, on était un peu moins d'un centaine, on va se coucher, on se répartit dans les salles de classes, donc on dort par terre, on devait juste prendre nos sacs de couchage, si on avait un matelas gonflable c'était mieux, moi j'avais un tapis de sol. On dort, le matin on se réveille à 6h à base de musique de funk brésilien, pour bien nous réveiller le matin, on prend un semblant de douche parce qu'il n'y avait pas d'eau, en fait toute les missions que j'ai fait il n'y avait pas d'eau, donc on nous préconisait dans le mail

de ramener sac de couchage, une tenue de sport, des lingettes pour se nettoyer et de quoi dormir. On se change, on se rassemble dans une grande salle dans le collège, on commence par nous faire des petits jeux d'éveil sur la situation au Brésil, fin sur les favelas, sans que ça soit prêcher la bonne parole, c'était pour construire un esprit de solidarité, parce qu'on se connaissait pas. Avec des petits discours, pour présenter la communauté, parce que là-bas tu ne peux pas trop dire favelas, il vaut mieux dire communauté, mais ça je l'ai appris après. Ils nous répartissent par équipe, des équipes de huit avec un chef d'équipe, donc on prend le petit déjeuner, on continue de faire notre formation et sur les coups de 9h on part. Et c'est quoi la mission ? Le premier week-end c'était : enquête socio-économique. Donc établir le profil socio-économique de la communauté. On avait cinq pages de questionnaire, et on devait faire du porte-à-porte, le leader de l'équipe avait une carte, et chaque équipe avait une zone, et on frappait aux portes et on demandait si on pouvait faire comme ce que tu as fait, de petits entretiens. Ce premier week-end tout le monde a dit oui, ils étaient tous d'accord, et c'est là qu'on se rend compte de la réputation de TETO, qui était limite demandée, les gens avaient limite envie que l'ONG vienne dans leur communauté pour être aidé. Donc voilà, on rencontre plein de gens et on se rend compte que tous les a priori que l'on avait sur les favelas sur les gens violents, de gangs, de trafic de drogue, ce n'est pas fondé, ça peut être fondé mais c'est pas que ça. Donc on s'est retrouvé avec des familles dont le profils c'était une femme avec ces enfants, trois générations de femmes avec leurs enfants et des chiens et puis ce cas là il m'avait frappé, c'était un ingénieur qui y habitait, il travaillait mais en fait c'était pas qu'il avait pas les moyens mais il ne trouvait pas logique de dépenser la moitié de son salaire dans un loyer régularisé. Donc il y avait différents profils. Donc moi la favelas où j'avais fait ce premier week-end, c'était des maisons ne dur c'était pas avec des matériaux recyclés, c'était pas en planche, taule, c'était vraiment du dur, mais c'était juste que c'était pas légal, ils occupaient un terrain illégalement. Et puis voilà, la journée se termine comme ça, on fait de 9h jusqu'au couché du soleil, parce qu'il fallait que l'on rentre au collège avant le coucher du soleil, question de sécurité, et le soir on faisait

des débats par rapport à ce qu'on avait fait la journée on confronte un peu les profils qu'on avait rassemblé, puis dîner puis de nouveau un débat. Et le soir on se couche et le lendemain pareil, on se lève à 6h et jusqu'à 17h, et puis on reprend le bus jusqu'à São Paulo. Donc voilà ça c'était mon premier contact, ma première mission.

T : Ah oui, j'ai peut-être loupé un truc mais pourquoi as-tu dormi dans un collègue ?

L : Parce que... si tu veux je peux te parler du processus ?

T : Oui.

L : Déjà le but de l'ONG c'est quoi ? C'est une ONG qui a été créée dans les années 90, au Chili par des étudiants, pour éradiquer la pauvreté, et pour la légalité des chances. Et après le système à tellement bien marché qu'il y a plein d'étudiants qui venaient faire leur bénévolat au Chili, et ils prenaient l'expérience et ils reproduisent le système dans leur pays, il y a pratiquement tous les pays d'Amérique latine où il y a l'ONG TECHO, et après au Brésil ça a été créée dans les années 2000, c'est arrivé assez tard, en 2005-2006 je crois, et il y a quatre sièges au Brésil, il y en a un à São Paulo, un à Rio de Janeiro, un à Bahia et un à Parana. Et celui de São Paulo compte 20 salariés et un millier de bénévoles. Et donc l'ONG commence d'abord par une détection des communautés, parce qu'elles sont pas forcément répertoriées, parce qu'elles sont pas légales, donc ils font vraiment un repérage sur Google Maps, ça m'avait surpris, ça peut venir de là, ça peut venir du fait qu'un bénévole à entendu parler d'une communauté, ou alors c'est même peut-être la communauté qui va venir contacter l'ONG. Donc voilà ça c'est la première étape de détection, une fois qu'ils ont repéré une communauté, il faut prendre contact avec la communauté, donc ils se déplacent, ils font une réunion d'information en général, où ils essaient de rencontrer les représentants des communautés pour établir les premiers contacts, en général il y a les directeurs de l'ONG, il me semble qu'il y a le pôle logistique et le pôle diagnostique. En fait il y a neuf pôles à TETO, je ne me rappelle pas de tous mais il y a des diagnostics, logistique, construction, et je ne sais plus. A la fin de cette réunion ils

vont avoir les prémices un peu des projets qu'ils pourraient proposer, déjà ils voient s'ils sont intéressés ou pas. Et après ils vont établir des assemblées citoyennes, là les chefs qu'ils avaient rencontré à la première réunion vont parler aux habitants, les habitants qui sont intéressés par la construction d'une maison d'urgence par exemple, ils vont venir à ces assemblées citoyennes et de son côté l'ONG va venir avec des idées de projets, des propositions, ça va être un va-et-vient, ça peut aller jusqu'à trois assemblées citoyennes comme ça, pour bien valider tout ça. Une fois que tout est validé, ils vont désigner une équipe fixe, des bénévoles, parce qu'en fait tu as des bénévoles qui s'inscrivent que pour une mission, c'est sur internet, sur le site et tu t'inscris et tu participes, ou alors il y a des gens, soit parce qu'ils sont un peu plus anciens soit parce qu'ils restent plus longtemps à São Paulo donc ils se sentent participer de façon plus assidue, donc c'est ces gens là ils vont s'engager et devenir une équipe fixe sur une communauté. Donc cette équipe-là devra aller tous les week-ends dans une communauté, moi j'ai fait partie d'une équipe fixe, pendant 6 mois donc pas très longtemps. Donc on va cartographier la communauté et en même temps pour que la communauté s'habitue à nous, se familiariser, et en même temps trouver le site de stockage des matériaux et aussi voir où héberger les bénévoles, d'où le collège. Et en général c'est des écoles ou des collèges. Donc voilà. Et après premier contact et cartographier, s'organise la première mission à laquelle j'ai participé, à l'appel aux volontaires, et puis enquête socio-économique pour établir le profil de cette communauté. Et une fois à la fin de ce week-end, chaque équipe rentre les données sur un logiciel de l'ONG, donc c'est des données qui vont être pondérées, je ne me souviens plus trop, mais chaque système avait un coefficient. Et le logiciel allait analyser ces données là, et définir comme un seuil de vulnérabilité, qui va définir du coup les loyers qui ont le plus besoin d'une intervention. Là à la rigueur c'est la construction de maisons d'urgence. Mais c'est pas fini parce qu'ils comptent pas à 100% sur le logiciel, donc ils voient les résultats du logiciel, ils vont faire des assemblées, c'est les dirigeants du siège qui vont faire des réunions pour faire du cas par cas pour savoir si les profils des logiciels sont logiques ou pas. A la fin de cette sélection vient le week-end de

construction.

T : Ah oui c'est rapide...

L : Ah non non là je te fais un résumé, sur le temps c'est long, c'est pas d'une semaine à l'autre non non.

T : Par exemple pour toi c'était combien de temps ?

L : Alors moi quand j'étais équipe fixe, je n'ai pas pu assister à la première enquête socio-économique...

T : Tu y étais à quelle étape ?

L : En fait j'ai fait plusieurs communautés, en fait si tu veux je suis arrivé en septembre, et ils travaillent sur plusieurs communautés en même temps, pas sur le même stade. La première que j'ai faite c'était l'enquête socio-économique, un mois après j'ai fait une opération de construction dans une autre communauté, donc on peut dire qu'il se passe des mois entre la détection de la communauté et une opération de construction de maison d'urgence. Après le week-end de construction si tu veux que je t'en parle, donc pareil on se retrouve dans un collège pareil à 20h, ils nous répartissent sur les communautés, on prends le bus et on dort au collège. Par contre le lendemain matin le réveil est un peu plus matinal, je crois que c'était 5h, ils nous répartissaient en équipe pareil, et après petite formation, ils nous parlent des matériaux et la logistique sur le site, après on y va, on rencontre les propriétaires, plutôt les habitants qui sont concernés par la construction. Pour ma première maison c'était un jeune couple, ils avaient la vingtaine et ils avaient un bébé, ils habitaient dans une... on ne peut pas appeler ça une maison, c'était des planches de bois avec de la taule dessus, avec des fuites et de la terre battue comme sol. Le seul avantage c'était que c'était en face d'un lac, mais il y avait un peu une odeur nauséabonde. Donc c'était des petites maisons en bois, qui sont pré-fabriquées, les pièces arrivent déjà toutes faites, c'est trois par six, c'est dix-huit mètres carrés, donc c'est de petites maisons en bois sur pilotis. L'histoire des pilotis j'ai su après mais au début je me disais que c'était facile pour des questions d'inondations mais en faite

non, certes il y a ça mais c'est aussi le fait qu'on était sur un terrain de façon illégale donc on va nous aussi occuper un terrain illégalement et du coup au Brésil quand tu es sur pilotis c'est considéré comme un meuble, et non comme un immeuble donc du coup ça passe. Et ensuite pour la construction, on commence par les fondations, on utilise des outils un peu rudimentaires pour creuser, donc la pelle, et puis on creuse jusqu'à deux mètres, et on sort des rats, des vêtements, c'était assez sympa. Donc on met six piliers de chaque côté, on était huit pour ça. Ça nous a mis une journée pour mettre les piliers, donc c'était long, parce qu'en plus il faut égaliser les piliers. Donc voilà la journée se termine, et le lendemain rebelote, mais il fallait se dépêcher parce qu'il fallait qu'on termine la maison avant le soir. Donc c'était une meilleure organisation, parce qu'il fallait aller chercher toutes les planches de l'autre côté de la communauté, parce que je sais pas si tu vois dans les favelas, c'est des rues un peu sinueuses, donc on ne pouvait pas tout ramener en même temps, donc c'était pas mal d'aller-retour. Après ce qui était bien, en plus des bénévoles, il y avait les habitants qui nous aidaient, parce que ça fait aussi partie de l'essence de TETO, c'est un développement communautaire qui au centre de TETO, c'est pour les habitants mais aussi par les habitants. Ce qui fait du coup que les futurs propriétaires avaient une participation financière mais pas beaucoup. Si tu veux une maison coûtait six mille real, si tu divises par je ne sais plus combien c'est aujourd'hui la devise, mais en tout cas c'était six mille cinq cents real et à l'époque tu divisais pas trois, donc ça faisait deux mille et les habitants avaient une participation de deux cents real ce qui équivalait à soixante euros. Mais ce n'est pas la participation financière qui était importante, c'était plus le sentiment d'acquisition qu'ils voulaient faire ressentir.

T : Ok et du coup c'est qui finançait ces projets ?

L : C'est l'ONG, en faisant des collectes de fonds, parce qu'elle ne reçoit pas d'aide du gouvernement. Au Brésil, TETO n'a pas d'aide du gouvernement alors que celle du Chili a réussi à avoir un partenariat avec le ministère du logement. Le Brésil pas encore, je ne sais pas si aujourd'hui si mais en 2016 ce n'était pas encore le cas, ils comptaient beaucoup sur les

collectes de fond et du coup il y avait des week-end organisés avec des bénévoles dans la rue. TETO joue beaucoup sur la communication, ils sont beaucoup sur les médias, les réseaux sociaux, ça leur permet d'être visible mais aussi d'attirer des bénévoles. Mais aussi pour que les gens des communautés les connaissent et acceptent un peu plus leur intervention et leur intrusion dans leur communauté. Donc voilà on finit leur maison de jour, et puis moi ça m'avait marqué parce que c'était ma première maison, quand on avait juste fini d'installer le toit, il commençait à pleuvoir, on rentre donc direct dans la maison et la première phrase qu'a dit la femme pour qui on avait construit la maison c'était « Ah il pleut pas à l'intérieur », alors là c'était super. Alors comme on était un peu à la bourre on n'avait pas eu le temps de peindre la maison, et c'est eux qui choisissent la couleur.

T : Du coup n'importe qui pouvait construire, en terme de bénévolat il y avait pas besoin d'un diplôme spécial ?

L : Pas du tout, après la majorité était étudiant en architecture ou ingénieur. Et il y avait des métiers qui ressortaient aussi c'était tout ce qui était éducateur spécialisé, professeur, assistant social.

T : Et c'était beaucoup de brésiliens ?

L : Oui c'était pratiquement que des brésiliens, moi dans mon équipe j'étais la seule étrangère, et pas que dans mon équipe, lors du premier week-end que j'ai fait j'étais la seule étrangère.

T : Et pourquoi il y en a autant et quelles sont leurs raisons pour se lancer dans le bénévolat ?

L : Pour l'amour de leur pays, d'après ce qu'ils disaient. Franchement il faut y être pour le comprendre mais il y a une telle émotion quand on fait ces week-end là, à chaque fois que l'on a fini une maison, tout le monde est en pleurs, tout le monde est émotif, ils sont très croyants, je crois que c'est le premier pays catholique dans le monde, et ça se finit en prière, tous en rond dans la maison, chacun dit un mot, et chacun remercie Dieu. Ils sont très solidaires entre eux, ils veulent aider, ils sont très compatriotes, ils veulent sauver leur pays, ils veulent éradiquer la pauvreté comme ils

disent. Donc ils sont très engagés par rapport à ça, ils reviennent souvent. C'est vraiment l'amour de leur pays. Après, ayant parlé avec des étudiants en architecture, il y en a pas un qui a dit qu'il irait dans un autre pays pour faire ça, ils le font pour leur pays. Ce ne sont pas des vocations d'architecture de l'urgence à l'international.

T : Et pour toi, tu disais que tu aimais bien le social, mais pourquoi l'humanitaire du coup ?

L : Parce que j'ai fait beaucoup de choses avant, par exemple à Nantes j'étais dans une association pour les prisonniers, où je donnais des cours en prison, j'y allais au moins une heure par semaine où je donnais des cours de sketchup. Et puis sinon des cours de lecture, un atelier de rap, de sport... J'ai toujours été attiré par aider les gens, mais là c'était l'association qui m'a semblé pertinente avec le contexte dans lequel j'étais à ce moment-là, donc je l'ai fait. Et puis si je peux aider avec ce que je sais faire ou ce que je suis en train d'apprendre c'est mieux.

T : Et avant de travailler dans l'architecture humanitaire je suppose que tu en avais déjà entendu parler, et est-ce que tu avais des a priori, des idées préconçues sur ce domaine ?

L : Je pense que j'avais un peu l'idée un peu naïve, où là tu te dis, par exemple là ils vivent dans des bidonvilles, ce ne sont pas maisons, et toi tu leurs construis une maison en bois et c'est fini, c'était un peu naïf de ma part, on a trop tendance à oublier que c'est qu'un maison d'urgence, elle n'est pas pérenne, ce n'est pas forcément une solution, j'en avais un peu parlé dans le mémoire, que l'on pense pas forcément... fin il y a une starification de l'architecte, donc on a tendance à vouloir dessiner quelque chose de beau, d'impressionnant, qui va nous valoir des éloges, des bonnes critiques, mais on est dans un monde aujourd'hui où il y a beaucoup de pauvreté, il y a des gens qui vivent dans l'insalubrité, et on apprend pas, en tout cas à l'école, à répondre à ce besoin. On apprend à dessiner des logements sociaux, à apprendre la mixité, mais pour moi c'est pas très réaliste. On apprend pas à répondre à une catégorie sociale, qui en tout cas moi m'importe. Bon aujourd'hui je travaille pas du tout dans ça mais bon. Donc c'était ça mon idée de base.

Mais aussi ma relation avec le Maroc, parce que quand je suis revenu du Brésil je me suis dit quand je retournerai au Maroc je crée mon ONG.

T : Ah oui parce que maintenant que tu as fait cette expérience, as-tu envie de tenter de nouveau une expérience humanitaire ?

L : Oui carrément, je ne sais pas quand encore, j'étais parti sur la base je rentre, je fais mon mémoire, je fais mon PFE, je suis diplômé, je cherche un premier boulot, parce que je pense que pour faire un projet comme ça il faut avoir des armes pour ça, parce que je me sens pas tellement légitime de mener un projet comme ça avec le peu d'expérience que j'avais dans le métier et dans la construction. Passer la HMONP pour pouvoir m'appeler architecte. Et puis voir ce que je fais après. En tout cas c'est un projet que j'ai, je pense que je réaliserai mais pas maintenant.

T : Parce que tu fais quoi aujourd'hui ?

L : Je suis... je ne peux pas dire que je suis architecte, parce que je n'ai pas encore ma HMONP, mais je suis assistante de projet patrimoine au Sénat. Ils ont une agence qui s'occupe du patrimoine, de tous les biens du Sénat.

T : Et depuis le Brésil tu as pas eu d'autres expériences dans l'humanitaire ?

L : Non, non pas dans la construction en tout cas.

T : Est-ce que tu as senti une certaine légitimité sur place avec cette expérience ?

L : Au début, par exemple quand on construisait les maisons, on pleurait tous, et je me disais peut-être que j'ai pas le droit de ressentir cette émotion parce que je suis pas Brésilienne et qu'ils me regardent bizarrement. Mais en fait non parce qu'au contraire, les habitants des favelas étaient contents quand ils me demandaient d'où je venais, je leur disais France ou Maroc et ils étaient contents et ils disaient « oh il y a des gens extérieurs au Brésil qui viennent nous aider ». C'est ça qui te fait sentir cette légitimité, c'est quand la personne en face reconnaît ça et ne remet pas en cause

ta place et l'aide que tu peux apporter. Parce que tout est à prendre, peu importe l'endroit où c'est et d'où tu viens.

T : Et bien super, il y a que du positif sur cette expérience ?

L : Oui pour moi il y a que du positif, franchement à refaire je le referai mille fois. Et puis oui c'est pas parce que tu es français que tu ne peux pas le faire. Et puis même pour d'autres missions j'en ai parlé à d'autres amis qui faisaient leur mobilité internationale ici, donc à ma dernière mission de construction j'ai réussi quand même à motiver une dizaine de personnes avec moi qui venait vraiment de différents pays, surtout qui avait l'air de venir de différents pays, parce que moi je passais un peu pour une brésilienne, sur le coup ça m'a peut-être aidé, enfin j'en sais rien, mais ils pensaient tous que j'étais brésilienne avant même que j'ouvre la bouche, du coup j'attirai pas du tout l'attention, mais par contre mes amis il y avait des norvégiens, donc on leur posait un peu plus de questions pour comprendre pourquoi ils sont là.

T : Ok, et du coup de cette expérience tu en as retiré quoi pour ta pratique architecturale aujourd'hui ?

L : Que je veux continuer dans ça surtout, comme je t'ai dit, construire selon le besoin des gens, ne pas essayer de construire... un bâtiment esthétique mais surtout quelque chose de fonctionnel, c'est ma vision, peut-être pas donc mon boulot aujourd'hui mais... quoique si je fais la préservation du patrimoine, c'est l'histoire donc voilà. Mais en tout cas c'est plutôt ça.

T : Et pour finir c'est plutôt une question de définition, c'est comment définirais-tu l'architecture humanitaire telle que tu l'as vécue ?

L : Tout est dans le mot, c'est humain, c'est quelque chose de humain, rencontrer quelqu'un et vouloir l'aider à travers ce que tu sais faire de mieux, et là dans mon métier et même à travers des expériences, de la vie de là où j'ai grandi, des gens que j'ai rencontré, donc moi je pense que c'est humain, de l'architecture humaine. C'est aider quelqu'un comme dans

la vie de tous les jours, dans l'architecture ou autre, ça s'applique à l'architecture ou autre.

T : Ah si j'avais oublié de te demander, après la construction des maisons, il y a un suivi de l'ONG ou pas ?

L : Oui parce que dans l'ONG il y avait des projets à court terme et des projets à long terme. Les projets à court terme c'est l'architecture d'urgence et il faut savoir que ces maisons là en fait était en fait normalement dans la théorie et dans la volonté de l'ONG, ils voulaient que ça dure que cinq ans. Mais ce n'est pas ce qui se fait, ça dure plus de cinq ans parce qu'ils ne peuvent pas leur proposer d'autres alternatives. Les seuls projets à long terme qu'ils font c'était de construire des maisons de quartier, pour proposer des formations, pour pouvoir les insérer dans la société. Donc ça c'est des projets à long terme avec du suivi. Mais après il faut savoir que ces maisons il y en a qui les déplacent, il y a des habitants qui vont déménager d'une communauté à une autre et donc ils vont prendre leurs maisons. Mais ce n'est pas le but de l'ONG, de construire de plus en plus de maisons d'urgence, c'est de trouver des alternatives à ces maisons d'urgence.

T : Ok ok et du coup les 20 salariés c'est eux qui conçoivent, qui imaginent les projets ?

L : Il y a les directeurs, et il y a la directrice et puis les chefs des pôles, les trésoriers, une section juridique je crois. Comme une association en fait.

MONSIEUR C.

co-fondateur d'un collectif nantais, mission en Afrique du Sud.

Entretien aux locaux du collectif le 16 mars 2021

T : Quelles études post-bac as-tu fait ?

C : J'ai passé mon bac en 2008, en Mayenne, je suis arrivé à Nantes en 2009, j'ai eu une petite année entre le bac et l'entrée en architecture, une petite année de vide on peut dire, donc voilà j'ai fait mon master d'archi à Nantes de façon classique, je suis parti un an en Pologne en troisième année, ce que j'ai adoré, ce qui m'a permis de voir pleins de choses, c'était un peu la première fois que je voyageais, je parlais pas anglais avant, enfin bref ça m'a pas mal ouvert. Et après le master c'est vraiment là où on a vraiment commencé à se rencontrer... on était 5 au début dans l'association, on s'est vraiment rencontré tout les cinq, d'abord à quatre personnes, Sylvain, Simon, Anastasia et moi-même sur une option de projet chez Michel Bertreux où on a participé à la construction, sur un an, d'un cinéma en plein air sur le toit de l'école pour le voyage à Nantes en 2014, donc un projet assez important pour nous parce que, on se connaissait avant, mais on s'est rencontré autour d'un projet par l'action de faire, et surtout l'action de construire, ça c'est un truc qui nous avait vachement marqué. Et puis l'autre chose qui nous avait marqué, c'est le semestre de PFE, c'est là où Simon et moi-même, on était tous les deux ensembles pour le projet, et dans l'option il y avait Pierre, donc c'est là où tout le monde... parce que on s'était connu avant en petit groupé mais là on était ensemble avec Chérif Hannah, et qui a été assez marquant avec la compréhension du territoire par les petites choses les petites vies, par le sensible, par la rencontre avec les habitants et par la notion d'itinéraire, des choses qui nous ont beaucoup marqué et qui nous ont pas mal construit sur les premières années avec SAGA.

T : Ok parce que SAGA a été créée en quelle année ?

C : En 2014. Fin 2014, en décembre et on est parti en février, on a fait notre PFE en février et quinze jours plus tard on était en Afrique du Sud je crois.

T : Et du coup c'était quoi l'idée de base pour partir en Afrique du Sud.

C : Ah c'est dommage que Simon ne soit pas là, mais je vais essayer d'expliquer à se place.

Donc la manière dont on est arrivé en Afrique du Sud c'est parce que Simon, un membre du collectif a fait son Master 1, son erasmus en Afrique du Sud sur une année entière et sur place il a rencontré plusieurs personnes et notamment un architecte qui travaillait sur un sujet de recherche autour de la question de l'architecture sociale dans les bidonvilles sud-Africains. Comme quoi les rencontres d'étudiants complètement au hasard peuvent créer quelque chose. Donc il est revenu en France et a eu envie de repartir pour participer à ses projets là et tout bêtement il en a parlé à ses copains et c'est là qu'on a commencé à construire un petit groupe autour de ça en se disant qu'après le diplôme on partirait. Sachant qu'il y avait aucune volonté de se dire qu'on allait créer SAGA, un collectif, c'était plutôt un petit... c'était pas une fuite mais je pense, enfin je parle pour moi, une manière de fuir après le diplôme, après le PFE tu as eu l'impression pendant six mois de bosser sur un truc qui ne sert strictement à rien, je ne dis pas que c'est vrai mais c'est le sentiment que j'avais eu, et l'envie de ne pas travailler en agence, j'avais fait plein de stage en agence durant mon master, mais du coup j'avais pas envie de travailler en agence, c'est ma seule expérience en agence les stages. Et il y a eu cette volonté de partir sans préfigurer de ce qu'on ferait de notre groupe après, seule chose c'est sur les conseils de Claudia qui était avant à l'école d'architecture dans les postes de direction, qui avait dit à Sylvain et Simon à l'époque, de créer une association, juste pour avoir un nom, un statut, vous pourrez avoir un compte bancaire, pour avoir une assurance. C'est donc comme ça que ça a commencé pour la première expérience en Afrique du Sud qui était grosso modo de février 2015 à septembre 2015.

T : Ah oui du coup il y avait pas du tout une envie de base de faire de l'humanitaire ?

C : Alors nous la notion d'humanitaire, tu pourras peut-être nous le dire après, mais moi je ne sais pas ce que c'est la notion d'humanitaire, il me questionne beaucoup, on a jamais dit que l'on faisait de l'humanitaire. C'est peut-être qu'une question de langage mais on aime plutôt dire que l'on vient en aide ou en appui à des initiatives locales. Alors c'est de la grosse paraphrase de politique

que tu vas me dire mais en gros c'est pour dire que notre but et ce qu'on recherche dans l'architecture c'est de comprendre le rôle social qu'à l'architecte dans la société, si il veut l'accepter ce n'est pas du tout une obligation, mais si on veut accepter ce rôle là c'est de se dire où aujourd'hui l'architecte et l'architecture ne sont plus présent et donc c'est combler des vides. Et quand on va en Afrique du Sud travailler sur des bidonvilles, fin on dit bidonvilles mais c'est un grand mot parce que ça s'appelle un Township, avec des habitats qui vont de l'informel au très formel, on pourra en parler après si tu veux. Et donc quand on a été faire une crèche, une école maternelle, c'était Patricia qui avait ce projet depuis des années qui avait des classes avec des enfants mais qui avait pas les outils, donc nous on voit aussi un bâtiment comme un outil, c'est-à-dire que tout était là sur place ce n'est pas nous qui sommes arrivé en disant 'oulala il manque une école chez vous ça ne va pas', mais c'est par l'enquête du terrain, et donc ça revient au PFE qui nous avait marqué, comme par l'enquête de terrain, si on a le temps, à écouter, à comprendre, qui n'a aucun but si ce n'est de comprendre le territoire. Et au fur-et-à-mesure de cette enquête il y a des choses qui y ressorte et des rencontres et ça a été le cas pour les deux derniers projets, le dernier projet qui a été fini fin de l'année dernière et le nouveau qui devrait commencer cette année, sont des choses qui sont issu de l'enquête de terrain. Le tout premier c'est entré guillemet l'opportunité de se dire six mois en Afrique du Sud rencontrer de gens etc, c'est ça en fait que nous on veut, prendre à cœur de remplir un rôle, sans non plus se mettre une épée Damoclès mais de se dire comment on peut faire pour améliorer des choses qui nous semblent inégalitaire. Comment, quand c'est à Nantes, essayer de travailler avec des associations et des collectifs qui s'occupent de gens qui sont exilés et qui n'ont pas d'endroit pour dormir si ce n'est la rue, donc comment, modestement à notre échelle, les droits d'asiles et les papiers on n'y connaît strictement rien et ça on garde bien d'en parler. Mais par contre à rénover un squat, mettre des gaines et rénover une salle de bain ça on sait faire. C'est plus pour dire que... bon je me perds un peu dans ce que je dis mais pour revenir à l'Afrique du Sud, la question de l'aide au développement je ne sais pas ce que ça veut

dire, il y a beaucoup de gros mots derrière, on sait bien que l'aide au développement, je ne sais pas si tu t'es eu peu intéressé à ça mais les actions de l'AFD ou autre, ces agences de développement sont assez questionnable, nous on a jamais eu ce genre de financement mais c'est aussi une manière de, sous prétexte de vouloir électrifier une partie du pays, de vouloir alimenter en eau une contrée lointaine, c'est aussi souvent des chantiers confiés à des entreprises françaises, donc il y a tout ça qui est questionnable, du coup nous la manière dont on conçoit les projets et dont on les monte aussi, c'est-à-dire qu'il y a une partie... bon je pense que ça va partir dans tous les sens pour tes questions mais on pourra reparler plus précisément sur des trucs, mais même sur le mode de financement, sur tous nos projets, sauf le premier qui était vraiment où est parti sur un peu un coup de tête, avec trois milles euros on a construit un bâtiment avec ça, je ne sais pas comment on a fait mais bon c'était pas la question, mais le second que l'on a beaucoup plus monté, étant une association française on a demandé des subventions, on a eu des subventions par la mairie, département et région qui sont des fonds que l'on appelle Solidarité internationale ou la coopération internationale et d'autre. Et donc nous on a ça, qui nous permet de monter le projet et se dire qu'on peut partir sans attendre personne parce que maintenant on est salarié de l'association, ce n'est pas comme au début on était que bénévoles, donc ça nous permet de rémunérer des gens qui vont travailler dessus, peut-être d'embaucher quelqu'un, d'avoir un stagiaire. En gros de gérer la grosse logistique avec cet argent là, mais par contre on essaye de faire aussi que le projet soit financé par des acteurs Sud-africains. Il y a assez peu de fonds publics pour ce genre de projet parce qu'il y a tellement de chose à régler, la priorité est assez peu sur l'aide individuelle sur des projets, par les pouvoirs publics, mais par contre par les pouvoirs privés il y a des aides, c'est-à-dire que par les mêmes mécanismes qu'en France, il y a des allègements fiscaux, si tu consacres tant de pourcentage de ton chiffre d'affaire à des projets dits sociaux tu paies moins d'impôts. Et donc nous on a une espèce de réseau d'entreprises sur place qui soit financent directement soit nous donnent accès... soit ils nous paient des matériaux soit ils financent directement l'association

bénéficiaire qui va gérer la crèche ou qui va gérer la coopérative maraîchère, ou ils vont nous laisser accès à leurs bennes pour fouiller et récupérer tous les matériaux qu'on a besoin. Du coup pour le projet on essaye qu'il y est des financements bi-partite, et pour nous ça fait jusqu'au bout, ça veut dire que l'architecte, le financeur et juste la personne qui va donner un toilette, c'est toujours que ça se passe dans la rencontre avec les gens issu du projet c'est-à-dire les habitants, la communauté, c'est-à-dire les gens qui se sont regroupés pour faire un projet, et à chaque fois que l'on a des financeurs, il y en a pas des masses, en a pas des gros, mais on veut que tout le monde se rencontre, depuis qu'on est parti, parce qu'on revient quand même en France, c'est se dire qu'on est pas indispensable sur un projet, donc quand on va partir, quand le projet va être terminé qu'est ce qui va se passer, c'est-à-dire que la communauté doit être en capacité de pouvoir maintenir le bâtiment, être en capacité de... comment dire... des fois on peu faire un bâtiment où en coût de maintenance et d'entretien va être faramineux et ne pourra pas être maintenu par eux, donc nous on essaye de faire gaffe, il y a en général pas d'excès dans nos bâtiments, la question de l'eau se traite parfois de manière un peu illégale mais bref. Mais c'est ça qu'il faut voir, donc souvent c'est fait avec de la récup, donc il y a un truc qui casse on va chercher un bout de bois et puis on le remet, donc faire une architecture qui puisse accepter une appropriation, ça nous est arrivé sur un bâtiment, les poteaux étaient brûlés noir d'une technique japonaise pour protéger le bois on trouvait ça beau, et deux mois après ils les ont peint, et bien très bien, c'est ça aussi ma maintenance c'est se dire qu'on pas besoin de tel section de bois, de tel béton, de tel qualité.. Une architecture qui puisse accueillir une espèce de différences petit à petit, qui ne soit pas figée. Et donc depuis qu'on est parti, sur tous les projets il y a les gens qu'on a essayé de convier et de participer, et bien viennent régulièrement voir Patricia, de façon amicale ou parfois pour une demande. Et nous, c'est là où on aime bien arriver sur un projet et créer un outils, généralement le bâtiment va être un endroit de rassemblement, il a une symbolique, avoir un toit ce n'est pas avoir un abris c'est un endroit dans lequel on se reconnaît, dans lequel on reconnaît la communauté, donc il y a une

notion très symbolique dans l'architecture, donc une fois que l'on a fait ça c'est juste un outils, c'est pas le principal.

T : Mais du coup si j'ai bien compris le second projet c'est la crèche, et c'est vous qui l'avez dessiné en amont et c'est vous qui construit ensuite ?

C : Tous les projets, en Afrique du Sud on les a dessinés et construits.

T : Et donc pour la construction est-ce qu'il y avait la participation d'autrui, de gens extérieurs plutôt ?

C : Ah oui alors le premier il est un tout petit peu à part comme il y avait déjà un autre architecte qui travaillait dessus, il y avait un dessin que nous on a rendu réalisable on va dire dans le temps, avec notre budget et avec nos moyens. Arrivé là-bas on ne savait pas construire avec du recul, mais pas grave on l'a fait et ça tient toujours. Mais peut-être parlons du second qui est peut-être plus un modèle on peut dire... Parce que tu as des projets en tête ou pas ?

T : Oui à peu près.

C : On va résumer, le premier, en 2015, la crèche de Patricia, mais à un moment on l'a appelé crèche mais qui était une halle communautaire, une salle des fêtes on va dire, mais qui a servi de crèche les 6 premiers mois. Avant qu'on arrive, 2014, les enfants étaient dans une cabane, ils étaient 60 dedans, l'idée c'était de faire un bâtiment qui devait servir à terme d'atelier de fabrication mais ça n'est jamais devenu ça, historiquement avec l'architecte avec qui on a travaillé au début, on s'est séparé parce qu'il y avait des désaccords, c'est plutôt devenu un lieu de fêtes pour les mariages, mais ça a quand même servi de crèche pendant un an, le temps qu'on revienne faire la crèche avec le toit en vague et donc ça pour le coup ça a duré à peu près un an, mai 2016, mai 2017, puis il y a eu le troisième projet, qui est une coopérative maraîchère, on est pas dans le même quartier, et là il y a un autre projet qui est en cours de montage, on demande les financements, pour un centre d'accueil pour des personnes en situation de handicap, plutôt pour des enfants. Et donc toi

tu demandais qui participait aux projets c'est ça ?

T : Oui. Et comment il est conçu en amont ?

C : Donc pour le projet en toit en vague, l'école maternelle et la crèche. Le projet était déjà établi même depuis 2015, avec trois classes et pas juste de s'arrêter de les mettre à l'abri dans une grande halle. Le programme était déjà établi, on le connaissait, donc on n'a pas requestionné ça si n'est discuter avec les parents, les enfants et enseignants pour savoir ce qu'ils voulaient et savoir ce qu'ils avaient besoin. Et après, en parallèle de ça, on s'est rendu compte que l'on ne connaissait pas assez le terrain, il y a eu une enquête de terrain avec deux étudiants de l'école d'urbanisme de Paris, ce qui a donné lieu à un documentaire qui doit sortir, ça n'a pas donné directement le documentaire, mais c'est le fruit des nombreuses interviews qui ont pu être faites. Mais en gros l'idée était de comprendre le quartier, mais c'est un des premiers quartiers de Port-Elizabeth post-apartheid, où le début était la rébellion de huit femmes qui vivaient leur maison construite dans un endroit inondable, et donc elle ont commencé à squatter un terrain privé et aujourd'hui ça a donné ce quartier avec 20 000 à 40 000 habitants en 25 ans. Donc il y a eu trois enquêtes, interviews des politiques, des femmes qui étaient là, des architectes, et donc de comprendre là où on est, ça n'a servi à rien pour dessiner le bâtiment mais pour nous c'était primordial. Au début il y avait Simon et les deux étudiants et après on est plusieurs à être arrivés. Alors là on a commencé à dessiner le bâtiment mais en fait, sachant qu'à ce moment là on connaissait le programme et le site, mais on savait pas quels matériaux on allait avoir parce qu'on travaille beaucoup avec des matériaux de récup pour des questions clairement financière mais aussi parce qu'on adore chercher des trucs par ci par là, et ça permet d'avoir des matériaux pas très cher et facilement remplaçable par la communauté. Et donc généralement ce qu'on fait c'est qu'on dessine, on dessine une espèce de grosse esquisse du projet, c'est-à-dire que pour ce projet là c'était très simple, on était sur un terrain en pente on va faire un plancher un peu sur-élevé pour qu'en gros si il y a des inondations ou de la pluie, l'eau peut passer en dessous, on le sur-élève sur pilotis, on se

tourne vers le nord vers le paysage, l'équivalent du sud ici, plein soleil, on se cache de la route, voilà en gros les principes, on choisit d'avoir une coursive à l'extérieur, comme en projet, une grande esquisse au bout de trois semaines. Une fois qu'on a fait ça, on la laisse de côté et assez vite on va chercher des matériaux pour se dire... par exemple on avait deux rangées de poteaux, là on s'est dit qu'on avait des poteaux et comment les faire, une première fois on avait travaillé sur des poteaux téléphoniques en eucalyptus et là on s'est dit que c'était pas très cher mais on voulait trouver autre chose, et un jour on a rencontré le service d'espace vert de la municipalité, et donc ils nous ont dit qu'ils avaient des abattages d'eucalyptus à faire donc on leur a dit qu'on allait avec eux, ils ont été coupé, écorché, et séché, pendant trois mois on a prit soin et on les a arrosé régulièrement pour pas qu'ils sèchent trop vite, les brûler etc... Donc le truc c'est qu'on s'était dit qu'on voulait faire des poteaux avec des arbres donc on a cherché des arbres, donc la structure de ce bâtiment a coûté vraiment zéro sous, si ce n'est que des tôles autour. Donc tout est fait avec des la récup, tout était stocké, on les mesurait, des fois on les dessinait sur autocad, on essayait de refaire la banque numérique où on avait tous les matériaux, dessiné ou décrit, et après on venait se servir, le but était de faire une grosse esquisse, il y a des matériaux que l'on va chercher parce qu'on a une idée en tête et d'autre qu'on récupère et on va se laisser guider. Et après en équipe, parce que parfois on est une grosse équipe, on a été jusqu'à quinze ou vingt, et donc si les gens en ont envie, c'est de faire des projets dans le projet, tu vois la cantine, le petit bâtiment et bien celui-ci tu vas t'en charger, moi je fais m'occuper de dessiner une porte, tu vois. Et donc pareil pour le toit c'est une structure sous-tendue, comme une poutre sous-tendue qui a été faite avec des bouts de métaux et des tubes en carton, donc on pourrait disséquer pleins de petits bouts du projet comme ça. Et donc ça c'est la question des matériaux mais après, je ne sais plus trop comment on en est arrivé là... ah si c'est drôle ça... la première année pour faire le mur en bouteille, donc il y avait un mur lumineux avec des bouteilles donc ça pour le coup c'était une volonté architecturale, on a récolté des milliers et des milliers de bouteilles et il se trouve que toutes les bouteilles de vins ont une dimension assez précises, et ne sont pas toutes pareilles,

on a dû en jeter la moitié, on avait donc plein de bouteilles sous la main et on s'est dit qu'on avait qu'à les broyer et utiliser le verre pour remplacer le gravat dans le béton dans le mélange du ciment, sauf qu'en l'occurrence ça existait déjà et ça se faisait pas avec ce verre là, c'est un verre qui est trop lisse il accroche pas, et du coup après ça on a remonté la filière de recyclage du verre et il y avait une entreprise qui recyclait le verre de pare-brise de voiture, et du coup on s'est dit que ça pourrait être bien et ça pourrait éviter d'acheter du gravat pour faire le mélange du béton pour les fondations. Et donc on l'a eu gratuitement. Et vu qu'on était en partenariat avec l'architecte de base qui était à l'université, on a été à l'université pour faire des petits tests, on a fait des petits cubes en béton de je ne sais plus quelle section et on a fait des tests de compression pour voir si ça marchait tu vois. Donc là en l'occurrence parce qu'on cherchait vraiment du verre pour faire notre béton. Donc c'est souvent les deux, on cherche où on accepte. Ensuite sur le dernier projet, c'était une coopérative et il y avait un conteneur sur site qui a été déplacé et il servait pour cuisiner les légumes. Ce conteneur qui était en mauvais état fonctionnait plutôt bien mais il fuyait donc on l'a recouvert d'un bardage en moquette, tu vois ce genre de moquette de cinquante par cinquante que tu vois souvent dans les bureaux ?

T : Oui.

C : De couleur un peu violet blanc, mais je me souviens plus, on cherchait pas ça à la base mais on est tombé dessus et on s'est rendu compte que ça marchait donc on a commençait à en chercher en plus grande quantité. Mais en gros, on les a placés comme des tuiles, et il faisait cinquante centimètres mais on a fait apparaître que cinq centimètres. Et ça a amélioré le confort thermique du conteneur, où en été quand il fait cinquante degrés c'est insupportable et l'étanchéité aussi. Et donc justement c'est le truc en rapport avec l'équipe que... oui parce qu'on dessine jamais en France avant, ça c'est le truc qu'on peut pas faire. Il y a peut-être que trois ou quatre mois de chantier mais on peut partir un an, parce qu'avant il y a cette fameuse étude, bon je vais pas dire que maintenant on le fait de moins en moins mais quand on se payait pas on s'en fichait mais c'est un truc maintenant qu'on arrive pas

à financer dans nos demandes de subventions ou alors on bricole. Mais on pourrait avant de partir, ça nous est jamais arrivé, mais dessiner cette grosse esquisse là... quoi que ça n'a pas vraiment de sens, on est assez pragmatique à ce sens là, tant qu'on a pas vu on ne comprend pas. Et donc d'avoir un dessin qui évolue en fonction du chantier, mais c'est comme ça dans un projet architectural quand on fait une maison il faut être flexible parce que le projet évolue pendant le chantier parce qu'il y a des aléas, il faut que le projet puisse évoluer. C'est pourquoi nous il évolue beaucoup, tout ça n'est possible qu'avec une grosse équipe c'est-à-dire que... Simon l'a fait sur le dernier parce qu'il l'a fini tout seul avec l'histoire du Covid et tout ça, mais c'est bien d'être plusieurs parce que chacun prend un concept, un bout de projet à sa charge, et c'est possible parce que récolter des matériaux oui ça peut être un bien financier parce que c'est un matériau que tu n'achètes pas mais le temps que tu vas passer à le chercher, pendant des journées entières, ça va coûter du temps, faut ensuite faire le tri, les nettoyer, ça va prendre du temps. Et donc ça n'est possible que dans la question d'une grande équipe, c'est un projet qu'il faut faire collectivement. Donc par exemple nous, sur le second projet, il y avait vraiment beaucoup de monde, on était cinq de SAGA, on a eu en tout quatre stagiaires mais pas en même temps, on a eu des volontaires, des gens qui viennent gratuitement sur deux ou trois mois pour participer au projet, et bien sûr la communauté ça c'est primordiale. Et il se trouvait que le mari de Patricia travaillait dans le bâtiment et était au chômage à ce moment là et donc il a été le chef de chantier pendant tout le temps du chantier parce que non seulement il s'y connaissait mais en plus on préférait que ça soit lui et donc quand il y avait des besoins de manœuvre il connaissait les gens donc il appelait ses copains ou des gens pour aider. De se dire que le chantier est capable d'accueillir, qu'importe... toutes les personnes qui veulent s'y investir, seulement pour deux trois heures ou pour plusieurs mois, il faut qu'on soit capable de les accueillir.

T : Ah oui donc il y a pas d'indemnité après ?

C : Oui c'est ça qui est compliqué après, nos projets ont une économie très très faibles et ça c'est ce qu'on a pas réussi à faire sur nos deux

premiers projets c'est de rémunérer les gens qui nous aident, c'est-à-dire qu'on fait appel à aucun artisan et les gens qui s'investissent sur le projet c'est des gens de la communauté ne sont pas rémunérés. C'est un peu l'échec pour ça. Sur le troisième ça a un peu évolué parce qu'on a réussi à faire un partenariat avec une ONG qui s'appelle Masi Fondé qui elle s'occupe d'adolescents qui sont sortis du système scolaire. Et donc on avait cinq jeunes trois jours par semaine qui étaient indemnisés par l'ONG sous forme d'une petite formation. Mais du coup ça c'était une petite victoire parce que c'est ce qu'on avait envie de faire, là sur le prochain projet, on verra mais on le prévoit dans le budget mais il y aura un chef de chantier local avec peut-être quelqu'un d'autre et payé pour ça, et peut-être avec d'autres jeunes sur le même modèle pour aider, et plus nous qui arrivons. Et c'est ça qu'on aimerait bien faire, que ce soit bien équilibré, au début je te parlais d'équilibre dans les financements, mais maintenant aussi dans l'équipe, on est hyper ouvert, parfois on a eu pleins de gens sur des tâches, à un moment on a fait un enduit sur la crèche, sur le dernier projet, côté route, un enduit ciment sable et du carton, et donc il fallait mixer ce carton et donc il fallait être beaucoup pour pouvoir faire ça, il y avait aussi mélanger ensuite, puis la transporter et la mettre. Et donc pour faire ça on a mis un week-end, on avait des mamas qui épluchaient le carton, qui le donnaient au chef de chantier qui faisait le mélange, puis avec d'autres gens et nous on apportait les brouettes, tu avais des enfants qui faisaient des boules de mélange pour les jeter contre le mur et pour finir d'autres qui lissaient un peu. Donc ça c'était génial et c'est ça qu'on recherche pour qu'un chantier fonctionne, la question de le faire collectivement, il d'abord nous qui disons qu'on a pas envie de la faire tout seul pour que ça bénéficie à des gens sur place, et c'est aussi la question de l'appropriation, et de se dire que si j'ai participé à ce projet, symboliquement il m'appartient ou je lui appartiens donc je vais en prendre soin, il y a un truc d'appartenance symbolique, et pour nous c'est le début de l'appropriation que je te disais au début. C'est important pour nous d'avoir ces deux choses, d'avoir en même temps d'avoir plus de gens embauchés sur un chantier, mais ça on y travaille pour avoir plus de financements, mais en même avoir des parties du chantier

plus collective où n'importe qui peut le faire, c'est trouver un truc qui a besoin de beaucoup de manœuvre mais dans la bonne humeur et en deux jours ça sera terminé. On ne veut pas non plus arriver sur un truc qui serait tellement financé que nous on pourrait être seulement architecte et ne pas mettre la main à la patte, arriver à avoir que des matériaux neufs et puis fait que par des artisans, je ne dénigre pas les projets qui sont comme ça mais moi j'ai envie que les projets se fassent de manière qu'on se donne un peu plus dans le projet, que les bénéficiaires, ces associations qui ont fait la commande participe et que ça se mélange.

T : Du coup sur ces projets vous restez du début jusqu'à la fin c'est bien ça ?

C : Oui jusqu'à l'inauguration.

T : Et donc après est-ce qu'il y a un suivi ?

C : Ah oui ça c'est une vraie question la question du suivi, il se trouve que ça on l'a souvent fait parce que soit on revenait pour un second projet donc on voyait celui d'avant. Et il se trouve que le tout premier il s'est pas mal dégradé et qu'aujourd'hui il n'appartient plus à Patricia pour qui on l'avait fait, qu'il y a un peu un conflit autour de ce bâtiment et qu'on nous a demandé de le réparer mais du coup c'est compliqué par c'est devenu un peu un lieu de tension. Oui parce qu'il y a des trucs à réparer comme ces bouteilles de verre, c'était très joli mais c'était une très mauvaise idée parce que tout le monde les a caillassés, donc ça c'est un échec. Mais bon la question du financement de la maintenance se pose, mais maintenant que ce projet là c'est parti un peu parti en sucette, et comme plus personne est en contact avec les nouvelles personnes, enfin bon, pour revenir sur la question de la maintenance sur le projet de la crèche, il y a pas trop eu de réparation à faire mais si demain il y a un bout du toit qui s'envole et bien tous les partenaires qui ont aidé et financé participeront pour le faire, si nous on est pas présent on fera autant que possible donner des plans et des instructions et eux financeront le truc donc la question de maintenance peut se faire comme ça, ou l'autre manière aussi c'est ce que Simon a fait durant deux ans parce qu'il y est resté pour y habiter c'est que de fait il était sur place pour suivre. Mais la question de la

maintenance, ce qui est très théorique tu vois mais ce met en place dès le début en se disant que les matériaux sont pas trop cher avec des techniques d'assemblage assez simple, bon c'est pas le cas de tous les trucs parce qu'il y a des trucs un peu technique dans n'importe quel bâtiment mais ça c'est la théorie de base et la seconde c'est que sont associés à ce projet des architectes, des financeurs, des gens qui ont pleins d'idées et qui connaissent plein de gens et bien si on enlève un maillon de cette chaîne là ça permettra quand même de réparer si il y a un problème. Et donc là pour te citer un exemple, sur le dernier projet, la coopérative maraîchère, Simon y est resté deux ans, il se trouve que c'est une grande serre et une partie de cette serre qui à la base devait être un centre de formation et aujourd'hui plus une halle communautaire, et ça se trouve que cet espace est même utilisé par la municipalité, parce que toute la municipalité est séparée en canton et il y a un maire par canton. Et du coup la mairie du canton est trop petite et donc ils se réunissent dans cette serre. Donc bref, comme c'est une serre c'est très lumineux et il fait très chaud et donc est venu l'idée de faire une protection comme on voit dans les serres, comme une sorte de rideaux. Et donc nous on est là, donc on a dessiné un petit bout de truc, mais il y a eu aussi des sud-africains qui avaient envie d'y travailler, donc nous on se dit que c'est bénéfiques et que plus les gens s'impliquent tôt plus ils vont rester sur le long terme. Mais ça c'est pour des petites parties, parce que si une partie du toit s'envole et bien là je ne sais pas ce qu'on fait.

T : Et du coup avec un peu de recul maintenant, il y a la question de la légitimité de l'architecte occidental qui arrive en Afrique du Sud, comment vous vous positionnez encore aujourd'hui sur cette question ?

C : Alors c'est une grosse question. Je me souviens d'un commentaire sur Facebook d'une personne qui disait que nous étions les nouveaux coloniaux. Mais je ne sais pas quoi répondre à cette question, parce qu'elle est extrêmement importante et ça serait super intéressant que les gars soit là parce que je pense qu'on aurait chacun un avis un peu différent. Je ne sais pas comment dire ça. Nous on estime en tout cas à notre endroit à partir du moment qu'on impose rien et qu'on

a pas la démarche d'aller quelque part et de dire ils vous manquent ça, en l'occurrence on a voulu faire un projet qui n'a pas marché mais c'est pour ça que l'enquête de terrain est importante pour estimer les besoins et si un besoin est noté, il y a toujours des choses préexistantes et ils leur manquent un outils donc nous on essaye de venir en aide par un outil, et on peut aider à dire que peut être il leur manque un bâtiment pour mettre à bien votre projet et c'est là où on se place en tant qu'architecte en amont de la commande où on pourrait participer à l'élaboration de la commande à partir de l'enquête de terrain, par nos observations. Donc de ce point de vue là on estime qu'on impose rien donc on a aucunement envie d'imposer nos trucs, on estime aussi que ça ne nous... on est pas en train de s'enrichir avec ça, alors bien sûr quand on va là-bas on est rémunéré pour notre temps de travail mais on peut pas dire qu'on s'enrichit avec ça, c'est de la rétribution pour le travail qu'on fournit. Ensuite on va pas sur place avec des financements non plus qui viennent d'entreprises qui pourrait nous donner des contraintes pour utiliser leurs matériaux. Mais par contre la vraie question c'est qu'il faudrait qu'on n'ait pas besoin de venir. Mais ça je ne suis pas sûr que la réponse nous appartienne et qu'on puisse y répondre, de plus je ne connais que l'Afrique du Sud, qui est une démocratie très jeune qui a renversé le gouvernement de l'apartheid avec le président Mandela élu en 1994 et que la question d'avoir été opprimé pendant quarante ans et se sortir d'une oppression dans laquelle on a été forgé est compliqué donc j'estime que... c'est super compliqué comme question je ne sais pas ... On voit bien sur place il y a plein d'initiatives plein de trucs mais ça peut être balbutiant sur la manière de faire. Donc c'est pour ça je reviens sur la question du début où nous en tant qu'architectes on se dit là où l'architecture n'est pas là, où il y a une petite fleur qui est déjà en train de pousser mais il faut juste un peu l'arroser pour que ça fonctionne. Et surtout qu'on est pas les seuls à l'arroser c'est la question de de l'équipe autour. mais cette question du néocolonialisme, je t'invite à voir Mr J., il parle beaucoup de l'humanitaire et comment l'humanitaire peut être un vrai instrument de néocolonialisme et comme Médecins du Monde, RSF, ou peut-être nous aussi à notre endroit, on est des outils du...

je sais plus comment il formule ça. C'est pas la même échelle mais en même temps... je connais pas trop les ONG mais je sais plus qui on a rencontré il y a pas longtemps, je crois que c'était ASF, qui font un truc à Marseille sur un énorme squat qui héberge les exilés et qui a eu des passages compliqué entre expulsions, fermeture d'un étage, et en fait c'est un gros truc mais en même temps les personnes qui gère ces projets là elles étaient deux filles, il y avait peut-être une ou deux personnes en plus qui étaient au quotidien et aussi des bénévoles mais ce n'est pas non plus, de ce que j'ai pu voir, ce n'est pas un projet immense avec lesquelles on vient avec des bulldozers, en tout cas sur cet exemple là, je connais pas le reste. Le monde n'est pas noir ou blanc dans tous les cas mais nous ça nous pose question, on estime pas à être à cet endroit là mais peut-être que de manière insidieuse sans le vouloir on y est, mais j'imagine que pour éviter tout il faut se dire d'où viennent les financements, et qu'est ce qu'ils ne t'imposent rien. Si les financements ne t'imposent rien si n'est comme dans tous financements publics, veiller à l'égalité hommes-femmes, et je ne sais plus comment c'est écrit mais une sorte de charte de bonne conduite qui pour nous semble logique. Donc c'est d'où viennent les financements et qu'est ce qu'ils t'imposent, c'est d'où vient la commande, qu'est ce que j'impose et qu'est ce que j'impose pas, comment je fais mon chantier, comment je fais mon projet, est-ce que j'associe les gens à la réflexion ou pas, et qui en bénéficie parce que à la fois est-ce que ça enrichie des gens sur place ou des gens qui l'ont fait, parce qu'il y a ça aussi c'est plus une question de l'enrichissement sur place mais bon à part en être conscient et se mettre des barrières avant c'est compliqué d'en présager la suite mais c'est comment ce qu'on va faire ne va pas bouleverser un fonctionnement d'une communauté par exemple. Et donc comment mon projet sert à la communauté, pour l'instant ça nous est arrivé, mais on est rarement dans un truc où on va aider une seule personne pour construire son garage pour son business. Bien sûr nos projets ont un rapport à ça avec Patricia, où les enfants doivent payer pour y aller mais c'est normal c'est son métier. Mais oui je pense il faut faire attention à qui ça va enrichir sur place, ne pas bouleverser un équilibre préexistant. mais dans tous les cas ça pose toujours question de qui je suis

pour aller dans un endroit que je ne connais pas pour faire un projet. Mais notre théorie là dessus c'est que le regard de l'étranger est nécessaire partout, nous étranger on arrive en Afrique du Sud avec des choses qui nous choque parce que ce n'est pas notre quotidien, ce ne veut pas dire que je suis contre c'est que c'est au-delà de mes habitudes, je pense que tout étranger, de même pour l'exact opposé où des personnes viendraient en France et verraient des personnes dormir dehors ou des exilés dormir dans des squats, et donc je pense que ce regard est important, ce regard neuf qui va défoncer des portes parce qu'il va dire des vérités générales. A la réponse de qui je suis pour aller travailler dans un endroit que je ne connais pas, je pense que c'est le propre de chaque architecte, parce que que j'aïlle bosser à Carquefou ou en Afrique du Sud je ne connais pas plus Carquefou que l'Afrique du Sud par exemple, bon je sais qu'ils parlent français je sais comment marche l'administration française j'ai une longueur d'avance, mais je ne connais pas ce qu'il se passe dans cet endroit là. Donc on a besoin de faire cette enquête sur le terrain pour savoir ce qu'il y a, donc on arrive toujours avec ce regard qui est neuf, sans aprioris, mais c'est compliqué de faire ça, mais encore une fois c'est de la théorie. Donc avec tout ça en tête on essaye de ne pas se mettre dans une position trop dominante. Mais la question en tout cas de la précarité, de la rentabilité de la précarité tu pourras en parler à Mr J. et la question de la professionnalisation ça me fait juste penser à Mr Y. qui est fondateur de l'association Une Famille un Toit, il le raconte assez bien, lui il vient du milieu militant à la base et il en arrive aujourd'hui à diriger cette association là et il le dit toujours 'nous on est une association professionnelle et on a besoin de travailler avec les militants', parce qu'il était aussi militant et ils sont devenus des professionnels, ça veut pas dire qu'ils sont des vendus mais c'est qu'ils se sont mis eux même dans un modèle économique qu'ils ont choisi, avec ses contraintes, permettant d'aider plus de gens mais en l'occurrence des personnes avec des papiers. Du coup les réponses de notre côté... de toute façon il n'y pas de réponse simple mais c'est important de comprendre vraiment ce que c'est le contexte de tout ça parce qu'il faut comprendre, mais encore une fois il n'y aura pas qu'une seule réponse.

T : Et donc aujourd'hui votre travail se situe surtout en France ?

C : Aujourd'hui oui, alors il y a un projet qui est cours de remontage en Afrique du Sud mais il faut comprendre qu'entre le moment où il y a un projet qui décide et se monte puis sa réalisation il se passe deux ans et trois ans, donc il y a ces choses là, et en France on a fait deux projets avec l'association Une Famille un Toit, sur un endroit au sud de Nantes, pour la gestion d'anciennes maisons qui était squattée, après il y a eu aussi une mission d'architecture de rénovation et que nous on faisait pas parce qu'on est pas architecte et on a également fait un projet identique dans le montage à Ancenis avec la même association, qui était une grosse maison de lotissement, donc on a travaillé la question de la commande et l'aménagement du terrain, l'étude est fini et devrait peut être entamé le chantier début 2022, oui c'est une temporalité un peu plus longue, c'est sûr que c'est pas tout à fait le même cadre réglementaire qu'en Afrique du Sud, fin pour nous c'est pas le même contexte mais on essaye de faire que ce qu'on a appris là bas qu'on le mette en place ici.

T : Oui donc vous essayez de ne pas changer d'approche entre l'Afrique du Sud et en France.

C : Oui mais c'est différent parce quand on part en Afrique du Sud notre cerveau et mono orienté, on a qu'un projet en tête et c'est assez reposant parce que quand tu te lèves le matin et tu as en tête qu'une chose, et donc l'équipe est orientée que sur un projet alors qu'en France on a pas ce luxe là parce qu'on a plusieurs projets en même temps. Mais pour parler de nos projets en France, on va sûrement en faire un à Bellevue donc qui est qualifié comme quartier prioritaire, avec des financements de l'ANRU, l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine et normalement on va être sur un projet de construction de halle dans Bellevue avec un collectif d'association autour de la question de la distribution de nourriture, fabrication de meuble de récup, un atelier commun, de formation aux outils numérique notamment sur la question très basique de la gestion administrative, plus un pôle numérique découpe laser, et le quatrième pôle qui est une boutique solidaire de seconde

main. Donc ça, ça pourrait un des projets sur lequel on pourrait s'engager, et ce qu'on aimerait et notre rêve c'est de bosser pour des associations, parce que étant une association on est à but non-lucratif, ça serait de bosser pour des associations qui œuvrent dans les mêmes, dans la même vision.

T : Oui parce que vous arrivez à en vivre ?

C : Alors oui c'est une vraie question, ça dépend de ce qu'on veut faire, ce qu'on prend comme projet et ce qu'on refuse, il y a des collectifs qui s'en sortent très bien, mais je te mentirai, si je te disais... on est pas dans une très grosse économie, on a pas de gros salaire, ce qui pourrait nous manquer aujourd'hui c'est le fait d'être une association et donc on ne peut pas s'inscrire en tant qu'architecte, il faut être une société commerciale, donc n'étant dans cette forme là on ne peut pas s'inscrire à l'Ordre des Architectes, l'idée est donc plutôt de savoir comment s'inscrire à l'Ordre, ça c'est un outils qui nous manque aujourd'hui, de se dire dans un projet on ne peut pas déposer un PC, la maîtrise d'œuvre on ne peut pas le faire, et c'est ce qu'ils nous manquent pour rester tout le long d'un projet, ça permettrait de mieux en vivre. Mais c'est vrai que c'est une grosse question, mais il faudrait interviewer chaque collectif.

T : Oui. Après pour revenir sur l'expérience en Afrique du Sud qui est toujours d'actualité aussi, est-ce que cela a eu un impact sur votre pratique aujourd'hui ?

C : Je pense que oui, d'autant plus que les deux premiers projets que l'on a fait là-bas c'était vraiment nos deux premiers projets, donc forcément ils ont beaucoup influencé la suite, sur la question de recherche des matériaux... en fait les méthodes qu'on a mit en place là-bas venaient tout autant de nous que du contexte Sud-africains, d'où la question de récupération des matériaux qui pour nous est hyper important, ça nous permet de pas figer un projet sur le dessin trop vite, c'est un truc qu'on essaye de retrouver. Donc oui ça nous a influencé, de prendre le temps d'analyser un territoire, d'interroger des gens, oui parce que nous c'est l'inverse on se dit comment répliquer les choses qu'on a appris et vu en Afrique du Sud pour les répliquer en France.

Et la grosse différence que l'on a vu, c'est la question de la légalité, là où on se heurte en France c'est sur des questions d'assurances, de légalité etc, alors qu'en Afrique du Sud les projets étaient tellement incarnés par les gens de la communauté, bien que l'occupation d'un terrain était illégal, elle était acceptée par tous. Donc de ce point de vue là on a pas besoin de permis de construire et d'assurance parce que l'emplacement est déjà illégal.

T : Ok ok, et est-ce que tu essayes de transmettre cette pratique architecturale dans ta pratique de professeur ? Et est-ce qu'on en parle assez à l'école ?

C : Alors un exemple concret c'est en Licence 3 dans le Studio Ailleurs commence ici, et là par exemple le sujet qu'on amène il est relié au sujet qui anime SAGA, ça veut pas dire que les étudiants travaillent sur nos sujets mais par exemple typiquement le studio s'appelle Architecture et Hospitalité et on les fait rencontrer des acteurs de l'hospitalité à Nantes, entre des acteurs plutôt militant qui seront sur des squats ou des professionnels qui seront plus sur de la résidence sociale gérée par l'Etat ou des associations qui sont plus entre les deux. Et du coup on les fait travailler là dessus et on les fait analyser et regarder tout un ensemble acteur sur le territoire Nantais, on les a fait rencontrer les habitants. Et on leur demande de constituer une commande, comme nous on disait en amont du projet, où la question serait 'qu'est ce que serait un projet qui accueille' et après y répondre. Forcément, on ne peut pas et c'est compliqué parce qu'on est pas deux personnes différentes, c'est compliqué de dissocier notre pratique professionnelle de ce qu'on peut faire à l'école, mais par contre on n'a jamais fait travailler les étudiants sur des projets sur lesquels on était. Mais c'est assez lié.

MADAME A.

*mission d'aide au développement avec l'association Rock'n Wood
au Népal.*

Entretien par téléphone le 16 mars 2021

T : Quelles études avez-vous fait après le bac ?

A : Oui, alors moi après le bac, j'ai fait l'école d'architecture de Nantes aussi, Licence puis master avec mon master 1 en Colombie, j'ai été diplômé en 2015 je crois, en sortant de l'école j'ai décidé de faire le DSA Architecture et Risques Majeurs à Paris-Belleville. C'est une formation qui se déroule en deux ans et où tu as cours une semaine par mois et ça balaye tout ce qui est risque majeur ce qui est risque naturel ou anthropique, des risques causés par l'homme, donc tu as trois semestres de cours, un sur ce qui est plus sur le parasismique à l'échelle du bâtiment, un deuxième qui est plutôt sur l'échelle urbaine et risques d'inondations, et le troisième qui est plus sur le côté social et les risques justement anthropiques, et ensuite un quatrième semestre de mise en situation professionnelle, où là on part au moins quatre mois, en France comme à l'étranger, pour s'insérer au sein d'une agence, d'une ONG, qui travaille avec ces risques. Et donc j'ai fait ce DSA et j'ai fait ma mise en situation professionnelle au Népal avec, donc ça c'était un peu ma première expérience dans l'humanitaire, et donc au lieu de partir quatre mois je suis partie presque un an, neuf mois au Népal avec une association qui s'appelle Rock'n Wood. Et qui est plus vraiment active aujourd'hui mais qui était une association composée de deux jeunes architecte et d'un ingénieur et qui du coup organisait pendant trois quatre ans des missions où c'était des équipes de... l'idée c'était de reconstruire des bâtiment après le tremblement de terre qui a eu lieu au Népal en 2015, nous ont été déjà parti dans le cadre du DSA faire un diagnostic sur des maisons qui ont été entièrement détruites par le séisme, et donc moi j'avais envie après avoir fait ce premier diagnostic et puis proposer un projet qui restait un peu scolaire, de continuer sur ces sujets là, du Népal, de la reconstruction, c'est pour ça que j'avais choisi de partir avec Rock'n Wood, et donc l'idée de l'association c'est de reconstruire en employant que des ouvriers locaux et en employant des techniques parasismiques mais qui soient basées sur les techniques de construction locales, que avec des matériaux locaux, et sur des choses qui sont potentiellement reproductibles, donc là nous on travaillait sur une école, on a décidé de travailler que sur des bâtiment qui sont

communautaires, pour que les ouvriers soient formés sur ces chantiers modèles là et qu'ils puissent reconstruire leur maison ensuite. Donc ce qui était super intéressant c'est que l'on partait avec moi en tant qu'architecte, j'étais architecte conductrice de travaux, à faire la conception et le suivi du chantier, la comptabilité, la gestion des ouvriers, des matériaux, des stocks, mais une fois que ça c'est fait dans la journée toi tu peux faire un peu de chantier et donc là sur chaque équipe il y avait un tailleur de pierre, un charpentier et parfois un couvreur, ça dépendait du projet. Donc ça prenait à la fois des ouvriers locaux qui sont finalement des habitants parce qu'en fait il y a pas de maçon ou de charpentier, c'est à la suite du séisme tout le monde s'est improvisé bâtisseur et c'est retrouver à construire sa maison sans vraiment savoir comment faire. Donc voilà.

T : Et pourquoi cette association est-elle plus active aujourd'hui ?

A : Il me semble que.. alors quand j'y suis allé c'était déjà la deuxième mission, chaque mission fait à peu près un an parce que chaque été c'est la mousson et du coup tu peux pas construire là bas et en tant que français le visa c'est maximum cinq mois par année civile, donc on était cinq mois avant décembre et cinq mois après décembre. Donc après il y a eu une nouvelle mission, le projet sur lequel j'avais travaillé avait été fini, tous les projets sont finis et pour l'instant il y en a pas d'autre qui se sont relancés, donc en tout cas ils sont en pause. Et travailler au Népal c'est assez énergivore donc les gérants de l'association avaient aussi besoin de faire une petite pause.

T : Et avant tout ça, qu'est ce qui vous a donné envie de faire l'humanitaire ?

A : Alors en commençant le DSA j'étais pas sûr de faire de l'humanitaire, mais je savais déjà que ça me tentait beaucoup plus de construire dans un endroit où on ressentait plus le besoin de construire où de reconstruire, plutôt que de construire du neuf juste dans des endroits où c'était juste de la spéculation immobilière, construire quand il y en avait pas forcément besoin, je crois que même si après ça pose pas mal de question de légitimité, mais se sentir utile en dessinant et en construisant quelque

chose, ça me tenait à cœur en tout cas.

T : Ok d'accord. Et après votre retour du Népal ?

A : Je travaillais déjà plus ou moins avant le Népal avec le collectif SAGA, et en revenant j'ai continué à bosser avec eux à mi-temps, la moitié de la semaine, sur des projets sur l'amélioration de vie dans les squats à Nantes. Et après je suis parti en Afrique du Sud avec eux, l'année dernière. Sur le projet de coopérative maraîchère, pendant quatre mois. J'aimais beaucoup faire ça, travailler sur les chantiers, allier construction et conception, mais je sentais quand même avoir des lacunes en termes de construction, des lacunes structurelles. Du coup, en rentrant d'Afrique du Sud, je me suis inscrite dans une formation, qui est une formation d'ouvrier professionnel en éco construction, où là pour le coup c'est beaucoup plus pratique et c'est vraiment un travail d'artisan. Et donc j'ai fait ça durant un an jusqu'au mois de décembre là et aujourd'hui j'exerce en tant qu'architecte et artisan. Donc ça ressort un peu de l'humanitaire mais l'idée de mes projets futurs serait de faire ça mais dans des projets plus solidaires au sein de chantier d'insertion ou ce genre de projets. Et oui du coup en parallèle avec le DSA on trouvait super comme formation, mais en France notamment il y a assez peu débouché sur ces sujets là, donc on a décidé en 2016 de créer l'association des Architectes des Risques Majeurs. Dont je suis présidente aujourd'hui et qui a pour vocation de créer en fait un réseau de plein de personne qui travaillent sur les thématiques du risque, que ce soit du sismique, de l'inondation et un peu tous les acteurs de l'humanitaire et d'essayer de regrouper des architectes, des ingénieurs, des sociologues, des historiens, un petit peu de tout, des hydrographes, des géologues, un peu tout les profils pour reconstruire ou même construire en zone à risque. Et du coup l'idée de l'association est de favoriser la coopération entre les équipes pluridisciplinaires pour un peu arriver à faire des réponses les plus complètes possible dans ces situations là. Et que du coup quand quelqu'un nous contacte pour nous proposer par exemple un appel à projet par exemple dans une situation à risque, nous on peut se permettre de les orienter vers la meilleure personne de notre réseau qui sera capable de lui répondre parce que par exemple

elle a déjà travaillé sur des zones sismiques donc on conseille de voir avec cette personne là, on publie tout ce qui est offre d'emploi qui sont humanitaires, mais pas que, prévention des risques et des catastrophes. Et on publie des projets, des livres et autres.

T : Et du coup vous parliez de conseil, mais c'est une association qui ne fonctionne qu'en France ?

A : Non l'association elle a des adhérents qui proviennent de l'étranger ou qui sont aujourd'hui en France qui ont travaillé à l'étranger, et puis on est tous bénévoles dans l'association donc petit à petit ça se développe, mais non l'idée ce n'est pas de se limiter à la France, c'est de pouvoir agir un peu partout.

T : Du coup pour revenir un peu en détail sur les expériences, par rapport au Népal, j'ai peut-être mal compris mais vous êtes parti en tant que bénévole ou volontaire ?

A : En tant que bénévole, c'était une convention de stage mais tout le monde là-bas était logé à la même enseigne, c'est-à-dire qu'on était défrayé et voilà.

T : Et vous étiez beaucoup sur le terrain ?

A : Par chantier on était entre quatre et cinq, et il y avait quatre projets en même temps, donc on était une vingtaine, et après les équipes elles tournaient un petit peu. Il y avait une équipe de journalistes qui était avec nous, qui filmait et documentait tous les chantiers, pour pouvoir donner un aperçu aux personnes qui soutiennent l'association. Il y avait des épisodes tous les mois, un truc comme ça, qui sont disponibles sur YouTube d'ailleurs, pour voir l'avancée des chantiers, donc il y avait une équipe de caméramans et de journalistes.

T : Et les financements trouvés par l'ONG ?

A : Alors ça fonctionnait beaucoup avec... Sur les quatre projets il y en a deux qui étaient financés par des ONG locales, du coup elles portaient le projet, et deux autres uniquement par des dons, des subventions françaises, oui majoritairement des dons.

T : Oui parce que j'ai pas demandé mais Rock'n

Wood c'était une association française ?

A : Oui c'est ça.

T : *Et est-ce que vous faisiez participer les habitants avec une indemnisation ?*

A : Oui oui ils percevaient un salaire, tous les jours, fin on leur donnait à la fin de la semaine ou du mois mais oui ils recevaient un salaire pour chaque jour travaillé.

T : *Et donc ensuite vous êtes pas reparti, mise à part avec SAGA en Afrique du Sud, à l'étranger c'est bien ?*

A : Oui c'est ça.

T : *Et du coup ça vous a permis de prendre du recul, notamment sur votre pratique ?*

A : Oui, ça a confirmé mon envie de construire plus avec les gens, juste après cette expérience là, lorsque je travaillais à mi-temps avec SAGA, l'autre moitié de la semaine j'étais en agence qui faisait du logement collectif pour les promoteurs et ça m'a vraiment confirmé l'idée que construire pour des gens que tu ne connais et dessiner des trucs dans lesquelles tu aurais toi-même pas envie d'habiter, c'était en tout pas une envie que je voulais avoir par rapport à une construction avec des locaux, même si il y avait des choses à critiquer parce que moi je suis arrivé à la phase plutôt de construction, parce que le projet était déjà dessiné donc je sais pas si en terme de conception du bâtiment au départ on était vraiment sûr quelque chose de vraiment cent pour cent participatif, inclusif au niveau des habitants, en fait au cours du chantier on s'est rendu compte qu'il y avait des choses que eux préféraient de telle ou telle manière donc ce qui était adaptable on l'a fait mais il y a des choses qui n'était pas possible à adapter. Du coup oui cette expérience ne l'a pas vraiment changé, dans tous les cas dans les choses que je choisissais de faire et de garder la même envie, avec SAGA quand on travaillait sur des chantiers on essaye, fin ce qui est aussi intéressant et stimulant c'est d'inclure les habitants des squats par exemple dans le chantier. Donc c'est un peu les mêmes logiques même si c'est en France.

T : *Et donc est-ce que vous vous sentiez légitime*

dans cette mission à l'étranger et d'y construire quelque chose ? Et est-ce que derrière il n'y avait pas le concept de néocolonialisme qui pouvait apparaître ?

A : Alors oui c'est une très bonne question. Là où je me sentais légitime c'était le fait d'avoir déjà étudié et d'être aller au Népal, d'avoir étudié le contexte, les moyens constructifs, ça me mettait un peu plus en confiance disons. Mais c'est vrai qu'il y a des choses... là par exemple c'était un bâtiment avec un rez-de-chaussée en maçonnerie et en étage en ossature bois et du torchis, et en fait en se rendant sur place on s'est rendu compte qu'il y avait pas tant que ça de torchis dans la région, du coup dans ces moments là tu te dis bon est-ce qu'on est vraiment à notre place pour construire ça, mais quand même on se sentait plus comme un appui à la reconstruction que comme quelque chose qu'on avait nous mêmes décider de faire, il y avait assez d'échanges avec le chef du village, avec les locaux avec tout ça pour se sentir quand même utile, après forcément des moments où tu te dis est-ce que ça changerait... comment dire... ils n'ont pas vraiment besoin de nous non plus quoi.

T : *Parce que sur place vous étiez vraiment la seule ONG ?*

A : Alors moi j'étais dans un village qui était vraiment perdu dans la montagne, donc oui on était la seule à cette endroit là mais après sur Katmandou il y a pas mal d'ONG. C'est vrai qu'on a rencontré d'autres volontaires de d'autres ONG qui paraissaient bien plus éloignés des locaux en tout cas. C'était des trucs qui étaient organisé où tu payais pour avoir le droit d'être volontaires dans cette ONG là et de découvrir un truc, tu avais peut-être une activité de construction le matin et puis l'après-midi une activité pour aller visiter des choses, et là pour le coup, même si nous on se reprochait quelques choses sur le fait qu'on soit une ONG française sur un territoire étranger, je pense qu'il y a pire sur terrain. Mais après il y a des choses, comme une architecture parasismique c'est faire quelque chose parasismique mais surtout livrer le bâtiment en expliquant comment il fonctionne, en ayant fait potentiellement des exercices de gestion de crise, de signalétique, des carnets techniques un peu du bâtiment,

c'est un peu ce qu'on a essayé de faire sur la fin du chantier, tu dois repartir, donc c'est des choses que l'on a pas forcément le temps de faire, de travailler avec les locaux qui demanderaient à être plus approfondi, après il y a plein de trucs qu'on a essayé de faire et qui ont plutôt bien marché, la grosse difficulté au Népal, dans le village surtout, c'est qu'ils parlent que népali, il y a peu de gens qui parlent anglais, la communication est donc difficile, au tout début des missions on avait des traducteurs mais ils sont vite parti parce qu'ils coûtaient un peu cher, donc du coup à part ce que toi tu as appris en népali, qui est quand même... tu progresses mais tu vois quand même... c'est une langue qui n'a rien à voir avec le français, donc tu essayes de communiquer un peu avec eux, on a essayé de faire des petites fiches techniques avec par exemple pour le torchis, comment on le mettait en œuvre, avec des croquis, avec des choses qui était traduite en népalais, donc ça je trouve ça permet de se sentir un peu plus impliqué et impliquant en tout cas avec la population locale. Et puis après c'est une population qui est aussi super ouverte, accueillante, donc ça aide à se sentir plus légitime.

T : Ok parce que c'était quel village où vous étiez ?

A : C'est un tout petit village dans un district mais tu ne vas pas trouver...

T : Et la plus grosse ville à côté ?

A : On était à une vingtaine d'heure de bus pour aller de Katmandou au village, donc il n'y a pas vraiment de grosse ville.

T : Et pour revenir sur le projet, vous étiez là jusqu'à la fin de la livraison du bâtiment ?

A : Non, moi j'y étais pas, il y a eu une équipe, quand on est parti il y avait déjà l'école qui avait été inauguré, et il y avait une équipe qui est venu l'année d'après pour construire un petit bâtiment sanitaire à côté, finir les enduits, faire les finitions intérieures de l'école.

T : Mais l'ONG elle commence le projet et elle le finit ?

A : Oui ça part contre.

T : Et est-ce qu'il y a un certain suivi après avoir livré le bâtiment parce que c'est parasismique ?

A : Et bien non justement, c'est une des choses que l'on pourrait reprocher, il y a pas vraiment de suivi.

T : Et est-ce que ces expériences et votre pratique aujourd'hui vous redonnent envie de repartir pour une expérience humanitaire ?

A : Oui oui, ça me redonne envie de repartir, mais on se dit vite qu'il y a pas mal de choses à faire en France, dans ces domaines-là, dans tout ce qui est bidonvilles, camps ou même mal logement, logements insalubres, il y a beaucoup à faire. Donc j'exclue pas le fait de partir mais je me dis aussi que peut-être que c'est la facilité de partir et puis si je repars c'est pour partir pour longtemps parce que je trouve qu'effectivement, même en partant avec SAGA, je pouvais partir là-bas parce que je sais qu'eux ils connaissaient très bien le contexte donc du coup on peut se permettre d'aller construire là bas, mais moi en partant seulement quatre mois avec eux je me sentais beaucoup moins légitime de construire là bas sans connaître hyper bien le contexte et tout ça. Donc je trouve que pour partir il faut... je ne sais pas combien de temps mais pas mal de temps pour s'acclimater, s'imprégner, on est quand même beaucoup moins légitime nous pour construire quelque chose avec des techniques locales que eux, donc après c'est des missions d'accompagnement, d'appuis pourquoi pas mais sans les locaux ça me paraît perdre se son intérêt et puis pas vraiment pertinent.

T : Et du coup l'expérience avec SAGA ensuite a été dans le même chemin et c'était ce à quoi vous vous attendiez ?

A : Oui, après je les connaissais pas mal avant donc je savais à quoi m'attendre mais oui c'était en tout cas le même point positif de travailler avec des jeunes locaux dans des contextes, et ce qui est assez stimulant c'est d'avoir dans les deux cas des budgets très réduits donc de faire avec les moyens du bord, utiliser des techniques de réemploi,

des matériaux, peu coûteux. Et oui on se sent plus légitime dans les projets post-catastrophe, quand ils sont inscrits dans des démarches plus longues de, pas de gestion juste de l'urgence, fin par exemple en Haïti, tout ce qui est reconstruit, en général comme c'est dans l'urgence, c'est de abris qui sont très temporaires mais finalement les conditions sont tellement précaires que ce sont des choses qui deviennent vite pérenne parce qu'il y a pas forcément de moyens développés pour après faire un suivi, fin que ce soit en Haïti ou au Népal, finalement les gens vivent des dizaines d'années après dans les abris qui ont été construits lors de la première phase alors que si ça s'inscrivait plus dans des démarches de développement et de reconstruction à plus long terme on aurait moins ces soucis là et du coup forcément ça suppose de d'aller un peu plus longtemps dans ces contextes là et peut-être se sentir un peu plus légitime pour la reconstruction.

T : Oui parce qu'au Népal c'est plutôt de l'urgence que vous avez fait moins de l'aide au développement ?

A : Non parce que nous c'était quand même trois ans après le tremblement de terre donc c'était plus... Il y avait déjà une école temporaire qui avait été faite en taule, donc nous on était plus sur du développement.

T : Ah oui d'accord. Et donc aujourd'hui, vous êtes présidente de l'association mais à côté vous avez une pratique d'architecte ?

A : Oui oui , l'association c'est vraiment annexe, en tant que bénévole, et à côté j'ai la pratique d'architecte-artisane, là je fais de la maçonnerie, et donc j'essaye de faire à la fois le dessin du chantier et la réalisation en m'entourant de pour l'instant la même équipe que j'avais au Népal, des tailleurs de pierre, des charpentiers... Pour l'instant pour des clients particuliers et j'aimerais bien le faire dans une structure qui pourrait proposer des chantiers plus solidaires. Et former des gens par exemple à l'éco-construction.

T : Ah oui donc il y a pas tant que ça de

différence entre la pratique que vous aviez au Népal et celle d'aujourd'hui ?

A : Oui voilà ça serait l'idée.

T : Et pour finir comment vous pourriez donc définir l'architecture humanitaire ?

A : Alors pour moi ça serait une architecture qui prendrait en compte plus l'humain, pour moi on peut faire de l'architecture humanitaire même si on est pas en situation de crise et d'urgence, ça serait quelque chose qui placerait plus l'humain au cœur de l'architecture, de la construction, de l'habitat, de son lieu de vie. Mais bon ça ce n'est sûrement pas la définition qu'il y a dans le dictionnaire.

T : Non non au contraire c'est bien.

MONSIEUR F.

mission humanitaire avec l'association Archi-Togo, au Togo.

Entretien par visioconférence le 18 mars 2021

T : Tu es en Licence 3 c'est bien ça ?

F : Oui c'est ça.

T : Et tu es parti entre la Licence 1 et 2 au Togo ?

F : C'est ça oui, l'été entre la Licence 1 et la Licence 2 dans le cadre du stage gros œuvre ?

T : Et pourquoi tu t'es dirigé vers l'humanitaire ?

F : Déjà parce qu'il y avait l'occasion, j'avais commencé à regarder au tout début lorsque j'ai su qu'il fallait faire un stage, je pense que c'est Pascal Joanne qui arrive en amphi et qui nous explique qu'il faut faire un stage, et dans la présentation il évoque très rapidement aussi que c'est possible de le faire à l'étranger, donc j'avais commencé à regarder ce qu'il existait mais ça coûtait très cher et juste après j'ai entendu parler d'archi Togo qui avait été créée par la promo d'au dessus, et du coup je suis allé à la réunion d'information et je me suis porté volontaire et je suis inscrit.

T : Tu voulais pas du tout le faire en France c'est ça ?

F : Je voulais faire quelque chose de différent, et c'était vraiment une opportunité à la base oui.

T : Ok ok, et comment s'est organisée cette expérience ?

F : L'organisation du coup on était plusieurs à partir, nous on était six, à partir en juillet, et ils partait à quatre ou cinq en août, je sais plus trop combien ils étaient, mais on était deux groupes, et en fait archi Togo ça nous permettait d'avoir un statut d'association étudiante pour avoir des financements même si ce n'atteint pas le financement total parce que c'est énorme. Donc l'organisation c'est ceux qui sont parti l'année d'avant qui nous ont fait des réunions pour nous aider et nous dire comment nous faire de l'argent, amortir les frais, quand-est ce qu'il fallait faire les visas et les vaccins parce que ça c'est quelque chose qu'il ne fallait pas oublier. Et après un fois sur place on était pris en charge par une association qui s'appelle Ameca, donc en gros ils venaient nous chercher à l'aéroport

et on dormait à Lomé la capitale, parce qu'on arrivait tard le soir et après on était rapatrié à Kpalimé qui est une ville un peu plus au nord, dans la région des plateaux, et on est allé sur le chantier que le lendemain encore quand on est arrivé sur le village. Sur place on était dans le village toute la semaine, on dormait dans la maison du chef et une autre maison, ce sont des maisons qui nous sont mises à disposition et en gros avec des Togolais mais aussi des Français. Le week-end, on retournait à Kpalimé en ville.

T : Et du coup juste pour revenir sur les financements, il y avait des subventions de la région ou autre ?

F : Nous on s'en est un peu mal pris, mais je sais plus comment elle s'appelle mais il y a une bourse normalement qui est attribuée à certain projet humanitaire par la région, et on avait raté le dossier, on l'avait mal fait, mais dans l'idée c'était s'inscrire si on a le budget et partir sur le fait que le financement qu'on a c'est du plus et ça sert à amortir, mais en gros on a aucune garantie.

T : Et du coup oui les financements c'était juste lorsque vous faisiez les crêpes ?

F : Alors oui mais les crêpes c'était Archi-voile, nous c'était plus les gâteaux et truc comme ça lors des portes ouvertes et on essayait de faire deux trois évènements à côté si on pouvait, mais ça ne rapportait pas énorme.

T : Oui et du coup à côté c'était à 100% de la poche ?

F : C'est ça.

T : Et du coup là-bas vous faisiez quoi concrètement ? Et quel projet ?

F : Alors on était dans un village qui était pile à la frontière avec le Ghana, et on construisait un jardin d'enfant, donc une crèche en quelque sorte, ils avaient fini de construire l'école quelques années avant. On est arrivé les fondations étaient déjà faites, et nous on a fait la dalle de béton et on a monté quelques murs, on a vraiment pas fait grand chose, mais ça on en reviendra parce que c'est aussi dans les travers de l'association et dans les déceptions

que l'on peut avoir.

T : Oui tout à fait, parce que là-bas vous étiez en lien depuis le début avec une association et c'est elle qui avait tout organisé sur place ou il y a eu des échanges entre vous ?

F : Non non c'est vraiment eux qui ont le chantier en main et nous on intervient juste en tant que maçon, on avait aucun lien avec la conception, on arrive les plans étaient déjà fait, on fait ce qu'on nous dit de faire c'est tout.

T : Oui ok, et vous étiez rémunéré ?

F : Non non on était pas rémunéré. On payait déjà des frais d'inscriptions à l'association et en plus on travaillait gratuitement, on faisait du bénévolat, mais ça c'est bon.. on a eu quelques problèmes donc on a lâché l'association il y a quelques mois, parce qu'on imaginait des choses que l'on imaginait pas, on a eu des informations venues de d'autres personnes. Mais oui les frais d'inscription à l'association étaient de 300 euros par personne, ce qui devait déjà être une réduction parce qu'on passait pas le biais de Archi Togo, donc le président de l'association ça lui évitait de faire de la pub pour trouver des européens et nous on arrive et il a sa manœuvre comme ça. Et c'est censé payer la nourriture, l'hébergement et les matériaux, bon on a fait les calculs bon on est clairement en dessous de 300 euros.

T : Et du coup les autres travailleurs, c'était des togolais déjà sur place qui était rémunéré ?

F : On l'a jamais vraiment trop su, ils devaient surement payer moins cher que nous parce que 300 euros c'est équivalent à... c'est 50 euros le smic là-bas, donc on est à six mois de salaire. Mais globalement ce n'était pas n'importe quel togolais on va dire, il y en avait c'était un footballeur de première division, c'était beaucoup de mannequin, c'était des togolais qui vivaient plutôt bien par rapport à la moyenne des togolais.

T : Ah d'accord et ça leur servait à quoi de faire ça alors ?

F : Globalement je pense que ça les faisait kiffer d'être sur un chantier, de rencontrer des français, et il y avait vraiment le truc

d'échange qui était là.

T : Ok, et du coup il y avait l'association et quels sont ces travers et ces injonctions que tu as pu rencontrer ?

F : En fait déjà dès le départ quand on nous dit qu'on paye trois cents euros on se doute qu'on paye plus cher mais en gros nous on arrive un peu innocent et on se dit c'est un peu normal on est blanc donc on paye plus cher, et on va dire que c'est le système là bas, et l'idée de partir avec cette association c'est qu'on était sûr qu'il y avait un chantier à l'arrivée, et ce qui n'est super logique là bas parce qu'il y a un réel business de faire des grands chantiers et des trucs comme ça et ce n'est pas rare que tu arrives à l'aéroport et en fait il y a personne ou tu arrives et il n'y pas de chantier du tout et tu te fais avoir. Donc nous on avait cette garantie là et on s'est dit bon bah d'accord on paie le prix mais on est sûr d'avoir un chantier. On pensait que c'était que ça, mais récemment il nous a contacté en me disant en gros qu'ils étaient à sec parce qu'il y avait pas eu de stage cette année et que si on voulait garder la maison de l'association pour pas qu'ils la revendent il fallait qu'on fasse une cagnotte pour payer ça. Je lui y ai dit 'ok je peux faire une cagnotte' si tu veux mais de toute façon nous Archi-Togo on a pas de budget et ça c'est vrai par contre, on a juste le statut d'association pour pouvoir recevoir des dons d'entreprises mais Archi-Togo ne gère à aucun moment de l'argent. Et donc je l'ai aidé pendant deux trois semaines à faire sa cagnotte et je l'ai mise sur mes réseaux et une demi heure après il y a l'ancienne présidente de l'association qui m'a appelé et qui m'a dit que c'était pas la première fois qu'il faisait ça et donc c'est une fausse cagnotte, la maison il n'a rien à payer parce qu'elle est à lui et donc c'était pour s'en mettre plein les poches encore. Donc c'est un mec qui prends ça plus pour un business et en gros il a crée l'association avec un français il y a assez longtemps et à l'époque c'était une vraie association parce qu'ils géraient ça à deux et depuis l'autre mec est rentré en France il y a transformé ça en business. Donc ça fait qu'il a aucun intérêt à finir les chantiers parce que tant que le chantier n'est pas fini nous on lui envoie des étudiants et qu'ils payent et c'est pour ça que tu te retrouve à travailler sur trois semaines le matin et encore pas tous les matins

avec un sac de ciment par jour parce que sinon tu auras plus rien à faire au bout d'une semaine et le chantier il n'avance pas. Donc là on a coupé les ponts avec lui parce que voilà... et il y a quelqu'un qui a fait un service civique dans cette association et qui m'a aidé d'ailleurs à couper les ponts avec ce mec là, et donc pour lui reprendre avec une vraie association et que lui vu que son business est cassé il laisse le chantier qu'on puisse le finir. Parce que sinon si on laisse faire il en aura encore pour trois quatre ans parce que ça l'amuse.

T : Parce que lui, à part vous qui lui payer des frais d'inscriptions, ces financements de ces projets viennent d'où ?

F : Je sais pas vraiment, mais de toute façon il n'y pas énorme à payer de toute façon parce qu'à partir du moment où lui sa maison elle est payée, et c'est un peu le truc où ils ont plusieurs business les uns à côté des autres, donc ça c'est un peu flou mais sinon si on considère vraiment le chantier en tant que tel, on était quatorze à travailler dessus mais il y avait quatre pelles, trois seaux et après on avait une trentaine de sacs de ciments pour trois semaines et c'est tout. Des sacs de 50 kg donc tu ne vas pas loin avec. Tout ce qui est gravier et sable, tu le récupères sur place à la rivière donc ça ne coûte rien, l'eau c'est pareil on la remonte de la rivière donc ça coûte rien non plus, donc tout son business c'est nous qui lui apportons globalement.

T : Et son projet il y avait un concepteur derrière, un architecte ?

F : On a rencontré l'architecte après mais c'était quatre murs, une charpente en tôles ondulées et ça fait l'affaire. C'est vraiment le plan de base, si tu fais une heure de route sur n'importe quelle route du Togo, à chaque fois que tu vois un village tu reconnais l'école parce que c'est le plan standard de l'école.

T : Et tu es parti là-bas en te disant que tu allais faire de l'humanitaire ou plutôt dans l'idée de faire une expérience autre qu'en France ?

F : C'est un peu bizarre j'essaye de me replonger dedans avant de partir, parce qu'avec du recul on n'a pas fait de l'humanitaire, ça c'est sûr. Mais avant de partir on se disait au moins

c'est un premier pas. Un premier pas dans l'humanitaire, une première expérience, on savait qu'on n'allait pas être dans des conditions extrêmes, on n'avait pas peur d'y aller, parce qu'il y a un peu cette idée d'humanitaire où on ne sait pas où est-ce qu'on atterrit, fin c'est comme ça que je le voyais, c'était plus des vacances solidaires, c'est un peu le terme qu'on utilise des fois plutôt qu'humanitaire. Mais c'est des choses qu'on aimerait changer dans l'association en tout cas. Moi j'ai le rôle de président parce qu'il faut quelqu'un qui s'occupe de tout ça, mais tous ceux qui sont partis ça leur tient à cœur, et on a envie que ça devienne une vraie association. Donc on est en train de trouver d'autres contacts, et de trouver des chantiers plus intéressants, c'est cool de construire une école mais si tu fais juste verser du béton au milieu de la jungle c'est moins bien.

T : Et après ça tu aurais maintenant d'autres projets humanitaires ?

F : Après quand je parle de changer l'association je ne parle pas pour forcément repartir c'est plus pour les prochains partent sur de vrais chantiers. Donc là concrètement on a des chantiers peut-être au Sénégal une école qui va se construire mais c'est une école qui va se construire en terre crue avec du réemploi, mais j'ai réussi à prendre contact avec la fondatrice de l'ONG et elle serait d'accord pour prendre un cinq étudiants mais c'est déjà ça.

T : Oui parce que ceux qui devaient partir cette année repartaient au Togo avec la même association ?

F : Oui comme c'était avant qu'on apprenne tout le reste, donc on les avait branché sur la même association, ça ne s'est pas fait à cause du virus, et cette année on a pas de visibilité et c'est trop tard donc il n'y aura personne cette année. Donc à partir du moment où l'année prochaine je pars en Erasmus je ne pourrai pas tenir encore l'association, mais donc on va devoir passer, l'association est très jeune et ça ne s'est jamais fait, l'association à quelqu'un qui n'est pas parti en fait.

T : Et pour revenir sur toi un peu, est-ce que toi tu vois repartir, en dehors de l'association Archi-Togo ?

F : Oui c'est des questions que je me suis posé il y a pas si longtemps et que je continue à me poser, et oui c'est quelque chose qui m'intéresse vraiment, il y a un peu ce truc en ce moment où plus ça va et plus on en apprend sur le métier d'architecte et de la réalité de ce métier et donc je me dis autant faire quelque chose d'un peu juste quoi. Autant trimé autant ne pas le faire pour les promoteurs et le faire pour des vrais projets pour les autres. Mais après les premières recherches j'ai l'impression que c'est quelque chose que tu fais en plus du métier d'architecte classique, dans le sens où tu ne peux pas être salarié dans l'architecture humanitaire. Donc c'est des questions que je me pose en ce moment, je ne suis pas focus que sur l'humanitaire mais c'est un des champs qui m'intéresse parce qu'il y a aussi un peu l'envie de prendre une revanche parce que ça reste un peu en travers de la gorge, on est vraiment parti pour faire quelque chose de bien et en fait on se rend compte qu'on a vraiment rien fait, voir faire du mal. Donc oui j'aimerais bien repartir, et même on en reparlait avec ceux avec qui j'étais, et on aimerait bien repartir juste pour revivre juste le truc et repartir avec une vraie association au moins.

T : Oui parce que tu m'as dit que vous étiez sept c'est ça ?

F : Non, on était six sur juillet et je crois qu'il était cinq sur août. Et l'année d'après ça devait augmenter, en gros ils devaient être une trentaine d'étudiants qui partaient. Non en fait il y en avait vingt sur ce chantier là, réparti sur juillet et août, et une dizaine d'autres qui partaient commencer un nouveau chantier carrément depuis les fondations. Donc on commençait à s'inscrire vraiment dans un truc où ça se pérenniser, mais bon tout est tombé à l'eau surtout quand on a appris les deux trois trucs, mais celui avec qui on traite maintenant pour reprendre un peu le chantier il est chaud pour qu'on commence d'autres chantiers aussi, et cette fois il nous intégrerait aussi à la conception, donc ça serait intéressant parce qu'on aurait peut-être notre mot à dire sur l'utilisation des matériaux, si on nous fait confiance un peu plus là dessus on a peut-être une carte à jouer ça peut-être sympa.

T : Et par rapport à la légitimité de l'architecte

occidental, qu'est-ce que tu as pu ressentir sur le terrain et comment te positionnes-tu ?

F : C'est assez intéressant, parce que c'est des questions qui reviennent souvent, par exemple dans la famille quand tu dis que tu pars là-bas, c'est un peu la question... après c'est un peu posé d'une façon différente aussi, tu en as qui vont dire 'pourquoi ils le font pas eux-mêmes', tu vois... est-ce qu'on est légitime, ça dépend de la mentalité que l'on a quand on part, il y en a vraiment, sur les onze qui sont partis sur les deux moins, ils disaient on va sauver l'Afrique tu vois, c'était un peu cette idée, un peu naïf, ça fait sourire vite fait mais pas longtemps. Je pense que c'est légitime quand tu penses que tu y vas aussi pour faire une expérience et il ne faut pas se présenter comme sauveur. Après la question de la légitimité ça dépend... aussi de la façon dont on travaille sur place avec les matériaux, les techniques vernaculaires, que l'on travaille plus sur le long terme aussi.

T : Oui tout à fait, et cette expérience, même si tu es encore en début d'étude, a-t-elle changé ta vision de l'architecture ?

F : Oui oui c'est forcément une grosse influence, après je me suis tourné, j'ai profité du confinement, je suis resté confiné seul pour le premier et aussi le deuxième, ça m'a permis de travailler sur des concours, par exemple une maison en Tanzanie, en gros une maison pour les paysans qui vivaient assez loin, et c'était une ONG qui lançait ça pour leur faire une maison, parce que c'était des huttes qui tombaient à chaque saison des pluies, et tout de suite ça m'a un peu rappelé des souvenirs et je me suis lancé là dedans. Du coup j'ai participé à d'autres aussi, avec Let By My School. Le projet était intéressant et moi ça me permettait de m'améliorer en parallèle de l'école, mais je trouve que c'est des projets qui sont assez intéressants, c'est des choses à lesquelles je pense. Même parmi les architectes que je suis maintenant comme Tishigo Mori ou encore Francis Kéré qui font des supers projets.

T : Et ça a donné quoi ces concours ?

F : Ah rien parce que je suis content de ce que j'ai fait mais c'est des trucs où il y a un niveau qui est trop haut, mais je trouve ça intéressant,

parce que je suis arrivé en architecture sans aucun style graphique, aucune sensibilité, parce que j'avais eu un parcours classique, et du coup c'était aussi un moyen de rattraper ça au plus vite, de m'entraîner, de faire des images même si au début c'est pas dingue, le fait de travailler au début tout seul ça me permet de me reposer sur les autres lorsque tu ne sais pas faire.

T : Ok ok super ça, et maintenant avec cette expérience accumulée comment définirais-tu ce domaine très large de l'architecture humanitaire ?

F : Je trouve qu'il y a une façon de penser qui est assez cool. Dans l'architecture humanitaire l'objectif n'est pas d'avoir le geste architectural, de faire un truc extravagant, pour moi l'objectif c'est d'arriver de faire quelque chose de confortable, de prouver qu'on peut faire quelque chose de confortable, décent et digne sans mettre des millions. C'est un gros enjeu je trouve, c'est peut-être un peu naïf de dire ça, mais je trouve que c'est super important.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

MONSIEUR T.

mission volontaire en Équateur, avec l'ONG Hogar De Cristo.

Entretien par téléphone le 18 mars 2021

Thomas : Quelles études as-tu faites ?

T : J'ai fait comme toi je suis passé par l'école d'architecture de Nantes... tu veux savoir le parcours scolaire plus précisément ?

Thomas : D'abord peut-être pour me situer l'expérience humanitaire s'est passée à quel moment ?

T : Alors du coup j'ai fais mes études, j'ai été diplômé en 2014 je crois, ensuite j'ai travaillé l'équivalent de deux ans en France, et en ayant en tête de partir à l'étranger, sachant que c'était un projet de couple aussi. On est tous les deux architectes de formations mais mon épouse était plus sur une réflexion, déjà elle a pas exercé vraiment ou un petit peu à mi-temps en terme d'architecte classique on va dire, mais elle était plus dans une réflexion de trouver sa voie et de faire autre chose, elle était plus sociologie et urbanisme mais voilà c'était plus cette branche là. Et du coup notre principale motivation, c'était pas l'architecture en premier, moi je voulais au mieux travailler dans mon domaine, et sachant que c'était projet de couple donc dans tous les cas c'était difficile de trouver un endroit où les deux trouvent des missions qui correspondent à leur mission de base. Donc on voulait partir pour sortir de sa zone de confort, découvrir d'autres cultures, et être plutôt dans l'échange. Sachant qu'on a notre... comment ça s'est passé, c'est qu'on est parti en VSI, Volontariat Solidaire International, et donc on a été voir un organisme français, qui lui après connaît des organismes dans le monde et qui avec notre profil, si il y avait un organisme qui cherchait quelqu'un qui avait besoin de notre profil, ils nous mettaient en contact. Donc voilà ça s'est passé comme ça, sachant qu'on a été dans un organisme... donc on a été en Equateur, et c'était un organisme équatorien, donc c'était pas un organisme international ou français, sur place qui faisait plusieurs actions, dont l'action historique pour laquelle moi j'ai travaillé qui était du logement d'urgence. Donc logement d'urgence, soit lié à la pauvreté, des soucis de logements, ou aussi lié à la pauvreté aussi mais à la suite des catastrophes naturelles. Historiquement ça s'est créé parce que c'était pour répondre au besoin de tout ce qui était favelas et bidonvilles qui était autour des grandes villes, et par la même occasion

lorsqu'il y avait des séismes, ils étaient en capacité de répondre rapidement pour faire des logements pas cher et facile à monter. Et donc eux il savaient en interne un architecte, mais il s'occupait, alors c'était un architecte qui était là depuis pas mal d'années, peut-être 25 ans dans l'organisation, et qui s'occupait plutôt des bâtiments de l'association en tant que tel, et donc il ne s'occupait pas des habitats d'urgence, et il y avait une autre architecte équatorienne qui était là et qui est partie en cours de route. Donc là le but ce n'était pas d'apporter un savoir qui n'était pas existant sur place, puisqu'il y avait déjà des architectes équatoriens, c'était plutôt dans ces cas là l'idée de l'échange culturel, donc c'est moi j'apprends des choses et eux et moi je peux leur apporter des choses auxquelles ils n'auraient pas pensé. Après ma mission sur place elle consistait à on va dire du R&D, recherche et développement. En fait il avait des modèles de petites maisons, ils en avaient plusieurs, plus ou moins cher, plus ou moins grandes, adapté à différents types de terrain, et moi j'étais là pour les améliorer ou les remettre aux normes parce qu'il y avait des nouvelles normes notamment liées aux séismes, et j'étais aussi là, pas pour ma mission première... bon c'était très flou les missions de base, il s'agirait qu'il y est un sujet qui a émergé qui était, en Equateur il y a plusieurs climats et nous on était, l'organisme à la base s'est créée sur le climat qui est sur la côte, qui est un climat tropical/sec, donc en gros il ne fait jamais froid, il fait juste humide et sec en alternance, et ils avaient des réponses pour ce climat là, mais on va dire qu'il y a un peu près la moitié de la population qui vie aussi dans la montagne, mais ils avaient pas de réponses pour ce population là, et donc l'idée c'était d'essayer de développer un modèle d'habitat d'urgence qui utilise un peu leur processus de fabrication mais qui soit adapté au froid de la montagne. Donc j'ai aussi bossé là dessus, sachant que ça n'a pas abouti durant les deux ans où j'y étais, parce que du coup on a été deux ans, donc ça n'a pas abouti en terme de production pendant que j'y étais sachant que bon comme dans toutes les organisations, tout est un peu lent. Donc à la fin quand je suis parti il y avait des pistes de conception, certains plans mais ça n'était pas arrivé dans le concret pour développer le truc, pour trouver des ressources et faire des tests de prototypes. Donc voilà ça c'était

le cadre, au bout des deux ans, on avait un peu vu les limites de la situation dans le cas présent, ça peut être bien à d'autres endroits mais en tout cas dans l'association où on était on a vu petit à petit, en dehors des problèmes de hiérarchie et de fonctionnement, pour ce qui est du volontariat en tant que tel ils étaient pas... en fait moi... les motivations de pourquoi avoir une personne étrangère elle était je pense avant tout pécuniaire, parce que je coûtait moins cher qu'un architecte local. Enfin ça c'est une analyse que j'ai pu faire petit à petit, et que pour ma présence est plus de sens il aurait fallu qu'il y est un architecte équatorien qui soit sur place, sur le long terme, sur la conception des maisons, ce qui n'était pas le cas parce que l'autre architecte ne travaillait pas dessus. Ce qui faisait que moi quand je suis arrivé il n'y a pas eu une passation rapide, il fallu que je fouille, que je cherche et que je pose pas mal de questions pour savoir où était les documents, et sachant qu'il y avait eu des étrangers comme moi qui était passé avant moi, pas juste avant moi mais deux ans avant, donc c'était un peu décousu, il y avait pas de fil conducteur avec quelqu'un qui gérait le sujet sur le long terme; et en fait j'ai appris que notamment celle qui est partie en cours de route, l'autre architecte, qui n'était pas là depuis longtemps mais elle est partie parce que le fonctionnement hiérarchique était difficile à gérer, il n'y avait pas beaucoup d'écoute et de respect sur ce qu'on pouvait apporter de par notre expertise de la part des chefs on va dire, qui eux ne possédaient pas spécialement beaucoup d'expertise mais par contre qu'ils s'écoutaient beaucoup eux au lieu des techniciens qui pouvaient leur apporter des réponses, que ce soit moi ou un architecte équatorien c'était la même chose, et il payait pas très cher par rapport au prix des architectes du pays, ce qui faisait qu'ils arrivaient pas à conserver des architectes équatoriens. Donc ce qu'on en a tiré c'est que notre présence pouvait apporter des choses mais qu'il fallait avant tout revoir leur priorité et leur façon de gérer l'organisation avant de ré accueillir des étrangers. Donc nous on a fait un rapport dans ce sens là, que pour l'instant ça ne valait peut-être pas le coup de renvoyer à nouveau du monde en tant que volontaire sur place, parce que voilà il y avait une défaillance qui faisait que ça n'avait pas grand sens si c'était pour venir combler une situation que

l'on connaît pas de loin mais que arrivé sur place on se rend compte que l'on participe à un fonctionnement qui n'est pas bénéfique.

Thomas : Et je ne sais pas si tu as dit le nom de l'association ?

T : Oui non je ne l'ai pas dit, donc l'association sur place s'appelait Hogar de Cristo, ça veut dire en français le foyer du Christ.

Thomas : Et c'est une grosse association en termes de volontaires et bénévoles ?

T : Oui, c'est une ONG et ils sont... quand on y était c'était en baisse d'effectif pour différente raison politique, mais ils étaient autour des 180 salariés, parce que moi j'étais juste sur la partie architecture d'urgence, sachant qu'ils ont une fabrique de maisons, des maisons en kit qu'ils fabriquent eux-mêmes, et par ailleurs ils avaient d'autres programmes, des programmes d'accompagnements de scolarisation des enfants, où ils accueillaient des enfants en plus du temps scolaire, ils avaient des programmes de banques communautaires, un programme de formation à l'entrepreneuriat, en gros qui s'adressait surtout aux personnes avec peu de ressources qui voulaient se lancer dans une petite entreprise pour gagner sa vie, et voilà après il y avait d'autres choses et c'est que ce qui faisait qu'ils étaient un peu près 180 dans l'organisme.

Thomas : Et pour la ville tu étais situé où ?

T : Alors c'était la ville de Guayaquil, en nombre d'habitants c'est la plus grosse ville d'Equateur mais ce n'est pas la capitale, c'est le gros port industriel et de commerce du pays.

Thomas : Pour le projet, c'était des maisons et les financements provenaient d'où ?

T : Alors ils fonctionnaient beaucoup en fond propre, en fait c'était l'une de leurs forces d'un côté c'était que les maisons, ils les vendaient, c'est-à-dire que des gens les achetaient, c'était les maisons les moins cher disponible en Equateur, par exemple pour te donner un ordre d'idée, la moins cher mais aussi la plus petite faisait deux mètres cinquante par cinq mètres, sur pilotis, en bois de bambou, et le prix de la maison en elle-même coûtait 900 dollars et

avec le transport un peu plus, et si tu faisais construire la maison par un maître d'œuvre ça faisait peut-être à 1200 ou 1300 dollars. Sachant que la maison tu peux la construire avec des amis tout seul, et la monter en une demi-journée avec quelqu'un qui l'a déjà monté mais sinon tu peux mettre une journée.

Thomas : Mais du coup ça concernait des populations qui avaient un peu d'argent non ?

T : Oui il fallait avoir un peu d'argent mais quand même il n'y avait pas d'autres offres comme ça, il y avait du logement social mais ce n'est pas comme en France, ce n'est pas de la location, ça passe surtout par de la vente, et le logement social c'est beaucoup plus cher que ça, là les modèles de maison, selon les matériaux et les tailles ça allait à 900 dollars à autour de 6000 dollars la plus cher, et ça l'Etat ne pouvait pas proposer de la concurrence à ça, et donc les gens qui ont des moindres revenus et qui n'avaient pas dans leurs familles proches de gens qui s'y connaissent en construction et tout, c'était pour eux les choses les moins cher possibles. Du coup ils les vendaient et lorsqu'il y avait des situations d'urgence il avait des dons d'entreprises et de particuliers, et par exemple là il y avait un séisme un an avant qu'on arrive et du coup il y avait eu beaucoup d'entreprises qui avait fait des dons spécialement pour loger des gens qui avaient perdu leurs logements suite au séisme. Et donc dans ces cas là les gens les ont reçu gratuitement mais c'est quand même derrière des donations qui ont financé les maisons, donc eux le modèle économique de l'association globalement reposait sur la vente des maisons, et après les autres programmes il y en avait qui étaient financés par des financements types subventions mais pas de l'Etat mais plutôt d'organisations étrangères, des ONG allemandes ou autres qui financent des programmes comme ça dans le monde.

Thomas : Mais ils ne cherchaient tout de même pas une rentabilité forte avec cette vente de maison, au niveau des marges ?

T : Alors comme ils avaient un but social, on peut pas dire qu'ils cherchaient la rentabilité, mais le prix des maisons était calculé pour être autosuffisant, payer les salaires de ceux qui les fabriquaient, il y avait quand même une grosse

part, il y a une logique presque d'entreprise mais sans le but c'est d'accumuler de l'argent oui.

Thomas : Et du coup vos raisons de départ sont celles que tu avais énoncé c'est ça ?

T : Alors en fait le statut de VSI, tu as le droit de l'avoir 6 ans dans ta vie, et souvent une mission dure entre un et deux ans, souvent pas plus de deux ans parce qu'il considère qu'au dessus de deux ans c'est que cela ne s'appelle plus du volontariat, si ça perdure le besoin et l'envie de rester c'est que ce n'est plus sous le format du volontariat mais plutôt quelqu'un qui veut s'installer sur place, et que l'association sur place c'est autre chose, et donc nous on est parti avec un contrat de un an renouvelable donc on devait se poser la question mais on s'est dit que ça nous plairait d'y être deux ans, parce qu'avec le temps de l'acculturation, de l'intégration sur place, c'est donc intéressant d'être plus longtemps qu'un an sur place, mais on devait faire quand même le choix au bout de neuf dix mois pour savoir si on voulait continuer, et nous pour plein de raisons il nous semblait bien de continuer même si c'était un peu compliqué parfois avec l'organisme, mais par contre ce qui nous a fait choisir de rester et qu'on a surtout pas regretté c'est la vie du quotidien, à côté du boulot, où avec nos collègues mais aussi les voisins. Donc c'est différent qu'être avec Architectes de l'Urgence où là c'est de l'organisme international interventionniste, nous c'est plus du long terme, sans urgence, qui est plus sur le sens de l'échange culturel, tant dans un sens que dans l'autre, avec une visée plus globale que les gens se connaissent mieux. Pour avoir moins de préjugés mais plus de connaissances.

Thomas : D'accord. Pour revenir juste un peu au début, lorsque tu énonçais les raisons de cette expérience tu n'as jamais utilisé le mot humanitaire, je voulais donc savoir si c'était fait exprès ?

T : Ce n'était pas conscient, mais c'est vrai qu'on l'a jamais vu comme ça, on ne se l'est jamais dit comme ça, on s'est pas dit qu'on partait faire de l'humanitaire, en fait on s'est dit qu'on partait de manière volontaire, le nom du statut doit jouer aussi c'est vrai,

vivre quelque chose d'autre dans un échange culturel. Comme ce n'est pas de l'urgence, le mot humanitaire qualifie plus ça, et que là on est plus sûr de l'échange, et on aurait pu, et c'est une question que l'on s'est posé, faire un volontariat en France, voilà ou même en Europe, mais on avait envie de sortir de la culture française pour diverses raisons, et voir le fonctionnement d'une autre société, et donc c'est pour ça qu'on est parti à l'étranger.

Thomas : Et du coup dans ce principe est-ce qu'il y avait des idées préconçues avant de partir ?

T : Oui des idées reçues avant de partir et qui ne le sont plus sur place ? Je sais pas trop, j'ai pas senti la sensation d'avoir trop eu des surprises, en tout cas je n'ai pas eu des choses où je me suis dit 'ah c'est quelque chose auquel je ne m'imaginai pas'. En fait je pense que j'étais plus dans un état d'esprit que ça va être très surprenant, c'est un peu le flou, mais ça va être sûrement être riche d'enseignement, et effectivement sur place ça s'est confirmé que c'était flou, qu'on ne pouvait pas savoir avant d'y être et que c'était riche d'enseignement, parce que très différent. Après, c'était peut-être un préjugé nous le on le savait pas avant d'y aller, mais ce qui a été très riche notamment sur place c'est qu'on voyait plein de monde, fin contrairement à la France, le contact social était beaucoup plus facile, là où on habitait toutes les maisons étaient ouvertes tout le monde vivait dans son jardin ou dans la rue, et du coup très vite tu croises plein de monde, tu deviens très vite connu dans le quartier, bon on était en plus des étrangers donc ça s'est sûr que ça a appuyé la chose. Mais sinon pas trop d'idée préconçues, mais après j'ai du mal à faire la part des choses entre ce que je m'imaginai peut-être avant de faire la démarche pour le volontariat et finalement ce que l'organisme français qui nous a trouvé les missions et qui nous fait des formations, nous a un peu prévenu et préparé à justement déconstruire des trucs, mais je pense que dans tous les cas j'en avais pas beaucoup d'avance.

Thomas : Et du coup depuis vous n'avez pas eu de nouvelle expérience ?

T : Non comme ça non, en tout cas on est resté en contact avec nos amis équatoriens mais

sinon d'autres expériences comme ça non. Alors en rentrant on s'était un peu posé la question, mais le faire en France. Mais pour l'instant non rien.

Thomas : Et quel est ton travail aujourd'hui ?

T : Alors déjà le retour n'a pas été évident, c'est-à-dire qu'on est arrivé fin de l'été donc au début retrouvailles amis et familles et tout ça, et ensuite arrive l'automne et l'hiver et arrive la question 'qu'est-ce qu'on va devenir' et 'qu'est-ce qu'on fait en France', parce que souvent en étant loin et en faisant ce genre d'expérience on est devenu un peu marginaux par rapport à la société française, on est plus dans le moule en tout cas, on est sorti de l'état d'esprit français et avec une vision assez critique sur comment fonctionne la société et tout ça, du coup pour trouver sa place ce n'est pas toujours évident, et donc ça a duré, en tout cas moi j'ai trouvé un boulot au bout de six mois dans une agence en partant à Dunkerque, après avoir beaucoup cherché à travailler avec la paille, la terre crue et des trucs comme ça, mais en ayant fait des formations mais en ne trouvant pas, donc j'ai dû élargir, et je me suis retrouvé dans une agence classée à Dunkerque, très sympa mais je suis resté que six mois qui était le CDD qui était convenu au début, mais aussi pour diverses raisons, ça n'allait ni pour moi ni peut-être pour eux, et depuis c'est encore moi qui ai fait qu'on a bougé au niveau boulot, là actuellement je bosse dans une agence au Mans qui s'appelle A2A. Et qui est plutôt spécialisé dans la construction bois et la construction passive et on bosse surtout sur du 50% logement social et 50% équipements publics. Donc moi je cherchais à intégrer une agence qui avait plus une sensibilité on va dire écologique, bon pour l'instant où je suis on ne fait ni paille ni terre crue mais en tout cas ce n'est pas un sujet tabou, et là maintenant j'ai appris pas mal de choses, ça n'a rien à voir avec l'Équateur, donc j'avais un peu bossé en France avant, c'était une petite agence, mais avec ces deux ans entre ça fait qu'on apprend de nouvelles choses. Maintenant je suis content là où je suis, mais en tout cas l'expérience en Equateur, elle m'a apporté des choses, mais je ne sais pas comment dire, c'est plus de l'ordre du savoir être, plus de l'humain, peut-être des choses plus de bon sens, ou de bricolage, sur quoi je bossais on appellerait ça en France

des cabanes, donc c'était très éloigné, bon tout en maniant des concepts comme le bio climatisme ou des trucs comme ça, mais en tout cas en terme d'application, de matière et d'assemblage ça n'y ressemblait pas. Je pense que l'impact que ça a eu c'est de plutôt utiliser des matériaux plus locaux, simples et un peu moins manufacturés, et un peu plus de simplicité que les machines à gaz et termes d'équipements et autres technologies.

Thomas : Avec du recul aujourd'hui, tu te sentais légitime d'aller travailler en tant qu'expatrié ?

T : Oui du coup, pour te dire le recul à peu près qu'on a, on est rentré été 2018, donc ça va bientôt faire trois ans, qu'on est rentré, ça fait pas beaucoup mais ça me paraît très loin. Et alors la légitimité... je t'en ai déjà un peu parlé, moi je pense que de part notre contexte d'intervention, on ne s'est pas senti illégitime parce que on venait pas dans l'optique d'apporter des choses qui n'avait pas été sur sur place, c'était surtout plus dans le fait d'apprendre, et donc pas d'apporter à part notre présence, notre personne, et notre envie de participer et un petit grain d'originalité, parce qu'on avait pas vécu là, et donc ça ça enlève le côté légitime. Et après, on avait quand même un peu ce soucis là de pas être en sauveur et se sentir légitime justement parce que le regard dont je te parlais, le fait que je ne trouvais pas ça normal, au vu de ce que j'ai compris petit à petit, finalement que j'étais là parce qu'il avait pas beaucoup d'argent, ils ne voulaient pas payer un architecte équatorien sur place, et moi j'aurai préféré qu'ils mettent plus d'argent pour avoir un équatorien sur le long terme plutôt qu'avoir des volontaires qui viennent de temps en temps. Mais je ne me suis pas senti illégitime parce que je n'étais pas quelqu'un qui donnait des ordres, je n'apporterais pas des solutions tout seul. Après mon épouse Noémie était dans une situation plus inconfortable, au début elle est arrivée et elle a été mise plus ou moins responsable d'un projet mais qui n'avait pas de moyens, qui devait faire la coordination sur place entre les chefs, elle était pas à sa place dans ça parce qu'elle avait pas d'expérience dans le coin, et aucune ancienneté, donc les autres chefs là bas la hiérarchie est très verticale donc voir une jeune française arrive et les faire travailler ensemble, d'ailleurs parce que c'était des chefs

qui ne s'entendaient pas à la base, fin bref elle était dans un position qui était délicate et que justement ils la trouvaient illégitime, fin on était pas venu pour être des responsables de quelque chose mais plutôt des partenaires de d'autres gens. Et donc ça au bout d'un an elle a réussi à que l'organisation change, et c'est une équatorienne qui est devenue responsable de ce service là et Noémie était plutôt un soutien à cette équatorienne là, et ce n'était plus elle qui devait animer les réunions. Et donc à ce moment-là, nous on trouvait qu'on était à une place qui était plus légitime.

Thomas : Et du coup aujourd'hui tu n'as plus de point d'accroche avec une association en dehors de ton travail ?

T : Alors en dehors de mon travail non, pour l'instant non, je l'ai un peu été à Rennes... Oui parce qu'on est rentré, moi à la base j'étais du Mans et Noémie d'Angers, on a été faire nos études à Nantes, après Noémie a été bossée à côté de Montauban, moi pendant ce temps je bossais dans les Alpes, et on est parti, et quand on est rentré, on ne voulait pas vivre chez nos parents mais on avait pas de choses qui disait qu'on irait d'un côté ou de l'autre, et on ne voulait pas retourner dans les Alpes, du coup on a été à Rennes pendant six mois, après on a été à Dunkerque pendant six mois, après on a été au Mans pendant un an et là on vient de s'installer à Sablé-sur-Sarthe. Mais en gros on commence tout juste nos recherches, parce que nos objectifs c'était de s'enraciner quelque part, mais il fallait qu'il y ait des projets qui nous plaisent. Et du coup là ça fait deux mois qu'on est à Sablé-sur-Sarthe, et donc on commence tout juste à se recréer des racines. Et du coup tout ça pour te dire qu'on a pas vraiment eu l'occasion même si ce n'est pas l'envie qui nous manque, de se réinvestir plus dans le social notamment, voilà sachant qu'à Rennes on avait participé à justement l'association qui s'appelle ADT Quart Monde, mais aussi à une autre, où j'avais regardé si il y avait pas des postes qui se libéraient, qui était les Compagnons Bâtisseurs, c'est dans le domaine de l'habitat et des travaux, et c'est de l'accompagnement et de l'aide pour améliorer l'habitat pour des personnes qui ont peu de moyen et qui sont dans des situations précaires, et soit par des volontariats et des aides, et l'origine de l'association est à Rennes

mais ils sont un peu partout maintenant. Mais là pour la suite, je ne sais pas de quoi sera fait la suite.

Thomas : Et pour conclure, une question un peu large et personnelle, c'est comment définirais-tu l'architecture humanitaire, ou comment définirais-tu la pratique architecturale que tu as eu à l'étranger ?

T : Alors là c'est une première, je ne me suis jamais posé la question de la définir. Après ça ressemble pas mal à la conception que j'avais de la pratique architecturale en France, moi celle de l'étranger ça a été beaucoup d'observation des techniques constructives existantes, discussion avec les habitants sur leurs modes d'habiter, et après j'étais dans un situation qui n'était pas de l'urgence mais plutôt du 'faire bien juste ce qu'il faut avec peu' et que ça réponde justement aux modes d'habiter, et que ce soit avec des techniques et des matériaux que l'on va trouver avec des compétences locales, des ressources locales, et que par la suite ça ne soit pas un objet qui ne soit pas irréparable. C'est beaucoup, comme une éponge, d'absorptions de tout le contexte pour participer avec des locaux de faire quelque chose dont ils ont besoin et qu'ils désirent, et avec de mon point de vue personnelle une envie de découvrir et d'apprendre autres choses, et d'être dans le jeu, le plaisir de concevoir des espaces et de trouver des solutions avec d'autres.

Thomas : Et du coup par rapport au fait que tu dis ne pas faire de l'urgence, est-ce que ce serait une sorte d'aide au développement, vu que c'est un accompagnement ?

T : Oui... Je ne sais pas trop, je ne suis pas très à l'aise avec le mot développement, qu'est ce que le développement, en tout cas on a une vision souvent occidentale du développement qui est plus efficace plus confortable, et du coup le développement je sais pas si ça correspond, en tout cas pour moi c'était plus les idéaux et la motivation du 'vivre bon', plus le fait de participer, de participer à que des gens vivent mieux et plus dignement.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

HUMANITAIRE ET LÉGITIMITÉ, L'ANALOGIE MODERNE.

L'architecture humanitaire : trajectoires des jeunes étudiants et diplômés à l'international à travers les déterminants de l'engagement, les rôles endossés et les apports post-expérience.

Séminaire Architecture en pratique(s), pratique(s) de l'architecture .

Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Nantes.

Bettina Horsch.

Juin 2021.

thomas poullaouec-gonidec.

